L'EXPÉDITION

DU MEXIQUE

I.

LA GUERRE DE L'INDÉPENDANCE ET LES RÉVOLUTIONS MEXICAINES.

Une expédition, dont l'opinion publique s'est montrée étonnée, est dirigée contre un des états du Nouveau-Monde remarquable entre tous par son climat, la richesse de son territoire et l'abondance de ses mines d'argent, fort important par son admirable situation entre les deux océans Atlantique et Pacifique, qui l'indique comme un intermédiaire futur entre les deux grands foyers de population et d'industrie, de connaissances et de richesses de l'ancien monde, l'Europe occidentale d'un côté, la Chine et le Japon de l'autre. C'est la république du Mexique, naguère le royaume de la Nouvelle-Espagne. La France est représentée dans cette entreprise par une petite armée au complet de toutes armes, dont l'effectif est d'environ sept mille hommes. L'Espagne y a envoyé un contingent respectable; l'Angleterre y a une escadre; mais, dans l'armée qui du port de la Vera-Cruz montera vers Mexico, les troupes britanniques ne doivent pas figurer. Les événemens diront à qui la prépondérance aura appartenu dans l'entreprise. Amour-propre national à part, il serait surprenant qu'elle ne revînt pas à la France, car la coopération matérielle de l'Angleterre est à peu près insignifiante; elle y prête son concours moral, qui est d'un grand prix, mais elle n'y apporte pas de moyens d'exécution. Quant à l'Espa-

gne, plus elle s'effacera, plus la réussite sera facile et rapide. En parlant ainsi de l'Espagne, l'idée de la rabaisser ou de lui contester sur la marche des événemens généraux de notre temps sa part d'influence légitime est loin de notre esprit. Nous sommes de ceux qui saluent avec bonheur la renaissance de cette nation autrefois si puissante, chez laquelle un système de compression politique et religieuse tout à la fois, qu'on pourrait croire imité du despotisme asiatique, avait étouffé tous les germes de grandeur et de progrès. L'Espagne rentrée dans les traditions représentatives et les voies de la liberté politique, l'Espagne affranchie par ses propres efforts de cette exécrable juridiction, qui érigeait en crime toute manifestation libre de l'intelligence, et d'après laquelle l'*acte de foi* par excellence consistait à brûler en solennité des malheureux signalés comme coupables d'hérésie, l'Espagne travaillant à se réconcilier de toutes parts avec la civilisation moderne, a nos vives sympathies, de même qu'elle a celles de toute l'Europe libérale; mais ici, dans cette affaire spéciale de l'expédition du Mexique, des circonstances particulières que nous aurons occasion de signaler commandent à l'Espagne de paraître aussi peu que possible, et le mieux eût été qu'elle n'y prît aucune part.

On parle donc de Paris, à l'heure qu'il est, sur la plage de la Vera-Cruz. Ce n'est point la première fois que des hommes armés débarqués sur ces rivages s'entretiennent de cette capitale, de ses charmes et de ses merveilles. La chronique rapporte que lorsque Cortez y eut mis pied à terre et qu'il parcourait avec ses principaux compagnons l'emplacement sur lequel il allait fonder la primitive Vera-Cruz (c'était le jour du jeudi saint, en 1519), un de ces vaillans jeunes gens se prit à fredonner une ballade espagnole sur l'enchanteur Montésinos, où il était fait mention de la *grande ville*. Je ne prétends pas cependant que ce fût un pronostic de la tentative qui aujourd'hui amène les enfans de la France dans ces mêmes contrées.

Quant à l'objet définitif et suprême de l'expédition, le champ reste ouvert aux suppositions, car il n'a pas été clairement exposé. Dans ce que nous en allons dire, nous partirons donc d'une hypothèse, sans nous dissimuler que lorsque le raisonnement politique a un fondement pareil, il a l'inconvénient de tenir du roman. Notre supposition sera celle-ci : l'origine et l'occasion de l'expédition, c'est la série d'outrages et de violences que les autorités mexicaines se sont permis envers des citoyens français, espagnols ou anglais, et même envers la personne du chef de la légation française. M. Dubois de Saligny ; mais l'effet probable et attendu des gouvernemens eux-mêmes, aussi bien de celui d'Angleterre que de ceux d'Espagne et de France, sera de renverser le système de gouvernement établi au

Mexique depuis l'indépendance, système qui a complétement échoué à garantir à ce beau pays les élémens les plus indispensables de l'ordre social et de la prospérité des états. Le complément de notre hypothèse, c'est que le système monarchique, mais d'une monarchie parfaitement indépendante et aussi libérale que possible, y sera substitué à une république qui n'est que nominale et dérisoire, car l'essence du gouvernement républicain, c'est le règne de la loi, et, dans les temps modernes, d'une loi faite dans l'intérêt de tous. Or au Mexique il n'y a plus de loi, et ce qui y règne, c'est le caprice, la vanité, l'ignorance et l'avidité d'une poignée de chefs militaires faisant tour à tour d'éphémères apparitions au pouvoir.

Je ne voudrais pas que ces paroles me fissent passer pour un adversaire systématique du gouvernement républicain. La république est excellente là où elle peut réussir, là où elle offre le meilleur mécanisme pour élever la condition morale, intellectuelle et matérielle des populations, susciter la prospérité et la grandeur nationale. Elle est détestable là où elle détermine l'abaissement des mœurs publiques et privées, où elle fait obstacle au progrès des lumières et au développement de la richesse collective et individuelle, où elle mène l'état de catastrophe en catastrophe et le pousse à l'abîme. Depuis l'époque de Franklin et de Washington jusqu'à la crise que la question de l'esclavage vient de provoquer au sein des États-Unis, la république a été le levier du progrès chez les Américains du Nord. La forme républicaine et l'esprit du *self-government* porté même à sa dernière limite y ont enfanté des merveilles : donc la république y a été parfaitement à sa place. Au contraire au Mexique, depuis l'indépendance jusqu'à l'époque actuelle, tout a été de mal en pis. Il n'y a eu de progrès que dans la rapidité de la décadence : donc la république y a été un fléau; mais aussi bien elle n'y a été qu'un mensonge.

Il est un point facile à établir, l'histoire à la main. Si le système républicain fut proclamé au Mexique après l'indépendance, ce fut principalement par l'effet de la politique aveugle et obstinée qui caractérisait le cabinet de Madrid en ce temps-là. En se déclarant indépendans, les Mexicains avaient eu à cœur de rompre tout lien de sujétion envers une métropole par laquelle ils se jugeaient opprimés; mais il n'est pas impossible de montrer que les institutions monarchiques ne leur déplaisaient pas, et qu'ils ont fait à peu près tout ce qu'il était humainement praticable pour les conserver chez eux. C'est ce que nous allons essayer par un rapide examen des événemens principaux de l'indépendance. Ce coup d'œil sera aussi à cette fin de reconnaître les élémens en présence desquels vont se rencontrer les trois puissances européennes alliées.

I.

La crise d'où devait sortir l'indépendance commença à la nouvelle du renversement du trône des Bourbons d'Espagne par Napoléon Ier en 1808. Le premier mouvement de toutes les classes qui pouvaient manifester une opinion fut un débordement d'enthousiasme pour Ferdinand VII, qui en était si peu digne, mais que l'adversité, tombant si rudement sur cette tête si jeune, entourait à ce moment d'une séduisante auréole. Tous les *ayuntamientos* (corps municipaux), se portant fort pour les populations, envoyèrent au vice-roi, qui représentait à Mexico la couronne d'Espagne, des adresses où respirait le plus grand dévouement en faveur du prince que le dominateur de l'Europe tenait captif dans un château du Berri. Le conseil municipal de Mexico se signala par l'ardeur de ses démonstrations. A cette explosion de sentimens royalistes se mêlèrent tout naturellement, dès le premier jour, chez les Mexicains, le désir et l'espoir d'être comptés enfin pour quelque chose. Le pouvoir royal, de qui toute autorité émanait directement dans la Nouvelle-Espagne, était subitement anéanti, puisque Ferdinand VII avait abdiqué comme son père, et que, reployé sur lui-même sous les ombrages de Valençay, il ne donnait de là aucun signe de vie à ses partisans. Aucune des juntes qui s'étaient formées dans la Péninsule n'avait un titre, pas même un simple billet du prince détrôné, transmis par la fidèle main de quelque Blondel, dont elle pût s'autoriser pour se dire instituée de lui. Les habitans de la Nouvelle-Espagne reprenaient donc par la force des choses possession d'eux-mêmes et avaient à pourvoir de leurs propres mains à leurs destinées. En cette conjoncture, le mot de souveraineté nationale, qu'on avait lu en cachette dans les livres français échappés aux recherches de l'inquisition, et dont les intelligences d'élite s'étaient emparées pour ne plus s'en dessaisir, devait de lui-même se placer sur les lèvres des Mexicains. Cette pensée, une fois exprimée, se répandit avec la vitesse de l'éclair et fit battre tous les cœurs, car rien n'est plus contagieux que les principes dont le temps est venu. Quoi de plus légitime, dans les circonstances graves où l'on venait d'être jeté par le hasard des événemens, que d'avoir une junte mexicaine semblable aux corps politiques sortis en Espagne des entrailles du pays pendant l'éclipse totale du gouvernement national? Mais alors apparurent les difficultés que le régime colonial de l'Espagne et son système politique devaient nécessairement soulever quelque jour.

Le Mexique n'avait pas été gouverné d'une manière pire que les

autres possessions espagnoles du continent américain. Il l'avait même été moins mal. Moins éloigné de l'atteinte de la Péninsule, offrant une population indigène plus nombreuse, plus avancée au moment de la conquête, et d'une plus grande aptitude pour les arts utiles; pour le moins égal aux plus favorisées en avantages naturels, mieux partagé même que le Pérou sous le rapport de la richesse minérale, plus productif que tout le reste ensemble pour le trésor de la mère-patrie, où il versait tous les ans une somme considérable, le Mexique avait été, de la part du conseil des Indes et du cabinet espagnol, l'objet de plus de sollicitude. Les abus y avaient été réprimés d'une main moins indolente. Choisis avec plus de discernement, les fonctionnaires chargés de le gouverner, sous le titre imposant de vice-roi, s'étaient moins absorbés dans le souci de se créer une fortune personnelle, en négligeant les intérêts du *royaume* (1) confié à leur patriotisme. Plusieurs avaient été des hommes éminens par leur intelligence et pleins de sentimens généreux qu'ils avaient mis en œuvre. Le comte de Revillagigedo et plusieurs autres auraient été cités partout comme d'habiles administrateurs, des amis de l'humanité, des promoteurs de la civilisation.

Les Indiens, c'est le nom sous lequel on désigne la population indigène par suite de l'erreur de Christophe Colomb, qui croyait avoir abordé dans l'Inde, et non pas avoir découvert un nouveau continent, les Indiens avaient été protégés au Mexique plus efficacement que dans les autres colonies. La grande reine Isabelle, qui toute sa vie avait éprouvé une vive compassion pour eux, les avait fortement recommandés au sentiment chrétien de ses successeurs, et c'est une justice à rendre à la cour d'Espagne, qu'elle ne s'était pas montrée indigne de ce touchant héritage, particulièrement dans le Mexique. Elle avait combattu les excès des oppresseurs des Indiens, autant que c'était possible de la part d'un gouvernement peu éclairé sur les conditions mêmes de la civilisation, qui résidait à dix-huit cents lieues de là, et dans un système politique qui excluait toute garantie représentative et toute publicité. L'homme de génie qui avait renversé l'empire aztèque de Montezuma et de Guatimozin, Fernand Cortez, avait témoigné de la façon la plus positive, par son testament, de la nécessité qu'il sentait de se montrer équitable envers cette population vaincue et subjuguée. En cela instrumens le plus souvent fidèles de la pensée royale, le clergé et les intendans, fonctionnaires civils que dans la dernière moitié du XVIIIe siècle on avait mis à la tête des provinces composant la vice-

(1) C'était le titre donné à la colonie dans tous les actes officiels.

royauté de la Nouvelle-Espagne en remplacement d'une organisation défectueuse qui pesait extrêmement sur les indigènes, avaient fait de louables efforts afin d'arracher cette population, si intéressante par son amour du travail et par sa soumission, à la cupidité et aux mauvais traitemens des héritiers des *conquistadores* et des colons, leurs imitateurs. Au commencement du XIXe siècle, lorsque Alexandre de Humboldt visita le Mexique, cet observateur éclairé et profond y trouva les Indiens dans une condition fort supérieure à la servitude sous plusieurs rapports, et même au-dessus du servage féodal. Le système des *encomiendas*, qui avait mis cette race dans une situation fort analogue à celle des anciens paysans de l'Europe attachés à la glèbe, avait disparu de lui-même par la mort des *encomenderos* ou feudataires, ou avait été aboli par des prescriptions directes de l'autorité; mais, en cessant d'être esclave ou serf, l'Indien n'était pas devenu libre; il portait les chaînes d'une minorité légale qui l'accompagnait jusqu'au tombeau. Dans la pensée de le soustraire à des actes où la violence se mêlait à la fraude, on avait déclaré les indigènes inhabiles à contracter pour toute somme au-delà de 5 piastres (25 francs). On en tenait la majeure partie parquée dans des villages où il était interdit aux blancs de s'établir, mais où eux-mêmes étaient forcés de résider. Ils payaient un tribut annuel, ainsi dénommé, qui par cela même était pour eux une humiliation. En retour, ils étaient exempts de l'impôt indirect de l'*alcavala;* mais ils eussent mieux aimé subir l'*alcavala* et ne pas être tributaires. Ils n'étaient plus astreints à la *mita* ou travail forcé dans les mines; cette charge, à laquelle l'indépendance seule a mis fin au Pérou, avait cessé au Mexique depuis assez longtemps. Sans doute une grande quantité d'Indiens travaillaient dans ces filons métalliques profondément enfouis au sein de la terre, mais c'était librement, et ils en retiraient de bons salaires.

Un certain nombre d'Indiens étaient dans l'aisance; il y avait d'abord la catégorie des caciques ou nobles indiens descendant des chefs aztèques du temps de Montézuma, qui étaient affranchis du tribut et traités avec des égards particuliers. On avait même eu, à une certaine époque, l'intention de leur départir une bonne instruction par le moyen de colléges qui leur eussent été réservés. Cette heureuse pensée avait reçu un commencement d'exécution, mais on s'était donné le tort de n'y pas persévérer, et même les familles plus ou moins riches d'Indiens nobles restaient privées d'éducation. En dehors de cette classe, des circonstances diverses, des exceptions qui s'étaient maintenues, avaient procuré la richesse à quelques-uns. M. de Humboldt cite une vieille femme qui mourut à Cholula, ville importante sous les Aztèques, pendant qu'il

était allé y recueillir des souvenirs, et qui laissa à ses enfans des champs cultivés en *maguey* ou aloès mexicain (dont le suc sert à faire une sorte de vin) d'une valeur de plus de 300,000 francs. Il rapporte que d'autres familles indiennes avaient des fortunes de 800,000 francs et d'un million; mais en général l'Indien était pauvre, et dans un grand nombre de cas confiné absolument en un petit cercle tracé autour de son village, où il n'avait que peu de moyens de travail et d'existence.

Les classes de sang mêlé, provenant principalement du croisement des Indiens avec les blancs, et pour une faible partie du mélange des nègres avec les deux autres races, n'étaient guère mieux loties que les Indiens de race pure. Tous ces métis fort nombreux, rangés sous la dénomination de *castes*, étaient avilis légalement et de fait (*infames de derecho y hecho*), selon l'expression d'un mémoire de l'évêque du diocèse de Michoacan que nous mentionnerons bientôt. Ils payaient le tribut de même que les Indiens; ils n'étaient pas tenus, comme eux, dans cette perpétuelle minorité qu'on avait imaginée à Madrid pour les protéger, mais ils subissaient beaucoup d'exactions que l'on commettait au mépris de la loi en la tournant ou en l'interprétant d'une manière frauduleuse.

En somme, malgré la protection dont ils étaient l'objet de la part de la cour de Madrid et quelquefois par l'effet malheureux de cette protection mal conçue, le sort de la plupart des Indiens, qui formaient la majeure partie de la population du Mexique, restait misérable au moral comme au physique, et il y avait lieu de présumer que cette race, chez laquelle n'était pas éteint le souvenir du temps où elle avait été la maîtresse du pays, pourrait bien à un moment donné se soulever et se porter à tous les excès qu'un ressentiment longtemps comprimé peut inspirer à un peuple qu'on a tenu en dehors des bienfaits et des lumières de la civilisation. Il était urgent depuis quelque temps déjà de pourvoir, par des mesures décisives du genre de celles que peut suggérer le sentiment de la liberté, à l'amélioration de la condition des Indiens : pareillement pour les métis. A la fin du XVIIIe siècle, le gouvernement de la métropole avait reçu sur ce point des avertissemens qu'il eut le tort de négliger. M. de Humboldt a donné entre autres un extrait d'un mémoire qu'un vénérable prélat, l'évêque du diocèse de Michoacan, avait adressé au roi en 1799, de concert avec son chapitre, sur l'état déplorable des Indiens et des *castes*. Les abus dont les uns et les autres étaient les victimes et l'abaissement moral que l'oppression déterminait chez eux y étaient tracés d'une main ferme. Les malheurs de l'avenir y étaient prédits avec une sinistre clarté, que la bienveillance et l'esprit de charité du pieux évêque ne parvenaient pas à voiler. « Quel attachement, disait-il, peut avoir pour le gouvernement l'Indien

méprisé, avili, presque sans propriété et sans espoir d'améliorer son existence? Il est attaché à la vie sociale par un lien qui ne lui offre aucun avantage. Qu'on ne dise point à votre majesté que la crainte seule du châtiment doit suffire pour conserver la tranquillité dans ces pays; il faut d'autres motifs, il en faut de plus puissans. Si la nouvelle législation que l'Espagne attend avec impatience ne s'occupe pas du sort des Indiens et des gens de couleur, l'influence du clergé, quelque grande qu'elle soit sur le cœur de ces malheureux, ne le sera pas assez pour les tenir dans la soumission et dans le respect dus à leur souverain. »

A l'égard de la population blanche qui s'était peu à peu développée au Mexique comme dans les autres royaumes américains des souverains espagnols, on avait adopté des règles qui avaient paru savantes et habiles, mais desquelles toute liberté publique était absente. Chacun des états de l'Europe qui avaient fondé de grands établissemens dans le Nouveau-Monde les avait modelés sur ses propres institutions. Ainsi, dans les colonies anglaises, le génie de la mère-patrie, qui ne peut se passer des assemblées délibérantes, avait obtenu satisfaction. Rien de pareil n'existait dans les colonies espagnoles. Nulle part en Amérique on ne maintenait dans une pareille nullité politique les habitans d'origine européenne; c'est qu'aussi nulle part en Europe l'exercice du pouvoir absolu n'était porté au même point que dans la Péninsule. Aucun gouvernement ne professait et ne pratiquait à ce point l'opinion que les peuples sont essentiellement des mineurs, et que l'exercice de leur libre arbitre est contraire au droit du souverain, funeste à leurs propres intérêts, si même ce n'est une sorte de rébellion contre la divine Providence. Certes en France, depuis Louis XIV, le pouvoir absolu existait, de la façon la plus blessante pour le bon sens et pour la dignité des peuples, dans les formules du gouvernement et dans sa pensée avouée ou secrète. La finale des édits des rois, *car tel est notre bon plaisir*, fournit, avec diverses maximes que les historiens ont recueillies, la preuve de l'idée, exagérée jusqu'à l'absurde, que le gouvernement royal s'était faite de sa prérogative; mais le pouvoir absolu du roi de France était tempéré non pas seulement par *les chansons*, comme on disait alors, mais aussi par un certain ressort de l'opinion que les parlemens, malgré leur courte vue, ne contribuaient pas peu à entretenir, et par l'imperturbable effort des écrivains. En Espagne, l'inquisition avait brisé toutes les résistances et organisé dans les régions de la pensée le silence des tombeaux. Le seul hommage que reçût dans la Péninsule la liberté humaine, c'étaient quelques protestations qui restaient enfouies au fond de l'âme ulcérée des hommes généreux.

La politique du gouvernement espagnol au Mexique, comme dans

ses autres possessions, offrait les mêmes traits principaux qu'on retrouve dans toutes les tyrannies systématiques : diviser pour régner, entretenir les dissensions entre les diverses classes, d'autant plus qu'elles avaient plus de moyens d'influence, contenir et enchaîner les intelligences, parquer l'homme dans l'enceinte étroite de son individualité solitaire où il est nécessairement faible, en interdisant l'usage de l'association; centraliser le pouvoir de sorte que l'exercice entier en fût réservé aux agens directs de la métropole. C'était encore une règle de tenir les colonies isolées les unes des autres, de peur qu'elles ne cherchassent, dans un effort commun, la chance de respirer plus librement.

Voici en quels termes M. Lucas Alaman, qui pourtant est un juge débonnaire quand il s'agit du gouvernement des Espagnols au Mexique, rend compte de la manière dont était réglée la pâture de l'esprit dans toute l'étendue de l'Amérique espagnole. « La faculté d'imprimer n'était pas seulement subordonnée, comme en Espagne, à la surveillance des deux autorités civile et ecclésiastique, rien ne pouvant être imprimé sans la permission de l'une et de l'autre, permission qui ne s'accordait qu'après un examen fait par des personnes commissionnées à cet effet, dont le rapport devait porter que l'écrit ne contenait rien qui fût contraire aux dogmes de la sainte église romaine, aux prérogatives de sa majesté et aux bonnes mœurs. En outre, on ne laissait imprimer en Amérique aucun livre qui traitât des affaires des Indes (l'Amérique), sauf l'approbation du conseil de ce nom. L'ordre avait été donné de retirer tout ce qui circulait sans que cette condition eût été remplie. Les restrictions étaient observées avec tant de rigueur, que Clavigero ne put faire imprimer en langue castillane dans la Péninsule même son histoire du Mexique, et fut réduit à la faire traduire en italien et imprimer en Italie. Les livres publiés en Espagne ou à l'étranger, concernant les Indes, ne pouvaient être délivrés dans les colonies à moins de la même permission. Pour veiller à ce que ces conditions fussent remplies, et pour empêcher l'entrée dans les colonies de « tous livres traitant de matières profanes, ou fabuleuses, ou des romans, » le contenu de tout ouvrage qu'on embarquait à cette destination devait être spécifié sur les registres de bord. Des proviseurs ecclésiastiques et des officiers de la couronne devaient assister à la visite des navires, pour reconnaître les livres. Ensuite venait l'examen de l'inquisition. Il y avait eu quelque relâchement dans ces dispositions, mais non pas dans la dernière. »

Une des précautions que le gouvernement espagnol considérait comme particulièrement efficaces pour maintenir sa domination dans ses colonies était une préférence absolue pour les natifs d'Espagne,

à l'exclusion des blancs *créoles*, c'est-à-dire nés dans le pays. Les Espagnols proprement dits formaient ainsi une caste à part dont étaient repoussés même leurs propres enfans : par cela seul que ceux-ci avaient vu le jour au Mexique, ils étaient suspects. Aux péninsulaires seuls les emplois politiques, administratifs et judiciaires. Que ce plan contre nature qui séparait le père des enfans, souvent même le frère du frère lorsque l'un était né en Espagne et l'autre au Mexique, eût été adopté par le cabinet de Madrid comme un système de gouvernement possible à perpétuer, on ne doit pas beaucoup s'en étonner. Porté à un certain point, le despotisme se fait les plus étranges illusions : il se croit tout possible, il déroule à perte de vue les conséquences de son mauvais principe.

II.

Le système économique établi au Mexique, comme dans les autres colonies espagnoles, avait été celui que pratiquaient, il y a trois cents ans, tous les états de l'Europe envers leurs possessions du Nouveau-Monde. Il était dans les idées de ce temps-là que les colonies fussent pour le profit exclusif de la métropole, ne commerçant qu'avec elle et n'ayant d'industries que celles dont s'accommodait le monopole métropolitain. Ainsi il était de principe alors que certaines fabrications leur fussent interdites, afin qu'elles présentassent un marché assuré aux productions de la mère-patrie. L'Angleterre, qui accordait à ses colonies beaucoup plus de libertés que les autres états, s'était souvent montrée presque aussi rigoureuse sur ce point que les rois castillans. C'est ainsi qu'on avait proposé au parlement d'interdire, dans l'intérêt des forges anglaises, aux habitans de la Pensylvanie de fondre les minerais de fer que cette province offrait en abondance. C'était aussi une maxime de cette période de l'histoire que les colonies fussent hermétiquement fermées au reste du monde. L'Espagne appliqua à outrance ces préceptes, communément admis à cette époque, et y persévéra même sans y rien changer, ou à peu près, lorsque les autres en eurent mitigé les rigueurs. Presque tous les articles manufacturés devaient venir de la mère-patrie. On permettait seulement que le chef de famille fît fabriquer dans sa maison les articles usuels nécessaires à ses serviteurs. L'accès du pays était interdit aux étrangers, et plus sévèrement à ceux dont on craignait que la conversation n'excitât chez les habitans quelques idées d'innovation. Il fallut à M. de Humboldt une autorisation royale, qu'il alla chercher à Aranjuez, pour qu'il pût faire dans les colonies espagnoles cette grande exploration des régions équinoxiales

qui a été si profitable à la science. De la meilleure foi du monde, M. Lucas Alaman, qui, malgré une instruction exceptionnelle parmi les Mexicains, restait imbu des vieilles maximes de son ancienne mère-patrie, exprime, dans sa vaste publication sur l'*indépendance du Mexique* (1), le regret que M. de Humboldt ait pu ainsi réunir les matériaux de son *Essai politique sur la Nouvelle-Espagne*, ouvrage aussi remarquable par la sobriété et la modération des réflexions qui y sont présentées, touchant l'organisation de la société dans l'Amérique espagnole, que par la profusion des renseignemens scientifiques. Suivant lui, ce beau livre contribua à provoquer le mouvement de l'indépendance au Mexique en inspirant aux Mexicains « une idée très exagérée de la richesse de leur pays, » d'où vint, suivant lui, « qu'ils se figurèrent qu'une fois indépendant, le Mexique serait la nation la plus puissante de l'univers. »

Le commerce, même avec la métropole et les possessions espagnoles, n'était permis que par deux ports : celui de la Vera-Cruz pour l'Espagne, celui d'Acapulco pour les Philippines, par où l'on communiquait avec la Chine. De toute l'Espagne, deux villes seulement, Cadix et Séville, pouvaient commercer avec le Mexique. Les négocians de ces deux cités prenaient leurs aises à l'égard de cette grande colonie. Tous les trois ou quatre ans, pas plus souvent, un certain nombre de navires chargés des marchandises destinées au Mexique faisaient voile de conserve, du port de Cadix, sous la dénomination de la *flotte*. Tout ce qu'ils apportaient était vendu d'avance à huit ou dix maisons de Mexico, qui exerçaient ainsi le monopole. A l'arrivée de la flotte de Cadix, une grande foire se tenait à Xalapa, et l'approvisionnement d'un empire se traitait, dit M. de Humboldt, comme celui d'une place bloquée. La contrebande ne laissait pas que de corriger un peu les effets de ce régime si restrictif, et elle avait été facilitée à diverses époques par le privilége qui avait été accordé à l'Angleterre, sous le nom d'*asiento*, d'envoyer tous les ans dans l'Amérique espagnole un vaisseau de 500 tonneaux chargé d'esclaves. On avait fraudé sur le nombre des navires, fraudé sur leur chargement. Ce fut seulement en 1778 qu'on renversa ces monopoles entassés l'un sur l'autre par une réforme qui s'étendait à toute l'Amérique espagnole, et dont l'honneur revient au roi Charles III. Cette réforme, qu'on a décorée du nom pompeux de la liberté du commerce, ne consistait cependant qu'à permettre à plusieurs ports d'Espagne, au nombre de quatorze, de trafiquer directement avec les colonies du Nouveau-Monde par certains ports expressément

(1) Cet ouvrage, intitulé *Historia de Mejico desde los primeros movimientos que prepararon la independencia en el año de 1808 hasta la época presente*, forme cinq forts volumes in-8°.

désignés de celles-ci et en fort petit nombre. L'étranger demeurait exclu, et cependant les effets du nouveau régime commercial furent considérables, tous les documens en font foi. Quant au commerce avec l'Asie par Acapulco et les Philippines, il s'est borné jusqu'à la fin à un seul navire par an, le galion, bâtiment de 1,500 tonneaux, commandé par un officier de la marine royale.

Le despotisme espagnol se manifestait par une multitude de règlemens venus tout faits de Madrid, sans que les vice-rois les pussent changer, car on avait peu à peu restreint l'amplitude des pouvoirs de ces hauts dignitaires. De la part du conseil des Indes, auquel aboutissaient à Madrid toutes les affaires des colonies, ces règlemens étaient à bonne intention, mais faits sans une connaissance suffisante des lois et du peuple auxquels ils devaient s'appliquer, et combinés dans cet esprit minutieux qui a l'impossible prétention de tout prévoir, et qui est la négation du libre arbitre. Par cela même contraires à la nature humaine, ils tournaient à la ruine des populations dont on avait cru faire le bien. Des volumes ne suffiraient pas à exposer les actes de mauvaise administration, les restrictions funestes à l'esprit d'entreprise, les contrôles entrecroisés, les décisions arbitraires, les lenteurs indéfinies, par lesquels se révélait le régime administratif pratiqué par l'Espagne dans le Nouveau-Monde. Il y faudrait joindre les exactions d'une partie des fonctionnaires. Les vice-rois s'enrichissaient par la distribution arbitraire du mercure entre les exploitans des mines d'argent; d'autres se faisaient des fortunes par la contrebande, un grand nombre en pressurant les Indiens. Même lorsqu'on ne procédait qu'avec de bons et honnêtes sentimens, on trouvait le moyen d'arriver à des mesures tyranniques par lesquelles on sacrifiait quelques élémens de la prospérité des colonies; j'en citerai des exemples empruntés principalement à M. Lucas Alaman, qui les avoue sans dissimuler son indulgence pour le défunt gouvernement de la métropole, et même avec la pensée de les faire tourner à sa réhabilitation.

Dans le XVIIe siècle, alors que le Mexique était loin de la richesse à laquelle il parvint depuis, et que le Pérou lui-même était en arrière de ce qu'il est devenu plus tard, il y avait un assez grand commerce entre les deux royaumes de la Nouvelle-Espagne et du Pérou. La province de la Puebla fabriquait pour le Pérou une grande quantité de tissus, de coton particulièrement (1). De la ville de la Puebla à celle de Cholula s'élevait une suite de manufactures de ce genre. On représenta à la cour de Madrid qu'à la faveur de

(1) Le coton est indigène au Mexique.

ce commerce entre les deux colonies, les Hollandais et les Anglais faisaient une contrebande qui consistait à introduire au Pérou des étoffes chinoises qu'on déclarait d'origine mexicaine. Un autre gouvernement eût cherché et eût trouvé, ce qui ne paraît pas bien difficile, le moyen direct d'empêcher le commerce interlope des Anglais et des Hollandais, puisqu'on le réprouvait. Le conseil des Indes agit différemment. Pour couper court à la contrebande, il limita les expéditions du Mexique au Pérou à deux navires, qui ne pouvaient charger des étoffes pour plus de 200,000 ducats (600,000 francs). Plus tard, on réduisit le chargement à des tissus de qualités déterminées, et à la fin, pour simplifier, on prohiba absolument le trafic entre les deux colonies. Le Pérou de son côté envoyait des vins dans d'autres colonies espagnoles, dans la capitainerie générale de Guatemala notamment; sans doute on avait fait au Pérou la faveur d'y autoriser la culture de la vigne et la vendange, qu'on interdisait ailleurs. Ces vins étaient recherchés par la population indienne. On avisa que c'était une boisson trop ardente et que les Indiens en faisaient de trop fortes libations, au point de s'enivrer. Par intérêt pour les Indiens, les vins du Pérou furent prohibés dans la capitainerie générale de Guatemala.

Des fabriques de tissus s'étaient élevées, nous l'avons dit, dans quelques-unes des colonies, au Mexique plus particulièrement, parce que les bras s'y offraient en plus grande abondance; mais la pensée de protéger les Indiens vint se mettre en travers. On représenta les abus que les chefs d'industrie se permettaient ou pourraient se permettre vis-à-vis de la population indigène qui travaillait ou travaillerait dans ces manufactures. En conséquence, par des lois successives, le conseil des Indes en gêna l'établissement. On donna à l'autorité locale le pouvoir de les fermer quand elle croirait en avoir des motifs suffisans, tirés de l'intérêt des Indiens. En pareil cas, les vice-rois et les *audiencias* étaient autorisés à faire démolir la fabrique et à soumettre personnellement les fabricans à des peines. On conçoit que, dans des conditions pareilles, les hommes industrieux durent être peu portés à ériger des fabriques.

Sans être trop enclin à mal penser de son prochain, on peut croire que le conseil des Indes, quand il traçait de telles lois, n'était pas indifférent à la pensée d'assurer un débouché aux vins ou aux tissus de la Péninsule, et que pour plusieurs de ses membres l'intérêt des Indiens n'était qu'un prétexte. Il y a cependant tel fait qui semblerait autoriser la dénégation qu'oppose à cette appréciation M. Lucas Alaman. Suivant lui, le principal, l'unique mobile de ces mesures restrictives, ou, pour parler plus franchement, despotiques, c'était la bienveillance qu'on éprouvait pour les Indiens, ainsi que le por-

taient les documens officiels. A preuve, il fait remarquer la prohibition d'une autre culture qu'il cite, et qui fut prohibée dans le Guatemala, en alléguant la santé des Indiens, qui en faisaient une liqueur enivrante. Cette prohibition, dit-il, ne pouvait avoir rien de commun avec le système protectioniste, puisque la culture dont il s'agissait n'était pas pratiquée en Espagne; mais si ces gênes et ces interdictions ont été, comme on l'assure, inspirées par une pensée d'humanité, il n'en est pas moins vrai qu'elles relèvent de cette politique qui prohibe l'usage afin de prévenir l'abus, politique qui est la négation de la liberté, et qui s'attelle par derrière au char de la raison et du progrès. On n'aperçoit donc guère ce que la renommée de l'ancien gouvernement espagnol peut gagner à cette interprétation de ses apologistes. Ce qui en ressort au contraire, c'est sa condamnation, c'est l'explication des révolutions au milieu desquelles il s'est écroulé, non-seulement en Amérique, mais tout aussi bien dans la Péninsule (1).

Le beau idéal du genre est le dessein qu'avaient chaudement épousé un bon nombre de personnes, mais devant l'accomplissement duquel on recula, d'interdire la culture de la banane dans l'Amérique espagnole, afin, disait-on, de rendre plus laborieux les Indiens des régions chaudes. Les partisans de cette idée, que rapporte M. de Humboldt, raisonnaient à peu près de la sorte : la banane est une culture qui nourrit l'homme avec la plus grande facilité, donc elle encourage chez les Indiens les habitudes de la paresse, donc elle est un fléau, donc il faut l'extirper. Ce projet, qui tendait ouvertement à rendre difficiles avec préméditation les conditions de l'alimentation publique, avait, fort heureusement pour les populations, le tort d'être impraticable. Rien que pour le Mexique, vingt ou trente mille employés n'auraient pas été de trop pour surveiller les cultures et en faire disparaître la plante ennemie, dans les vallées escarpées qui, sur toute la longueur du pays, découpent le double plan incliné, disposé, comme nous le dirons plus tard, entre l'immense plateau qui constitue l'intérieur et le littoral des deux océans qui baignent le pays. C'eût été une armée dont la solde aurait ruiné

(1) C'est peut-être ici le lieu de faire remarquer que le régime des colonies françaises est encore, au moment où nous parlons, entaché du même vice que nous venons de reprocher au gouvernement espagnol. Le commerce d'une colonie avec l'autre est encore interdit ou entouré de tant de formalités et de restrictions que c'est l'équivalent de la prohibition. A la suite du traité de commerce avec l'Angleterre, le système libéral d'économie publique qui enfin prévalait en France a été appliqué aux colonies, en ce sens qu'on les a ouvertes au commerce étranger; c'est ce qui a été consacré par la loi du 3 juillet 1861; mais rien n'a été changé dans la législation qui régit le commerce intercolonial. Il est vraisemblable qu'à cet égard des dispositions libérales se feront peu attendre.

les finances. Le système archi-réglementaire fut écarté en cette affaire, mais il prenait sa revanche ailleurs.

Encore un exemple propre à montrer dans quelles contradictions et quelles impossibilités on tombe quand on veut accumuler règlement sur règlement; c'est le mémoire de l'évêque de Michoacan qui nous le fournit. Dans l'intérêt supposé des Indiens, on les retenait dans des villages fermés aux Européens. Resserrés dans un espace étroit (environ un demi-kilomètre de rayon), les indigènes, dit ce vénérable prélat, n'ont pour ainsi dire pas de propriété individuelle; ils sont tenus de cultiver les biens de la communauté. Le produit de ces biens communaux avait été mis en ferme par les intendans, qui croyaient en cela bien faire. Le revenu ainsi obtenu était versé dans les caisses royales, au compte, disait-on, de chaque village; mais quand il fallait disposer de ces fonds, on trouvait, comme une barrière infranchissable, des règlemens, des formalités sans fin et de la mauvaise volonté. Il y avait d'abord un règlement qui interdisait aux intendans de disposer de leur propre autorité, en faveur des villages, de ces fonds une fois versés dans les caisses royales; il fallait une permission particulière du conseil supérieur des finances du Mexique. Ce conseil demandait des mémoires à divers fonctionnaires; des années se passaient à entasser des pièces et à former des dossiers, et les Indiens lassés renonçaient à suivre leur réclamation. On s'était tellement habitué à regarder cet argent des villages indiens comme une somme sans destination, qu'à l'époque du voyage de M. de Humboldt, l'intendant de Valladolid en envoya à Madrid près d'un million de francs, qu'on avait accumulés depuis deux ans. On dit au roi que c'était un don gratuit et patriotique que les Indiens du Michoacan étaient trop heureux d'offrir à sa majesté pour l'aider à continuer la guerre contre l'Angleterre.

III.

Les créoles, ou population blanche native du Mexique, avaient longtemps semblé se résigner à cette absence de toute action sur le gouvernement et l'administration de leur patrie. C'était un de ces biens qu'on ne revendique pas parce qu'on les ignore. On les tenait étrangers au reste du monde, on ne laissait paraître sous leurs yeux que des livres approuvés de l'inquisition. La vie d'ailleurs n'était pas pour eux sans mélange de quelques joies; ils s'enrichissaient par l'exploitation des mines ou par celle du sol, qui n'était pas moins profitable; ils se livraient à des plaisirs faciles. On n'avait pas négligé de satisfaire chez eux par des hochets une des passions qui occupent le plus de place dans le cœur de l'homme, la vanité. Des

titres de noblesse étaient accordés à quelques-uns qui avaient fait une grande fortune. On répandait en beaucoup plus grande quantité une autre distinction qui était lucrative pour le trésor ou pour la caisse particulière du vice-roi, des brevets d'officiers de milice que les enrichis s'estimaient heureux de payer cher. L'étranger, qui par aventure avait été admis à parcourir l'Amérique espagnole, était surpris de voir dans de petites villes tous les négocians transformés en colonels, en capitaines ou en sergens-majors, et de trouver quelquefois ces officiers de milice en grand uniforme, avec l'ordre de Charles III, assis gravement dans leurs boutiques, pesant dans cette tenue le sucre, le café ou la vanille : « mélange singulier, dit M. de Humboldt, d'ostentation et de simplicité de mœurs. » Dans leur naïve ignorance, la plupart des créoles croyaient que le monde entier tournait dans le même cercle auquel se bornait leur horizon.

Cependant l'indépendance des colonies continentales de l'Angleterre avait tiré de leur somnolence les intelligences bien douées. Ce grand événement, qui s'était passé à leur porte, et dont le retentissement avait frappé les oreilles distraites des créoles mexicains, les avait remplis d'étonnement, et avait ouvert à leur imagination des perspectives qu'elle ne connaissait pas encore. Plus tard, la prospérité croissante des États-Unis, le rôle qu'ils commençaient à jouer dans le monde, leur donnèrent davantage à réfléchir. Ils avaient recherché des livres européens, et comme l'argent ne leur manquait point, ils s'en étaient procuré malgré la surveillance des inquisiteurs, et les avaient dévorés furtivement, s'assimilant le mal comme le bien. La révolution qui avait transformé les colonies continentales de l'Angleterre en Amérique, et en avait fait la république des États-Unis, n'était pas la seule qui eût contribué au réveil des Mexicains, et qui les eût fait incliner vers les innovations politiques. La révolution française de 1789, qui avait éclaté comme le tonnerre, avait répandu au Mexique, comme en tous lieux, une vive émotion parmi les classes qui avaient reçu quelque culture. C'est ainsi que les créoles mexicains avaient acquis peu à peu une notion plus juste de leurs droits. Une agitation mystérieuse se propageait. Or quel accueil les autorités espagnoles du Nouveau-Monde faisaient-elles à cette disposition nouvelle des esprits? Elles y répondaient par ces mesures coercitives que les gouvernemens frappés de vertige considèrent comme une panacée. « On crut voir, dit M. de Humboldt, le germe de la révolte dans toutes les associations qui avaient pour but de répandre les lumières; on prohiba l'établissement des imprimeries dans des villes de quarante à cinquante mille habitans; on considéra comme suspects d'idées révolutionnaires de paisibles citoyens qui, retirés à la campagne, lisaient en secret les ouvrages de Montesquieu, de Robertson ou de Rousseau. Lorsque la guerre

éclata entre l'Espagne et la France, on traîna dans les cachots de malheureux Français qui étaient établis au Mexique depuis vingt ou trente ans. Un d'eux, craignant de voir renouveler le spectacle barbare d'un auto-da-fé, se tua dans les prisons de l'inquisition. Son corps fut brûlé sur la place de Quemadero. A la même époque, le gouvernement local crut découvrir une conspiration à Santa-Fé, capitale du royaume de la Nouvelle-Grenade; on y mit aux fers des individus qui, par la voie du commerce avec l'île de Saint-Domingue, s'étaient procuré des journaux français; on condamna à la torture des jeunes gens de seize ans, pour leur arracher des secrets dont ils n'avaient aucune connaissance. »

Il y avait donc dans la partie la plus éclairée de la société mexicaine une aspiration mal définie vers un ordre de choses libéral, lorsqu'on y sut les événemens dont la substance était que l'autorité royale, d'où émanait tout pouvoir dans la colonie, et à laquelle tout revenait, avait subitement disparu, presque comme la personne de Romulus dans un ouragan. Les natifs d'Espagne, qui donnaient le ton partout, qui faisaient la loi et la mode, furent dans leur rôle en manifestant avec chaleur un profond dévouement à la personne de Ferdinand VII et un sincère attachement à la métropole. Les Mexicains suivirent cet exemple par imitation et par politique; mais presque aussitôt ils donnèrent au mouvement la direction qui répondait à leurs besoins propres. Ce fut l'*ayuntamiento* de Mexico qui prit l'initiative.

C'était l'effet naturel et direct de cette activité des esprits qui se manifeste particulièrement dans les capitales où se réunit d'elle-même l'élite du pays. Mexico était de toute la Nouvelle-Espagne le point où les opinions nouvelles dont l'Europe était travaillée depuis 1789 avaient le plus de prosélytes, quoique personne encore n'y osât les avouer. L'opulence d'un certain nombre de familles qui exploitaient les mines d'argent de la Cordillère ou les vastes *haciendas* dans lesquelles on faisait du sucre ou de la cochenille, la richesse à laquelle s'étaient élevées d'autres plus nombreuses encore, avaient favorisé ces idées, ne fût-ce qu'en procurant aux personnes intelligentes le loisir et les moyens de s'instruire, ou en leur inspirant le désir de se signaler par des encouragemens donnés aux sciences et aux arts. Il y a une force irrésistible qui oblige tout ce qui sort du niveau commun, même par la richesse, à rendre ainsi hommage à la civilisation. Quand les événemens de la Péninsule eurent été bien connus, en juillet 1808, l'*ayuntamiento* de Mexico résolut de faire une démarche solennelle auprès du vice-roi. Il vint en corps, dans ses carrosses et en costume de gala, lui remettre une délibération où il protestait de son attachement sans bornes à

la maison de Bourbon, se déclarant prêt à faire les plus grands sacrifices pour la défendre. En même temps, se constituant l'organe de la Nouvelle-Espagne, il demandait la convocation d'une assemblée nationale formée des délégués des différentes provinces. Cette démonstration de la municipalité de Mexico fit une immense sensation dans tout le pays. Le vice-roi, don José Iturrigaray, ne repoussa pas la proposition; il y fit même bon accueil, et la renvoya à l'*audiencia* de Mexico pour en avoir l'opinion. L'*audiencia*, ou cour supérieure de justice, était investie d'une grande autorité, et dans certaines circonstances d'un droit de contrôle sur le vice-roi. Ce haut dignitaire était tenu d'en prendre l'avis dans un grand nombre de cas. Elle formait le fonds de ce qu'on nommait le *real acuerdo*, conseil qu'il devait consulter dans les affaires importantes. Malheureusement on ne s'était pas contenté de la composer exclusivement de natifs d'Espagne. On avait pris des précautions pour qu'elle personnifiât l'esprit de domination de la mère-patrie dans sa plus grande rigueur. C'est ainsi qu'il était défendu à ses membres de se marier au Mexique, afin qu'ils ne pussent avoir des intérêts différens de ceux de la Péninsule.

L'idée d'une junte nationale, élue par les habitans ou par les conseils municipaux dans lesquels les créoles formaient la majorité, froissait les préjugés et l'orgueil des résidens espagnols qui se considéraient comme les maîtres du pays, sans partage même avec les descendans de la race espagnole qui avaient vu le jour au Mexique. Sur la nouvelle que, dans les circonstances extraordinaires où l'on était placé, le vice-roi Iturrigaray agréait la combinaison qui donnerait aux créoles des droits politiques égaux à ceux dont ils jouiraient eux-mêmes, les Espagnols furent saisis d'indignation comme si c'eût été le renversement des lois divines et humaines. Ils se voyaient noyés dans une masse quinze ou vingt fois égale à la leur, car ils étaient cinquante mille peut-être, soixante-dix mille au plus, et les créoles faisaient bien un million. La conséquence du système électif et représentatif, si l'on avait le malheur de l'introduire, ne serait-elle pas que prochainement des droits politiques fussent conférés aux *castes* jusqu'alors déclarées ignobles, et même aux Indiens, auxquels le langage ordinaire refusait même l'attribut de la raison (1)? L'*audiencia* entra dans cette pensée de réprobation plus énergiquement que personne, elle combattit rudement la proposition de l'*ayuntamiento* de Mexico : celui-ci tint bon, et le vice-roi se mon-

(1) Le terme de *gente de razon* (personnes douées de raison) était usuellement employé au Mexique pour désigner les blancs, tout au plus les métis. Il était exclusif des Indiens et employé par opposition à leur nom, comme un synonyme de la qualification de blanc pur ou mélangé.

tra décidé à lui donner raison. Dès lors le parti espagnol conçut un dessein qui ne pouvait qu'affaiblir le respect dont jusqu'alors avaient constamment été entourés les pouvoirs émanés de la Péninsule. Sous la direction apparente d'un Espagnol, riche propriétaire de sucreries dans les environs de Cuernavaca, don Gabriel Yermo, mais plus probablement sous l'inspiration de l'*audiencia*, parmi les membres de laquelle deux magistrats éminens d'ailleurs, les *oïdores* Aguirre et Bataller, se faisaient remarquer par leur véhémence, les notables espagnols ourdirent contre le vice-roi une conspiration qui réussit, parce que Iturrigaray manqua, dans cette circonstance au moins, de résolution et de clairvoyance. Le nombre des conjurés était si grand qu'il eût dû dix fois découvrir le complot, s'il eût pris la peine de surveiller les mécontens, et il avait bien plus de troupes qu'il n'en fallait pour les intimider, surtout en s'aidant de l'*ayuntamiento* et des créoles. Une nuit, après avoir séduit la garde du palais, les conjurés vinrent au nombre de trois cents l'arrêter dans son lit. Ils l'enfermèrent avec ses deux fils aînés dans les prisons de l'inquisition, en faisant circuler un prétexte d'hérésie dont personne ne fut la dupe. Sa femme et ses autres enfans furent confinés dans un couvent. A sa place, l'*audiencia* appela à la vice-royauté un militaire obscur qui, par rang de grade et d'ancienneté, était le premier des officiers espagnols; mais on dut le remplacer après quelques mois par l'archevêque de Mexico, qui lui-même dut plus tard céder la place à l'*audiencia*, et celle-ci gouverna jusqu'à ce que la régence espagnole eût envoyé un vice-roi.

Aussitôt qu'on eut déposé le vice-roi Iturrigaray, on mit sous les verrous plusieurs Mexicains des plus influens qui appartenaient à l'*ayuntamiento* de Mexico ou qui s'étaient prononcés dans le même sens. Quelques-uns furent bannis aux îles Philippines, d'autres emprisonnés dans le château de Saint-Jean-d'Ulloa, citadelle de la Vera-Cruz réputée imprenable. Il y en eut même d'envoyés en Espagne pour y subir leur jugement. L'*audiencia* ordonna aux Espagnols de former des juntes de salut public, et de s'organiser en troupes armées, qui prirent le nom, bizarrement choisi, de patriotes. On se flattait ainsi de comprimer l'élan qui avait porté les Mexicains à se croire quelque chose. On obtint le seul résultat possible de tant de violence et de présomption, on démontra aux Mexicains qu'entre eux et les Espagnols il y avait un abîme. Le langage que tenaient les meneurs de l'*audiencia* et des péninsulaires n'était pas de nature à calmer le mécontentement des Mexicains; l'*oïdor* Bataller avait coutume de dire que tant qu'il resterait dans la Péninsule un savetier de la Castille ou un mulet de la Manche, ce serait à eux qu'appartiendrait le gouvernement de l'Amérique. L'*ayunta-*

miento de Mexico ayant voulu élever des réclamations en faveur du ci-devant vice-roi, il lui fut répondu sèchement par l'*audiencia* que son pouvoir se bornait à tenir en respect les *leperos* (*lazzaroni* de la capitale).

IV.

De ce moment une rupture était inévitable entre les Mexicains, qui étaient manifestement opprimés, et les natifs d'Espagne, qui s'érigeaient si audacieusement en dominateurs absolus. L'indépendance du Mexique devenait nécessairement l'objet même du conflit. Les deux partis se dessinèrent d'une manière tranchée : celui des Espagnols, désignés sous le nom de *Gachupines*, et celui des Mexicains indépendans, appelés le plus souvent Américains et quelquefois *Guadalupes*. Ce nom est tiré d'un magnifique couvent des environs de Mexico qui est dédié à la Vierge. Notre-Dame de Guadalupe était réputée la protectrice spéciale du Mexique (1). De plusieurs côtés, dans les provinces, on se prépara à la lutte à main armée contre les Espagnols, et elle éclata enfin dans l'intendance de Guanaxuato. Là se trouvait, dans la petite ville de Dolorès, à peu près uniquement peuplée d'Indiens, comme la plupart des villes subalternes, un curé d'un certain savoir et d'un tempérament énergique et actif, qui aimait son pays. Il était édifié sur les mérites du gouvernement espagnol par la lecture qu'il avait pu faire de quelques livres de l'Europe. Il avait manifesté ses sentimens, et des poursuites avaient été commencées contre lui par-devant l'inquisition. L'activité de son esprit s'était alors tournée d'un autre côté : il avait voulu améliorer par la pratique intelligente des arts utiles l'existence de ses paroissiens. Ce prêtre, destiné à acquérir dans le Nouveau-Monde une grande célébrité, sur laquelle il y a malheureusement de larges taches de sang, s'appelait don Miguel Hidalgo y Costilla. Il avait introduit dans sa paroisse l'éducation du ver à soie et la culture de la vigne; mais comme, en vertu du régime protectioniste, que l'Espagne pratiquait plus encore que les autres nations de l'Europe vis-à-vis de ses colonies, il fallait que tout le vin bu au Mexique vînt de la mère-patrie, l'ordre était arrivé de Mexico d'arracher les vignes dont le pampre ornait les coteaux des environs de la ville de Dolorès, et il avait été mis à exécution. Cet acte de tyrannie avait redoublé dans l'âme d'Hidalgo le ressentiment qu'il nourrissait déjà contre la domination de l'Espagne.

(1) Il se forma à Mexico même une société secrète sous le nom de Guadalupes.

Après les événemens de 1808 à Mexico, il fit ses préparatifs d'insurrection contre la Péninsule avec une ardeur surprenante chez un homme de cet âge. L'historien de l'indépendance, M. Lucas Alaman, qui l'avait beaucoup vu chez son père à Guanaxuato, dit qu'il était de 1747. Il avait donc plus de soixante ans en 1808. Hidalgo entra dans une conspiration qui se forma à Queretaro, ville située à une assez grande distance au nord de Mexico. Le corrégidor même de la ville, don Miguel Dominguez, et avec lui sa femme, qui montra un grand caractère, étaient au nombre des conjurés. Par ce moyen, Hidalgo se trouva en relation intime avec plusieurs jeunes officiers créoles des régimens de milice qui tenaient garnison à Guanaxuato, et entre autres avec les trois capitaines Allende, Abasolo et Aldama, destinés à figurer avec éclat autour de lui, Allende principalement. La conspiration fut dénoncée aux autorités de Mexico, et plusieurs des conjurés furent arrêtés, entre autres Dominguez. Cet incident, qui aurait découragé une âme d'une faible trempe, n'eut d'autre effet sur Hidalgo que de lui faire hâter l'exécution de ses projets. Le 16 septembre 1810, tout juste deux ans après l'arrestation d'Iturrigaray, il leva l'étendard de l'indépendance. Les populations étaient si bien préparées par l'attitude arrogante des Espagnols à répondre à ce signal, que dès le lendemain il put prendre possession de deux villes, chacune de seize mille âmes. Un de ses premiers actes fut d'y confisquer les biens des Espagnols et de les distribuer à sa troupe. Quelques jours après, il entrait avec une armée nombreuse, mais sans discipline et presque sans armes, dans la belle cité de Guanaxuato, qui ne comptait pas moins de soixante-quinze mille habitans, et qui était citée pour sa richesse. Elle était le centre d'un district renommé pour ses mines d'argent. C'est près de Guanaxuato que se trouve le fameux filon exploité avec un si grand succès alors à Valenciana et ailleurs, dont M. de Humboldt a dit qu'à lui seul il donnait le quart de l'argent que produisait le Mexique et le sixième de celui que fournissait l'Amérique. Il y avait toujours dans Guanaxuato une grande quantité de lingots du précieux métal.

La victoire de Hidalgo fut souillée par un acte d'affreuse barbarie. L'intendant de la province, Riagno, homme éclairé et bienveillant, s'était enfermé avec les Espagnols et avec les créoles les plus riches dans l'Alhondiga, vaste bâtiment qui servait de magasin public pour les grains. Il y avait reçu, sans se soumettre, la sommation de Hidalgo, que lui avait apportée Abasolo en costume de colonel, et s'était mis à se défendre aussi vaillamment que le permettaient les moyens dont il disposait, pris comme il l'était à l'improviste. Les feux de mousqueterie et d'une espèce d'artillerie qu'il avait imagi-

née (1) avaient fait des ravages parmi les assaillans, dont la plupart combattaient avec des frondes, ce qui les obligeait de se tenir tout près de l'édifice assiégé; mais Riagno fut tué dans une sortie dès le début du siége. Sa mort mit le désordre dans la défense. Bientôt une des portes de l'édifice, contre laquelle les assiégeans avaient amoncelé des fagots fut réduite en cendres, et la foule des Indiens put se précipiter dans l'Alhondiga. Exaspérés par les décharges qui les avaient accueillis quand ils se ruaient dans l'édifice, ils égorgèrent tout ce qui s'y trouva et recherchèrent dans la ville, avec la fureur de la bête fauve, ce qui pouvait y rester d'Espagnols pour assouvir leur vengeance dans le sang. Il ne paraît pas que Hidalgo ait rien fait pour arrêter ce massacre commis sur de malheureux vaincus, auxquels individuellement il n'y avait rien à reprocher. Chez la multitude des Indiens qui marchaient avec Hidalgo, le ressentiment des souffrances que cette race avait éprouvées pendant une longue suite de générations semblait s'être subitement réveillé. La nation des Aztèques s'était fait remarquer jadis par ses goûts sanguinaires; nulle part l'histoire ne mentionne autant de sacrifices humains exécutés solennellement sur les autels. Leur ancien naturel, peut-être dissimulé plutôt que déraciné par les pratiques du culte chrétien, sembla reparaître à Guanaxuato, excité par les passions que la guerre allume. Hidalgo, s'il eût essayé de retenir cette multitude ivre de colère et altérée de sang, aurait probablement échoué; mais on ne voit pas qu'il l'ait tenté. Plus tard, à Valladolid et à Guadalaxara, il ordonna de sang-froid sur la population espagnole des massacres qui furent exécutés sous le voile de la nuit, loin de la ville, dans des gorges isolées, sans que le déchaînement des Indiens pût être allégué, je ne dirai pas comme une excuse, en pareille matière il n'y en a pas, mais comme une aveugle fatalité contre laquelle la lutte était matériellement impossible. On est autorisé à supposer que, par un de ces épouvantables calculs politiques qu'on retrouve dans le paroxysme d'autres révolutions, et, avouons-le, de la révolution française elle-même, Hidalgo jugeait ces assassinats en masse comme un moyen de réussir. Il se flattait de glacer ainsi les Espagnols d'effroi et de les faire fuir du pays, ou encore il regardait leur extermination systématique comme une des conditions de l'affranchissement du peuple mexicain; mais, envisagé même comme un calcul, le système de sang pratiqué par Hidalgo se trouva faux et tourna contre lui-même. Un sen-

(1) Les projectiles étaient des pots en fer fondu dans lesquels on transportait le mercure dont on employait une grande quantité autour de Guanaxuato pour l'extraction de l'argent. Les assiégés de l'Alhondiga remplissaient ces pots de poudre et de balles : c'étaient de grossiers obus.

timent d'horreur et d'indignation se répandit parmi les créoles, dont beaucoup avaient été égorgés en même temps que les Espagnols dans le sac de Guanaxuato. Ce fut le point de départ d'une division parmi les forces qui aspiraient à l'établissement de l'indépendance. Une partie des créoles, les plus riches et les plus influens, firent dès lors cause commune avec les Espagnols, et contribuèrent de leur épée aux désastres qu'après quelque temps éprouva la cause de l'indépendance.

A plus forte raison, après que le bâtiment de l'Alhondiga eut été emporté, tout ce qu'on put atteindre des richesses de la population espagnole de Guanaxuato fut confisqué au profit de l'insurrection; mais ce ne fut pas une ressource pour la caisse de l'armée de Hidalgo. Presque tout ce butin fut la proie du pillage. Dans l'intérieur de l'Alhondiga seulement, il y avait en métaux précieux et en bijoux une valeur de 16 millions de francs.

L'enlèvement d'une cité aussi importante démontra à tous les yeux que l'insurrection était puissante et formidable. Après s'être emparé de Valladolid, autre grande ville dont la conquête suivit immédiatement celle de Guanaxuato, Hidalgo marcha fièrement sur la capitale, où il n'ignorait pas que l'indépendance avait beaucoup de partisans. Le 28 octobre 1810 il était à Toluca, à douze lieues de Mexico. Il remporta sur les troupes qui combattaient pour la métropole une victoire très chèrement achetée, à Las Cruces, et s'avança jusqu'en vue de la capitale; mais il ne jugea pas qu'avec ses troupes indisciplinées il fût possible de s'en emparer. Ce n'était plus comme Guanaxuato ou Valladolid, qu'il avait surprises sans qu'elles eussent des forces militaires pour se défendre. Il reconnut qu'il n'y avait pas lieu d'espérer qu'une révolution accomplie par les habitans le rendît maître de Mexico, à cause des troupes accumulées dans la capitale, qui restaient fermes et qui contenaient la population. Il se résigna donc à se retirer vers l'intérieur. Dans ce mouvement de retraite, il fut battu à Aculco, où les régimens créoles de l'armée espagnole montrèrent de la résolution en faveur de leur drapeau. Des plaines d'Aculco, Hidalgo, vaincu, mais non abattu, se retira vers le nord, fit une entrée triomphale à Guadalaxara, où il devait souiller son nom par de nouveaux massacres. Il se fortifia ensuite au pont de Calderon avec les canons que ses lieutenans avaient pris dans les ports du littoral du Pacifique, particulièrement dans l'arsenal de San-Blas, et il y attendit l'armée qui tenait la campagne pour la métropole. La victoire se déclara pour les Espagnols, que commandait Calleja, le même qui avait gagné la bataille d'Aculco. Cette fois la défaite fut une déroute. Les chefs des insurgés avec les débris de leur armée se dirigèrent à marches forcées vers la frontière

des États-Unis pour y acheter des armes et se réorganiser; mais dans la marche, le 21 mars 1811, un officier de l'indépendance, Elisondo, les trahit et les livra pour gagner son pardon. Hidalgo et ses compagnons furent fusillés quelque temps après, et on publia d'eux des confessions où ils s'accusaient de leur entreprise, en demandant pardon à Dieu et aux hommes. C'étaient des pièces fabriquées, car les autorités espagnoles, non contentes d'ôter la vie à leurs adversaires, voulaient leur ravir même l'honneur. Le fait est que Hidalgo mourut avec le plus grand calme. La veille de sa mort, au milieu des préparatifs qu'on faisait pour l'exécution, il composa deux pièces de vers pour remercier ses geôliers des attentions qu'ils lui avaient montrées. M. Alaman les rapporte.

Malgré de si grands revers, la cause de l'indépendance n'était pas perdue. Les indépendans battus se partagèrent en bandes composées des hommes les plus déterminés, sous des chefs pleins de courage et de dévouement. Il restait entre autres le curé Morelos, ancien ami de Hidalgo, qui était accouru près de lui après la prise de Guanaxuato et s'était chargé d'opérer dans la province dont la ville principale était le port militaire d'Acapulco, sur l'Océan-Pacifique.

Il ne peut entrer dans le plan de cette étude de raconter les péripéties de la guerre de l'indépendance au Mexique. Il suffira de dire que peu après la défaite et la prise de Hidalgo, l'insurrection se ranima sous l'impulsion énergique de Morelos, et qu'elle s'étendit, avec la rapidité d'un incendie qu'excite un vent violent, à un grand nombre de provinces où des chefs intrépides surgirent presque de toutes parts, mais tous reconnaissant l'autorité du curé généralissime. Aux environs de la Vera-Cruz, dans l'enceinte de laquelle ils ne pénétrèrent pas (le canon de Saint-Jean-d'Ulloa le leur interdisait), à Acapulco, à Guadalaxara, et plus au midi, dans le riche pays qui entoure Oaxaca, les insurgés montrèrent une activité intelligente et hardie qui semblait un gage de leur triomphe. Il y eut un moment où ils furent les maîtres de plus de la moitié du Mexique, du moins des provinces peuplées. Les Espagnols étaient consternés, et Calleja appelait Morelos un second Mahomet, pour donner la mesure de son influence, de l'ardeur avec laquelle les Mexicains se rangeaient sous son drapeau, et de la rapidité de ses conquêtes. Ainsi se passèrent l'année 1812 et la presque totalité de 1813. Malheureusement pour les insurgés, ils ne savaient pas faire la guerre; non que leurs armées manquassent de bravoure, mais elles étaient mal équipées, peu exercées, ou, pour mieux dire, complétement étrangères à la tactique moderne, qui donne aux troupes qui la possèdent une si grande supériorité sur celles qui l'ignorent. Sur

les champs de bataille, la qualité, fort médiocre cependant alors, des troupes espagnoles était excellente relativement, et le vainqueur de Hidalgo, le redoutable Calleja, sut entretenir et exciter leur moral et les bien diriger. Les insurgés eurent souvent des rencontres heureuses, mais à la fin ils subirent des défaites accablantes. Ils furent forcés dans Cuautla Amilpas, où Morelos s'était établi et entouré de redoutes; mais du moins ils y avaient soutenu un long siége, signalé par une héroïque résistance, et ils évacuèrent la place en bon ordre, sans être entamés. Ensuite, ils furent battus complétement devant Valladolid, dans la position de Santa-Maria, où ils ne firent qu'une médiocre contenance (25 décembre 1813), et les débris de leur armée furent quelques jours après écrasés dans le combat de Puruaran (5 janvier 1814). Leurs mouvemens avaient été trop dispersés entre les provinces diverses; après Puruaran, leurs corps éparpillés furent presque tous détruits en détail. A la fin de 1815 (le 5 novembre), Morelos, vaincu une dernière fois, tomba au pouvoir des Espagnols, alors qu'il cherchait à rejoindre, par une marche à travers les montagnes, le colonel Teran, qui avait formé un rassemblement à Tehuacan, dans l'état de la Puebla. Ce funeste engagement, qui le livrait à l'ennemi, eut lieu à Temescala. C'est à peine si à ce moment il lui restait cinq cents hommes.

La partie de la lutte dont Morelos fut l'âme fut marquée par des incidens très variés, par des batailles sanglantes, par des traits d'audace et des actes d'héroïsme. Elle n'en resta pas moins complétement inaperçue de l'Europe, qui plus tard contempla avec une vive sollicitude les combats du même genre que le libérateur Bolivar soutenait contre les généraux espagnols dans l'Amérique méridionale. Et comment les grandes nations de l'ancien continent auraient-elles pu la remarquer? A cette époque de 1812 à 1815, leur attention était absorbée par le drame imposant et terrible où se jouaient leurs propres destinées. Comment le bruit des batailles du Palmar, de Valladolid et de Puruaran eût-il pu être entendu en Europe quand notre continent retentissait des chocs épouvantables de Smolensk, de la Moskowa, de Lutzen, de Bautzen, de Dresde, de Leipzig, de Vittoria, de Paris, et palpitait d'émotion ou d'angoisse en présence d'événemens tels que la prodigieuse campagne de France en 1814, le retour de l'île d'Elbe et le cataclysme de Waterloo! Les déchiremens du Mexique et les accidens de la guerre qui le désolaient étaient assurément dignes d'intérêt; mais qu'était-ce auprès du tragique spectacle de la France épuisée qu'une coalition foulait aux pieds et parlait de démembrer?

Dans cette guerre civile du Mexique, de nobles et même de grandes figures se produisirent. Sous les drapeaux espagnols, le

principal personnage est le général, ensuite vice-roi Calleja; après lui, le plus remarquable personnage fut Iturbide, officier créole d'une extrême bravoure, d'une intelligence peu ordinaire, d'une activité infatigable, qui, de concert avec un Espagnol, le général Llano, remporta sur Morelos les victoires décisives de Valladolid et de Puruaran. Parmi les insurgés, on aurait une multitude de noms à citer, indépendamment de Hidalgo et de son principal lieutenant, Allende. Et d'abord le curé Morelos, qui fut le chef incontesté de l'insurrection pendant quatre ans; homme supérieur, courageux sur le champ de bataille et d'une grande capacité dans le conseil, qui réprouvait énergiquement les traditions sanguinaires de son prédécesseur et ami Hidalgo, pour lequel il professait cependant de la vénération. Morelos fit de vains efforts pour décider les Espagnols à se montrer moins implacables envers les prisonniers, mais il n'y put réussir; c'était une partie essentielle de leur politique. Il existe des proclamations et des ordres du jour du vice-roi Venegas, de Calleja et d'un de ses subordonnés, le général Cruz, qui font dresser les cheveux sur la tête (1). Les atrocités commises par Hidalgo avaient aussi dû les exaspérer. Il faut pourtant le dire, la terreur et la cruauté étaient des moyens affectionnés de l'ancienne politique espagnole, et elle les pratiquait spontanément sans avoir besoin d'y être provoquée par un sentiment de représailles. Quand elle s'est trouvée en présence d'une insurrection, et en Amérique plus encore qu'en Europe, c'est dans des torrens de sang qu'elle s'est proposé de l'éteindre. Heureux les peuples quand on ne se servait des supplices et des exécutions qu'à titre de répression, car on les a employés souvent à titre préventif! On fusillait les gens non à cause de la part qu'ils avaient prise dans la lutte, mais à cause de celle qu'ils pourraient bien être tentés d'y prendre. Le général espagnol Morillo, l'antagoniste de l'illustre Bolivar, s'est vanté de n'avoir pas laissé dans la capitainerie-générale de Caracas un seul homme dont la Péninsule pût prendre ombrage. Faut-il s'étonner ensuite de l'antipathie qu'excitent dans l'Amérique jadis soumise à l'Espagne l'autorité de cette nation et ses soldats, dont on a si souvent fait des exécuteurs des hautes œuvres!

Le curé Matamoros, lieutenant de Hidalgo et de Morelos, est un personnage digne d'admiration. Morelos et Matamoros furent pris

(1) M. Lucas Alaman cite le texte d'une proclamation sanguinaire du vice-roi Venegas, sous la date du 25 juin 1812, et de quelques autres de Calleja devenu vice-roi. C'est un système complet d'extermination, laissé à la discrétion de tous les chefs de détachemens. L'ordre du jour du général Cruz est plus révoltant encore : il porte qu'il faut poursuivre, incarcérer et tuer les insurgés, comme des animaux féroces (*bestias feroces*).

par les Espagnols et passés par les armes, le premier après un jugement solennel à Mexico, le second, plus d'un an auparavant, après avoir fait des prodiges de valeur dans la fatale journée de Puruaran. Morelos, pour sauver la vie de ce lieutenant qu'il affectionnait et auquel il avait donné le premier rang après lui-même, offrit à Calleja de l'échanger contre un assez grand nombre de soldats espagnols qu'il semblait que le vice-roi aurait à cœur de sauver; c'étaient les derniers restes du bataillon des Asturies, qui avait figuré à Baylen et était venu au Mexique avec une grande renommée. Les indépendans les avaient faits prisonniers au Palmar, après un engagement très sanglant. L'inflexible Calleja aima mieux sacrifier ces braves gens que d'épargner Matamoros. Et pourtant sur le champ de bataille de Puruaran les Espagnols semblaient avoir assouvi leur fureur : ils avaient célébré leur victoire en fusillant dix-huit colonels ou lieutenans-colonels. Comme si ce n'eût pas été assez de sang, Calleja répondit à la proposition de Morelos en faisant fusiller son prisonnier. Morelos répliqua par l'ordre d'exécuter les malheureux soldats du bataillon des Asturies; ils étaient plus de deux cents (1). Voilà ce qu'était cette guerre!

Mais continuons l'énumération des principaux personnages de l'armée de l'indépendance. Miguel Bravo périt de la main du bourreau à la Puebla. Plusieurs autres chefs tombèrent sur le champ de bataille; tel Galiana, membre d'une famille qui se dévoua pour l'indépendance; Morelos, lorsqu'il apprit sa mort, qui suivit de près la capture de Matamoros, s'écria : « J'ai perdu les deux bras! » Tel Albino Garcia, qui fit des coups de main heureux contre les Espagnols et finit par succomber : il est devenu un personnage légendaire dans sa province. D'autres, en assez grand nombre, eurent le bonheur de vivre assez pour voir l'étendard de l'indépendance flotter sur toute l'étendue du sol de la patrie. Parmi ceux-ci, l'histoire enregistrera avec honneur le nom de Guadalupe Victoria (2), dont les aventures de 1815 à 1820, alors que l'Espagne avait repris le dessus, ressemblent à un roman. De même Bustamante échappa à tous les hasards de la guerre, quoiqu'il s'y fût exposé plus qu'un autre, et comme Victoria il fut élevé par le suffrage de ses concitoyens à la présidence de la république, une fois l'indépendance reconnue. Tel l'intrépide Guerrero, qui jamais ne déposa les armes

(1) L'exécution fut cependant retardée, et l'on n'en fusilla qu'une partie.

(2) Son nom, à ce que rapporte M. Lucas Alaman, était Félix Fernandez. Il le changea pendant la guerre, pour en prendre un qui fût de circonstance. Guadalupe signifiait un indépendant, et Vittoria l'annonce de la victoire qu'il espérait. Son compagnon depuis célèbre, l'insurgé Teran, auquel il communiqua son dessein, lui dit qu'à tant faire il serait plus significatif de s'appeler *Americo Triunfo* (Americ Triomphe).

et resta jusqu'au bout à la tête d'un corps d'armée; il devait un jour être immolé par la haine aveugle des partis, après avoir exercé pendant quelques instans la suprême magistrature. Tel encore un autre général, Nicolas Bravo, dont le nom mérite d'être transmis à la postérité, moins encore pour les victoires qu'il remporta et pour sa vaillante résistance quand l'adversité poursuivit les indépendans que pour un acte de générosité dont il y eut trop peu d'exemples dans cette lutte acharnée et impitoyable. Son père, don Leonardo Bravo, était entre les mains du vice-roi Calleja, qui se disposait à le faire juger, ce qui veut dire condamner à mort et exécuter. Morelos autorisa don Nicolas à disposer de trois cents prisonniers espagnols qu'il avait entre les mains, pour obtenir la liberté de son père. Nicolas Bravo les offrit en échange au vice-roi; mais celui-ci, systématiquement cruel envers les insurgés, fit exécuter don Leonardo. A cette nouvelle, Nicolas Bravo ordonna de passer par les armes ses trois cents prisonniers et les fit mettre en chapelle, afin que le lendemain matin ils fussent fusillés; mais pendant la nuit la pensée de cette boucherie obséda son âme et finit par le révolter. Il sentit qu'il allait déshonorer la cause de l'indépendance, dont la gloire lui était si chère (1), et au lever du soleil il les mit en liberté en disant qu'il ne fallait pas qu'ils restassent un jour de plus entre ses mains, de peur que l'envie ne lui prît de venger sur eux son malheureux père. Nous aurions à mentionner encore le général Rayon, qui servait avec distinction sous Hidalgo, et tint bon jusqu'à la fin, prenant asile, quand il était serré de près, en un camp retranché qu'il avait établi dans le Cerro de Gallo. Le général Teran, dont les services datent de la même époque, et ont été brillans jusqu'au bout, ne saurait être omis sans injustice. Nous pourrions allonger cette liste de vingt autres noms encore, tous plus ou moins dignes d'être transmis à la postérité.

Un personnage auquel on porte une vive sympathie est le *jeune* Mina, qu'on nommait ainsi pour le distinguer de son oncle, le fameux Espoz y Mina, si connu pour son intrépidité et son intelligence de la guerre de guérillas. Quand Ferdinand VII eut violé ses promesses à l'Espagne en remplaçant la constitution des cortès par le gouvernement absolu, le jeune Mina, plein d'enthousiasme pour les idées libérales, organisa, de concert avec son oncle, à Pampelune une tentative d'insurrection qui échoua. Obligé de s'exiler, il conçut le hardi dessein d'attaquer l'autorité de ce prince ingrat et parjure

(1) C'est lui-même qui le raconte ainsi dans une lettre adressée à M. Lucas Alaman, et qui figure dans l'histoire de celui-ci.

en conquérant au régime constitutionnel le plus beau fleuron de sa couronne d'outre-mer, le Mexique. Renouvelant la tentative de Fernand Cortez, il vint débarquer le 15 avril 1817 dans un petit port du nord, avec une poignée d'aventuriers de toutes les nations, et obtint d'abord des succès merveilleux; mais, coupé dans ses communications avec la mer, peu appuyé par les chefs indépendans qu'il avait rejoints à travers deux cents lieues d'un pays occupé par les Espagnols, il n'eut bientôt plus de ressource que dans l'excès de la témérité, et tenta le coup désespéré de s'emparer de Guanaxuato par surprise avec une petite troupe. Malheureusement il ne lui restait plus que cinquante de ses intrépides compagnons de débarquement. Repoussé dans cette attaque, il fut réduit à fuir, suivi de trois ou quatre hommes à peine, et fut pris dans un *rancho* (petite habitation rurale), où il venait de se reposer, le 27 octobre. Il fut fusillé quelques jours après. Orrantia, l'officier espagnol à qui était échue la bonne fortune de le prendre, eut, quand on le lui amena, la lâcheté de le frapper du plat de son épée et de le mettre aux fers. Le jeune Mina n'avait que vingt-huit ans quand il fut exécuté.

V.

Une révolution mise en marche par les causes que nous avons signalées avait nécessairement pour objet de secouer le joug d'une métropole égoïste et oppressive. L'indépendance était l'idée fixe des insurgés, la haine des *Gachupines* était la passion qui enflammait leurs cœurs et soutenait leurs bras. Quant à savoir quelle serait la forme du gouvernement une fois l'indépendance constituée, c'est une question qui demeurait dans l'ombre ou sur le second plan. La majeure partie des insurgés ne songeait guère à s'écarter du système monarchique, auquel on était habitué; mais on n'avait pas le moyen de l'organiser. Il fallait cependant un gouvernement dans lequel l'élément civil eût au moins sa part, et qui, au lieu de suivre l'armée comme une partie des bagages, fût à résidence fixe dans une ville. Les chefs militaires le sentirent bientôt. Dès 1811 une junte de gouvernement (*junta de gobierno*) fut installée dans la ville de Zitacuaro, province de Valladolid, par les soins du général Rayon, qui commandait une des principales bandes après le désastre de Hidalgo. Elle fut composée d'abord de trois et puis de cinq membres, qui s'étaient à peu près élus eux-mêmes; mais il était entendu qu'elle devrait aussitôt que possible céder la place à une assemblée choisie par tout le pays, autant que ce serait praticable. Le général Rayon s'était placé à la tête de la junte.

L'attitude de ce fantôme de gouvernement fut aussi modérée

qu'elle pouvait l'être. La junte déclara brisés les liens du Mexique avec la Péninsule; mais elle offrit à Ferdinand VII le trône mexicain, sous la condition de la résidence. Ainsi c'était une royauté que l'on voulait. La junte exprima même le désir de conserver de bons rapports avec la Péninsule, et elle fit des démarches auprès du vice-roi pour entamer une négociation sur la base de l'indépendance. Pour toute réponse, le vice-roi, c'était alors Venegas, le premier qu'eût envoyé la régence de Cadix, fit brûler la dépêche de la junte par la main du bourreau sur la grande place de Mexico.

Cette apparition d'un gouvernement insurrectionnel, qui publiait des décrets et des proclamations, et affectait d'exercer tous les attributs de l'autorité civile et politique, excita au plus haut point la colère des Espagnols, et pour étouffer le monstre dans son berceau, le fléau des indépendans, le général Calleja, fut envoyé contre Zitacuaro. Il la prit de vive force, après une résistance moins acharnée cependant qu'on n'aurait pu le supposer, eu égard aux préparatifs qu'on avait faits et aux ouvrages qu'on avait amoncelés autour de la ville. Il fit fusiller plusieurs des notables, qui n'avaient pas eu la prudence de s'enfuir avec la junte. Il enjoignit à tous les habitans sans exception de vider les lieux immédiatement avec ce qu'ils pourraient emporter de leurs meubles et effets, déclarant tout le reste confisqué, ainsi que les terres. Les ecclésiastiques furent traînés à Valladolid pour y être mis à la disposition de l'évêque, auquel tous les vases sacrés et les ornemens d'église furent pareillement délivrés. Les Indiens du voisinage n'eurent grâce de la vie qu'à la condition de venir détruire les fortifications érigées par les insurgés autour de Zitacuaro. La ville fut condamnée à être brûlée au départ de l'armée, et le fut en effet, et il fut défendu de la rebâtir. La même proclamation portait que toute ville ou village qui recevrait les membres de la junte ou quelqu'un de ses agens, ou qui résisterait aux troupes royales, éprouverait le même châtiment sommaire. On livra aux flammes ceux des villages indiens des environs qui s'étaient fait remarquer par leur zèle en faveur de l'insurrection. Zitacuaro, qu'on traita comme une autre Carthage, était une des plus florissantes villes de l'intendance de Valladolid; elle a été relevée de ses ruines.

Ces actes cruels n'empêchèrent pas la junte de subsister, mais elle ne donna plus de signes de vie que par ses discordes intestines, jusqu'au moment où elle fut remplacée par une réunion du même genre, plus nombreuse, et à la formation de laquelle l'élection était moins étrangère. Celle-ci prit, à l'imitation des États-Unis probablement, le nom de congrès, et se tint dans la ville de Chilpancingo. Le congrès nomma Morelos généralissime, nonobstant les préten-

tions de Rayon, et lui conféra le titre d'altesse, qu'il déclina; il le remplaça par celui de serviteur de la nation (*siervo de la nacion*). La première manifestation politique du congrès fut une déclaration de l'indépendance du Mexique, acte qui fut concerté avec Morelos, et dont il avait même fourni les principales données dans une note qu'il avait intitulée : *Sentimens de la nation*. La déclaration d'indépendance fut ce qu'elle devait être après les violences de Calleja sur Zitacuaro. Le Mexique rompait absolument avec Ferdinand VII. En cela, Morelos se montrait plus sincère que Hidalgo, qui détestait trop cordialement les Espagnols pour vouloir réellement du gouvernement de ce prince, et qui sans doute n'en avait proclamé le nom que pour grossir le nombre de ses partisans et les rangs de son armée. La déclaration ne s'expliquait qu'incomplétement sur la forme qu'aurait le gouvernement une fois le Mexique affranchi. Les termes de cette pièce, combinés avec la note émanée de Morelos et avec une proclamation qu'il publia un peu plus tard, en janvier 1813, à Oaxaca, sembleraient indiquer que les opinions politiques de ce chef étaient un mélange des idées qui avaient été proclamées par la révolution française, et ensuite par les cortès de Cadix, avec celles que les jésuites avaient mises en pratique dans les missions du Paraguay. On aperçoit en effet dans ces trois documens mexicains les germes d'une théocratie qui eût passé le niveau sur toutes les têtes. Il y était dit que la nation mexicaine reprenait sa souveraineté et l'exerçait par ses représentans, que l'esclavage des noirs était aboli, que les priviléges de la naissance ou de la couleur disparaissaient, que la justice criminelle n'emploierait plus la torture; mais en même temps la religion catholique était déclarée la seule qui fût reconnue et pût être pratiquée, même en secret. La liberté de la presse était instituée, mais seulement pour les sciences et la politique, ce qui voulait dire à l'exclusion des matières religieuses. Le commerce extérieur était permis sous des droits modérés, mais les étrangers n'étaient reçus qu'autant que ce seraient des ouvriers ou artisans pouvant enseigner leur profession, et ils devaient séjourner dans des ports désignés à cet effet, sans qu'il leur fût loisible de pénétrer dans l'intérieur, quand bien même ils appartiendraient à la *nation la plus amie*. La propriété devait être respectée; le congrès devait faire des lois qui obligeassent les hommes à la constance et au patriotisme, modérassent également l'opulence et l'indigence, et eussent pour effet d'élever le salaire du pauvre, d'améliorer ses mœurs, de dissiper son ignorance et de l'éloigner du crime. Il était défendu de jouer autrement que pour se distraire ou s'amuser; la fabrication et l'usage des cartes étaient interdits. Les dettes contractées jusqu'alors envers les Européens, c'est-à-dire les Espagnols, étaient annulées,

par application de la règle que tous les biens des Espagnols étaient confisqués. La protection ou l'assistance donnée aux Espagnols par action, par parole ou par écrit était érigée en crime de haute trahison, de même que le refus de contribuer aux frais de la guerre de l'indépendance. A ces dispositions politiques étaient venues se mêler des prescriptions assez difficiles à faire passer dans la pratique, telles que de fuir les vices qui découlent de l'oisiveté, et en conséquence de se livrer au travail, chacun dans sa profession, les femmes se consacrant aux occupations domestiques, les prêtres au salut des âmes, les laboureurs au soin de leurs champs, les ouvriers au maniement de leurs outils. Un des premiers actes du congrès fut de rétablir l'ordre des jésuites, aboli dans les domaines de l'Espagne depuis Charles III. C'était, disait-on, afin de donner à la jeunesse l'instruction chrétienne dont elle manquait, et d'avoir des missionnaires zélés pour la Californie et les provinces frontières du nord.

C'est le 5 novembre 1815, lorsqu'il escortait le congrès traqué par les commandans espagnols, que Morelos fut fait prisonnier à Temescala. Pour mieux protéger cette assemblée, il s'était placé à l'arrière-garde, où il faisait bravement face aux Espagnols, tout près de l'enlever. L'officier espagnol entre les mains duquel il tomba, don Manuel Concha, lui témoigna de grands égards; quant à lui, il montra une résignation courageuse. « Ma vie n'est rien, dit-il, si le congrès est sauvé. Ma tâche était finie du moment qu'un gouvernement indépendant était établi. » Le congrès en effet fut sauvé par Nicolas Bravo, que Morelos avait chargé de sa sûreté, et il arriva à Tehuacan, où Teran lui fit d'abord bon accueil. Mais au milieu de l'adversité commune l'harmonie ne fut que de courte durée. La discorde se glissa bientôt entre ce chef militaire et ce gouvernement civil qui voulait prendre la direction des affaires, devenues si difficiles. Le 15 décembre, Teran dispersa le congrès par la force. Morelos, au fond de sa prison de Mexico, eut la douleur d'apprendre que cette création, à laquelle il attachait un si grand prix, ne lui survivrait pas. Le congrès n'avait jamais possédé une autorité bien effective. Il n'en était pas moins une utile machine de gouvernement; il formait un point de ralliement, il était l'unité de l'insurrection. Sa destruction fut un malheur et un symptôme aggravant de la mauvaise fortune des indépendans.

C'est un fait digne d'être signalé que le congrès n'avait pas perdu courage dans la mauvaise fortune. Après les malheurs qui accablèrent l'armée principale des insurgés à la fin de 1813 et à l'ouverture de 1814, il fut presque toujours fugitif. Deux corps espagnols, commandés l'un par le brigadier Negreto, l'autre par le capitaine

don Miguel Béisteguy, étaient à sa poursuite. Il n'en continuait pas moins ses travaux. Il acheva ainsi la discussion d'une constitution politique. Cette œuvre, qui était destinée à rester sur le papier, fut proclamée en octobre 1814. On célébra à cette occasion des fêtes aussi solennelles qu'on le put dans la petite ville d'Apatzingan, où siégeait alors le congrès. Une médaille fut frappée en commémoration de l'événement. Morelos y assistait en qualité de l'un des trois membres du pouvoir exécutif que créait la constitution. C'était une compilation des idées de l'assemblée constituante française de 1789 et des formules consacrées par les cortès espagnoles en 1812. Le seul incident digne d'être relevé par l'histoire, auquel ait donné lieu cette constitution d'Apatzingan, est l'explosion de colère qu'elle provoqua de la part des autorités espagnoles. Le vice-roi Calleja déféra la constitution au conseil royal (*real acuerdo*), qui la condamna avec appareil le 14 mai 1815. A la suite de cet arrêt, le vice-roi la fit brûler par la main du bourreau sur la grande place de Mexico et ordonna que la cérémonie se répétât dans toutes les capitales de provinces. En même temps il publia une proclamation portant que tous les détenteurs d'exemplaires de la constitution ou de papiers de même nature étaient tenus de les délivrer à l'autorité dans les trois jours, sous peine de mort et de la confiscation de leurs biens. Les mêmes peines devaient être appliquées à quiconque défendrait ou appuierait la révolution, ou en « parlerait favorablement. » Quiconque, ayant entendu une pareille conversation, se serait abstenu de la dénoncer au gouvernement ou aux tribunaux, devait être déporté avec confiscation de ses biens. Il était défendu de se servir par parole ou par écrit des termes d'insurrection et d'insurgés pour désigner la révolution et ses partisans. On devait dire la rébellion ou la trahison, les rebelles ou les traîtres. Toutes les localités étaient tenues de déclarer par acte authentique qu'elles n'avaient pris aucune part à la nomination des membres du congrès.

VI.

Même avant la prise de Morelos, dès la bataille de Valladolid et le combat de Puruaran, la cause des indépendans était perdue militairement. Livrer une bataille était au-delà de leur puissance. Ce n'étaient guère plus que des guerrillas obligées de se tenir reployées dans des retraites impénétrables, où elles rentraient après des excursions faites à l'improviste. Calleja, alors vice-roi, fit, le 22 juin 1814, après tous ses succès et ceux de ses lieutenans une proclamation où il exaltait son armée, et dans les termes les plus dé-

daigneux signalait l'insurrection comme extirpée; mais cet habile militaire, qui avait un coup d'œil sûr, savait bien, alors même qu'il parlait en termes si pompeux de ses victoires et de l'anéantissement prétendu des insurgés, que la cause de l'indépendance n'en était pas moins assurée de triompher, parce qu'elle était gagnée dans le cœur des Mexicains. On en trouve la preuve dans une pièce officielle qui était destinée à rester secrète, mais que le cours des événemens postérieurs a fait tomber dans le domaine de la publicité. C'est un rapport de Calleja au gouvernement de Ferdinand VII, qui est à peu près contemporain de sa proclamation si orgueilleuse et si confiante, car il est du 14 août 1814. Ce document porte que l'esprit de *rébellion* s'est emparé du pays, se manifeste partout et toujours, de manière à être insaisissable et à défier tous les moyens de répression. Ce n'était pas seulement le guerrillero caché derrière un rocher ou parmi les cactus, c'était une complicité universelle à laquelle participaient toutes les classes et tous les âges. « Le juge, disait Calleja, dissimule les crimes des insurgés ou s'abstient de les punir, quand il n'y a pas mis la main. Le clergé, dans le confessionnal, insinue la désobéissance et l'indépendance aux fidèles, quand il ne la recommande pas du haut de la chaire. Les écrivains corrompent l'opinion en sa faveur. Les femmes séduisent les militaires. Le fonctionnaire avertit les rebelles des plans de ses supérieurs; la jeunesse se tient prête et s'arme; le vieillard intervient par ses conseils. Les corporations affectent d'être en mésintelligence avec les Européens, refusent de les admettre dans leur sein et esquivent toute assistance au gouvernement; on travestit les actes de l'autorité pour les faire détester, on les discrédite par des remontrances pour lesquelles on trouve toujours un prétexte. C'est ainsi que tout le monde est d'accord pour miner l'édifice de l'état en s'abritant sous les institutions libérales. »

Ces dernières paroles de Calleja font allusion à la constitution des cortès, qui, proclamée en 1812 dans la Péninsule, avait été introduite dans les colonies par la volonté expresse des cortès elles-mêmes. Le premier effet de la constitution fut de conférer des droits électoraux à la population blanche, ou supposée telle. Ce fut pour les partisans de l'indépendance une occasion de se compter. Ils posèrent en principe d'écarter systématiquement les Espagnols (cette qualification signifie toujours, dans cet article, les natifs d'Espagne). Dès le premier moment, on eut six cent cinquante-deux élections à faire pour les *ayuntamientos* et pour diverses autres fonctions. Sur ce nombre d'élus, pas un ne fut un Espagnol. L'*audiencia*, à une *représentation* de laquelle j'emprunte ce fait, ajoute que les choix tombèrent sur des hommes connus pour leur attachement à l'indé-

pendance, qui s'étaient signalés en s'opposant aux emprunts et aux souscriptions volontaires destinés à secourir la métropole, qui avaient même signé la demande d'une junte mexicaine en 1808, ou encore sur des prêtres qui s'étaient fait remarquer par leur sympathie affichée pour l'indépendance.

Le régime constitutionnel n'avait pas eu seulement pour effet de concentrer entre les mains des Mexicains tout ce qu'il y avait de fonctions électives en vertu de la constitution même; il avait aussi donné beaucoup de facultés aux amis de l'indépendance par les obstacles qu'il opposait aux exécutions sommaires et aux arrestations préventives. Il les avait particulièrement aidés par la liberté de la presse, qui s'était révélée par un déluge d'écrits. On avait dévoilé tous les abus de la domination espagnole, en les amplifiant et en les grossissant de griefs imaginaires. Quand le vice-roi, d'accord avec l'*audiencia*, prit sur lui de suspendre la liberté de la presse, il était trop tard; l'éruption du volcan n'avait duré que soixante-six jours, mais elle laissait des traces ineffaçables. La domination de l'Espagne était jugée. Ce n'était pas un des moindres résultats du régime constitutionnel d'avoir aboli l'inquisition, l'effroi des personnes qui se permettaient de penser avec quelque liberté sur les matières religieuses ou politiques.

Peu après la rentrée de Ferdinand VII en Espagne, la constitution fut abolie au Mexique comme dans tout le reste de la monarchie. Le vice-roi fut armé de nouveau de toutes les ressources du gouvernement absolu, y compris l'inquisition, qu'on s'empressa de rétablir. L'Espagne, débarrassée de la guerre, envoya des troupes avec lesquelles elle put occuper solidement les villes principales, poursuivre et disperser les bandes des insurgés, et enfin une amnistie générale fut proclamée. Presque tous les indépendans en profitèrent, sans que leur cœur renonçât à ce qui était devenu la passion de leur vie. Un observateur superficiel pouvait penser que le pays était pacifié, que la restauration de l'autorité métropolitaine était définitivement accomplie. Le vice-roi par lequel Ferdinand VII avait remplacé Calleja, en septembre 1816, don Juan Ruiz de Apodaca, se montrait modéré et bienveillant. Ce fut lui qui reçut la soumission d'un grand nombre de chefs. Dans la joie que lui causaient ces succès, il eut la simplicité ou la forfanterie d'écrire à Madrid que la révolution était définitivement vaincue (1). Peut-être aussi n'é-

(1) Il avait cependant quelques raisons personnelles de savoir qu'il existait encore des guerrillas mexicaines remplies d'audace. Après son débarquement, quand il se rendait de la Vera-Cruz à Mexico, escorté par des troupes assez nombreuses qu'il avait amenées avec lui de La Havane, il avait été attaqué à Ojo de Agua, entre Perote et la Puebla, et si le commandant des insurgés, Teran, eût mieux pris ses dispositions, il aurait pu être enlevé.

tait-ce de sa part qu'une de ces flatteries que les fonctionnaires se permettent toujours, parce qu'ils savent que toujours elles sont bien accueillies. Il était certain au contraire qu'il ne manquait qu'une occasion pour que l'esprit d'indépendance fît une nouvelle explosion, cette fois irrésistible par l'accord des volontés. Or, quand les peuples ont une résolution bien arrêtée, la Providence se charge de leur fournir l'occasion attendue, et c'est à eux de la saisir.

En 1820, le gouvernement absolutiste du roi Ferdinand VII, se croyant bien le maître dans la Péninsule, porta son regard à l'extérieur, et résolut de faire un grand effort pour rétablir son autorité dans la partie du Nouveau-Monde qui lui échappait le plus visiblement. En conséquence, il organisa une expédition formidable qui avait pour destination les contrées qu'arrose la Plata. L'armée expéditionnaire était réunie dans l'île de Léon, et elle allait partir, sous les ordres de Calleja, appelé alors le comte de Calderon, en mémoire d'une de ses plus insignes victoires sur les Mexicains. Cette agglomération de troupes dans l'île de Léon devait amener de grands événemens, bien différens de la conquête pour laquelle on l'avait préparée. Les officiers principaux, nourris des idées de la révolution française, d'où était déjà née la constitution des cortès de 1812, supportaient avec indignation le despotisme dégradant sous lequel Ferdinand VII avait courbé leur patrie. Quelques hommes courageux se résolurent à renouveler une fois de plus la tentative qui avait coûté la vie à de braves gens tels que Porlier, Lacy, Richard, Vidal et Bertrand de Lis. Une conspiration se forma pour le rétablissement de la constitution de 1812, et le 1er janvier 1820 le colonel Riego, qui commandait le bataillon des Asturies, cantonné près de Séville, proclama la constitution et marcha sur le quartier-général. Il fut secondé par le colonel Quiroga, qui, poursuivi pour sa participation à un complot antérieur et mis en prison, s'en était échappé et avait décidé plusieurs bataillons à le suivre. Peu de temps après, la constitution était rétablie en Espagne, et par cela même, virtuellement au moins, dans les colonies, car elle était impérativement applicable aux possessions d'outre-mer. Cette nouvelle excita une grande émotion dans tout le Mexique. Le vice-roi Apodaca se prêta de mauvaise grâce à remettre en activité la constitution. Il lui fallut cependant se soumettre en apparence; mais il conçut le dessein de relever l'autorité absolue de Ferdinand VII, dans le Mexique au moins, en opposant une insurrection militaire à celle qui avait réussi dans l'île de Léon. Sous le prétexte de détruire les restes des corps indépendans qui tenaient encore dans les montagnes du sud, du côté de l'Océan-Pacifique, sous les ordres de l'indomptable Guerrero et d'Asentio, il rassembla des troupes et mit à leur tête un officier sur lequel il croyait pouvoir compter.

Il était encouragé dans ces projets par Ferdinand VII, qui lui avait secrètement écrit qu'il se disposait à fuir l'Espagne pour venir s'établir à Mexico, où il se flattait de trouver, au milieu de sujets plus dévoués que ceux de la Péninsule, un asile contre le génie de la révolution (1). Le colonel don Augustin Iturbide, choisi par le vice-roi pour l'œuvre réactionnaire, était un créole qui avait donné des gages multipliés à la cause de la mère-patrie pendant le cours de la guerre contre Hidalgo et Morelos. On citait de lui non-seulement de grands faits d'armes, tels que ceux de Valladolid et de Puruaran, mais aussi des actes d'une révoltante cruauté. En 1814, pour célébrer dignement le vendredi saint, après un combat où il avait eu l'avantage à Salvatierra, il avait imaginé de faire fusiller ce jour-là trois cents prisonniers, sous prétexte qu'ils étaient excommuniés, car les autorités espagnoles du Mexique employaient les armes spirituelles en même temps que le sabre, la mousqueterie et le canon pour soumettre les indépendans. M. Ward, qui en sa qualité de chargé d'affaires de l'Angleterre était en position d'être bien informé, assure que la dépêche adressée au vice-roi par Iturbide, pour lui annoncer cet acte d'une bigoterie féroce, existait de son temps dans les archives de Mexico. En 1820 Iturbide, de même que les autres créoles qui s'étaient rangés d'abord sous le drapeau de l'Espagne, était plus qu'ébranlé. Dans les premières années de la lutte de l'indépendance, le sentiment de la conservation avait rattaché un grand nombre de propriétaires créoles à la cause de la mère-patrie, malgré les griefs légitimes qu'ils avaient contre elle. M. de Humboldt, qui a observé l'Amérique espagnole en philosophe non moins qu'en naturaliste, écrivait en 1803 : « Depuis 1789 la crainte qu'inspire aux blancs et à tous les hommes libres le grand nombre de noirs (2) et d'Indiens arrête les effets de leur mécontentement. » Les massacres tolérés par Hidalgo ou ordonnés par lui avaient augmenté ces appréhensions des blancs et refroidi leur zèle pour l'émancipation; mais en 1820 l'amour de l'indépendance nationale avait enfin surmonté tout autre sentiment. Iturbide suivit le torrent de l'opinion avec la pensée de le diriger; il n'est pas interdit de supposer qu'il entrevit dès lors la chance de faire tourner le mouvement à son avantage personnel. Il reçut les confidences du vice-roi en serviteur zélé, de manière à l'endormir dans une sécurité complète, et alla se placer à la tête des troupes que lui confiait

(1) M. Lucas Alaman donne cette lettre dans son histoire. La famille d'Apodaca a nié qu'elle fût parvenue au vice-roi, et même que celui-ci eût voulu organiser la contre-révolution. M. Alaman publie cette réclamation dans un chapitre additionnel.

(2) Cette observation de M. de Humboldt s'applique à l'Amérique espagnole en masse, et non pas au Mexique spécialement. Dans le Mexique en particulier, le nombre des noirs était fort limité.

le crédule Apodaca. Une fois à son poste, comptant sur sa popularité parmi les soldats mexicains rangés sous le drapeau de l'Espagne, il ne balança pas à entreprendre une révolution diamétralement opposée à celle que rêvait le vice-roi. La force espagnole au Mexique se composait de onze régimens de soldats de la Péninsule contre vingt-quatre d'indigènes : si, par un programme habilement combiné, il réussissait à mettre ces derniers de son côté, il était le maître de la situation, car une fois qu'il aurait relevé l'étendard mexicain, les soldats de l'indépendance ne viendraient-ils pas grossir les rangs de son armée? L'opinion, qui se taisait par la terreur qu'inspiraient les Espagnols, ne lui fournirait-elle pas alors cet appui moral, qui est l'invincible auxiliaire et l'irrécusable justification de la force matérielle? S'étant transporté dans la ville d'Iguala avec la partie de ses troupes dont il était le plus sûr, il y proclama, le 24 février 1821, l'indépendance du Mexique avec un programme qui est resté célèbre sous le nom de *plan d'Iguala*. C'est une pièce remarquable par sa modération et par la pensée de conciliation qui l'a dictée. Il y est dit que le Mexique sera un état indépendant, que la forme du gouvernement sera monarchique, sous la dénomination d'empire, que la gloire de Napoléon avait accrédité partout, avec une constitution en rapport avec les mœurs du pays. Le trône du Mexique était offert à Ferdinand VII, ainsi que l'avait déjà voulu la junte de Zitacuaro, des idées de laquelle il semble qu'Iturbide se soit inspiré sur plusieurs points. Sur le refus de Ferdinand VII, la même offre serait adressée aux deux infans d'Espagne, ses frères, don Carlos et don François de Paule, puis à l'archiduc Charles d'Autriche, celui qui avait eu le rare honneur de disputer la victoire, une ou deux fois en sa vie, à l'empereur des Français. A défaut de ces princes, on appellerait un membre de quelqu'une des maisons régnantes de l'Europe. Iturbide avait trop longtemps combattu dans les rangs des Espagnols pour n'être pas enclin à les ménager; c'était d'ailleurs conforme à la pensée de conciliation générale qu'il proclamait sagement. En conséquence, le plan d'Iguala assimilait complétement les natifs d'Espagne aux autres habitans du Mexique; il leur promettait la conservation de leurs emplois, ce qui était beaucoup s'engager, car c'eût été laisser le pays pendant quelque temps entre les mains des Espagnols, à l'exclusion des Mexicains, puisqu'en vertu du système imperturbablement pratiqué jusqu'alors, excepté pendant le court intervalle de la constitution, toutes les places avaient été réservées aux natifs de la Péninsule, et le renouvellement, abandonné aux seules causes naturelles, ne pouvait qu'être fort lent.

La proclamation qui précédait le plan méritait le meilleur accueil par l'excellent esprit dont elle était empreinte, et elle produisit dans

tout le pays un excellent effet. Iturbide eut aussitôt l'adhésion de Guerrero, qui, avec une abnégation dont peu de généraux mexicains ont par la suite donné l'exemple, et dont plus tard il eut le malheur de se départir lui-même, vint se placer sous ses ordres avec ses bandes, qui offraient un singulier mélange d'aspect martial avec les marques les plus apparentes des privations et du dénûment (1). De divers points, des signes d'assentiment répondirent à Iturbide. Les natifs de la Péninsule cependant persistaient dans leur système. Ils ne pouvaient se faire à l'idée de traiter les Mexicains autrement qu'en peuple conquis. Leur force principale était à Mexico, où résidaient, entourées d'une garnison choisie, les principales autorités, et où siégeait la formidable *audiencia*, qui donnait l'exemple d'un immuable attachement aux anciennes règles de gouvernement. Leur attitude implacable, par l'effroi qu'elle inspirait, contint un moment l'enthousiasme des populations; mais ce fut court. Ils recommencèrent la faute de 1808 : ils déposèrent le vice-roi Apodaca comme ils avaient fait d'Iturrigaray, sans l'incarcérer néanmoins, et ils installèrent à sa place un officier d'artillerie, le général Novella, qui ne sut ou ne put rien combiner de mieux que de s'enfermer dans la capitale avec les troupes espagnoles. Cependant de toutes parts les appuis surgissaient pour Iturbide. Les villes et les provinces se déclaraient pour le plan d'Iguala. Les régimens indigènes se prononçaient. Ce qui restait des soldats de l'indépendance reprenait les armes pour se rallier à l'armée libératrice. Nicolas Bravo reparut ainsi sur la scène. Bientôt ce fut Guadalupe Victoria, que l'on croyait mort, et dont un bulletin officiel, signé du chef de la troupe envoyé à sa recherche, avait annoncé qu'on avait trouvé le cadavre dans le bois où il s'était réfugié plutôt que d'accepter l'amnistie qu'on lui offrait. Sur ces entrefaites arriva à la Vera-Cruz le nouveau vice-roi que le gouvernement constitutionnel de Madrid envoyait en remplacement d'Apodaca : c'était le général O'Donuju, l'un des amis des héros de l'île de Léon, Riego et Quiroga. Il n'amenait pas de troupes, il était seul. Iturbide fit envers lui une démarche hardie et intelligente. Il lui proposa une entrevue qui aurait lieu à Cordova, ville située à peu de distance de la Vera-Cruz, sur la route de Mexico. O'Donuju s'y rendit, et là, le 27 septembre, fut signé par les deux chefs un traité qui reproduisait les termes du plan d'Iguala, sauf quelques modifications accessoires ou qui semblaient telles. C'est ainsi qu'un troisième infant d'Espagne, don Carlos-Luiz, héritier du grand-duché de Lucques, était substitué à l'archiduc Charles d'Autriche, et que la qua-

(1) Une partie de ses hommes avaient contracté des maladies hideuses en bivaquant indéfiniment dans les forêts de la région chaude, qui sont infestées d'insectes dangereux.

lité de membre d'une maison régnante cessait d'être indispensable chez le candidat que les cortès de l'empire mexicain pourraient élever au trône, à défaut de l'acceptation de Ferdinand VII et des trois infans d'Espagne. Pour surveiller l'exécution loyale du traité de la part des Mexicains, O'Donuju devait être un des membres de la junte provisoire chargée de diriger le gouvernement, et il siégeait en cette qualité lorsque la mort vint le surprendre.

En acceptant la transaction de Cordova, O'Donuju se conduisit en homme judicieux, en politique éclairé, en véritable patriote heureusement inspiré. Réclamer davantage pour l'Espagne eût été chimérique, et pourtant, lorsque les commissaires envoyés du Mexique arrivèrent à Madrid, ils y furent très mal accueillis. Le roi Ferdinand VII n'éprouvait aucun attrait pour un trône moins glorieux à son gré que celui des Castilles, et qui serait de même environné des entraves, à ses yeux fort déplaisantes, d'une constitution. D'ailleurs les Espagnols, quoiqu'ils n'aimassent guère ce prince, ne l'auraient pas laissé partir, n'ayant pas mieux ou n'ayant que pis pour le remplacer. L'infant don Carlos, un moment séduit par la perspective de régner à Mexico, était retenu par l'espérance de succéder au trône d'Espagne, le roi son frère n'ayant pas d'enfant alors. Seul, l'infant don François de Paule aurait goûté le programme concerté à Cordova, et on assure qu'il eut un moment le projet de se jeter dans un navire de commerce et de partir à tout hasard; mais avant tout et par-dessus tout c'était aux cortès de prononcer. Au sein des cortès, le traité de Cordova fut blâmé, déclaré nul et non avenu, et, malgré la pénurie où l'on était, on forma la résolution d'envoyer des renforts aux corps espagnols, qui occupaient encore des positions de résistance en Amérique. C'est ainsi qu'au Mexique même une garnison espagnole tenait ferme dans le fort de Saint-Jean-d'Ulloa et dominait le principal siége du commerce du Mexique avec l'Europe, la Vera-Cruz. M. Lucas Alaman, qui depuis a joué un grand rôle au Mexique parmi les chefs du parti conservateur, était alors député aux cortès à titre de Mexicain. Il a vu de près, comme témoin et comme acteur, tout ce qui se passait dans cette assemblée. Il en a consigné le détail dans sa volumineuse histoire. Il fait remarquer avec raison que la conduite tenue par les cortès et par le cabinet se comprendrait si la Péninsule avait eu les forces nécessaires pour comprimer le sentiment d'indépendance qui régnait dans les cœurs des habitans de presque tout un continent, et du Mexique en particulier; mais de bonne foi en était-on là? N'était-on pas réduit aux dernières limites de l'impuissance?

La conséquence pour le Mexique fut celle qu'il était aisé de pré-

voir. Iturbide jouissait d'une popularité immense d'un bout à l'autre du Mexique, et dans l'ivresse qu'inspirent toujours les acclamations de la foule il devait être tenté d'user et d'abuser des grands pouvoirs dont il avait été aussitôt investi, et dont l'exercice lui était peu familier. Il s'ensuivit qu'il fut bientôt en désaccord avec le congrès qui s'était réuni, afin de constituer le pays, aux termes mêmes du plan d'Iguala. Travaillée par les Anglo-Américains, qui avaient organisé dans le pays des loges maçonniques, celles des *Yorkinos* (1), où l'on était pour la démocratie, frappée d'ailleurs de la prospérité que le système républicain avait procurée aux États-Unis, cette assemblée était de moins en moins favorable au régime monarchique, pour lequel le personnage le plus nécessaire, le monarque, faisait défaut. Par l'effet de la lutte qui existait entre le congrès et lui, et sous l'influence des discussions animées qui avaient lieu dans le public sur les avantages respectifs de la monarchie et de la république, Iturbide, de la position de champion du régime monarchique, passa à celle de candidat à la couronne. Le texte de la convention de Cordova lui permettait ces hautes visées. Un parti nombreux se mit à l'y pousser. Selon le témoignage de M. Lucas Alaman, le haut clergé, redoutant les principes qui dominaient dans le congrès, lui était favorable. Des menaces proférées contre sa vie, et enfin une conspiration, dont l'objet était de l'assassiner, eurent un résultat semblable à celui qu'avaient déterminé en France la machine infernale et les complots de George, Moreau et Pichegru. Le zèle de ses partisans en fut redoublé, et lui-même fut mis en demeure de se prononcer.

Dans la soirée du 18 mai 1822, des soldats, guidés par un sous-officier, parcoururent la ville au cri de *vive Augustin Ier!* La multitude acclama. Le lendemain matin, le congrès fut envahi, et dut délibérer sous les regards impatiens des tribunes, que remplissait une foule ardente. Iturbide, appelé à assister à la délibération, s'y était rendu, et ne la quitta pas un instant. Quelques députés essayèrent de faire prévaloir des moyens dilatoires, et par exemple de faire décréter qu'on demanderait des pouvoirs aux provinces. Ce fut en vain. A la fin, 71 voix contre 15 décernèrent la couronne impériale à Iturbide. L'empire était institué. Une cérémonie splendide pour le couronnement de l'empereur et de l'impératrice, et dans laquelle on copia autant qu'on le put le sacre de Napoléon Ier et de l'impératrice Joséphine en 1804, charma la population de la capitale, avide de spectacles. On organisa une cour nombreuse, où l'étiquette déployait ses exigences et son faste. J'ai rencontré à Mexico, en 1835, un tapissier français qui était allé proposer à Iturbide,

(1) D'après le nom de la ville de New-York.

devenu empereur, de lui faire un lit sur le modèle de celui du grand Napoléon aux Tuileries. L'offre avait été acceptée avec empressement, et le lit payé un prix fabuleux. Puériles parodies! Comme si c'était en lui empruntant son tapissier qu'on s'égale à un grand homme! Quelques mois s'étaient à peine écoulés que le nouveau trône tremblait sur ses fondemens. La plupart des généraux étaient mécontens d'obéir à un chef qui n'avait pas de titres plus brillans que les leurs, et qui les avait combattus, eux soldats de l'indépendance, lui enrôlé parmi les Espagnols, et impitoyable entre tous envers les indépendans vaincus. On avait un autre grief contre le nouvel empereur. Dans cette guerre où les propriétés n'étaient pas plus respectées que les personnes, la spoliation s'était donné carrière. Iturbide, déjà couvert du sang des prisonniers, ses concitoyens, s'était signalé aussi par ses excès dans cet autre genre. La province de Guanaxuato avait été particulièrement le théâtre de ses rapines. Il fut dénoncé au vice-roi par des personnes respectables dans l'espèce de suspension des hostilités qui suivit l'anéantissement de l'armée de Morelos et l'exécution de ce chef, et la clameur publique fut telle que le vice-roi dut ordonner une instruction judiciaire; mais ce vice-roi était Calleja, qui faisait grand cas de la bravoure d'Iturbide et qui considérait comme des péchés véniels toute espèce d'actes sommaires envers les indépendans, pourvu qu'on réprimât l'insurrection. Sous l'inspiration du vice-roi, l'instruction judiciaire, qui d'ailleurs avait été confiée à un ennemi impitoyable des insurgés, le magistrat Bataller, dont il a été parlé plus haut, aboutit à ce que nous appellerions en France un arrêt de non-lieu de la chambre des mises en accusation; mais la conscience des honnêtes gens n'avait pas ratifié cette indulgence. Ainsi le gouvernement impérial d'Iturbide soulevait des répugnances motivées et des haines violentes, sans parler des jalousies individuelles, qui de toutes les résistances dressées contre lui n'étaient pas les moins dangereuses.

Dès le mois de septembre 1822, l'antagonisme était patent entre Iturbide et le congrès. En novembre, le général Santa-Anna, qui avait été comblé de faveurs inouies par Iturbide (1), leva à Vera-Cruz l'étendard de la révolte. Guadalupe Victoria s'associa presque aussitôt à ses efforts. Au commencement de janvier, Guerrero et Bravo s'unissaient aux insurgés, et dans les derniers jours de mars 1823 il n'y avait plus d'empire. Au mois de mai, une frégate anglaise emportait vers l'Europe l'empereur déchu avec sa famille. Le congrès, reconnaissant les services qu'il avait rendus à la patrie, lui assignait

(1) En peu de mois, du grade de capitaine il avait été porté à celui de brigadier, c'est-à-dire officier-général.

une pension de 125,000 francs, à la condition de ne pas rentrer dans le pays.

C'est ainsi que succomba au Mexique la cause de la monarchie. Elle y conserva cependant des partisans nombreux. Très peu de personnes gardaient l'espoir ou le désir de voir monter sur le trône un prince de la maison d'Espagne. Cette idée eut même bientôt contre elle l'unanimité du vœu national. On était irrité du refus de Ferdinand VII et des cortès d'accorder un prince de la famille royale et de reconnaître le Mexique indépendant en négociant avec lui pour assurer au commerce espagnol un traitement de faveur. A ce dépit se joignit en 1829 l'irritation causée par une nouvelle tentative à main armée pour faire rentrer le Mexique sous le joug. Une petite armée espagnole, commandée par le général Barradas, vint débarquer à Tampico, mais ce ne fut que pour essuyer une défaite humiliante, que lui infligèrent immédiatement les généraux Teran et Santa-Anna. La haine contre les Espagnols, qui était déjà vive, en fut grandement envenimée, et elle reste aujourd'hui le sentiment politique le plus vivace qu'il y ait dans le pays. Un exil en masse, voté par le congrès dans un moment de passion publique, frappa toutes les personnes nées dans la Péninsule. Mesure funeste, car la violence est rarement profitable, et ici on faisait perdre au Mexique une population plus instruite et plus industrieuse que le reste, et avec elle une grande quantité de capitaux.

Rebuté par l'Espagne et animé à son tour contre elle d'une extrême répugnance, le parti monarchique, parmi les Mexicains, se flattait au moins de la pensée qu'un pays aussi vaste, aussi beau, aussi bien doté en richesses de toute sorte, et aussi parfaitement situé, tenterait quelque rejeton de quelqu'une des maisons souveraines de l'Europe; mais, au moment de la chute d'Iturbide, les opinions légitimistes, mises à la mode et érigées en système par M. de Talleyrand à l'époque du congrès de Vienne, exerçaient une domination absolue dans les conseils des monarchies catholiques, les seules auxquelles on eût pu s'adresser. A Paris, à Vienne ou à Munich, on eût repoussé comme un larcin et une usurpation l'idée d'envoyer à Mexico, pour y être empereur, un prince de la famille régnante. Le sentiment monarchique des Mexicains ainsi éconduit et bafoué par les rois de l'Europe ne s'en maintenait pas moins; il cherchait au hasard l'objet de son culte. C'est ainsi que, tant qu'il a vécu, le jeune fils d'Iturbide, le prince Félix, né pendant le règne éphémère de son père, et réfugié à Philadelphie après la catastrophe où périt le ci-devant empereur (1), a eu des partisans fidèles.

(1) Iturbide, réfugié en Angleterre, conçut le malheureux projet de reprendre la cou-

VII.

Sous le nom de la république, le Mexique n'a eu qu'une anarchie déplorable, avec tout ce qui en forme le triste accompagnement : l'absence de sécurité pour les propriétés et pour les personnes, les engagemens de l'état violés, l'industrie languissante ou anéantie, les routes régulièrement exploitées par des brigands, le moral de la nation affaissé, ses connaissances obscurcies et les rares établissemens d'instruction publique désorganisés, une corruption hideuse dans l'administration et dans la justice. Le nombre des personnes qui tour à tour ont occupé la présidence et se sont renversées l'une l'autre est presque indéfini, surtout dans les six dernières années; le doute et le désespoir dévorent l'âme des bons citoyens.

Au milieu de cette confusion, il y a pourtant une figure qui domine tout le reste, celle du général Santa-Anna. M. Lucas Alaman a sur ce personnage une page qui est bonne à reproduire. « Une fois Iturbide renversé, dit-il, l'histoire du Mexique pourrait s'appeler l'histoire des révolutions du général Santa-Anna : tantôt les organisant pour son propre compte, tantôt y prenant part après que d'autres les avaient commencées, travaillant aujourd'hui à l'agrandissement d'autrui et demain au sien propre, élevant une faction pour l'abaisser et l'opprimer ensuite en soutenant la faction opposée, entretenant ainsi un jeu de bascule entre les partis, il est le moteur des événemens politiques, et le sort de la patrie s'enlace avec le sien propre à travers toutes les alternatives qui quelquefois l'ont porté à la possession du pouvoir le plus absolu pour le précipiter bientôt dans la captivité ou dans l'exil. Néanmoins, au milieu de cette agitation perpétuelle dans laquelle il a incessamment maintenu la république, parmi ces démentis qu'il se donne et par lesquels on l'a vu adopter sans hésiter, lorsque son intérêt l'y portait, des idées entièrement contraires à celles qu'il préférait dans son for intérieur, au milieu des maux immenses qu'il a attirés sur le pays pour parvenir au pouvoir suprême, dont il se servait comme d'un moyen d'amasser des richesses, on l'a vu en 1829, lors de la tentative des Espagnols pour rétablir leur domination et dès leur débarquement à Tampico, se précipiter sur eux sans attendre les ordres du gouvernement et les obliger à mettre bas les armes, en 1835 affronter au Texas les colons américains insurgés et porter l'étendard mexicain jusqu'à la frontière des États-Unis,

ronne. Il arriva à peu près seul, le 14 juillet 1824, à Soto-la-Marina. Fait prisonnier par le général Garza, il fut fusillé par ordre des autorités de l'état de Tamaulipas, conformément à un acte du congrès de Mexico qui l'avait mis hors la loi.

être au moment de rendre au Mexique son autorité sur cette partie du territoire national, et ne succomber que par l'effet d'un hasard de la guerre qui l'a livré à un ennemi déjà vaincu, auquel il ne restait plus qu'un coin de terre dans les provinces qu'il avait voulu usurper. Quand les Français s'emparent du château de Saint-Jean-d'Ulloa et pénètrent dans la ville de la Vera-Cruz en 1838, Santa-Anna leur tient tête, et dans l'action qui s'engage il est mutilé. Enfin dans la plus injuste des guerres que peut citer l'histoire, guerre dont le mobile était l'ambition, non d'un monarque absolu, mais d'une république qui prétend être à la tête de la civilisation du XIXe siècle, quand l'armée des États-Unis a envahi les provinces du nord, Santa-Anna combat avec honneur à la Angostura. Avec une incroyable célérité il transporte dans les défilés de l'état de la Vera-Cruz l'armée avec laquelle il avait combattu dans celui de Cohahuila. Battu sur ce point, il lève une autre armée pour défendre la capitale avec un plan aussi mal exécuté qu'il avait été bien conçu, et mérite l'éloge, que le sénat romain dans des circonstances semblables avait décerné au premier plébéien qui eût obtenu les faisceaux consulaires, de n'avoir pas désespéré du salut de la république. L'étranger envahisseur le considère avec le général Paredès comme l'unique obstacle à une paix qui doit ravir au Mexique la moitié de son territoire, et fait tous ses efforts pour s'emparer de sa personne. Mélange de bonnes et de mauvaises qualités, on trouve en lui un grand talent naturel sans culture littéraire ou morale, un esprit entreprenant sans fixité dans les desseins, l'énergie et le sens du gouvernement avec d'énormes lacunes. Habile à tracer le plan général d'une campagne comme d'une révolution, il est malheureux dans la direction d'une bataille : il n'en a gagné qu'une seule. Il a formé des élèves et a réuni de nombreux lieutenans quand il s'est agi de combler de maux la patrie; il n'a pas su en avoir quand il a fallu résister au canon français à la Vera-Cruz ou à la cavalerie américaine dans l'enceinte de Mexico. »

Jusqu'en 1833, le jeu de Santa-Anna fut de contribuer plus que personne à faire et à défaire les présidens sans prétendre pour lui-même à la magistrature suprême. En 1833 seulement, il prit la dignité pour son compte. Il l'a occupée jusqu'en 1856, mais seulement par intervalles, car il a été forcé de s'en retirer souvent : une première fois en 1836, quand il tomba prisonnier au pouvoir des Américains du Nord, après la bataille de San-Jacinto au Texas, la seconde fois en janvier 1845, la troisième en septembre 1847, après l'invasion du pays par les États-Unis, et enfin en août 1856. Quand il rentra au pouvoir en 1853, il semblait que ce fût pour toujours. Le suffrage universel lui avait conféré la dictature à vie avec le

titre d'altesse sérénissime; mais le mal organique du pays est si profond, qu'après trois ans sa dictature, qu'on eût dit l'unique refuge d'une nation aux abois et avide de repos, s'est écroulée sur elle-même, et depuis ce moment on peut dire que le Mexique reste totalement privé de gouvernement. C'est à peine s'il y reste une société.

En se retirant de la dictature, Santa-Anna a emporté la conviction que les institutions du pays réclamaient un changement radical dans le sens monarchique, et on assure que dans son exil, volontaire au surplus, il n'a pas cessé d'exprimer cette opinion. Cette conversion de Santa-Anna aux idées monarchiques pourrait être considérée comme le dépit d'un chef de gouvernement renversé, sans une circonstance dont l'exactitude nous est attestée par des preuves qui nous semblent irrécusables. Dès 1853, quand il fut investi de la dictature, Santa-Anna, reconnaissant que la forme républicaine était impraticable dans sa patrie, avait commencé des démarches dont l'objet était d'obtenir de quelqu'une des maisons régnantes de l'Europe un prince qui consentît à venir à Mexico porter la couronne, et des principaux cabinets leur acquiescement et leur appui, moral au moins, pour cette combinaison.

Auparavant le vœu de la monarchie s'était fait jour avec un certain éclat, malgré l'intolérance des partis opposés. Un des citoyens les plus distingués du Mexique, M. Gutierrez de Estrada, qui avait occupé dans son pays de grandes positions politiques, successivement ministre, sénateur et chargé de représenter son pays en Angleterre, fit paraître en 1840 à Mexico un écrit courageux qui fit une grande sensation (1). L'auteur fut poursuivi et obligé de s'exiler; mais sa publication avait fourni aux partisans de la monarchie l'occasion de se compter, et elle leur avait donné du cœur. Quelques années après, le parti monarchique arriva aux affaires en janvier 1845, sous la présidence d'un des siens, le général Herrera, puis sous celle d'un chef plus énergique et plus éclairé, le général Paredès. Celui-ci publia un manifeste qui ne laissait aucun doute sur ses intentions. Tout en reconnaissant qu'il appartenait à une assemblée constituante de déterminer le mode de gouvernement qui convenait au pays, il indiquait clairement que seule la monarchie pouvait le tirer du désordre et l'arracher à la ruine. Mais, pour fonder une monarchie, il fallait un monarque. En l'absence d'un prince qui s'offrît franchement et qui fût accepté de la nation, les succès mêmes du parti monarchique ne pouvaient être que des aventures.

(1) *Lettre au président de la république sur la nécessité de réunir une convention pour chercher le remède soluble aux maux qui affligent la république.*

La forme de la constitution politique du pays a été d'abord fédéraliste; elle fut adoptée après le renversement d'Iturbide. On crut alors devoir prendre modèle sur les États-Unis, chez lesquels le système fédéraliste était tout spontanément sorti du sein même de la situation. Isolées les unes des autres avant l'indépendance, ayant non-seulement leurs gouvernemens distincts, mais aussi leurs chartes individuelles, et façonnées de longue main à s'administrer elles-mêmes, les treize ci-devant colonies de l'Angleterre sur le continent américain, lorsqu'elles se séparèrent de leur métropole, continuèrent ce mode d'existence en organisant entre elles les rapports strictement nécessaires par le moyen d'un simple congrès semblable à ces conférences où des puissances indépendantes se font représenter par des ambassadeurs. Plus tard, en 1787, elles ont modifié ce régime en y substituant deux assemblées délibérantes à la réunion desquelles on a conservé le nom de congrès, et en établissant un président muni de pouvoirs effectifs. Toutefois le principe de la souveraineté individuelle des états a été maintenu religieusement. Un pareil plan n'avait aucune racine dans le passé du Mexique. Les provinces diverses de la Nouvelle-Espagne n'avaient jamais eu le gouvernement d'elles-mêmes, et le pouvoir y était centralisé, condensé, absorbé tout entier entre les mains des représentans de la royauté espagnole à Mexico, sauf ce que s'en était réservé la royauté elle-même à Madrid. Le système fédéral fut aboli sous la première présidence du général Santa-Anna, en 1835, et remplacé par le système unitaire; mais le mouvement des partis et le débordement des passions locales et des ambitions personnelles le firent reparaître en 1846. Il succomba de nouveau sous le poids du malaise public en 1853. On l'a relevé en 1856, après la retraite de Santa-Anna. Depuis lors le pays est l'image du chaos. Il Il y a là une nation, un état, une société à refaire, de la base au sommet.

Qu'on me permette de transcrire ici des notes de voyages prises dans le port de la Vera-Cruz lorsque je visitai le pays; c'était quatorze ans après que l'indépendance avait été consommée. C'est un tableau qui donne une idée affaiblie de ce qu'est le Mexique aujourd'hui. « Ce port, si animé du temps des Espagnols, n'est plus qu'une solitude. Cinq ou six bâtimens, français, anglais ou américains, las d'y attendre les piastres qui ne descendent pas de Mexico, se disposent à aller charger du bois de teinture à Campêche. Entremêlés à ces navires, quelques goëlettes servant au cabotage et quelques bateaux pêcheurs complètent la représentation du commerce de la Vera-Cruz. Le *Robert Wilson* pourrit à l'écart; la douane mexicaine, vigilante une fois, l'a confisqué à bon droit,

pour avoir apporté des caisses d'une monnaie de billon, la quartille, sur laquelle il y avait à gagner 400 pour 100, bénéfice que se réserve le gouvernement mexicain. Le vaisseau à trois ponts l'*Asia*, que son capitaine espagnol livra aux insurgés pendant la guerre de l'indépendance, est submergé aux trois quarts. On n'en aperçoit plus que les bastingages à demi démolis. Il forme un récif de plus au milieu des brisans dont le port est cerné. La frégate le *Guerrero*, transformée en un ponton de galériens, se balance lentement entre les débris de l'*Asia* et le château de Saint-Jean-d'Ulloa, bâti sur un îlot, qui sert de citadelle à la place. C'est un événement que de voir sur la tour du château les signaux qui annoncent un navire. Dès que se fait entendre la cloche que l'on sonne alors, tout le monde accourt pour jouir de ce rare spectacle. La population a disparu de la ville presque autant que les navires du port. La Vera-Cruz, sous le régime colonial, avait seize mille habitans, sans compter la garnison et les gens de passage; il n'y en a plus que quatre ou cinq mille. L'aspect de la ville est lugubre et désolé. La fameuse citadelle de Saint-Jean-d'Ulloa, que l'Espagne construisit à grands frais au milieu des bas-fonds du port, et qui a bravé les violentes tempêtes que le vent de nord-ouest entraîne avec lui, ne tient pas contre l'insouciance des Mexicains indépendans, et se délabre de jour en jour. De temps en temps, quelques soldats apparaissent, mal vêtus et mal armés, dans les embrasures, et attestent que l'état militaire du pays n'est pas moins que le reste en décadence. Le môle qui du rivage s'avance dans le port, pour faciliter le débarquement des voyageurs et des marchandises, n'est plus entretenu; chaque hiver, la mer furieuse en détache des pans de maçonnerie que l'on ne remplace pas. Les clochers de la ville sont écornés par les boulets et les bombes. La fièvre jaune est la seule chose qui ne baisse pas à la Vera-Cruz. »

Que l'on compare le Mexique avec un autre état de l'Amérique qui, lui aussi, a voulu le gouvernement monarchique, mais qui, plus heureux que le peuple mexicain, a pu satisfaire son vœu. Le Brésil, il y a un demi-siècle, était moins peuplé que le Mexique. Il était plus en arrière dans les arts utiles. Il n'est pas plus privilégié sous le rapport du climat, il l'est même moins, car il n'offre pas à cet égard cette succession si profitable quand elle est par échelons rapprochés, comme sur le territoire mexicain, dont nous signalerons les principaux effets dans la suite de cette étude. Dans ses ressources minérales, le Brésil ne présente rien qui puisse être mis en parallèle avec ces filons argentifères d'où le mineur mexicain a tiré tant de millions, qui cependant ne donnent qu'une faible idée de ce qu'on en extraira un jour. Au commencement du siècle, le Brésil

avait et il conserve, dans l'institution de l'esclavage et dans la multitude de ses noirs, des causes de retardement. Aujourd'hui le Brésil est peuplé plus que le Mexique; il est bien plus prospère, il compte davantage dans l'aréopage des nations. On le cite comme un des états qui avancent, et le Mexique n'est plus mentionné que comme un de ceux sur lesquels un destin inexorable semble avoir appesanti sa main. L'expérience est si complétement faite aujourd'hui, aux yeux des Mexicains eux-mêmes, de l'impuissance pour le bonheur et la prospérité de leur pays des institutions politiques qu'ils ont essayées, n'en pouvant adopter d'autres, que le moment semble venu où ils iraient au-devant de la monarchie, s'ils étaient rassurés sur la capacité et le caractère du prince qui se présenterait à leurs suffrages.

Le bilan de la république au Mexique est tout entier dans un simple fait, plus éloquent que tous les exposés qu'on pourrait faire des maux dont est affligé ce pays infortuné. Quand fut établie l'indépendance, le territoire de la république comprenait, d'après un relevé dressé par M. Lucas Alaman, 216,012 lieues carrées (1); aujourd'hui il n'est plus que de 106,067. La perte est de 109,945 lieues carrées, plus de la moitié, que les Américans du Nord se sont appropriées, et dont au surplus ils tirent parti dans l'intérêt général de la civilisation infiniment mieux que les Mexicains ne l'eussent su faire : présage du sort qui attend tout le reste, à moins d'une entière réorganisation du pays.

En septembre 1846 le Mexique a subi ce cruel affront qu'une armée étrangère campât dans sa capitale et que le drapeau étoilé des États-Unis flottât en maître sur le palais de son gouvernement. Il y reviendra flotter, ce drapeau, mais cette fois à demeure, si le Mexique ne se régénère par le moyen d'arrangemens politiques tout à fait différens de ceux qu'il subit depuis quarante ans.

L'entreprise de donner un gouvernement régulier et stable au Mexique et, par un gouvernement bien assis, éclairé, libéral, d'y favoriser le développement d'une société avancée, et d'y préparer pour les temps à venir un grand état comptant dans la balance du monde, est faite pour plaire à des cœurs généreux et pour gagner la sympathie d'hommes d'état soucieux des intérêts les plus élevés de la politique française. C'est ce que j'essaierai de démontrer dans une autre partie de ce travail.

MICHEL CHEVALIER.

(1) La lieue dont il s'agit ici est celle du Mexique, de 5,000 vares, ou 4,179 mètres. La lieue carrée fait 1,747 hectares, de sorte qu'il reste encore au Mexique 185 millions d'hectares, soit près de quatre fois la superficie de la France.

DES ANIMAUX

DANS L'AGRICULTURE

I.

LES BÊTES DE TRAVAIL.

I. *Étude de nos races d'Animaux domestiques*, par M. J.-H. Magne, 1857.
II. *Acclimatation et Domestication des Animaux utiles*, par I. Geoffroy Saint-Hilaire, 1861.

Les animaux sont pour beaucoup dans le charme attaché à la vie des champs. Quel mouvement paisible, quelles harmonies gracieuses ne répandent-ils point sur les paysages les plus divers, aussi bien que sur les scènes un peu uniformes du travail rural! La prairie gagne à être habitée par de grands bœufs qui pâturent ou qui reposent couchés dans les hautes herbes. Un vigoureux attelage de chevaux anime singulièrement le guéret où ils promènent la charrue. Le coteau le plus aride devient agréable à l'œil, si quelque troupeau de moutons s'éparpille sur ses flancs pour en brouter les plantes maigres et rares. Il n'est pas jusqu'au porc lui-même qui ne puisse à l'occasion égayer la basse-cour de son allure grotesque et de son cri discordant. Les animaux domestiques ne se bornent pas toutefois à jouer dans la nature un rôle purement pittoresque, ils interviennent d'une manière active dans la satisfaction de nos nombreux besoins; aussi la zoologie est-elle une des sciences les plus riches en applications utiles, et l'une de celles qui ont l'heureux privilége d'exciter l'intérêt de tout le monde. Quant à l'agriculteur, pourrait-il ne pas s'en préoccuper vivement? Sa vie même le maintient avec les animaux en rapports continuels, et si son bétail ne

constitue pas sa fortune entière, il représente du moins presque toujours une partie importante de son capital d'exploitation.

A vrai dire cependant, le cultivateur néglige fort le côté scientifique de la question. Peu lui importent les divisions basées sur des différences anatomiques, les ordres, les familles et les genres. Théoriquement, les agronomes distinguent en *bêtes de rente* et en *bêtes de travail* les animaux domestiques; mais comme cette classification n'est pas toujours satisfaisante (1), et comme le produit net (le bénéfice) est en fin de compte le seul but que se proposent les cultivateurs, ceux-ci ne s'arrêtent guère à d'aussi subtiles définitions. Ils diviseraient plus volontiers tous les animaux de la création en animaux utiles, animaux inutiles et animaux nuisibles. Peut-on néanmoins affirmer avec certitude qu'un être quelconque auquel Dieu a donné la vie est inutile sur la terre? Dans le rôle providentiel des créatures, les apparences sont souvent trompeuses. Malgré le grand nombre de lapins, de fouines et de rats dont il nous délivre, les quelques poules qu'il dérobe font qualifier le renard de bête malfaisante; mais on aurait tort d'estimer vraiment nuisibles tous les animaux dont on dit du mal. Le moineau par exemple prélève sur nos récoltes une dîme qui nous irrite; il nous rend pourtant d'indispensables services en faisant une guerre acharnée aux insectes qui détruisent les moissons, et qui sont, eux, par leur nombre infini, la prodigieuse rapidité de leur multiplication et leur petitesse même, nos plus dangereux ennemis. Ainsi encore se comportent l'engoulevent, le hibou, la chauve-souris, le hérisson et mille autres pauvres bêtes que leur triste figure ou quelque sot préjugé rend trop fréquemment nos victimes (2). Il ne faut pas croire en effet que l'on tienne à l'état domestique toutes les bêtes qui sont utiles, et que l'on doive détruire sans pitié toutes celles qui vivent à l'état sauvage. Plusieurs de ces dernières sont nos coopérateurs fidèles, et, en les tuant impitoyablement à la chasse, nous agissons parfois contre nos propres intérêts.

Quoi qu'il en soit, l'industrie agricole ne donne une attention spéciale qu'à l'entretien des animaux utiles réduits en domesticité, et c'est de ceux-là seulement que nous avons à parler après quelques considérations communes aux deux groupes, — bêtes de travail et bêtes de rente, — dont le premier nous occupera d'abord.

(1) En effet, la jument qui laboure et qu'on fait pouliner est en même temps bête de travail et bête de rente; le bœuf est tantôt bête de travail et tantôt bête de rente, selon sa destination; la vache et le mouton sont bêtes de *rente* quand on les conserve plusieurs années en vue du lait ou de la laine, et ils deviennent bêtes de *spéculation* ou de *profit* quand on se borne à les acheter pour les engraisser et les revendre, etc.

(2) Voyez à ce sujet l'intéressant travail de M. J. Clavé, *la Vie animale dans les forêts de la France*, dans la *Revue* du 15 août 1861, et le rapport fait au sénat le 25 juin 1861 par M. Bonjean.

I. — CHOIX DES ANIMAUX A ENTRETENIR.

Quelle quantité et quelles espèces particulières d'animaux convient-il d'entretenir dans la situation économique du domaine que l'on exploite? Tel est le problème qui doit être avant tout résolu. Des terrains privilégiés, comme ceux que féconde le Nil, comme la vallée du Gange, comme les terres noires de la Russie, sont aptes à donner sans fumier ou presque sans fumier d'abondantes récoltes. En France, nous avons les alluvions du Rhône, du Rhin et de la Garonne, la Limagne d'Auvergne, certaines parties des bords de la Loire, etc., où le bétail peut devenir la source de bénéfices importans, sans être au même degré qu'ailleurs indispensable à la fécondité des champs. Pour la grande majorité des exploitations au contraire, le succès se mesure à la masse de fumier qu'on enfouit dans la terre; rarement celle-ci en reçoit assez, presque toujours elle en manque, et quand le voisinage d'une ville ne permet pas de trouver près de soi toute sorte d'engrais à bon compte, on doit s'ingénier à en produire beaucoup en nourrissant sur la ferme autant d'animaux qu'il est possible.

Plusieurs agronomes ont affirmé qu'une tête de gros bétail adulte ou son équivalent par hectare était la proportion normale. Ce chiffre ne se trouve cependant pas en France fréquemment atteint : les fermes qui, dans nos concours régionaux, obtiennent les primes d'honneur n'y parviennent même point toutes; on compte celles qui le dépassent, et pour rendre possible un tel résultat, il faut ordinairement l'aide d'une industrie annexe. Avec un assolement quadriennal et une étendue passable de prairies, on a déjà lieu de se féliciter dans la plupart des cas lorsque l'on arrive à trois quarts de grosse tête par hectare. Du reste, en pareille matière, il n'y a pas à se préoccuper seulement des facultés fourragères du sol; on est aussi forcé de tenir compte du capital dont on dispose, car il ne faut pas se dissimuler que l'achat des animaux, la construction de leurs étables, les soins de leur entretien et les travaux des cultures qui leur sont destinées exigent un fonds de roulement plus considérable que si le système adopté reposait principalement sur la production des céréales. Il est évident que la France (1) ne possède pas assez d'animaux domestiques. Nous en nourrissons beaucoup plus et de meilleurs que nous ne le faisions autrefois, nous en nour-

(1) Toutes les fois que dans ce travail nous citons la France, nous entendons ne parler que de nos quatre-vingt-six anciens départemens. Faute de renseignemens assez précis sur les pays récemment annexés, nous avons préféré ne point parler d'eux. M. M. Block, dans la collection de documens que réunit son livre sur les *Charges de l'agriculture*, calcule à raison de 80 têtes de gros bétail par 100 hectares de terres cul-

rissons plus que d'autres pays; mais ce qui prouve que nous n'en avons pas encore en quantité suffisante, c'est le mauvais état de fumure de tant de champs, c'est le prix sans cesse croissant de la viande de boucherie, c'est enfin l'obligation où nous sommes de faire venir chaque année de l'étranger un nombre plus ou moins grand de bêtes que nos campagnes pourraient élever et nourrir, si la masse des cultivateurs s'en préoccupait davantage. Il est heureux que la France ait renoncé aux tristes et factices ressources du système protecteur, et que, confiante en ses forces, elle n'hésite plus à emprunter à des peuples mieux dotés sous certains rapports ce qui peut lui faire défaut; cependant il ne faudrait jamais oublier, quand on parle d'animaux domestiques, que la valeur vénale est loin de résumer toute la question. Les engrais sont là, ou plutôt devraient être là, qui compliquent le problème, puisqu'ils exercent une action si puissante sur l'avenir des récoltes. Aussi, les engrais manquant à nos terres, tandis que nos terres, avec une culture soucieuse de la multiplication du bétail, deviendraient plus fécondes, nous voudrions voir la France augmenter d'une manière notable le chiffre de sa population animale.

Dès que l'on a calculé sur la quantité de fourrages dont on dispose le nombre d'animaux que l'on peut entretenir, il devient facile de procéder au choix de ces derniers. Le climat et le sol en limitant les espèces de fourrages que la terre produit, les conditions économiques du pays en facilitant telle ou telle spéculation et en compromettant singulièrement le succès de telle autre, exercent déjà sur ce choix une influence dont il faut tenir compte. Les bêtes de travail seront celles qu'on devra se procurer d'abord, parce que leur concours est indispensable; mais comme leur nourriture coûte cher, comme leur valeur diminue chaque jour en raison de l'accroissement de leur âge, comme enfin leurs déjections, semées le long des routes pendant le travail, sont en partie perdues pour la ferme, le mieux sera de réduire les attelages au chiffre strictement nécessaire. Dans une foule de contrées, le luxe des chevaux devient pour les riches fermiers, sinon une cause de ruine, du moins

tivées, et à 556 têtes par 1,000 habitans, la proportion d'animaux agricoles que nous possédons. D'après le même auteur, cette proportion serait :

En Angleterre,	de 80	têtes pour	100 hectares et de	528	par 1,000 habitans.
Bade,	de 84	—	—	484	—
Bavière,	de 64	—	—	737	—
Belgique,	de 98	—	—	400	—
Prusse,	de 39	—	—	413	—

Le bétail anglais et belge est généralement meilleur que le nôtre. Le bétail bavarois et prussien est au contraire d'un mérite inférieur. C'est avec le bétail badois que le nôtre a le plus d'analogie, comme valeur et comme poids des animaux qui le composent.

la source de grosses et inutiles dépenses. Bien plus sages sont donc les hommes qui s'efforcent d'augmenter la proportion de leurs bêtes de *rente* ou de *profit*, parce que celles-ci assurent au cultivateur, soit une plus grande masse de produits réguliers, soit de plus nombreuses occasions de bénéfices.

Comme animaux de travail, on a le cheval, le bœuf, l'âne et le mulet parvenus à l'âge adulte; le bétail de rente ou de profit se compose, outre les reproducteurs de toute espèce et les jeunes bêtes qui en proviennent, de la vache, du bœuf d'engrais, des moutons, des çochons, en quelques endroits des chèvres, enfin à un degré d'importance inférieur des divers habitans de nos basses-cours.

Aujourd'hui la grande et la moyenne culture n'attellent guère que des chevaux, des bœufs, et dans certains pays des mulets. Malgré tous ses mérites, l'âne est trop faible pour les exigences de nos rudes travaux; il reste plutôt bête de bât ou se borne à rendre sur la ferme quelque autre service accessoire. Le mulet est plus fort; aussi l'utilise-t-on à la charrue dans les sèches contrées que des conditions climatériques obligent à employer ce sobre auxiliaire. La vache sert parfois; mais comme le travail nuit à l'abondance de son lait, on aurait tort de lui demander plus qu'elle ne peut fournir, de pénibles efforts tout le jour et du lait le soir. Le taureau s'attelle rarement. Dans plusieurs exploitations bien organisées, les vaches ou le taureau sont chargés seulement d'apporter l'herbe verte que pendant la belle saison on coupe chaque matin pour la nourriture du bétail, et ils laissent ainsi disponibles pour la charrue les attelages de gros travail. Réduit à une telle mesure, l'emploi de ces animaux est sage, quand on a des domestiques capables de dominer le taureau et de ménager soigneusement les forces de la vache. En exiger plus ou les confier à toutes mains serait chose imprudente. La question, en définitive, reste dès lors sur la plus grande surface de la France pendante entre le bœuf et le cheval. Les uns prônent exclusivement le cheval, les autres le bœuf; les uns et les autres ont tort, quand ils formulent un jugement absolu. En agriculture, le choix à faire dépend toujours des circonstances dans lesquelles on se trouve, et il faut se garder d'attribuer au problème une solution unique, car souvent l'emploi simultané du cheval et du bœuf, — non pas au même attelage, leurs allures sont trop différentes, mais séparément sur la même exploitation, — peut devenir la combinaison la plus économique. Du reste, les considérations sur lesquelles se règle la préférence accordée soit à l'un, soit à l'autre, sont multiples. Le cheval acquiert à cinq ans sa plus grande valeur commerciale, ensuite son prix marchand diminue; on doit donc, avec une écurie de travail, se préoccuper de la dépréciation continue des bêtes qui dépassent l'âge de cinq ans, et calculer l'amortissement

qu'elle nécessite. Dans plusieurs contrées, beaucoup de cultivateurs remédient à un tel inconvénient en employant soit des jumens poulinières que la vente de leurs poulains transforme en bêtes de rente, soit de jeunes chevaux achetés au moment où ils commencent à travailler, pour les revendre plus tard, à l'époque de leur pleine valeur, ce qui en fait des bêtes de profit; mais on ne peut, dans aucune de ces deux combinaisons, demander aux attelages une très forte somme de travail. D'ailleurs ces sortes de spéculations ne sont point partout réalisables et ne conviennent pas à tout le monde; aussi l'amortissement nécessaire augmente-t-il d'un chiffre notable les frais d'écurie de la plupart de nos cultivateurs. Avec des bœufs, l'amortissement devient inutile, parce qu'on peut les revendre à des engraisseurs dès qu'on désire s'en défaire, si l'on ne préfère les engraisser soi-même. Cette aptitude du bœuf à mieux conserver sa valeur marchande, pourvu seulement qu'on ne le laisse pas trop vieillir, et à commencer sa transformation en bête d'engrais dès le jour où s'arrête le travail, est un avantage important. Ajoutez que sa nourriture et ses harnais (1) coûtent moins cher que ceux du cheval, que son prix d'achat est également moindre, et que l'on est moins exposé avec lui à toutes les fraudes du maquignonnage; ajoutez enfin que son tirage est plus calme, plus régulier, et que son fumier est plus abondant.

Qui n'a parfois, dans nos montagnes de la France centrale, admiré une belle paire de bœufs retenant sur le penchant d'un sentier abrupt le char qui porte à la ville voisine de lourds fardeaux ou d'encombrantes récoltes? Les jambes de devant résistent, les jambes de derrière s'infléchissent, le cou se raidit; le poids de la charge fait crier le grossier véhicule, et menace de précipiter l'attelage; mais, calme dans sa marche autant qu'inébranlable, le bœuf obéit à son conducteur. Il avance sans hâter le pas, il modère sans secousses la descente du char, et arrive sans encombre jusqu'à la route où aboutit le sentier. Près de là est un marais où ne poussent que des herbes dures et sans saveur dont ne veut aucun cheval; c'est cependant un peu de cette herbe qu'on donne au bœuf comme récompense, ou bien quelques tiges sèches de maïs plus dures encore, et il s'en contente. Demain il défrichera un bois, et, maintenu dans le devoir par le chant monotone ou les vives interpellations de son maître, il fera dans ce nouveau travail preuve de la même énergie. Ni les racines que rencontrera la charrue, ni les pierres qu'elle soulèvera n'arrêteront ses efforts. Sa vraie place est donc au milieu

(1) Le plus mauvais mode d'attelage, mais le plus économique, c'est le joug double qui, en rivant l'un à l'autre deux animaux dont la taille, la force et les allures sont souvent différentes, nuit au travail et parfois à la santé des deux bœufs. On devrait n'employer que le joug simple ou le collier.

des pays pauvres, dont les cultivateurs manquent de capital, dont les chemins sont mauvais, en pente rapide, dont le sol est difficile à labourer, dont les fourrages se composent principalement d'herbes marécageuses ou d'espèces médiocres. Là domine le bœuf sobre, patient et fort, qui seul peut bien vivre et bien travailler dans de telles conditions. Les montagnes de l'Auvergne, les marais de l'Aunis et du Poitou, les coteaux arides des Cévennes et du Languedoc, beaucoup d'autres pays encore, ne peuvent guère renoncer au bœuf. On le retrouve cependant aussi dans les riches plaines de la Flandre et du Cotentin, dans toutes les industrieuses campagnes où la culture des racines a pris un large développement; mais le bœuf n'y est plus le travailleur exclusif du pays : il y vit à côté du cheval, utilisant les résidus de sucrerie, de distillerie, de féculerie, et les alimens aqueux dont celui-ci ne saurait se contenter. Tels sont les avantages du bœuf, et l'on voit qu'ils sont nombreux. En revanche, il lui faut un conducteur spécial, habitué dès longtemps à ses paisibles allures, respectant ses besoins et ne le surmenant pas; entre les mains des hommes qui n'ont jamais labouré qu'avec des chevaux et qui se croiraient déshonorés en échangeant contre l'aiguillon du bouvier le fouet qu'ils aiment tant à faire claquer, le bœuf serait exposé à de nombreux accidens. D'ailleurs, si celui-ci laboure mieux, grâce à la régularité un peu lente de son pas et à la persévérance avec laquelle il surmonte les obstacles, le cheval, dont les mouvemens sont plus vifs, fait un meilleur hersage et sait mieux se tirer du bourbier où il vient accidentellement de s'engager. La terre est-elle gelée, le pied du cheval est plus sûr. La forte chaleur et le froid excessif l'incommodent moins que le bœuf, qui ne sait pas les supporter. Si le cheval a des impatiences, il a la rapidité, et il peut à l'occasion, pour donner plus de temps au travail, abréger la durée de son repas. C'est donc lui qui, dès que la route est passable, se prête à marcher vite et à opérer plus promptement une rentrée de récoltes que menace l'orage; c'est encore lui que son maître pourra transformer en bête de selle ou de cabriolet pour se rendre au marché voisin. Aussi son activité le fait-elle substituer au bœuf en tout pays où les progrès de la culture améliorent les chemins, rendent les terres moins tenaces, exigent un travail quotidien plus rapide, car le cheval devient ruineux s'il ne compense point par un labeur incessant la cherté de son entretien. Dès que les travaux sont interrompus par des chômages fréquens ou longs, c'est au bœuf qu'il faut revenir, parce qu'il utilise à faire de la viande les jours de repos qu'on lui accorde. Ainsi, dans les montagnes, dans les pays pauvres à fourrages marécageux, à travail irrégulier, le bœuf; dans les pays de culture meilleure, le cheval; enfin le bœuf et le cheval dans les contrées que la nature ou l'industrie hu-

maine dispose à leur emploi simultané en assurant leur commune nourriture.

Pour ce qui concerne le bétail de rente et le bétail de profit à introduire dans ses étables, le cultivateur est encore guidé par des considérations analogues. S'il n'y a jamais intérêt à transformer la ferme en une ménagerie agricole nourrissant toutes les espèces d'animaux utiles, il convient cependant, sur un domaine de quelque importance, d'entretenir dans une proportion variable plusieurs de ces espèces, afin d'assurer l'entière consommation des ressources alimentaires que l'on possède. Ne rien perdre, ni un brin d'herbe, ni une pelletée de fumier, n'est-ce pas le grand secret des succès en agriculture comme en industrie? Néanmoins chaque province, chaque exploitation même semble incliner de plus en plus à s'occuper spécialement de certains animaux et à négliger un peu tous les autres. Cette tendance est logique; elle résulte de la nature des choses, c'est-à-dire du climat, du sol, du degré de richesse, de l'état commercial, et elle correspond à ce que les économistes nomment la division du travail. Féconde aux champs comme dans l'atelier en résultats heureux, la division du travail fait produire en Bretagne et dans le Perche, puis élever dans la Beauce, une partie des chevaux de trait qu'utilise Paris; elle fait naître dans nos montagnes du centre et travailler dans nos provinces de l'ouest une foule de bœufs qu'engraissent ensuite nos riches vallées de Normandie; c'est elle enfin qui, dans le voisinage des grandes villes, où le lait se vend cher, fait préférer à tout autre bétail des vaches qu'on achète *amoyantes* (1) et qu'on prépare pour la boucherie dès que leurs qualités laitières diminuent.

Dans les plaines humides et sur les « plateaux volcaniques dont la fertilité s'explique par la composition chimique du sol et par une grande altitude qui condense les vapeurs de l'atmosphère, » on ne peut avoir que des bêtes à cornes et non pas des bêtes à laine, que la cachexie ferait bientôt périr. Si les pâturages donnent seulement une herbe courte et sèche, on entretient des moutons et non plus des bêtes bovines, qui ne tarderaient pas à y mourir de faim. C'est ce qui éloigne ces dernières du midi de la France et ce qui les multiplie dans le nord, c'est même ce qui force plusieurs de nos provinces méridionales à soumettre leurs troupeaux à la transhumance. Semblable alors au nomade du désert, qui promène sa tente à la recherche de *fraîches oasis* et quitte celles qu'il vient d'épuiser pour en aller toujours épuiser de nouvelles, le pasteur des troupeaux transhumans ne compte pas uniquement, comme nourriture de ses bêtes, sur l'herbe que produisent les pâtures environnantes.

(1) On dit qu'une vache est amoyante ou amouillante quand elle doit bientôt vêler.

Quand la chaleur de l'été dessèche trop le sol de la plaine, il gravit la montagne, au besoin il voyage et conduit son troupeau à plusieurs lieues de distance, parfois bien loin, sur des terres qu'on lui loue. La sécheresse l'a chassé, mais les froids le ramènent. La montagne devient inhabitable; il redescend aussitôt et guide au point de départ toute sa bande voyageuse, qui retrouve l'herbe reverdie pour quelque temps encore, et entassée dans le fenil la provision d'hiver.

L'escarpement des lieux augmente-t-il assez pour que ni le bœuf ni le mouton n'osent s'aventurer dans les précipices, ou bien des broussailles et des pampres offrent-ils un surcroît de fourrages : on a la chèvre, dont le pied agile sait gravir les rochers, atteindre les anfractuosités les plus ardues, et dont le robuste estomac se contente de ce que mépriseraient les autres ruminans. La jachère est-elle, à tort ou à raison, un des procédés de culture habituels, la ferme est-elle étendue : le mouton utilisera l'herbe des guérets; il ramassera les épis oubliés et trouvera sur le domaine un parcours suffisant. Enfin l'exploitation est-elle plus restreinte, on revient aux bêtes bovines, si les racines et les crucifères y poussent abondamment; on y élève des poulains, si la végétation se compose surtout de graminées et de légumineuses. Dans la plupart des fermes, le doute n'est pas longtemps permis : la nature des ressources alimentaires détermine quelle espèce d'animaux on doit particulièrement entretenir; les conditions commerciales et l'état de culture précisent presque aussi nécessairement l'industrie qui paiera le mieux les soins du cultivateur. On n'élève avec profit que dans les pays pauvres, où cependant les chaleurs de l'été ne durcissent pas tellement l'herbe qu'elle soit rendue impropre à la nourriture des jeunes animaux. Dans les pays riches, on se livre plutôt à l'engraissement. Et c'est ainsi que se manifeste une fois de plus l'inexorable partialité de la fortune. Les contrées pauvres auraient besoin de fumier; mais l'insuffisance du sol ne permet guère d'y obtenir cette végétation abondante sans laquelle l'engraissement des bêtes et par suite l'abondance et la bonne qualité du fumier sont impossibles. C'est aux pays déjà riches qu'est réservée, afin de les enrichir davantage, une semblable spéculation. On ne prête qu'aux riches, dit le proverbe. A ce point de vue, il aurait pu dire : on ne donne qu'aux riches, puisque l'élève des jeunes animaux, la seule spécialité des pays pauvres, absorbe au profit des engraisseurs une partie des phosphates contenus dans les terres sur lesquelles se forme la charpente osseuse du jeune bétail.

Quant aux porcs, dont nous n'avons point encore parlé, on conçoit qu'ils trouvent partout leur place, puisqu'ils sont omnivores. Résidus de laiterie, déchets de boucherie ou d'équarrissage, fruits ava-

riés et marcs sans valeur, tout ce que refuseraient ou utiliseraient mal nos autres bêtes domestiques, on peut le présenter au porc. Ce vorace animal en acceptera une grande partie; il transformera en chair précieuse ce qui ne paraissait bon que pour le fumier, et il pourra jusque dans les plus humbles chaumières servir ainsi à améliorer la nourriture de nos populations.

On voit quel genre d'industrie, suivant les ressources dont on dispose, mérite la préférence. Là cependant ne se bornent point les questions que soulèvent en agriculture les animaux domestiques. Il faut rappeler quelles règles président à leur reproduction, à leur entretien, et, pour les bêtes dont l'abattoir est la station dernière, à leur engraissement.

II. — REPRODUCTION DES ANIMAUX.

Quoiqu'il n'en coûte pas plus pour planter et pour tailler un bon arbre qu'un mauvais, combien les bons fruits sont rares néanmoins dans les vergers de nos paysans! On prend une greffe sur le pied que l'on possède déjà, on la pose sur un sujet venu tant bien que mal ou arraché sans soin dans la forêt voisine. Les fruits obtenus sont âpres et chétifs. N'importe, on y est habitué, et à tort l'on s'en contente. De même agit-on trop souvent avec le bétail, dont la reproduction reste dans bien des cas subordonnée au pur caprice de la fantaisie ou aux paresseuses habitudes de la routine.

Il n'est pas toujours indispensable, nous en convenons, de faire naître chez soi le bétail dont on veut s'occuper. Dans certaines circonstances au contraire, l'intérêt bien entendu des cultivateurs leur conseille d'opérer sur des animaux qui, nés ailleurs, ont déjà passé par plusieurs mains. Il importe cependant à tout le monde de bien connaître, pour les appliquer à l'occasion, les règles que précise l'expérience relativement à la multiplication de nos espèces domestiques. En effet, si la valeur des animaux dépend beaucoup des soins qu'ils ont reçus pendant leur jeunesse, une grande partie de leurs mérites provient aussi des parens dont ils descendent. Avec des accouplemens faits au hasard entre parens trop disproportionnés ou trop disparates, on s'expose à voir naître des bêtes *décousues*, c'est-à-dire sans harmonie dans les formes; avec des parens affectés l'un et l'autre du même défaut, on consolide dans leur descendance le vice dont on se plaint chez eux-mêmes. L'importance du reproducteur, dont le choix doit être fait en vue de combattre obstinément par des qualités contraires les défauts que l'on redoute, ne saurait donc être douteuse. Elle est si grande que certains pays voisins, la Belgique pour ses chevaux, la Suisse pour ses taureaux, exercent sur les étalons une surveillance stricte, qui pourrait nous sembler vexa-

toire, à nous, dont cependant la délicatesse en fait de liberté n'est pas extrême. Le *studbook* des chevaux pur-sang et le *herdbook* des bêtes durham sont là pour prouver que la constatation officielle des généalogies commence à n'être plus négligée par les éleveurs habiles.

De combien d'élémens il faut tenir compte en pareille matière, et que de complications mal comprises par beaucoup d'hommes agissent puissamment sur l'avenir! On sait par exemple que la taille des animaux augmente ou diminue avec la fécondité des terres et la valeur nutritive des plantes : les bêtes de forte taille consomment moins de fourrages, eu égard à leur poids, que les bêtes de taille plus petite. Ne semble-t-il pas ressortir de ces circonstances que l'on a toujours intérêt à entretenir sur le domaine des animaux aussi grands qu'il est possible? Eh bien! le contraire peut devenir vrai pour les races de moutons à laine fine, car alors le développement en taille de chaque bête augmente moins la surface tondue, et par suite le poids total de la laine, que ne le fait l'accroissement en nombre du troupeau.

Parmi les causes qui doivent influer sur le caractère du produit obtenu, nous aurions tort de négliger l'âge des reproducteurs. Les parens déjà vieux ne procréent pas d'ordinaire des petits très sains et surtout très beaux; ceux-ci rappellent presque toujours par quelques traits fâcheux la vieillesse des ascendans. Que si l'on veut obtenir des bêtes robustes, capables de résister aux fatigues d'un long travail ou à d'autres mauvaises conditions, il sera prudent toujours d'employer un étalon qui se trouve encore dans la plénitude de sa force; mais s'il s'agit de bêtes destinées à produire de la viande ou du lait, on donnera la préférence à un mâle encore jeune, parce que ses fils seront plutôt un peu lymphatiques, un peu mous de tempérament, et par suite mieux disposés à cette tranquillité d'allures qui favorise si bien le développement de la graisse et la sécrétion du lait. Quant aux formes des reproducteurs, tout le monde en apprécie l'extrême importance, car elles divulguent le plus souvent avec exactitude les qualités intimes, les aptitudes de la bête. C'est à force d'en examiner et d'en manier que les maquignons excellent à juger les chevaux; or l'éleveur n'a pas besoin pour les accouplemens qu'il dirige de moins d'attention que le marchand pour ses achats. Aux étalons destinés à produire des bêtes de trait, il demandera une poitrine large, une encolure musculeuse, un corps un peu massif, des articulations solides; chez ceux qui doivent donner des bêtes de bât, il recherchera une épine dorsale légèrement voûtée; il préférera dans les races de boucherie une ossature mince, une peau fine, avec un grand développement de poitrine et la petitesse des membres. Du reste, c'est tantôt le père, tantôt la mère,

qui exerce sur leur produit mutuel la plus grande somme d'influence. On cite même (chose étrange!) des femelles qui, fécondées d'abord par un mâle, et, un ou deux ans après, par un autre, donnent dans leur dernière portée des petits sur lesquels l'influence du premier mâle paraît avoir persisté. Quoi qu'il en soit de ces inexplicables problèmes, celui des deux parens qui *race* davantage est celui dont la santé est la meilleure, dont la force est la plus grande, dont le sang est le plus ancien. On sait que les animaux tout récemment améliorés, les métis et les demi-sang de formation nouvelle, sont des reproducteurs peu sûrs et d'action capricieuse, dès qu'on les unit à des bêtes de race pure. Aussi, lorsque M. Malingié, de regrettable mémoire, voulut créer sa race de la Charmoise, eut-il soin de détruire par de nombreux croisemens préalables le caractère propre des brebis qu'il destinait à ses béliers new-kent. Cette puissance d'action, qui est due à l'antiquité de la famille, porte le nom d'*atavisme*, et elle est telle que l'arrière-petit-fils fait parfois revivre un défaut ou une qualité que ne présentaient plus ni son père ni son aïeul; mais ce qui peut-être prouve encore le mieux cette persistance de l'atavisme ou de l'hérédité, c'est l'aptitude particulière que possède notre race chevaline du Poitou à donner les meilleures jumens mulassières que l'on connaisse. Évidemment ni les formes ni l'éducation ne concourent à ce résultat. La jument poitevine conçoit du baudet plus facilement que toute autre et donne de meilleurs mulets, parce que l'ancienneté des rapports qui existent entre sa race et l'espèce asine a imprégné son père, sa mère et elle-même d'une disposition occulte à mieux recevoir une semblable fécondation (1). Toute autre explication serait inadmissible.

Plusieurs agriculteurs, s'appuyant sur l'exemple du mulet, qui ressemble surtout à l'âne, et sur l'exemple du bardot, qui ressemble davantage au cheval, inclinent à croire qu'en toute occasion le père transmet plutôt ses formes extérieures, et la mère ses conditions vitales internes avec son caractère : d'où il résulte qu'il faut beaucoup compter sur celle-ci pour conserver aux petits l'aptitude nécessaire à vivre là où ils devront naître, et qu'en dehors même de la raison d'économie provenant de ce qu'un seul mâle suffit à un grand nombre de femelles, il y a toujours avantage à employer le mâle comme agent améliorateur.

Tandis que l'influence du père sur les formes s'exerce, quoique générale, plus puissamment sur les parties antérieures du corps, l'influence de la femelle, quand elle devient possible, se limite plus particulièrement aux parties postérieures de son croît, et elle sem-

(1) Voyez à ce sujet, dans le n° du 20 novembre 1861 du *Journal d'Agriculture pratique*, un article de M. Gayot.

ble être, comme le prouvent encore le mulet et le bardot, assez décisive sur la taille. Certains agriculteurs prétendent enfin que les femelles tiennent souvent davantage de leur père, et les mâles de leur mère. On a bien contesté quelquefois l'exactitude d'une semblable remarque; mais nous devons déclarer que notre expérience personnelle nous porte à admettre cette bizarrerie d'influence, qui s'exercerait volontiers sur les produits en raison contraire du sexe des parens.

Les qualités extérieures ne sont pas seulement bonnes à indiquer par avance l'aptitude du produit obtenu à tel ou tel genre de services; plusieurs de ces qualités sont aussi pour beaucoup dans le chiffre qu'atteindra le prix de la vente, sans avoir cependant toujours une signification très sérieuse. C'est de la couleur des poils de l'animal que nous voulons principalement parler en ce moment : ici le public n'estime que des vaches rouges, là les vaches blanches; plus loin les vaches bringées (1) sont seules en faveur. Dans tous ces cas, les éleveurs ont grand soin de se conformer aux caprices de la mode, et ils appareillent dans le sens voulu les robes de leurs reproducteurs.

On aurait tort d'attacher aux nuances du pelage une importance trop absolue. La robe est variable dans un grand nombre de races, et celle qui a fini par dominer dans certaines familles n'est sans doute maintenue la même que par les soins qu'on y apporte. Un seul poil noir, la moindre tache bleue sur le nez passent chez les durham pour preuve que le sang n'est point pur; les bœufs de Salers que nous voyons sont tous d'un rouge foncé, les bœufs du Charolais sont blancs ou jaunes. Néanmoins tous les chevaux arabes ne naissent point gris, non plus que tous les chevaux flamands ne naissent noirs. Le pelage est un indice dont la gravité augmente pour les races qui présentent le plus ordinairement les mêmes nuances; mais il serait, selon nous, imprudent, quand le désaccord n'est pas considérable, de s'en rapporter à lui seul. « De même que la couleur des cheveux chez les hommes, celle des poils chez les animaux est aussi, prétend-on, un indice de tempérament (2). » Les nuances foncées de la robe, celles de la peau surtout, sont considérées comme accusant une force musculaire plus grande, tandis que les couleurs pâles dénoteraient plus de mollesse, et par conséquent conviendraient mieux aux bêtes laitières ou aux bêtes de boucherie. Telles sont les assertions les plus générales. Les conciliera qui pourra avec la robe presque toujours gris d'argent des chevaux arabes et la robe rouge brun des vaches flamandes.

(1) C'est-à-dire à pelage relevé de raies brunes irrégulières.
(2) Félix Villeroy, *Manuel de l'Éleveur de chevaux.*

Pour façonner des animaux qui présentent à un haut degré certains caractères auxquels on attache une grande importance, les éleveurs empruntent quelquefois, soit à une autre race de la même espèce, soit à une autre espèce, un mâle dans la famille duquel se trouvent déjà fixés les caractères dont il s'agit. Le métis résulte du mariage de deux individus de même espèce appartenant à deux races distinctes; l'hybride provient de l'accouplement de deux individus d'espèces différentes (1), et jusqu'à ce jour le mulet est le seul hybride qu'ait vraiment acquis notre pratique agricole. L'union de deux animaux d'espèce différente a pour ainsi dire quelque chose de contre nature; aussi ne s'observe-t-elle point dans l'état sauvage. Elle est toujours le résultat de la perversité de goûts que finit par engendrer une domesticité remontant à de nombreuses générations, ou bien elle procède de l'intervention volontaire de l'homme; mais dans aucune des deux circonstances elle n'est très facile à obtenir. La jument se montre beaucoup moins féconde avec l'âne qu'avec le cheval; le bouc et la brebis produisent dans l'Amérique du Sud ces pellons dont l'industrie convertit la dépouille en tapis, en couvertures de selle, tandis que sous notre climat leur union reste stérile. En tout cas, lorsqu'un produit nouveau résulte d'un mariage entre parens d'espèces différentes, quelque voisines qu'elles puissent être, l'hybride obtenu demeure inféconds. Les rares exemples du contraire que l'on prétend citer sont le plus souvent contestables, et ne s'appliquent qu'à des femelles, jamais à des mâles.

Entre animaux de même espèce qui diffèrent seulement de race, le mariage ne présente ni de semblables difficultés ni de semblables conséquences. Les parens se recherchent plus volontiers, et le fruit de leurs amours, fécond comme eux-mêmes, participe tout à la fois des qualités du père et de celles de la mère. C'est par ce procédé qu'on crée chaque jour de nouvelles variétés d'animaux, dont plusieurs deviennent pour l'agriculture d'un intérêt extrême, variétés bien plus vite acquises que s'il eût fallu demander à la sélection, c'est-à-dire à l'emploi successif de reproducteurs soigneusement choisis, d'abord dans la même race, puis dans la même famille, le résultat cherché. La méthode des accouplemens consanguins, que les Anglais nomment *in and in* et les Allemands *inzucht*, a été celle qu'ont suivie les créateurs de nos meilleures races pour obtenir les types admirables que nous leur devons. La race durham a été faite ainsi par les Colling, et la race dishley par Bakewell; mais cette marche est bien lente, parfois même elle peut de-

(1) Voyez à ce sujet dans la *Revue* les travaux de M. A. de Quatrefages sur l'*Histoire naturelle de l'homme* et *le Croisement des groupes humains*.

venir dangereuse. La débilité de certains troupeaux, leur peu de fécondité, leur tendance à plusieurs maladies dont les ancêtres portaient le germe en eux-mêmes, doivent être fréquemment attribués à l'emploi trop prolongé du même sang (1). Pour combattre ce dernier danger, Jonas Webb, dont le nom rappelle une suite non interrompue de brillans succès, Jonas Webb entretenait à Babraham deux familles distinctes de south-down, qu'il maintenait attentivement séparées, et entre lesquelles il se contentait d'opérer de temps à autre l'échange de quelques mâles. Ainsi doivent procéder entre eux les cultivateurs voisins, quand le troupeau qui existe sur le domaine n'est pas assez considérable pour permettre par lui-même cette utile précaution.

L'opération qui consiste à emprunter à une autre race les mérites que ne possède pas la race dont on s'occupe porte le nom de croisement. Ce procédé présente souvent au fond plus de difficultés qu'on ne le suppose. L'inconnu dans lequel on se place par rapport aux conséquences des alliances essayées, la suite d'observations attentives que nécessite la sage direction de tels efforts, la somme de connaissances, au besoin la persévérance de sacrifices qu'exige la méthode du croisement, ne doivent pas être oubliés. La sélection convient mieux à la plupart des cultivateurs, mais le croisement peut devenir entre des mains habiles un moyen plus puissant. Étudions-en donc les règles principales. Plus les espèces sur lesquelles on opère sont douées d'une grande longévité, plus seront lentes à se bien fixer chez elles les modifications que l'on recherche; en revanche, plus ces modifications persisteront dès qu'on les aura une fois obtenues. On peut néanmoins agir favorablement par ce moyen sur les caractères originels de toutes nos familles d'animaux domestiques. Les moutons de la Beauce sont presque tous des métis de mérinos; il y a eu du sang hollandais introduit autrefois dans les veines de nos vaches normandes; nos chevaux lorrains passent pour descendre de familles orientales, et combien d'autres races nous pourrions citer encore, même parmi celles qui sont aujourd'hui les mieux caractérisées, qui dans le principe ne furent que des métis! Comme les races perfectionnées sont en général plus délicates, plus exigeantes au moins que les races vulgaires, il faut, avant d'introduire chez soi un étalon étranger, commencer toujours par améliorer les conditions hygiéniques de logement et de nourriture que devront trouver à leur naissance les produits qui en sortiront. Il ne faut pas non plus vouloir aller trop vite et rapprocher d'un seul

(1) S'il était permis, en parlant d'animaux domestiques, d'invoquer des exemples pris jusque chez l'homme, nous engagerions nos lecteurs à se rappeler le nombre de familles dans lesquelles ils ont vu des mariages consanguins entraîner après eux d'aussi tristes résultats.

coup deux bêtes trop disparates. On marchera plus sûrement d'ordinaire en se hâtant moins, en ne cherchant pas à corriger plusieurs défauts à la fois, en ne travaillant à un nouveau progrès qu'après avoir bien acquis la fixité d'un premier mérite. Il peut donc être sage de revenir, suivant les effets qui surgissent, tantôt au sang améliorateur, tantôt au sang à améliorer. Le point qu'il convient de ne pas dépasser est du reste limité par les modifications économiques en vue desquelles le croisement lui-même a été essayé. C'est ainsi que l'amélioration générale des voies de communication a eu pour résultat en France de restreindre peu à peu l'élève du bidet et des autres chevaux de selle, remplacés par des chevaux de trait plus ou moins légers. C'est ainsi encore que le perfectionnement des ressources alimentaires du bétail et le haut prix de la viande font depuis quelques années introduire sur beaucoup de domaines, comme types reproducteurs nécessités par un prochain avenir, des bêtes spécialement aptes à s'engraisser plus jeunes que celles dont on s'occupait autrefois.

On a fait beaucoup de bruit, dans le monde agricole, autour de ce mot de *spécialisation*. Les uns se sont disputé l'invention de la chose, les autres l'invention du nom. La vérité est qu'aucun de nos contemporains n'a rien inventé de semblable. On a créé des races, des variétés nouvelles pour mieux répondre à des besoins nouveaux; mais la conformité du bétail aux besoins spéciaux qui existent est un fait de toute antiquité. Le cheval de selle que nous citions tout à l'heure nous en fournit une preuve irrécusable. Quant aux animaux des espèces bovine et ovine, ils étaient moins façonnés en vue de la boucherie, parce que l'importance de la boucherie n'était point alors ce qu'elle est devenue depuis. On se tromperait fort d'ailleurs si l'on croyait que dans une bonne agriculture toutes les bêtes doivent toujours et partout recevoir une destination exclusive. Pour le porc, cela n'est point douteux: pour le cheval, le bœuf et le mouton, la question n'admet pas une réponse aussi radicale. Quoi qu'il en soit, les perfectionnemens opérés en vue de développer l'aptitude des animaux à prendre beaucoup de graisse et à la prendre de bonne heure ont également leurs limites. La chair des bêtes excessivement précoces et très vite ou trop largement engraissées n'est ni aussi agréable au goût ni aussi nutritive que la chair des autres, et en même temps qu'un embonpoint considérable permet moins d'apprécier les formes vraies de l'animal, il diminue souvent sa puissance prolifique. Les verrats et les truies de nos races indigènes sont des reproducteurs plus féconds que les verrats et les truies de plusieurs races dites très perfectionnées; les doubles portées, qui sont assez fréquentes chez des brebis communes, se présentent beaucoup plus

rarement dans les bergeries des races améliorées. Le bien même a ses bornes, qu'il ne doit pas franchir sous peine de cesser d'être le bien.

Parfois cependant ni la sélection ni le croisement ne peuvent suffire, et le parti le plus sage et le plus radical tout ensemble consiste dans la substitution complète d'une race à une autre. C'est ainsi que la Bretagne se voit envahie au sud par la race parthenaise et au nord par la race normande, au fur et à mesure que ses progrès agricoles lui permettent l'entretien de bêtes bovines plus fortes que ses anciennes petites vaches. Un tel procédé présente l'avantage d'être aussi expéditif que possible. Il n'y a là ni tâtonnemens ni délais; mais une semblable mesure n'est point partout praticable. En tout cas, il suffit de la signaler, car, dès que l'opération est accomplie, on rentre dans les conditions ordinaires des éleveurs qui préfèrent conserver leurs races particulières, et l'on n'a plus ensuite à marcher que par voie de sélection.

III. — ENTRETIEN ET ENGRAISSEMENT DES ANIMAUX DOMESTIQUES.

Accoupler les animaux domestiques avec assez d'intelligence pour que leurs produits apportent en naissant toute l'aptitude désirable à bien remplir l'emploi auquel on les destine, ce n'est pour le cultivateur que le commencement de sa tâche. A peine le jeune animal est-il né, qu'il faut déjà s'en occuper attentivement et agir sur son moral, s'il est permis de parler ainsi, en même temps que sur son physique, par tous les moyens dont on dispose. Les bêtes ont des passions, des tendresses et des antipathies comme les hommes. Pourquoi donc les faire souffrir, les irriter sans motif? Leurs membres sont, comme les nôtres, sensibles à la jouissance et à la douleur; pourquoi donc ne point leur procurer toutes les satisfactions raisonnables? pourquoi n'agir pas toujours avec douceur, si la douceur suffit, et n'avoir pas pour leur bien-être corporel les diverses précautions que réclame une sage hygiène?

Aussi l'air et la chaleur, surtout pour les jeunes animaux, l'exercice, les soins de propreté, qui manquent si souvent dans les campagnes aux gens et au bétail, devront être accordés aux bêtes dans une proportion convenable, car aucune de ces conditions de vie ne peut être indifférente. Elles deviennent au contraire plus nécessaires depuis que nous soumettons davantage le bétail à une captivité constante et à une nourriture dont l'abondance ne compense pas toujours la fâcheuse uniformité. Les prairies artificielles, que nos progrès agricoles étendent si rapidement, ne remplacent pas sous tous les rapports la grande variété d'alimens que des pâtu-

rages naturels assureraient aux herbivores. C'est ainsi que les fleurs du trèfle incarnat et les gousses des plantes à grains ronds (vesces et pois) occasionnent parfois chez les chevaux, et surtout chez les poulains, des maladies assez graves. C'est ainsi encore que la météorisation est fort à redouter pour tous nos animaux domestiques, quand on ne surveille pas suffisamment l'emploi *en vert* des plantes qui forment la majeure partie de nos prairies artificielles. Ailleurs, c'est l'abus des pulpes ou des drèches qui débilite les bêtes et compromet leur santé, et cette question de l'alimentation mérite d'autant plus de la part des cultivateurs un examen sérieux, qu'elle se lie intimement à la question du système de culture qui doit être adopté.

Il peut être parfois avantageux de tenir les animaux renfermés dans une étable qu'ils ne quittent presque jamais, et où ils reçoivent tous les soins nécessaires. Ce régime, qui ne laisse gaspiller par le piétinement aucun brin de fourrage, qui ne laisse perdre par une diffusion intempestive aucun atome de fumier, qui permet enfin à la bête, en lui évitant toute fatigue, tout mouvement inutile, de profiter mieux de la nourriture qu'elle consomme, a reçu le nom de stabulation permanente. Parfaitement applicable au bétail que l'on engraisse, ce régime peut encore être imposé, dans le sein des villes, aux vaches laitières, dont il finit néanmoins par altérer la santé; mais, avouons-le, il est beaucoup trop contraire à la nature des choses pour convenir à un grand nombre de fermes, et bien souvent un système mixte de pâturage et de stabulation est infiniment préférable. La stabulation permanente compromettrait l'avenir des jeunes animaux que l'on élève, et dont le parfait développement exige une plus grande liberté d'allures. Elle s'accorderait mal également avec les conditions culturales d'un pays pauvre, dont l'herbe pousse trop rare et trop courte pour qu'il n'y ait point économie à laisser aux bêtes le soin d'aller la brouter elles-mêmes. Le pâturage, qui est tout l'opposé de la stabulation, convient seul à ces derniers pays, comme aux contrées montagneuses, dont les mauvais chemins rendent singulièrement difficile la rentrée des récoltes. Il est enfin en usage dans certaines provinces dont le sol fécond, mais trop humide pour la charrue, produit en telle abondance une herbe de bonne qualité, que les animaux y prennent un rapide embonpoint. On nomme *prés d'embouche* ces gras pâturages, et ils font la fortune des cultivateurs qui les possèdent, car ils produisent beaucoup, tout en exigeant peu de travail. La Saintonge, la Vendée, la Normandie, le Charolais et le Nivernais en offrent, en France, les plus frappans exemples.

Pour que les animaux apportent dans la consommation de l'herbe un ordre régulier, et qu'ils ne se fatiguent pas inutilement à va-

guer au milieu d'espaces considérables, on divise souvent les pâturages en plusieurs parties que l'on ouvre successivement au bétail, et ce dernier système nous semble, sur les grands domaines, bien préférable aux dangereuses entraves à l'aide desquelles on s'efforce parfois de retenir les bêtes prisonnières dans la prairie. Le pâturage au piquet, qui passe cependant pour un des meilleurs, empêche les animaux de se rendre à l'abreuvoir, quand la soif se fait sentir. Il ne leur permet ni de se bien défendre contre les attaques des insectes, ni de rechercher un abri contre la pluie ou contre le soleil. Il ne vaut donc pas le pâturage pur et simple dans une prairie parfaitement close, où l'on a pris soin de disposer quelque hangar rustique. Du reste, dès qu'une prairie ne fournit sous la faux que 1,000 ou 1,100 kilogrammes de foin sec par hectare, la conversion de cette prairie en pâturage est ordinairement ce qu'il y a de mieux à faire.

De même qu'il y aurait presque toujours avantage à labourer, en les fumant mieux, un nombre d'hectares moins considérable, il y aurait également profit à mieux nourrir un moindre nombre de bêtes. Le maintien de la vie consomme chez les êtres vivans une certaine proportion d'alimens, et la force, le lait et la graisse ne se produisent chez eux que par la somme de nourriture qui dépasse leur indispensable ration d'entretien. Là se trouve l'explication du faux adage qui prétend que le bétail est, dans une ferme, un mal nécessaire. En se bornant à empêcher une bête de mourir de faim, on dépense improductivement tout ce que coûte sa nourriture, et les bénéfices à en tirer ne commencent qu'au-delà de cette limite, pour suivre alors une marche progressive. C'est donc faute de l'avoir nourri assez pour en tirer tout le profit possible que la plupart de nos paysans ont à se plaindre de leur bétail. En moyenne, la ration d'entretien exige, par vingt-quatre heures et par chaque 100 kilogrammes de chair vivante, environ 2 kilogrammes de foin ou l'équivalent, d'où il suit que porter à 3 kilogrammes la ration alimentaire des animaux n'est à peu près que le strict nécessaire. Dans les cas d'engraissement, de travaux pénibles ou de rapide croissance, cette proportion serait encore insuffisante, et la nourriture devrait plutôt être laissée à l'entière discrétion de l'animal (1). Quelle que soit d'ailleurs la quantité de nourriture servie aux animaux, ceux-ci ne seront bien entretenus que si cette nourriture leur est régulièrement distribuée : régulièrement quant aux heures, afin que les repas ne soient jamais attendus avec trop d'impatience, régulièrement quant au volume et aux quantités, afin que l'estomac, toujours satisfait, ne passe point par de pénibles alternatives de jeûne et de surcharge,

(1) Chez les vaches toutefois, une telle abondance aurait pour résultat de faire tarir le lait en activant trop leur embonpoint.

régulièrement enfin quant aux qualités, pour que celles-ci restent bien conformes aux besoins particuliers de chaque bête. On a dressé à ce sujet des tables comparatives de la valeur nutritive des divers alimens que peuvent consommer nos animaux domestiques. Pailles, grains, racines, fourrages et débris de diverses sortes, tout a passé par l'alambic, le creuset et la balance; tout a été scrupuleusement analysé, pesé et classé. Certes ces tableaux ont quelque importance; mais il ne faudrait pas en accepter les chiffres comme étant toujours d'une vérité aussi absolue que l'on serait tenté de le croire. La nature du terrain où les végétaux ont été cultivés, le degré de maturité, l'état de conservation, le mode de préparation qui leur est appliqué, sont autant de causes qui modifient la valeur nutritive des mêmes espèces, et c'est ce que prouvent surabondamment, en dehors de la pratique, les différences qui existent entre les appréciations des divers auteurs.

Dans tous ces tableaux comparatifs, le foin a été pris pour type. L'herbe des prairies naturelles, qui se composent, comme chacun le sait, d'une foule de plantes différentes, est en effet la nourriture normale de nos animaux domestiques. Les pailles des céréales et les fourrages secs que produisent nos prairies artificielles augmentent presque partout dans une mesure considérable la masse de provisions dont le cultivateur dispose pour son bétail. Que de progrès cependant restent encore à faire, et que de ressources utiles sont encore perdues! En général, il faut le reconnaître, on commence à mieux utiliser la plupart des résidus végétaux que produisent certaines industries, quoique tous les herbivores n'acceptent pas indistinctement ces divers résidus (1); mais ce qui maintenant manque peut-être davantage à beaucoup de provinces, c'est la culture sur une plus large échelle des racines fourragères. Les racines aident à corriger l'alimentation trop sèche de l'hiver, et, soit servies directement aux bêtes, soit d'abord épuisées des élémens commerciaux qu'elles renferment, elles permettent de compter sur une énorme quantité de nourriture.

Pour bien satisfaire à tous les besoins du bétail, il faut lui composer ses repas de telle sorte que, sous un volume à peu près constant, mais avec des élémens variables, on obtienne une ration dont la richesse soit tout à la fois relative et proportionnelle aux services qu'on en veut obtenir. L'analyse chimique et la science vétérinaire disent comment, par diverses combinaisons que le prix des choses fait modifier selon les circonstances, on peut assurer à une bête la quantité d'azote, de corps gras, de phosphates et d'autres sels qui

(1) C'est ainsi que les tourteaux qui proviennent des huileries sont, quand on a employé la faine, dangereux pour les chevaux, et quand on a employé le chènevis, mauvais pour toutes nos bêtes domestiques.

lui sont indispensables (1). Ajoutons que la quantité de phosphates absorbés doit être d'autant plus considérable que l'animal est plus jeune (2), — que les transitions d'un régime à un autre doivent toujours être graduées, — que les alimens aqueux doivent être consommés avant qu'on ne fasse boire, — que les repas doivent commencer par des élémens de qualité moindre, et se terminer, après les morceaux *friands* pourrions-nous dire, par la paille, qui sert à l'animal à satisfaire son appétit, si celui-ci est encore véritablement excité. C'est de l'observation de ces règles très simples que dépend partout le bon entretien du bétail. Bien nourrir coûte quelque chose, nous l'avouons volontiers; mais mal nourrir coûte plus encore, puisque cette triste économie aboutit à l'insuccès et à la ruine.

On n'est pas entièrement d'accord sur l'utilité de certains artifices à l'aide desquels la nourriture du bétail serait parfois rendue plus appétissante ou plus profitable. Parmi ces procédés figure la coction : celle-ci, quand la ferme ne dispose pas d'une machine à vapeur affectée en même temps à un autre service, consomme des combustibles dont l'emploi coûte cher; d'ailleurs les soupes et les alimens chauds ne conviennent réellement bien qu'aux bêtes à l'engrais. Aussi cette méthode est-elle rarement adoptée. Quelques savans et quelques agriculteurs ont dernièrement affirmé qu'un mélange de pailles et de fourrages hachés avec des grains mécaniquement aplatis devait procurer dans l'entretien des animaux une économie réelle. D'autres ont prétendu que ce procédé devait donner au contraire une regrettable augmentation de main-d'œuvre et une moins bonne nourriture. Il nous paraît sage d'emprunter aux allégations des parties adverses ce qu'elles ont d'exact et de repousser ce qu'elles ont de trop absolu. La vérité est que l'on parvient quelquefois ainsi à faire manger par les animaux, sans autant de gaspillage, tout ce qu'on leur présente; mais ce mode d'alimentation les excite à boire davantage, et il en résulte pour les chevaux dont les allures doivent rester rapides une mollesse fâcheuse. Telle a été la cause pour laquelle la compagnie des petites voitures de Paris a dû finir par renoncer à ce système. Et puis n'est-il pas un peu à craindre que, les grains écrasés occupant plus de volume que les grains entiers, on ne s'en rapporte trop aux apparences, et qu'en somme on ne serve aux bêtes une ration de grains moins forte? Les choses étant ramenées, comme il est juste, à un

(1) Les 3 kilogrammes de nourriture donnés à chaque 100 kilog. de chair vivante doivent contenir environ 30 grammes d'azote, 100 grammes de corps gras et 11 grammes d'acide phosphorique.

(2) Parce qu'alors il en a un besoin plus impérieux pour *construire* sa charpente osseuse.

poids exact des grains et des fourrages, on n'a pas toujours trouvé réels les avantages d'abord annoncés. Avec des animaux dont on néglige la force musculaire, et auxquels on ne demande qu'une production abondante de graisse et de lait, ces diverses préparations deviennent plus rationnelles. Les fourrages hachés, les grains aplatis, concassés ou réduits en farine, sont alors d'un emploi profitable, surtout quand on les mêle à des pulpes ou à d'autres matières qui contiennent déjà par elles-mêmes quelques principes nutritifs, et quand, par une fermentation régulière, on en augmente la digestibilité. C'est même ce que prouve avec évidence le développement pris en France, depuis plusieurs années, par les distilleries agricoles.

Une fois parvenue à ce degré d'industrie, l'agriculture est forcément conduite à s'occuper surtout d'engraissement, car les usines, avec les résidus desquelles on opère, ne travaillent pas toute l'année, et l'engraissement permet mieux que toute autre spéculation de proportionner l'effectif du bétail aux ressources dont on dispose. Il transforme, à vrai dire, les animaux en réservoirs où on emmagasine les fourrages et les grains aux momens d'abondance pour revendre ensuite avec profit, sous forme de viande, les provisions ainsi employées (1). Il est donc, dans plusieurs situations économiques, impérieusement indiqué. L'engraissement à l'étable se nomme *engraissement de pouture;* il exige plus de frais que l'engraissement à l'herbage, mais il donne une graisse plus fine et la produit plus promptement.

Des hommes compétens n'estiment pas à moins de 1,500,000 bêtes bovines adultes, 2,700,000 veaux, 6 millions de moutons et 4 millions de porcs l'immense tuerie que, dans l'état actuel des choses, nécessite la consommation française annuelle. Les marchés de Sceaux et de Poissy, qui alimentent Paris, avaient à eux seuls reçu en 1850 142,533 bœufs, 19,345 vaches, 51,996 veaux et 793,567 moutons. En 1860, on y a vendu 182,566 bœufs, 48,868 vaches, 53,794 veaux et 1,223,794 moutons. A ces masses déjà considérables, il faut ajouter les agneaux, les chevreaux, les viandes dites à la main (2), et les bêtes porcines, etc., qui fournissent également chaque année un gros contingent.

Le rapprochement de ces divers chiffres démontre combien les grandes villes laissent une faible part à la consommation des campagnes. Du reste, il est bien difficile, pour ne pas dire impossible,

(1) En moyenne 100 kilog. de foin ou l'équivalent produisent 5 kilog. de viande.

(2) Les viandes à la main, c'est-à-dire celles qui proviennent d'animaux expédiés à Paris après l'abatage, et que l'on y vend à la criée sur des marchés spéciaux, ont atteint à elles seules, pendant la première quinzaine de décembre 1861, le chiffre de 623,943 kilog., et cette quinzaine-là n'est pas une des plus chargées.

de constater dans celles-ci la quantité exacte de viande que consomment les hommes, et qu'à notre avis on doit supposer plus grande aujourd'hui qu'on ne le croit généralement. Quoi qu'il en soit, sous l'influence d'une consommation sans cesse croissante, le prix de la viande de bœuf, qui en 1850 valait 95 centimes le kilogramme au marché des Prouvaires, est monté en 1860 à 1 franc 24 centimes. L'augmentation considérable que signalent ces prix ne s'est pas produite à Paris seulement et pour la chair du bœuf; elle a eu lieu partout et pour toutes les viandes. On doit donc conclure, même en tenant compte des autres causes de renchérissement, que plus de bien-être matériel a heureusement pénétré dans la vie des populations, et que, contrairement aux sinistres prédictions des protectionistes, les facilités accordées depuis un certain nombre d'années à l'introduction en France du bétail étranger n'ont pas nui le moins du monde à la vente du bétail français. En 1859, année dont les comptes sont les derniers que nous ayons sous les yeux, l'excédant de l'importation sur l'exportation n'a été que de 49,842 bêtes bovines adultes (les taureaux non compris), 25,482 veaux, 396,816 bêtes ovines et 111,386 bêtes porcines, ce qui, comparativement à notre consommation annuelle, est assez peu de chose. En effet, la chair des animaux, soit vivans, soit fraîchement tués, ne se transporte pas sans dépenses et sans accidens, et puis elle ne peut se produire ni partout ni très vite. Pour faire de la viande mangeable, il faut plusieurs années. Or les libertés que l'on accorde au commerce ne tardent pas à relever dans les pays voisins, où d'ailleurs les mêmes causes entraînent les mêmes conséquences, la valeur vénale du bétail; d'où il résulte que, les prix d'achat s'équilibrant bientôt dans les divers centres de production et les frais de transport augmentant avec la distance, il faut toujours en revenir à compter pour la plus forte part sur les ressources du pays même.

Nous ne voulons cependant pas prétendre, en parlant ainsi, que la masse énorme de bestiaux livrés chaque année à la boucherie soit encore en rapport avec les vrais besoins de toutes nos populations. La viande est nécessaire à la parfaite alimentation des hommes, et ni le lait ni le fromage n'introduisent dans leur nourriture une quantité assez forte de substances animales. Pour remédier au déficit que tout le monde signale, plusieurs écrivains ont dernièrement insisté sur l'emploi de la viande de cheval. On pourrait sans doute manger certains animaux dont actuellement nous n'employons pas la chair à notre nourriture; cependant il est difficile de modifier les usages alimentaires des populations. D'ailleurs nous usons, nous abusons même du cheval comme bête de travail jusqu'à son dernier jour. A part un très petit nombre d'animaux tués par accident en plein

état d'embonpoint, quelle ressource alimentaire obtiendrait-on de notre population chevaline? — Des bêtes malades ou de vieilles rosses étiques, sur les os desquelles se trouveront encore quelques fibres coriaces. On ne peut guère, convenons-en, compter sur cela pour un approvisionnement de sérieuse importance, et nous persistons à croire qu'il a été fait à ce sujet plus de bruit qu'il n'était utile. Les bêtes bovines, ovines et porcines sont et resteront sans doute toujours chargées de subvenir à notre alimentation. Avant de les abattre, on les soumet d'ordinaire à un régime préparatoire, l'engraissement, qui a pour but d'augmenter la quantité et la qualité de leur chair. Toutes cependant ne sont pas également faciles à engraisser. Nous avons déjà signalé quelques-uns des signes auxquels on reconnaît les bêtes qui sont les plus aptes à bien prendre la graisse. Celles qui sont malades, trop jeunes ou trop vieilles, celles enfin qui ont les goûts dépravés coûtent presque toujours à engraisser plus cher qu'elles ne vaudront jamais. Il convient, pour que les résultats du traitement suivi laissent au cultivateur des bénéfices notables, que l'animal ait fini ou presque fini sa croissance, et ne subisse aucune influence qui s'oppose à la prompte assimilation des alimens. En général il faut préférer, dans les races ordinaires, pour l'espèce bovine, des bêtes de quatre ou cinq ans à huit ou dix au plus, pour l'espèce ovine des bêtes de trois à cinq ans, et pour l'espèce porcine celles de un an et demi à quatre ans. Conformément au proverbe selon lequel « qui dort dîne, » tout ce qui peut contribuer au calme moral et physique sert à hâter l'engraissement, par conséquent à le rendre plus économique. Le repos, l'obscurité, l'absence du bruit, la grande régularité des repas, l'abondance de la litière, la castration quand elle remonte à une époque assez éloignée, etc., aident donc à l'engraissement des animaux en apaisant tous leurs organes (1). Pour la même raison, l'été à cause des insectes et des chaleurs excessives, l'hiver à cause des grands froids, ne sont pas des époques favorables. Afin de prédisposer les fibres des bêtes à une plus grande mollesse, on leur assure une chaleur modérée et légèrement humide; on débute par des boissons farineuses ou des fourrages verts, parfois on va jusqu'à les saigner, parfois on les panse à la main pour faciliter les fonctions de la peau. La propreté des auges, la fréquence des repas, la variété des alimens, l'emploi opportun des condimens qui peuvent exciter l'appétit et des substances qui contiennent une forte proportion de parties grasses, tels sont les moyens auxquels on a recours avec le plus d'avantage. Dans ces conditions, il faut, pour

(1) On a même quelquefois aveuglé des animaux; en tout cas, on les isole autant que possible, et l'on cite quelques bons résultats obtenus par l'emploi de certains narcotiques.

les bêtes bovines (1) de trois à quatre mois de préparation, pour les bêtes ovines de deux mois et demi à trois mois, et pour les bêtes porcines de trois à quatre mois au plus, suivant le degré de graisse auquel on veut parvenir. Il y a plus de profit à vendre un animal assez gras qu'à pousser jusqu'au *fin gras*, et à plus forte raison jusqu'à cet embonpoint excessif que présentent nos animaux de concours. Ces derniers coûtent plus qu'ils ne rapportent; mais ils servent d'enseigne au producteur, de stimulant au zèle du public agricole, et le vrai service qu'ils rendent est de propager partout les bonnes méthodes d'engraissement, dont ils sont une sorte de démonstration vivante. Le degré utile de l'application reste ensuite abandonné au calcul de chacun, et cette considération nous amène à une autre partie de cette étude, dont l'action des règles générales sur les divers groupes d'animaux domestiques sera l'objet principal.

IV. — LE CHEVAL, L'ANE ET LE MULET.

Les chevaux sont certainement, de toutes nos bêtes domestiques, celles qui ont le moins bien conservé la pureté primitive de leurs races. Lorsqu'on ne voyait dans une même province que des bœufs de même famille ou des moutons de même origine, l'on rencontrait déjà partout des chevaux étrangers et des chevaux de sang mêlé, et cette tendance ne peut que se développer sous l'empire des faits économiques qui divisent de plus en plus nos animaux agricoles en *animaux de rente* et en *animaux de travail*. Tout en restant jusqu'au dernier jour cantonnées dans la même ferme, parfois renfermées dans la même étable, les bêtes de rente peuvent rendre au loin la plupart des services qu'on leur demande, et la nature de ces services varie singulièrement d'un pays à un autre. Il faut alors consacrer à chaque destination particulière une race différente dans laquelle on maintient soigneusement les caractères qui lui sont propres. Le cheval au contraire ne nous est utile que par sa force musculaire, dont l'emploi seul diffère selon les circonstances, et il en

(1) Est-il nécessaire de dire que l'on a eu bien raison de finir par admettre les vaches à nos concours d'animaux de boucherie, puisqu'elles figurent si souvent dans nos abattoirs, et que nous les mangeons avec plaisir lorsqu'on nous les vend sous le nom de bœuf? La vache est préférée dans certains pays, et quand on l'engraisse à un âge convenable, elle est aussi bonne que le bœuf. Le mouton est d'ordinaire meilleur que la brebis, parce que celle-ci a porté un certain nombre de petits avant d'être abattue, tandis que le mouton n'a été fatigué par aucun travail; mais entre la vache qu'on n'a pas épuisée par des parts trop fréquens et le bœuf qu'on n'a pas surchargé trop longtemps de pénibles travaux la distinction, à même degré d'âge, de santé, d'engraissement, serait tout à fait impossible. La vache passe d'ailleurs pour s'engraisser un peu plus facilement que le bœuf.

résulte nécessairement un peu plus de mélange entre les familles nombreuses que nous élevons.

Cependant la France possède encore plusieurs races de chevaux bien distinctes, car l'influence des localités s'exerce assez fortement et par le climat, et par la nourriture, et par le régime, pour que le sang étranger finisse toujours par se confondre dans le sang local, quand on ne cherche point à maintenir par un choix ou un renouvellement attentif les caractères qu'avaient d'abord introduits des étalons d'une autre famille. Le boulonnais, le breton, l'ardennais, le limousin, le landais, le camargue (pour ne pas les citer tous), sont évidemment autant de bêtes différentes; mais quelques nuances légères dans les formes suffisent-elles pour constituer une race, et les conditions particulières de nourriture et d'élevage n'agissent-elles pas souvent avec la même force que l'atavisme sur la taille et sur certaines proportions de l'animal? Nous croyons (et nous pourrions à ce sujet invoquer des autorités compétentes) que l'on prétend en France avoir plus de races de chevaux qu'une saine critique ne devrait sans doute en admettre. Tout centre de production dit avoir sa race, ou du moins sa sous-race, à laquelle il donne son nom. Quant à nous, les familles les plus importantes sont les seules dont nous voulions faire figurer le nom dans le cadre de nos recherches. Les bêtes du nord auront alors pour type principal le cheval boulonnais; les bêtes de l'est seront représentées par le cheval lorrain, le cheval ardennais et le cheval comtois, les bêtes de l'ouest par le breton, le percheron, le normand et le poitevin, les bêtes du centre par le limousin; enfin le cheval navarrais et le cheval landais serviront d'exemple à nos bêtes du midi.

Si nos principales races se distinguent entre elles par des formes et des qualités particulières, elles diffèrent grandement aussi d'importance, pour peu qu'on regarde au nombre d'animaux qui les composent. Sous ce rapport comme sous plusieurs autres, le nord et par conséquent les races du nord l'emportent de beaucoup. Le Dauphiné, la Provence et le Languedoc sont en effet celles de nos anciennes provinces qui nourrissent le moins de chevaux; la Normandie et la Bretagne, la Flandre, l'Artois, la Picardie et l'Ile-de-France sont certainement celles qui en possèdent le plus. Ici nous avons des bêtes de gros trait, là des bêtes de trait moyen ou de trait léger, plus loin des bêtes de luxe, ailleurs des bêtes de selle. Quel est néanmoins, parmi toutes ces races, le genre de chevaux que notre agriculture doit élever de préférence? Il faut d'abord remarquer que l'on ne peut guère changer radicalement ce qui existe là où l'on se trouve. C'est ainsi que, pour ne citer que des extrêmes, on ne produira jamais dans les Landes ou dans le Limousin des limoniers comme ceux qu'on obtient dans le Boulonnais, ni

dans le Boulonnais des chevaux de selle aussi fins que ceux de la Navarre. Cependant que disent les faits? Que celles de nos races indigènes qui se répandent le plus généralement et le plus loin de leurs lieux de production sont deux races de trait : la race percheronne, dont la marche se poursuit, surtout vers l'est et le nord-est, jusque sur nos frontières, pour les dépasser souvent, et faire dans ce long parcours concurrence aux autres familles françaises qu'elle rencontre, et la race bretonne, qui, elle, incline plutôt vers le sud et le sud-est, allant jusqu'aux Alpes et jusqu'aux Pyrénées rendre aux contrées qui l'importent les plus utiles services. Que disent encore les faits? Que les pays producteurs où l'on gagne le plus d'argent sont ceux où l'industrie chevaline s'exerce sur des animaux de trait de distinction moyenne. Cet état de choses ne doit étonner personne. L'amélioration générale des routes a fait renoncer à l'usage de la selle pour adopter la voiture, qui est en effet un mode de transport bien moins fatigant et bien plus commode, d'où il résulte qu'à part le haut luxe, dont les exigences sont coûteuses à satisfaire et les achats fort incertains, les producteurs de chevaux de selle n'ont plus que notre armée comme consommateur principal. Or la remonte, qui d'ailleurs se contente souvent de chevaux de trait un peu légers, et qui commence à employer un nombre de mulets beaucoup plus considérable, est elle-même d'un fonctionnement fort irrégulier. Craint-elle la guerre, vite elle achète tout ce qu'elle trouve, et elle fait venir du dehors tout ce qu'on peut importer. Revient-on à la paix, tout aussitôt elle cesse ses achats. Et puis qu'un cheval soit refusé par elle pour une raison ou pour une autre, quel acquéreur lui trouvera-t-on, et à quelles conditions faudra-t-il le laisser? Faute de payer assez cher les animaux qu'on lui présente et d'en activer ainsi la production, faute surtout de consacrer chaque année à ses achats une somme à peu près fixe, la remonte de notre cavalerie éprouve parfois, dans les cas de guerre, des difficultés fort grandes, que nos agriculteurs peuvent déplorer comme Français, mais ne peuvent pas raisonnablement faire entrer en ligne de compte, quand il s'agit de la direction à donner à leur industrie (1). Si nous exprimons aussi franchement notre manière de voir dans une telle question, à plus forte raison répugnerions-nous

(1) Voici ce que nous lisons dans le *Compte-Rendu pour 1861 de l'administration des haras* : « Agissant forcément sur la tête de la production comme sur l'ensemble pour satisfaire aux exigences de son effectif, la remonte a contribué à éloigner le commerce de nos marchés, sans offrir à l'éleveur un juste dédommagement. En effet, la remonte, obligée de se renfermer dans des prix nécessairement modérés, ne pouvait suppléer à l'absence du commerce et à l'émulation qui résulte de la concurrence. Si, en temps de paix, elle a trouvé des ressources à peu près suffisantes pour fournir aux besoins de la cavalerie et de la gendarmerie, aujourd'hui comme en 1854 et en 1859 *elle retomberait* dans les mêmes embarras, si on devait passer du pied de paix au pied de guerre. »

à conseiller l'élève des chevaux fins, l'élève des chevaux *de sang*. On ne citera pas beaucoup de cultivateurs proprement dits qui trouvent dans une semblable opération de bien gros avantages, et il paraît que les choses sont à l'étranger sous ce rapport ce qu'elles sont en France (1). De tout temps, la France a fait venir du dehors un grand nombre de chevaux de selle et d'élégans attelages, tandis que les chevaux qu'elle exporte sont surtout des bêtes de trait (2). Pour élargir le cercle des consommateurs auxquels peut être vendu le cheval que l'on élève, on aura donc souvent intérêt à modifier en vue du trait, tout en lui maintenant le plus de distinction possible, la bête qui, autrefois un peu légère, était plus particulièrement destinée au luxe ou à la selle.

La production du cheval de trait offre, dans un grand nombre de fermes, d'incontestables avantages. Les poulains, d'un caractère plus calme que les animaux de sang, se mêlent plus volontiers aux vaches et aux bœufs dans les pâtures où doit se passer leur première jeunesse; on les attelle de bonne heure, dès l'âge de dix-huit mois; ils sont moins exigeans pour leur nourriture. Enfin, lorsqu'une tare survient, ils restent, sinon aussi vendables, du moins encore bons pour le labour, auquel ils sont destinés. Voyez au contraire quelle mine fera dans toutes ces circonstances le cheval fin, le cheval de luxe. Il lui faut une nourriture plus choisie, plus riche en avoine, et plus de soins de toute sorte; il ne peut pas être attelé aussi jeune, et il travaille mal, par secousses, avec emportement; il se blesse donc plus souvent, il se tare, et dès lors, perdant presque toute la valeur qui devait compenser les frais énormes nécessités par son éducation, il reste un mauvais cheval de culture. Ni la charrue, ni le tombereau ne comportent en effet une énergie bouillante : le courage est utile là comme ailleurs, mais à la condition d'être tempéré par un peu de calme et servi par une masse musculaire assez grande. Dans les pays où se trouvent de nombreux accidens de terrain, on maintiendra les reins courts et les jarrets puissans; dans les pays de plaine, on allongera davantage le corps pour augmenter la vitesse; mais nulle part on n'oubliera que le vrai cheval de l'agriculture, c'est le cheval assez robuste pour travailler par tous les temps, dans tous les terrains et dans toutes

(1) *Manuel de l'Eleveur de chevaux*, par Félix Villeroy, t. Ier, p. 258 et suivantes.

(2) Le mouvement du commerce des chevaux éprouve en France une tendance prononcée à se diriger du nord vers le midi. C'est par les frontières belges que se fait l'importation la plus active; c'est vers l'Espagne et vers les états sardes que se dirige la plus grande partie de nos exportations. De 1827 à 1856 inclusivement, nous avons importé 28,140 chevaux entiers, 459,590 chevaux hongres et jumens, 119,310 poulains, ensemble 607,040 bêtes chevalines. Pendant la même période, nous avons exporté 5,010 chevaux entiers, 127,670 chevaux hongres et jumens, 23,670 poulains, ensemble 156,350 têtes seulement.

les situations, en un mot le vigoureux cheval de trait moyen que la jument a porté dans ses flancs pendant qu'elle traînait la charrue, — qui vient lui-même de bonne heure aider aux travaux de la ferme, pour se préparer aux fatigues de la diligence ou du roulage, — qui peut au besoin ne pas trop déshonorer la voiture de maître à laquelle on l'attellera, — qui enfin, s'il survient quelque tare ou quelque blessure, peut encore tenir utilement et longtemps sa place dans une écurie plus modeste (1).

Cela prouve avec quelle réserve doit être introduit dans les veines de nos animaux de travail le sang énergique, mais exigeant du cheval de course. Celui-ci, avec sa belle taille et son tempérament nerveux, convient quelquefois à l'amélioration des races du nord et de l'ouest, de même que l'étalon arabe, dont la taille est plus petite, mais dont la résistance est plus grande, convient mieux aux races du midi. Ni l'un ni l'autre cependant ne seraient sans inconvénient, si l'on exagérait leur rôle. Comme tout le monde, nous aimons le spectacle émouvant d'une lutte ardente entre de généreux animaux; mais nous déplorons les habitudes de maquignonnage et les passions de jeu que développent trop souvent ces concours, et nous ne croyons pas qu'une rapidité exceptionnelle, rapidité due parfois à des formes spécialement disgracieuses, à une jeunesse qu'use bien vite le régime des courses, et à une excessive irritabilité nerveuse, soit le véritable criterium de la valeur d'un cheval. Une course moins rapide, mais plus longue, sous une charge plus lourde, indiquerait mieux de solides et utiles qualités. Le galop d'ailleurs, si apprécié par l'Arabe fuyant dans le désert les poursuites de son ennemi, n'a qu'un intérêt très médiocre pour les hommes d'une société civilisée; le trot et le pas, qui permettent un travail plus fréquent et surtout plus prolongé, constituent des allures bien autrement importantes. Des bêtes à trot rapide et soutenu comme les *trotteurs* de Russie et de Hollande, des bêtes exécutant à pas allongé un labour pénible exciteraient moins, il faut en convenir, la curiosité du public. Quant à nous, qui préférons les choses utiles aux vaines pompes du spectacle, nous regrettons vi-

(1) La nouvelle administration des haras nous semble obéir à de meilleurs principes, sous certains rapports, que sa devancière. Cependant elle vient de réduire au chiffre de 80 les 240 chevaux de trait qui figuraient dans l'effectif précédent. Si « sa mission est de s'occuper, partout où les espèces se prêtent à la transformation, de faire produire, par le croisement bien entendu, le plus grand nombre possible des chevaux qui nous manquent pour le luxe et la cavalerie, » — ce qui, nous l'avouons, ne nous semble pas répondre suffisamment à tous les vrais besoins du pays, — l'administration a parfaitement raison de remplacer par des anglo-normands ou par des anglais les étalons de gros trait qu'elle supprime; mais nous n'admettons pas que des chevaux ayant du sang anglais en proportion notable soient de bons laboureurs, et puissent être partout d'un élevage lucratif.

vement les erremens que suivent depuis trop longtemps à ce sujet beaucoup d'hommes de cheval (1).

On peut faire saillir la jument à trois ans; cependant, pour la moins fatiguer, il vaut mieux attendre l'âge de quatre ans. Onze mois après, elle donne son poulain. Pour produire des poulains avec avantage, il faut de l'herbe et un peu de liberté. *La rosée refait les poulains*, dit-on dans plusieurs pays. Ce n'est point la rosée qui leur fait du bien, c'est l'exercice et la nourriture variée qu'ils trouvent à l'herbage. Aussi fait-on naître beaucoup de chevaux dans les contrées où se trouvent des pâturages convenables. De sept à huit mois, le sevrage commence, et il précède ordinairement, quoiqu'il dût la suivre, l'époque de la castration, après laquelle vient une dernière période, celle du travail, qui ne doit plus finir qu'avec l'animal même (2). Quoi qu'il en soit, entre le sevrage et le travail s'écoulent quelques mois, pendant lesquels l'avenir du jeune animal est pour ainsi dire en question. Les animaux, comme les hommes, empruntent leurs qualités ou leurs défauts à l'éducation reçue autant qu'aux tendances natives. Le jeune animal est-il traité trop brutalement ou avec trop d'indulgence, on n'aura ensuite qu'une bête rétive, capricieuse, mal dressée. Le nourrit-on médiocrement, son développement en souffre. L'attelle-t-on avec des bœufs ou avec des chevaux d'une allure mal assortie à la sienne, on fausse ses articulations, et par conséquent on diminue sa valeur future. Dans les plaines de Caen comme en Beauce, partout enfin où l'élevage est concentré entre les mains d'hommes qui aiment les chevaux et trouvent sur la ferme de quoi subvenir largement à tous les besoins du poulain, celui-ci prend chaque année plus de force et plus de prix. Il y aurait tout un volume, amusant dans les détails, mais fort triste au point de vue moral, à écrire sur les ruses impossibles auxquelles

(1) La *Revue* a publié, dans son n° du 15 novembre 1861, une excellente étude de M. Alphonse Esquiros sur *les Courses de chevaux en Angleterre*. Nous en recommandons les détails à l'attention de nos lecteurs, et nous ajouterons, avec le *Compte-Rendu de l'administration des haras pour l'année 1861* : « Pendant qu'on proclamait si haut l'importance et l'extension des courses pour les chevaux de race pure comme le criterium des reproducteurs, on déshéritait leurs dérivés, — les étalons et les chevaux de demi-sang, — des courses au trot, des *steeple-chases* et des épreuves. Aussi, à partir de cette époque, l'amélioration est-elle restée stationnaire. »

(2) C'est avant l'époque du sevrage que la castration devrait toujours avoir lieu; mais on la retarde jusqu'à deux ans quand l'avant-main et l'encolure du jeune mâle n'ont pas assez d'ampleur. Dans les provinces où les jumens poulinières exécutent tous les travaux de la ferme, il arrive souvent qu'on vende les poulains au moment du sevrage, après les avoir mis en bel état avec des farines ou avec du seigle cuit. Un autre spéculateur, qui souvent même habite une autre province, succède alors au premier maître du jeune animal. Ce nouveau-venu, qui est véritablement l'éleveur, garde le poulain pendant quelques mois sans lui imposer aucune contrainte, puis il l'habitue peu à peu à porter des harnais, et chaque jour en exige davantage.

les maquignons ont si souvent recours pour voler leurs acheteurs. La toilette des poils artistement collés sur la blessure qu'ils cachent, celle des queues artificielles, ne sont sans doute pas pratiquées par tout le monde; mais combien d'hommes cherchent, par des moyens que ne peut approuver la loyauté, à relever la valeur de leurs bêtes! On *travaille* donc souvent à donner aux animaux que l'on veut vendre des dehors trompeurs et à rapprocher autant que possible les apparences de l'âge de cinq ans, car à cet âge, nous l'avons déjà dit, le cheval atteint avec sa pleine vigueur son prix marchand le plus élevé.

Les maladies graves qui peuvent frapper particulièrement les chevaux dans une exploitation rurale sont, outre la fluxion périodique des yeux, dont le midi de la France n'a pas beaucoup à se plaindre, la pousse et les coliques rouges. Celles-ci constituent de véritables entérites, dont malheureusement la marche est parfois très rapide. Les atteintes de la pousse sont plus lentes, mais non moins cruelles. On attribue ordinairement ces terribles affections, et la morve elle-même, à une nourriture mauvaise, dont l'action funeste se complique d'excès de fatigue et de soins insuffisans. Dans bien des écuries en effet, la pousse semble résulter de l'emploi trop exclusif que presque tous nos paysans font du foin pour l'alimentation de leurs attelages. Plusieurs personnes ont prôné l'acide arsénieux comme assurant la guérison de cette dernière maladie, mais les cultivateurs auront raison de ne compter sur aucun spécifique et de s'appliquer surtout à prévenir l'invasion du mal. C'est le perfectionnement des moyens préventifs, c'est-à-dire un meilleur système de ferrure, qui a fait disparaître certaines maladies de pied dont la fréquence était autrefois si regrettable (1). C'est également la mise en pratique de tous les soins recommandés par l'hygiène qui agira le plus efficacement sur la santé des animaux. On doit donc vivement regretter que les principes de la science ne soient pas plus répandus dans les campagnes, et que le nombre de nos écoles vétérinaires reste tellement inférieur aux besoins du pays. Toutefois il faut reconnaître, en ce qui concerne la pousse, qu'une habitude impossible peut-être à détruire, l'emploi comme poulinières des jumens poussives, contribue largement à infuser le principe du mal dans le sang de nos bêtes chevalines. Tous les cultivateurs des pays d'élève cherchent à compenser ainsi par avance la perte que doit plus tard occasionner la jument malade. Il est bien difficile d'empêcher cette spéculation dernière sur une bête dont on prévoit la fin. Cependant on a lieu de s'étonner que les haras impériaux ne se

(1) Il y aurait injustice à taire que ce bienfait est en grande partie dû à l'influence de l'école de maréchalerie de Saumur, qui, en formant des maréchaux pour l'armée, est ainsi devenue pour nos campagnes une pépinière de bons ouvriers.

montrent pas plus sévères à cet égard. Ils admettent à la saillie de leurs étalons les jumens évidemment poussives qu'on leur amène tout comme celles dont les organes respiratoires sont en parfait état, et cependant plus tard l'état achètera pour sa cavalerie une partie des chevaux qui proviennent de ces regrettables accouplemens!

On demandera peut-être enfin ce que devient dans sa vieillesse extrême le cheval d'agriculture. Les bêtes bovines et ovines ont l'abattoir pour dernière étape, et elles s'y rendent avant qu'arrive la vieillesse proprement dite, car leur valeur comme bêtes de boucherie perdrait à attendre aussi tard. Quant au cheval, dont on abuse trop souvent au point de le faire vieillir avant l'âge, on le laisse sous le harnais aussi longtemps que possible. Presque jamais le clos d'équarrissage ne s'ouvre pour lui sans avoir été comme annoncé par de cruelles épreuves. L'homme, dont la fièvre des temps modernes abrége les jours, ne laisse ni vieillir les bêtes qu'il peut avoir intérêt à tuer jeunes, ni se reposer et mourir tranquilles celles dont il utilise l'énergie à son service.

La population chevaline de la France dépasse sans doute le chiffre de 3 millions de têtes; sa population asine ne s'élève pas à 500,000, et nos échanges avec l'étranger se bornent, pour les animaux de cette dernière espèce, à des chiffres également assez faibles. De 1827 à 1856, nous avons exporté 29,330 ânes seulement, et nous en avons importé 40,860. La Provence, certaines parties du Languedoc, de la Guienne et de la Gascogne, le Béarn, le Roussillon, utilisent beaucoup de bêtes asines. L'Ile-de-France et ses environs entretiennent aussi une quantité considérable d'ânes qui rendent d'inappréciables services aux habitans de ces laborieuses contrées. C'est même là que l'on en pourrait sans doute compter le plus grand nombre. Chez les propriétaires de certains pays viticoles, mais non point partout, l'emploi de l'âne est rendu commun par la nature des travaux que la vigne exige et par la situation des terrains qu'elle occupe. Dans nos villes enfin, l'humble animal traîne la voiture que nécessite l'exercice d'une modeste industrie, et sa femelle, qui sert déjà de laitière à certaines contrées du midi, fournit aux malades assez riches pour le payer un lait que l'on dit n'être pas sans vertu. Quant au nord-est, dont le climat est si rude, quant à la Bretagne, dont certains chevaux sont si petits que leur nourriture ne coûte guère plus que celle des ânes, ils ne possèdent que très peu de ces animaux.

L'étonnante sobriété de l'âne et la vigueur de sa santé, dès qu'il a échappé aux mauvaises influences que le froid exerce sur lui pendant sa jeunesse, le destinaient tout spécialement à devenir la bête du pauvre. Plusieurs causes ont également contribué à faire relé-

guer ce précieux serviteur au dernier rang de nos écuries : son manque d'élégance, son cri discordant, le préjugé populaire, enfin la tendance fâcheuse que nous avons toujours à mépriser ce qui est patient et à abuser de ce qui est bon. Il ne faut donc point s'étonner si, privé des soins qui auraient pu l'améliorer et ne trouvant guère en France la chaleur qu'il aime et dont jouit sa patrie primitive, l'âne des races vulgaires reste chez nous un animal de beaucoup inférieur à l'âne de l'Orient. Ce n'est que dans les provinces où la production des mulets lui donne une grande valeur que nous voyons l'âne parvenir à une taille élevée. Le Poitou et la race asine du Poitou sont encore, chez nous, le pays mulassier et la race mulassière par excellence. C'est là que se trouvent les plus beaux animaux. Les mâles de prix y sont toujours ceux que recouvre le poil le plus abondant. Pendant notre dernière exposition d'animaux reproducteurs, le public étonné s'arrêtait avec une curiosité soutenue devant les stalles de ces gros étalons qui, velus comme des ours, semblaient, par le mauvais état de leurs jambes crevassées et la saleté de leur robe, vouloir protester contre l'excessive coquetterie de leurs voisins. Eh bien! ces bêtes si laides en apparence, que plus de soins et un peu plus d'exercice rendraient encore meilleures et mieux portantes, représentaient l'élite de nos ânes du Poitou, les pères de ces mules gracieuses que viennent chaque année nous acheter si cher tant de pays lointains. Peu d'hommes se doutaient, avant cette exposition, qu'une telle valeur pût se cacher sous de tels dehors, et qu'un baudet pareil se payât depuis 2,000 jusqu'à 10,000 francs.

L'âne est apte à la reproduction dès sa troisième année, et il conserve sa puissance jusqu'à l'âge de quinze ou seize ans, mais il est moins sûrement prolifique que le cheval. L'ânesse porte son petit plus longtemps que la jument, de onze à douze mois, et elle n'est pas aussi facilement féconde; enfin elle donne bien plus souvent le jour à des femelles qu'à des mâles. Toutes ces circonstances, réunies à la délicatesse assez grande de l'ânon, expliquent donc le haut prix que conservent les ânes de choix dans les pays mulassiers.

L'industrie de l'homme ne se contente pas de ces deux auxiliaires. Entre l'âne et le cheval, elle conserve un intermédiaire, le mulet, dont la force plus développée que celle de l'âne, dont la sobriété et la vigueur de constitution, plus grandes que celles du cheval, sembleraient à première vue devoir multiplier considérablement l'emploi. On ne suppose pourtant pas qu'il existe en France plus de 350,000 mulets. Non-seulement les mulets sont moins nombreux que les ânes, mais encore ils sont plus irrégulièrement dispersés sur

la surface du pays. Ils se trouvent agglomérés tout spécialement dans quelques-uns de nos départemens du sud et dans la petite région de l'ouest qui s'occupe le plus particulièrement de les produire. Dans les écuries du nord de la France, ils ne constituent au contraire qu'une très rare exception.

Les précieuses qualités du mulet sont incontestables. Il est sobre, robuste, il a le pied sûr, il est, pour le service du bât, supérieur au cheval, et il dure longtemps. C'est donc bien la bête des pays de montagnes un peu arides et aussi la bête du midi, où il résiste au chaud mieux que ne le fait le cheval, tout en se contentant d'une nourriture médiocre. C'est encore la bête qu'emploie presque toujours de préférence le petit meunier de campagne, lorsque, assis sur le sac dont est chargée sa monture, calculant d'avance les fraudes qui lui permettront de faire plus grosse que ne le préciserait une conscience délicate la part à laquelle il a droit, et trompant par le bruit de son fouet et le refrain de ses chansons la solitude des longs chemins, il va de chaumière en chaumière chercher les grains qu'on lui confie et rapporter les farines qu'il confectionne. Toutefois le mulet a ses défauts; qui n'a pas les siens? Il est entêté et vindicatif; comme l'âne, il souffre des mauvais temps, de la pluie et des brouillards; aussi le nord, qui d'ailleurs élève beaucoup de chevaux, n'adopte-t-il pas le mulet.

La mule, quoique moins forte que le mulet, se vend plus cher; la faveur dont elle jouit doit être attribuée à son caractère, qui est plus doux, et à sa santé, qui est meilleure. « Pour moi, écrivait Jacques Bujault, quand j'ai deux belles mules à ma charrue, j'ai soixante ans de moins, et suis le paysan le plus glorieux de la terre. » Grâce à la taille et à la race de l'âne, grâce surtout aux qualités spéciales que l'ancienneté des accouplemens avec la race asine a infusées dans le sang des bêtes chevalines du pays, c'est dans le Haut-Poitou que l'on obtient les produits les plus beaux et les plus estimés. Dans les montagnes du centre de la France, les mulets sont agiles et légers; dans les Pyrénées, ils sont grands et minces; mais dans les autres contrées où l'on en fait naître, même dans les provinces de l'est, où cette industrie devient un peu plus active qu'autrefois, leur physionomie manque en général d'un caractère constant, parce que les parens employés à cette production sont eux-mêmes empruntés à trop de familles différentes, sans se préoccuper assez de compenser chez la jument, par des proportions contraires, la croupe et le poitrail étroits, la tête grosse et l'encolure courte qui distinguent l'âne. Entreprise ainsi au hasard, souvent avec des jumens de rebut, toujours avec des bêtes qui n'ont point reçu de leurs ancêtres une prédisposition particulière, la façon du mulet

ne peut ni se réaliser aussi fréquemment ni fournir à l'éleveur d'aussi bons animaux.

Comme le muleton croît vite, s'élève facilement et travaille jeune, dès l'âge de dix-huit mois, il est naturel que son producteur le garde plus longtemps que les producteurs de chevaux ne gardent leurs poulains. Le Poitou ne vend donc guère ses muletons avant un an au plus tôt, et encore en conserve-t-il un tiers jusqu'à un âge plus avancé, de deux à cinq ans. Cependant l'élevage des jeunes mulets commence à se répandre dans certaines parties de la Guienne, du Languedoc et du Dauphiné, et cette heureuse combinaison profite également aux pays producteurs, qui peuvent ainsi faire naître davantage, et aux pays éleveurs, qui retirent de leurs soins un important bénéfice. De 1827 à 1856, nous n'avons importé en France que 20,450 mulets, venus pour la plupart des états sardes, et nous en avons exporté 476,230, qui nous ont été achetés principalement par l'Espagne, et en moindre nombre par nos propres colonies. Outre les acheteurs étrangers, l'administration de la guerre pour son train d'artillerie et le service de l'Algérie, la France elle-même pour les besoins de son roulage et de son agriculture dans plusieurs provinces, semblent assurer à nos mules un débouché de plus en plus avantageux.

Quand on intervertit les rôles et que l'on marie une ânesse à un cheval, l'hybride obtenu se nomme bardot. Ce nouvel animal est ordinairement plus robuste que le mulet, mais sa conformation est moins régulière. Le bardot est assez souvent une bête mal faite et *décousue*. On le demande peu; aussi le fait-on naître rarement. Les cultivateurs n'ont guère à s'en préoccuper, et nous ne leur conseillerions pas de se livrer à des tentatives ou à des expériences qui pourraient leur devenir fort inutilement onéreuses.

Tels sont les animaux que l'agriculture destine surtout à l'accomplissement de ses rudes travaux. Néanmoins il est encore un herbivore, le bœuf, que l'homme utilise alternativement et comme bête de travail et comme bête de rente. Nous sommes loin d'oublier, après l'avoir déjà signalée, la part considérable que le bœuf prend au labour de nos champs; mais comme ce dernier auxiliaire finit toujours par se transformer en bête de boucherie, il ne peut guère être séparé du *bétail de rente*, et il a sa place marquée à la tête d'un groupe d'animaux domestiques bien digne d'être étudié à part.

L. VILLERMÉ.

LA JEUNESSE

DE

CHARLOTTE CORDAY

Au commencement de l'hiver de 1860 s'est éteinte dans sa quatre-vingt-huitième année une parente de ma mère, qui avait conservé jusqu'aux derniers jours de sa vie les dons les plus précieux du cœur et les plus rares facultés de l'esprit. Mme de M..., depuis longtemps veuve et sans enfans, vivait fort retirée tantôt à R..., tantôt dans une campagne voisine, ne recevant chez elle qu'un petit nombre d'amis. La seule infirmité de son grand âge était une surdité qui ne l'empêchait pas de prendre une part active à la conversation. Elle y apportait une vivacité singulière, une érudition surprenante pour qui n'aurait pas su que, possédant plusieurs langues, elle consacrait à la lecture ses journées presque entières et la plus grande partie de ses nuits. Légitimiste ardente, passionnée jusqu'à perdre, lorsqu'il était question de politique, la liberté de son jugement, sans jamais perdre sa gaîté, elle en était restée à 1788. C'est tout au plus si elle reconnaissait la restauration; pour elle, la monarchie de 1830 n'avait pas existé. Jamais cependant ses affections privées ne souffrirent du dissentiment qui existait sur ce point entre elle et une partie de sa famille; jamais un seul mot de ses virulentes sorties ne s'adressa à ceux qui l'aimaient et la respectaient trop pour vouloir la contredire, mais qui ne pouvaient s'empêcher parfois de protester doucement. C'était donc un esprit original, mais charmant, un caractère pétulant et ferme, un cœur dévoué, fidèle et sûr. J'ai passé près d'elle bien des heures de ma jeunesse, et ses récits ont

enchanté mon enfance. Plus tard la distance qui nous sépara rendit moins fréquentes des relations qui restèrent toujours affectueuses et douces; jamais l'année ne s'écoulait sans que je fisse au moins une fois le voyage de R...

Un jour que Mme de M... venait d'évoquer, comme elle se plaisait à le faire souvent, avec une incroyable sûreté de mémoire, des scènes du siècle passé, elle remit en mes mains un manuscrit où, bien des années auparavant, elle avait fixé le souvenir de ses relations avec Charlotte Corday, me recommandant de publier après elle les pages qu'elle avait consacrées à l'amie de son enfance. Je remplis aujourd'hui ce devoir, et, si j'attache mon nom à cette publication, on comprendra, je l'espère, que mon seul motif est d'en garantir l'authenticité par mon témoignage, et d'expliquer comment ces papiers sont venus en ma possession.

Une grande obscurité a toujours enveloppé la jeunesse de Charlotte Corday; c'est la première fois, si je ne me trompe, que des détails intimes et authentiques sont racontés par un témoin irrécusable sur les premières années de la vie de *cette femme extraordinaire* (1). Je ne me suis pas cru permis de changer un seul mot. J'aurais pu retrancher des passages destinés à rectifier des faits désormais incontestés et à réfuter des calomnies que nul n'oserait répéter; si je ne l'ai pas fait, c'est que j'ai voulu conserver toute son originalité à cette esquisse.

Lorsque Mme de M... écrivait, Charlotte Corday n'avait pas encore obtenu de tous l'impartiale justice que la postérité lui accordera. Plusieurs des histoires de la révolution, entre autres l'*Histoire de la Convention*, par M. de Barante, n'avaient pas paru. Son récit fidèle aurait trouvé grâce devant Mme de M... Si elle s'est appliquée, avec une ardeur enthousiaste, à rendre au caractère de Charlotte Corday sa physionomie véritable, je ne rencontre rien dans ses jugemens qui l'eût empêchée de souscrire à ceux de l'éminent historien : « Il est impossible de ne pas être désolé en voyant quel désordre avait jeté dans une âme si généreuse et si pure l'influence de l'époque où elle vivait. L'oubli ou le dédain des devoirs religieux et moraux, l'orgueil du sens individuel, la foi accordée à un langage emphatique et théâtral, l'anarchie des opinions, avaient égaré

(1) Dans une publication pleine d'intérêt récemment faite par M. Ch. Vatel, et qui contient les pièces du procès de Charlotte Corday, se trouve entre autres une lettre du comité de sûreté générale de la convention à Fouquier-Tinville. On y lit : « Le comité pense qu'il est inutile et qu'il serait peut-être dangereux de donner trop de publicité aux lettres de *cette femme extraordinaire, qui n'a déjà inspiré que trop d'intérêt aux malveillans.* » — « *Cette femme extraordinaire!* remarque M. Ch. Vatel; une telle expression signée de tels noms est peut-être l'hommage le plus significatif qu'ait reçu la mémoire de Charlotte Corday. »

et comme enivré ce caractère naturellement noble et sensible; l'acte insensé qu'elle accomplit fut le crime de son temps plus que le sien; elle marcha à l'assassinat comme elle eût marché au martyre, et répandit le sang de Marat moins volontiers qu'elle n'eût versé le sien pour la cause de l'humanité (1). »

Charlotte Corday se trompa doublement. Républicaine et fédéraliste, elle hâta la perte des fédéralistes et ne sauva pas la république de ses fureurs sanguinaires, car à Marat allait succéder Robespierre, et ce n'était pas un acte isolé d'abnégation et de courage qui pouvait sauver une nation courbée sous la terreur. Son nom passera aux âges futurs avec la mémoire d'un acte que l'indignité de la victime ne peut réhabiliter. Jamais aucune cause, si juste et si innocente de toute complicité qu'elle puisse être, ne verra le poignard armer ses défenseurs sans un profond dommage pour ces principes inflexibles de morale publique que les honnêtes gens de tous les partis ont pour premier devoir et pour intérêt suprême de respecter et de défendre.

« On a beaucoup parlé, beaucoup écrit sur Charlotte Corday. Personne jusqu'ici ne l'a bien connue ni jugée. Presque tous ont substitué la fable à l'histoire et entrepris, en peignant un portrait de fantaisie, selon qu'ils étaient diversement inspirés, de condamner ou d'absoudre l'acte d'intrépidité et de dévouement qui doit éterniser son nom. Son action, blâmable sans doute, fut inspirée par un unique sentiment, trop rare de nos jours, l'amour de la patrie.

« Charlotte Corday s'est dévouée pour son pays. Elle l'a cru du moins, et cette erreur peut, jusqu'à un certain point, ennoblir un crime dont le principe fut si désintéressé et si pur. Charlotte Corday, dans la fleur de l'âge et de la beauté, sacrifia sa vie pour sauver celle de milliers de Français et éteindre le flambeau des discordes civiles. Il fallait un but aussi élevé, un motif aussi puissant, pour déterminer cette fille célèbre à agir d'une manière si opposée à la délicatesse de son sexe, à la douceur de ses mœurs, à la sensibilité de son cœur; mais nos chroniqueurs, si habiles à décrire les scènes des siècles passés, sont souvent moins heureux quand il s'agit de notre temps. Privés de documens authentiques, ils font penser et agir leurs héros comme ils sentiraient et agiraient eux-mêmes; c'est

(1) *Histoire de la Convention nationale,* par M. de Barante, t. III, p. 203.

ainsi qu'ils ont rapetissé cette âme si grande et si fière à leurs mesquines proportions. Incapables de s'élever à sa hauteur, ils lui ont créé des mobiles à la portée du vulgaire. Il ne leur appartenait pas de comprendre ce sentiment exalté, ce dévouement sublime et ce mâle courage qui, malgré la révolte d'une nature compatissante et douce, ont armé le bras de Charlotte Corday et conduit son fer vengeur jusqu'au sein du monstre qui ne méritait pas de mourir d'une telle main.

« Je ne puis, hélas! imposer silence au mensonge et à la sottise, je ne puis effacer tant de stupides écrits où se trouve indignement travestie une action dont les textes sacrés nous fournissent seuls l'exemple; mais du moins, moi qui ai connu l'héroïne, moi qui fus son amie, je puis démentir ses calomniateurs. Je crois devoir à sa mémoire une sorte de réhabilitation morale, et, sans la condamner ni l'absoudre, je la montrerai sous son vrai jour avec des détails dont j'atteste la scrupuleuse fidélité. On la verra telle qu'elle fut dans ses jeunes années, et on pourra la suivre jusqu'à cette époque néfaste où le malheur des temps, développant une riche et puissante organisation, plongea la jeune fille dans cette exaltation qui lui fit donner et recevoir la mort avec une égale intrépidité.

« Lorsque Charlotte Corday eut envoyé Marat devant le tribunal de Dieu, et que la justice des hommes eut prononcé sa propre sentence, on inventa mille fables absurdes sur le compte de celle qui avait arrêté cette carrière souillée de tant de sang et de crimes. Je me souviens d'avoir vu alors une image qui la représentait en costume de simple ouvrière coiffée d'un petit bonnet rond. On en faisait une espèce de grisette qui avait voulu venger son amant, que Marat, disait-on, avait fait monter à l'échafaud. A Charlotte Corday un amant!... Mais cette explication était simple, probable, à la portée de ceux qui la donnaient et de ceux qui la recevaient. Ainsi représentée et ravalée au niveau des femmes ordinaires, elle était mieux comprise. On la plaignait, on la trouvait presque excusable, et plus d'une jeune fille dut se dire, dans le secret de son cœur : « J'en aurais fait autant. » Mais Charlotte Corday était bien supérieure aux faiblesses humaines, et son poignard eût dédaigné de venger une injure personnelle, une infortune vulgaire. Arracher son pays à la tyrannie d'un scélérat, arrêter l'effusion du sang, imposer un silence éternel à cette voix frénétique qui demandait cent mille têtes, tel fut le vrai, le seul motif qui fit une Judith de cette créature modeste et timide dont la vie, jusqu'à ce terrible jour, avait été paisible, innocente et cachée. Voilà ce qui mit en elle cette mâle énergie qui ne l'abandonna pas un seul instant et qu'elle porta sur l'échafaud. Française par la naissance, Romaine par le cœur, elle ne dé-

mentit pas cette seconde patrie dont l'histoire eut tant d'influence sur sa destinée.

« Arrière-petite-fille du grand Corneille (1), Charlotte était fille de M. de Corday d'Armont, gentilhomme de race, et de Mlle de Ménival. M. d'Armont (car il était connu sous ce nom) avait quatre enfans, deux fils et deux filles. L'aîné des garçons était placé à l'école militaire, et le second devait y entrer à son tour quand il aurait atteint l'âge. Cette famille, peu favorisée de la fortune, habitait une toute petite maison située sur la butte Saint-Gilles, à deux pas de cette belle Abbaye-aux-Dames, l'un des ornemens de la ville de Caen, et fondée par la femme de Guillaume le Conquérant, la reine Mathilde, qui fut, après sa mort, déposée dans le chœur de l'église. La famille d'Armont vivait avec la plus stricte économie et voyait peu de monde. Ma sœur, plus âgée que moi de huit ans, s'était liée, par suite du voisinage, avec Mlle d'Armont. M. et Mme d'Armont s'imposaient les plus grands sacrifices pour subvenir aux dépenses de leur fils aîné et se préparer à celles qu'allait bientôt nécessiter le plus jeune. Le père, homme doux et grave, avait l'habitude de mettre son argent dans un tiroir ouvert à ses enfans. Il leur en disait le chiffre, leur détaillait l'emploi qu'il comptait en faire, et par cette confiance il atteignait pleinement son but. Il leur faisait connaître la modicité de ses ressources et combien il fallait d'économie pour qu'elles pussent suffire aux besoins de la maison; aussi tous les enfans refusaient absolument tout achat superflu dont ils auraient été l'objet, et chacun d'eux se multipliait en quelque sorte pour servir et aider de si bons parens. Ils avaient en cela un parfait modèle à suivre en leur sœur aînée, douce, calme, douée d'une raison au-dessus de son âge, car elle avait à peine douze ou treize ans quand nous vînmes habiter le quartier Saint-Gilles. C'était une jeune personne accomplie, soumise, laborieuse, bonne et prévenante envers tous. Elle s'appliquait à tous les travaux du ménage pour soulager sa mère, et quoique sa santé fût délicate alors, elle remplissait les fonctions dont elle avait voulu se charger avec la maturité d'une petite femme.

« On se réunissait souvent chez Mme d'Armont. Je me rappelle qu'un matin nous rencontrâmes, dans l'allée d'ormes qui longeait un des murs extérieurs de l'abbaye, Mlle d'Armont, qu'on rapportait pâle, la figure couverte de sang, et presque évanouie à la suite

(1) Marie Corneille, fille aînée du grand Corneille, veuve en première noces de M. de Guénébault, se maria en secondes noces à M. Jacques de Farey. Leur fille, Françoise de Farey, épousa M. de Corday, et fut mère de Jean-François de Corday d'Armont, marié à Charlotte Godier de Ménival et père de Charlotte Corday. (Note de Mme de M...)

d'une chute qu'elle venait de faire en sortant de l'église. Elle souriait pour rassurer sa mère alarmée, qui ne pouvait obtenir d'elle l'aveu de ses souffrances, et qui disait à la mienne : « Ah ! madame, cette petite fille est dure à elle-même. Elle ne se plaint jamais, et je suis obligée de deviner quand elle est malade, car elle ne le dirait pas. »

« Cette Abbaye-aux-Dames m'a laissé de bien doux souvenirs. Ils me sont encore présens après tant d'années; ils ont survécu à l'abbaye elle-même, qui est devenue, je crois, le siége de la division militaire. Mme de Belsunce en était alors abbesse, et elle élevait près d'elle une de ses nièces, Mlle Alexandrine de Forbin d'Oppède (depuis chanoinesse). Lorsque Mme d'Armont mourut, à quarante ans environ, en couches d'un cinquième enfant qui ne survécut que peu d'instans à sa mère, l'abbesse, émue de compassion pour ces jeunes personnes privées de leur mère, proposa au père désolé de se charger d'elles et de leur faire partager l'éducation que Mlle de Forbin recevait dans la communauté. Le pauvre gentilhomme accepta avec reconnaissance cette offre d'autant plus bienveillante que jamais on n'admettait de pensionnaires dans cette abbaye royale. Il confia donc les jeunes orphelines à cette haute protection, et quitta tout à fait la ville pour se retirer à la campagne. Vers la même époque, mes parens changèrent de résidence et s'établirent dans la rue Saint-Jean. L'Abbaye-aux-Dames devint pour nous un pays lointain. Nos relations avec le faubourg Saint-Gilles furent quasi rompues, et ma mère, sachant les demoiselles d'Armont en si bonnes mains, ne s'en occupa plus.

« La révolution s'inaugura à Caen sous des auspices qui pouvaient en présager les sanguinaires fureurs. Je n'oublierai jamais cette terrible journée d'août, lorsque le jeune vicomte Henri de Belsunce, neveu de l'abbesse et major en second au régiment de Bourbon, fut massacré par la populace. D'horribles épisodes ajoutèrent, si faire se peut, à l'atrocité du forfait; des cannibales n'auraient pu faire pis. Le vicomte de Belsunce avait vingt et un ans; c'était un fort joli homme, brun, pâle, élancé, à la tournure élégante, aux manières distinguées, mais dédaigneuses. La veille encore, il s'était attelé à un petit chariot pour nous promener dans les allées du jardin de l'hôtel de Faudoas, ma pauvre Éléonore et moi. Mme de Belsunce survécut peu à son neveu. Mme de Pontécoulant lui succéda et continua la même protection aux demoiselles d'Armont, que nous avions tout à fait perdues de vue.

« 1791 était arrivé. Ma mère m'avait menée pour la première fois à Paris, où mon père avait été appelé par des affaires. Nous fûmes témoins du retour de Varennes, et nous nous empressâmes

de quitter cette ville, déjà si funeste, que tant de nouveaux crimes allaient bientôt souiller. A peine arrivées à Caen, nous vîmes accourir Mme de Bretteville. Ici une courte digression est nécessaire.

« Née pour être une riche héritière, Mlle Lecoutelier de Bounebos était fille d'un vieil avare qui ne put jamais se décider à lui donner une dot. Aussi ce n'est qu'à l'âge de quarante ans qu'elle fut enfin mariée à M. de Bretteville, gentilhomme ruiné qui courut la chance de la succession. Il l'attendit longtemps et mourut trois mois après son beau-père. Mme de Bretteville, veuve avec quarante mille livres de rente, ne changea rien à un genre de vie auquel l'avaient habituée de longues années de pénurie; elle garda sa vieille maison, ses vieux meubles, sa table mesquine, ses vêtemens communs. Timide et crédule, elle craignait toujours d'être la victime des intrigans de bas étage qui tentaient de l'exploiter. Ce fut là ce qui la rapprocha de nous et lui fit chercher près de ma mère des conseils et un appui.

« Mme de Bretteville, enchantée de nous voir revenir à Caen, était à notre porte presque en même temps que nous. « Quel bonheur que vous soyez de retour! dit-elle à ma mère. Je ne savais plus à quel saint me vouer. Vous voilà enfin, je me regarde comme sauvée; mais je suis bien tourmentée. — Eh! de quoi? lui demanda ma mère. — Vraiment, pendant votre absence il m'est tombé des nues une parente que je ne connais pas du tout et dont j'ai perdu la famille de vue depuis bien des années. Elle est venue, il y a un mois, descendre chez moi, accompagnée d'un porteur chargé d'une malle. Elle m'a dit qu'elle avait des affaires à Caen et qu'elle espérait que je voudrais bien la recevoir. Elle s'est nommée; c'est en effet une parente, mais je ne l'avais jamais vue, et cela me gêne beaucoup. — Pourquoi? Vous êtes seule, vous n'avez pas de société intime, cela mettra de la gaîté chez vous et vous fera compagnie. — Pas trop, car elle ne parle guère. Elle paraît taciturne et concentrée, elle est toujours plongée dans je ne sais quelles réflexions; enfin je ne sais pourquoi, mais elle me fait peur; elle a l'air de méditer un mauvais coup. »

« Combien de fois depuis, ma mère et moi, ne nous sommes-nous pas rappelé ces paroles de Mme de Bretteville, cette femme si simple, si bornée! L'instinct serait-il donc moins trompeur que l'esprit?

« Mme de Bretteville, rassurée par l'appui qu'elle savait trouver chez ma mère, nous quitta enfin; mais il fallut lui promettre d'aller chez elle le jour même, malgré la fatigue de deux nuits passées en voiture. Elle voulait absolument que ma mère vît sa jeune parente et tâchât de savoir pourquoi elle venait ainsi, sans cérémonie, s'in-

staller chez elle, qui ne la connaissait *ni d'Ève ni d'Adam*, ce fut son expression.

« Nous fûmes exactes au rendez-vous, et peu après nous vîmes paraître une grande et belle personne qui courut vers ma mère les bras ouverts et l'embrassa avec effusion. Ma mère, étonnée de cet accueil de la part d'une inconnue, la regardait en silence, cherchant à se rappeler ses traits. La jeune personne s'en aperçut. « Eh quoi! lui dit-elle, m'avez-vous donc tout à fait oubliée? Ne vous rappelez-vous plus la petite d'Armont? » Ce fut un trait de lumière. La reconnaissance fut bientôt aussi affectueuse d'un côté que de l'autre. Mme de Bretteville, rassurée sur l'identité de sa jeune parente, perdit toutes ses frayeurs; on se vit tous les jours, et l'on reprit les anciens erremens comme si l'intimité d'autrefois n'eût subi aucune interruption.

« J'avais appris l'anglais et l'italien. Mlle d'Armont voulut être mon écolière; mais ses progrès ne répondirent pas à mon attente. Elle était devenue très grande et très belle; sa taille, parfaitement prise, quoiqu'un peu forte, ne manquait pas de noblesse. Elle s'occupait fort peu de sa parure et ne cherchait nullement à faire valoir ses avantages personnels. Ma mère se chargea de rectifier son goût, et moi je plaçais souvent un ruban dans ses cheveux, cherchant à les arranger d'une façon plus gracieuse. Mme de Bretteville lui fit présent de plusieurs jolies robes; ma mère présida à la coupe, et Mlle d'Armont devint une tout autre personne malgré le peu de soin qu'elle donna toujours à sa toilette. Elle était d'une blancheur éblouissante et de la plus éclatante fraîcheur. Son teint avait la transparence du lait, l'incarnat de la rose et le velouté de la pêche. Le tissu de la peau était d'une rare finesse; on croyait voir circuler le sang sous un pétale de lis. Elle rougissait avec une facilité extrême et devenait alors vraiment ravissante. Ses yeux, légèrement voilés, étaient bien fendus et très beaux; son menton, un peu proéminent, ne nuisait pas à un ensemble charmant et plein de distinction. L'expression de ce beau visage était d'une douceur ineffable, ainsi que le son de la voix. Jamais on n'entendit un organe plus harmonieux, plus enchanteur; jamais on ne vit un regard plus angélique et plus pur, un sourire plus attrayant. Ses cheveux châtain clair s'accordaient parfaitement avec son visage; enfin c'était une femme superbe. Elle se tenait mal, sa tête se penchait légèrement en avant, et nous lui faisions souvent la guerre à ce sujet. Elle souriait et promettait de se corriger; mais, si elle l'essayait, ses efforts restaient sans succès.

« Ma mère lui demanda pourquoi elle avait quitté l'abbaye. — C'était pour se réunir à son père, privé depuis si longtemps de la

société de ses deux filles. — Pourquoi elle était venue à Caen. — Ici sa réponse fut moins claire, moins précise, et nous apprîmes depuis qu'elle s'était brouillée avec son père par suite d'une différence d'opinions. Le vieux gentilhomme, fidèle à la tradition de ses pères, était royaliste jusqu'à la moelle des os. La fille, nourrie de la lecture constante des auteurs grecs et romains, ses plus chers favoris, avait manifesté quelques sentimens républicains que cette étude, méditée dès sa plus tendre enfance, avait fait germer en elle avant même que la révolution française commençât à les propager. Les événemens n'avaient fait que les développer; ils existaient presque à l'état inné dans cette âme virile et fière. Les vertus antiques excitaient son admiration et son enthousiasme. Elle méprisait nos mœurs faciles et relâchées; elle regrettait les beaux temps de Sparte et de Rome. Elle aurait dû en effet naître dans ces temps héroïques. « Mais, disait-elle, cette république aux vertus austères, aux dévouemens sublimes, aux actions généreuses, telle qu'elle l'avait rêvée, les Français n'étaient pas dignes de la comprendre et de la réaliser. Notre nation était trop légère; elle avait besoin d'être retrempée, régénérée, de chercher dans les fastes du passé la tradition du beau, du grand, du vrai, du noble, et d'oublier toutes les frivolités qui engendrent la corruption et la dégénération des peuples. »

« Telles étaient ses expressions quand elle se livrait à l'entraînement d'une conversation intime, et qu'elle sortait pour ainsi dire à son insu de la réserve habituelle dont elle s'enveloppait comme d'un manteau impénétrable.

« Ce ne fut pas tout de suite, mais seulement à la longue, que les opinions de Mlle d'Armont nous furent révélées. Mme de Bretteville et toute sa société (en nous comptant) détestaient les innovations et voyaient de très mauvais œil la prétendue régénération qui se manifestait par l'incendie, le pillage, les révoltes et les massacres. La torche des lumières nouvelles n'éclairait pas, elle brûlait, et commencer par tout détruire nous semblait un singulier moyen d'améliorer.

« En général Mlle d'Armont pensait plus qu'elle ne parlait. Elle gardait volontiers le silence, et souvent, quand on lui adressait la parole, elle semblait sortir, comme en sursaut, de sa rêverie habituelle. On aurait dit que son esprit, rappelé soudainement d'une course lointaine, revenait d'une région inconnue où sa pensée l'avait emportée. Peut-être craignait-elle de se montrer en opposition trop directe avec les personnes qui l'entouraient et de heurter leurs affections ou leurs croyances; mais quand elle se laissait entraîner soit par les questions de ma mère, qui l'aimait véritablement, soit

par l'attrait du sujet que l'on traitait, alors elle se livrait davantage et nous étonnait par l'élévation de ses idées et par des citations multipliées relatives aux héroïnes de l'antiquité. C'était pour elle un thème inépuisable. La mère des Gracques, celle de Coriolan, les Pauline, les Porcie, passaient rapidement sous nos yeux avec toute la pompe de l'histoire et la majesté des siècles passés. C'était très bien; mais cette manie revenait si souvent que je craignis à la fin que l'ancienne amie de ma sœur, la mienne à présent, ne parût un peu pédante et ne se rendît ridicule. Je l'en avertis consciencieusement. Aussi, quand Véturie ou Cornélie se présentait à sa mémoire, elle me regardait tout de suite, rougissait, et la citation expirait sur ses lèvres. Je crus pendant un temps avoir réussi à la débarrasser de ce bagage classique qu'elle traînait à sa suite; mais, si elle supprimait à cause de moi l'éloge de ses héroïnes révérées, elle en gardait le culte dans son cœur.

« On a imprimé à diverses reprises que Mlle d'Armont avait aimé le jeune vicomte de Belsunce, et que c'était pour le venger que, quatre ans plus tard, elle avait poignardé Marat. On en a dit autant de Barbaroux, car la tragédie sans amour ne répond pas au goût du siècle. Ces deux assertions sont également fausses et absurdes : non-seulement elle n'a jamais aimé M. de Belsunce, mais elle se moquait de ses manières efféminées. Aucun homme ne fit la moindre impression sur elle; ses pensées étaient ailleurs. Je puis du reste affirmer que rien n'était plus éloigné d'elle que l'idée du mariage. Elle avait refusé plusieurs partis fort convenables et déclaré sa ferme résolution de ne pas changer de position. Était-ce que cet esprit si fier se révoltât à la seule pensée de se soumettre à un être inférieur à elle? était-ce répugnance de cette âme virginale? Je ne l'ai jamais su; mais, d'après le cours de nos conversations intimes, si souvent répétées, j'atteste que nul ne put jamais se vanter de lui avoir plu, d'avoir pris une place quelconque dans son cœur. « Jamais, me disait-elle quelquefois, je ne renoncerai à ma chère liberté; jamais vous n'aurez, sur l'adresse de vos lettres, à me donner le titre de madame. » Ni Barbaroux ni aucun de ses collègues, avec lesquels ses rapports sont postérieurs à mon séjour à Caen, n'a pu altérer cette résolution inébranlable. Leur liaison avec elle fut toute politique. Son cœur héroïque n'était susceptible que d'un seul amour, le plus noble de tous, auquel elle a tout sacrifié, l'amour de la patrie. — Elle était, je crois l'avoir déjà dit, d'une extrême réserve, timide même, dénuée de toute coquetterie. Elle ne cherchait ni à plaire ni à briller. Pieuse par sentiment dès sa plus tendre enfance, elle avait, dans son long séjour à l'Abbaye-aux-Dames, fortifié ses croyances religieuses, qui étaient aussi profondes que sincères, et

qu'elle poussait jusqu'au scrupule. Elle ne connaissait pas un seul roman. Le tour de son esprit était trop sérieux, trop solide pour lui permettre de trouver du charme à ces sortes de fictions. L'*Histoire philosophique des Deux Indes* par l'abbé Raynal avait cependant trouvé grâce devant ses yeux; mais elle n'avait jamais voulu lire les œuvres de Voltaire et de Rousseau, dans la crainte, disait-elle, d'*altérer la pureté de sa foi*. Elle était sur ce point d'une rigueur remarquable. Ayant entendu parler de l'éloquence de l'abbé Fauchet, récemment nommé évêque constitutionnel du Calvados, que plusieurs royalistes allèrent entendre, non comme chrétiens soumis à son pouvoir épiscopal, mais comme curieux disposés à épiloguer sur ses doctrines, elle ne se laissa pas entraîner par cet exemple. Elle regrettait beaucoup, nous dit-elle, que *sa conscience ne lui permît pas de juger par elle-même du talent de cet orateur* (1). Elle déplorait les scènes scandaleuses qui se succédaient dans les campagnes à l'occasion des curés assermentés, qu'elle appelait des *intrus*, et son cœur se révoltait contre ces saturnales impies. C'est alors que les citations de l'histoire grecque et romaine venaient sans interruption et sans mesure pour prouver combien les beaux temps des républiques de l'antiquité étaient préférables *à ces essais vulgaires faits pour dégoûter à jamais de ce genre de gouvernement, le plus noble de tous*.

« Ce fut à une de ces professions de foi involontaires que ma mère, l'arrêtant tout à coup, lui dit : « Est-ce que par hasard vous seriez républicaine, ma chère? » Elle rougit, puis répondit avec calme : « Je le serais, si les Français étaient dignes de la république. » Si Mlle d'Armont eût vécu au temps des persécutions de l'église, elle serait sans doute morte martyre de sa foi. La vierge chrétienne aurait bravé les tortures; on ne l'aurait pas vue pâlir dans l'arène ensanglantée. Née à une époque moins glorieuse, mais non moins orageuse, elle est morte pour ses opinions politiques, et l'antiquité n'offre aucun exemple de fermeté stoïque qu'elle n'ait atteint, si elle ne l'a surpassé.

« Toute jeune que je fusse alors, je me mis en tête de rectifier les opinions erronées de Mlle d'Armont, et cette controverse revint souvent. J'y apportais une vivacité, un entraînement qui, selon moi, auraient dû triompher de l'hérésie la plus invétérée. Elle ne refusait pas le combat. Sa discussion était serrée, rapide, lumineuse; moi, je mettais le sentiment bien au-dessus du raisonnement. Je

(1) Il est assez curieux que ce même Fauchet, de qui Charlotte Corday était inconnue et qu'elle refusait d'aller entendre, fût destiné à l'introduire dans les tribunes de la convention la veille de la mort de Marat, complaisance qui devait lui coûter la vie.

m'attendrissais sur le sort de Louis XVI, quoique rien n'annonçât alors la fin funeste qui lui était réservée à la honte éternelle de la France. Tout pour le roi, telle était ma devise. Mlle d'Armont avait pour maxime que « les rois sont faits pour les peuples et non les peuples pour les rois. » C'était vrai sans doute, mais cela m'offensait dans l'objet de mon idolâtrie. Le calme imperturbable de mon adversaire m'impatientait, et je me brouillais avec elle; puis je me raccommodais et m'efforçais d'obtenir quelques concessions... Impossible; elle était trop vraie pour déguiser ses sentimens.

« Hélas! à propos de ce royalisme incarné qui faisait et qui fait encore une partie de mon existence, je me souviens qu'un jour, assise dans les belles allées du jardin de l'hôtel Faudoas avec ma bien-aimée Éléonore, lisant avec elle l'histoire d'Angleterre, je pleurais à chaudes larmes sur les malheurs de Charles Ier et me passionnais pour les traits de dévouement qui ont immortalisé les partisans des Stuarts. « Vois-tu, ma chère, disais-je à ma petite amie, voilà comme je ferais si la même chose arrivait en France. Je me sacrifierais pour mon roi; je voudrais mourir pour lui! — Oh! répondait-elle, je le servirais assurément de tout mon pouvoir, mais pas jusqu'à la mort. J'aimerais bien mieux garder ma tête, fût-elle à l'envers. » — Ce mot n'est jamais sorti de ma mémoire depuis l'époque où cette tête charmante tomba sous la hache révolutionnaire. Elle voulait vivre, et elle a péri! Moi, je voulais mourir, et je vis encore pour pleurer tant d'amis si chers et pour gémir sur les malheurs de mon pays!

« Mais revenons à Mlle d'Armont. Nous allions encore nous séparer, car mes parens se préparaient à quitter Caen pour se fixer à Rouen. Les têtes chaudes et fanatisées de Caen ne promettaient aucune sécurité. Les Rouennais au contraire jouissaient d'une réputation de sagesse et de modération qu'ils n'ont pas démentie pendant le régime de la terreur. Mme de Bretteville, désolée de nous perdre et mourant de peur, était presque déterminée à nous suivre; sa jeune parente l'y poussait de tout son pouvoir. Un seul obstacle s'opposa à la réalisation de ce projet, et cet obstacle fut invincible. La vieille dame avait entendu dire qu'il fallait traverser un pont de bateaux pour entrer dans la ville, et la voilà frappée de la peur que ce pont s'en allât à la dérive quand elle serait dessus et l'emportât en pleine mer. Si ridicule que cette crainte puisse paraître, il fut impossible de la déraciner de cette tête étroite, qui ne pouvait contenir deux idées à la fois. Toute notre éloquence, tous nos raisonnemens échouèrent devant un entêtement suprême. On proposa alors d'aller par Paris pour éviter le pont. C'était bien pis encore. Paris! c'était avoir perdu l'esprit que se risquer à un si

périlleux passage. Il fallut donc se résoudre à se dire un adieu qui devait être éternel.

« Quatre mois s'étaient écoulés depuis le renouvellement de notre liaison avec la jeune pensionnaire de l'abbaye. Nous nous étions tendrement attachées à elle. De son côté, elle s'affligeait de notre départ; elle regrettait vivement ma mère, dont l'influence sur sa vieille parente lui rendait la vie plus douce et qui lui rappelait les jours heureux de son enfance. Peut-être, si nous fussions restées près d'elle, ne se serait-elle pas livrée à la société des fédéralistes, qui bien certainement nous auraient été complétement étrangers. De bons conseils, une intimité agréable, nos occupations communes, seraient peut-être parvenus à calmer cette tête exaltée.

« Peu de jours avant notre départ, Mme de Bretteville nous donna un dernier dîner. Les convives nous intéressaient à plus d'un titre. M. d'Armont, pressé par les lettres de ma mère, avait pardonné à sa fille le coup de tête qui l'avait éloignée du toit paternel. Persuadé que cette effervescence de jeune tête avait cédé aux bons conseils dont elle était entourée, il avait consenti à une réconciliation. Il était donc arrivé à Caen avec sa fille cadette et son jeune fils, qui allait partir pour l'émigration et rejoindre son frère aîné à Coblentz. Un jeune parent de Mme de Bretteville, M. de Tournélis, était aussi venu à Caen dans la même intention. C'était donc doublement un repas d'adieu, puisque nous nous dirigions vers Rouen et les jeunes gens vers le Rhin. M. de Tournélis avait paru trouver Mlle d'Armont très à son gré. Tous deux appelaient Mme de Bretteville leur tante, quoiqu'elle ne fût que leur cousine à un degré assez éloigné, et ma mère aurait désiré que les prétentions respectives des deux branches eussent pu se fondre dans une union très convenable entre l'aimable jeune homme et notre amie; mais cette dernière ne paraissait nullement disposée à favoriser cet arrangement, et par une sorte d'esprit de contradiction elle manifestait plus ouvertement que jamais ses opinions, tout à fait hostiles aux espérances de l'émigration. M. de Tournélis essaya, comme nous, de ramener dans la bonne voie cette brebis égarée, car il attribuait à une erreur de l'esprit les idées qu'elle émettait parfois. Il lui pardonnait son engouement pour Rome et pour Lacédémone, n'imaginant pas qu'elle pût souhaiter le renversement de notre antique et glorieuse monarchie. Il résultait de cette opposition une petite guerre où chacun apportait gaîment son mot.

« Jamais ce dernier repas ne sortira de ma mémoire. C'était le jour de Saint-Michel 1791. Mlle d'Armont, parée d'une des belles étoffes que sa vieille parente lui avait données, était éblouissante de beauté. J'avais présidé à sa toilette et à sa coiffure, afin que son

père fût subjugué de toutes les manières. Je la vois encore devant mes yeux, vêtue d'une robe de taffetas rose rayée de blanc, ouverte sur un jupon de soie blanche. Sa taille se dessinait à ravir sous ce costume. Un ruban rose traversait ses cheveux et s'harmoniait avec la couleur de son teint, plus animé qu'à l'ordinaire par l'incertitude de l'accueil qu'elle recevrait de son père et par l'émotion de se retrouver au milieu de sa famille. C'était vraiment ce jour-là une créature idéale.

« M. d'Armont et ma mère se revirent avec un mélange de peine et de plaisir. Le passé revivait en cet instant tout entier aux yeux de cet homme respectable. Il embrassa sa fille, que ma mère lui présenta, avec une tendresse toute paternelle. Il n'y eut ni récriminations ni reproches, et il consentit de très bonne grâce à la laisser chez Mme de Bretteville, peu satisfaite d'une faveur qu'elle n'avait nullement sollicitée, mais incapable, par la faiblesse de son caractère, de chercher à se soustraire à ce qu'elle considérait probablement comme une charge.

« Le dîner fut d'abord très gai. On était rempli d'espérances. Nos futurs émigrés croyaient ne faire qu'une courte promenade aux bords du Rhin; ils reviendraient prendre leurs quartiers d'hiver à Paris : tout serait alors terminé. Mlle d'Armont les plaisantait sur la rapidité de leur marche et sur leur retour si prochain. Elle les comparait à don Quichotte : ils espéraient rencontrer des Dulcinées, ils ne trouveraient que des Maritornes. On riait, on badinait, et jusque-là tout allait bien; mais enfin on proposa la santé du roi. Nous nous levâmes tous par un mouvement simultané, excepté Mlle d'Armont, qui resta assise et laissa son verre sur la table. « A la santé du roi! » répéta-t-on une seconde fois. Même attitude et même silence. Les sourcils de M. d'Armont se froncèrent; il baissa les yeux avec un mécontentement visible. Ma mère toucha doucement le bras de la jeune personne pour l'engager à se lever. Mlle d'Armont la regarda avec son calme et sa douceur accoutumés, mais elle ne bougea pas. « Comment, mon enfant! lui dit ma mère à voix basse, vous refusez de boire à la santé de ce roi si bon, si vertueux! — Je le crois vertueux, répondit-elle avec cet accent si doux qu'il était comme une harmonie; mais un roi faible ne peut être bon : il ne peut empêcher les malheurs des peuples. » Un silence absolu succéda à cette réponse. J'étais en colère; ma mère dissimulait avec peine son humeur. Nous n'en portâmes pas moins notre santé chérie; puis chacun se rassit, visiblement assombri et contrarié. Assurément Mlle d'Armont ne cherchait pas à nous déplaire; mais, franche et incapable de déguisement, elle aurait rougi, comme d'une apostasie, de ce que la circonstance exigeait d'elle peut-être, mais de ce que la raideur de son caractère et l'inflexibilité de ses

principes ne lui permettaient pas de faire. Cette opposition aux sentimens de son père dans un repas de réconciliation, cette résistance aux prières de ses amis, furent infiniment désagréables à tout le monde, et l'expression de malaise et de froideur qui se répandit sur toutes les physionomies ne put se dissiper.

« Le hasard voulut que ce jour-là l'évêque constitutionnel (l'abbé Fauchet) fît une manière d'entrée épiscopale dans la ville de Caen, environné et suivi d'une foule stipendiée qui faisait retentir l'air de cris de *vive la nation! vive l'évêque constitutionnel!* Les deux jeunes gens, choqués de ces manifestations et irrités sans doute de l'incompréhensible conduite de Mlle d'Armont, se rapprochèrent de la fenêtre sous laquelle le cortége passait en ce moment, en annonçant l'intention de pousser un cri tout opposé. C'était nous exposer tous à une mort certaine. La populace nous aurait écharpés, car, dans ces heures d'effervescence et de délire, malheur à qui la provoque sans être armé de la force nécessaire pour la dompter! Nous nous jetâmes machinalement entre eux et la croisée pour les empêcher de se livrer à cette inexcusable folie; mais leur tête était montée, et, ne pouvant rompre la barrière que, dans notre effroi, nous opposions à leur impétuosité, ils élevèrent la voix pour que leurs cris de *vive le roi!* arrivassent jusqu'au flot tumultueux qui se précipitait dans notre rue. Alors Mlle d'Armont, saisissant M. de Tournélis d'une main ferme, l'entraîna au fond de la chambre, pendant que M. d'Armont imposait silence à son fils avec toute l'autorité d'un père. « Comment ne craignez-vous pas, dit-elle à l'imprudent jeune homme dont elle tenait encore le bras, comment ne craignez-vous pas que la manifestation intempestive de vos sentimens ne devienne fatale à ceux qui vous entourent? Si c'est ainsi que vous croyez servir votre cause, vous ferez aussi bien de ne pas partir. — Et comment, mademoiselle, répondit M. de Tournélis avec impétuosité, n'avez-vous pas tout à l'heure craint d'offenser les sentimens de votre père, de votre frère, de tous vos amis, en refusant de joindre votre voix à un cri si français et si cher à nos cœurs? » Elle sourit. « Mon refus, dit-elle, ne pouvait nuire qu'à moi. Et vous, sans aucun but utile, vous alliez risquer la vie de tous ceux qui sont avec vous. De quel côté, dites-le-moi, est le sentiment le plus généreux? » M. de Tournélis baissa la tête et se tut. La foule s'était écoulée, et cet incident n'eut pas de suites.

« Nous étions convenues de nous écrire souvent et de profiter de toutes les occasions qui se présenteraient. Je reçus en effet de Mlle d'Armont dix ou douze lettres, dont il ne me reste plus que deux, parce que ma mère, les ayant trouvées dans la cachette où je les avais mises (à l'exception des deux dernières), jugea prudent de les brûler, craignant que dans les visites domiciliaires qui mar-

quaient tous les jours de cette *ère de liberté*, on n'apprît que j'avais correspondu avec cette fille célèbre dont le nom seul faisait trembler nos tyrans. Je regrette vivement de n'avoir pu conserver ces lettres, car elles étaient toutes caractéristiques; mais je ne les ai point oubliées. La catastrophe qui vint bientôt frapper celle qui les écrivait en a gravé jusqu'aux moindres traits dans ma mémoire. On y lisait le dégoût de la vie, la tristesse d'une existence sans utilité et sans but, enfin tout le désenchantement d'un esprit déçu dans ses espérances après s'être longtemps nourri de séduisantes illusions. Elle parlait peu de politique et ne le faisait qu'avec une teinte d'ironie. Elle se moquait des émigrés et de leurs projets chimériques; elle déplorait les scènes impies dont quelques églises étaient le théâtre. Un jour, elle me racontait une émeute survenue dans la paroisse de Verson, près de Caen, où l'on avait outragé des femmes fidèles à leur ancien culte. Celles-ci s'étaient vengées en déchirant l'écharpe de l'officier municipal. « C'était insulter l'âne jusqu'à la bride, » me disait-elle. Mlle d'Armont s'affligeait de ne pouvoir décider sa tante à venir nous rejoindre à Rouen. « Que n'avait-elle la baguette d'une fée pour bâtir un pont plus solide que celui qui inspirait tant de répugnance à la pusillanimité de la vieille dame! — Si j'étais près de vous, ajoutait-elle, je redeviendrais votre écolière et je vous promettrais plus d'attention à vos leçons. Peut-être alors trouverais-je dans votre amitié, dans celle de votre bonne mère, dans la littérature et l'étude des langues, le dédommagement de tous les ennuis auxquels je suis en proie. Quand on ne peut vivre dans le présent et qu'on n'a point d'avenir, il faut se réfugier dans le passé et chercher dans l'idéal de la vie tout ce qui manque à sa réalité. »

« Je lui répondais exactement; mais les occasions, car on ne se fiait guère à la poste, devinrent plus rares et finirent par manquer vers la fin de 1792. Cette cessation de correspondance me fut bien pénible. Depuis plusieurs mois, je n'avais reçu aucune nouvelle de Caen, lorsque tous les journaux annoncèrent l'assassinat de Marat par une jeune fille qu'on appelait *Cerday de Saint-Armans*. Les noms ainsi défigurés ne pouvaient nous mettre sur la voie. Nous restâmes donc dans la plus profonde ignorance jusqu'aux interrogatoires que les feuilles publiques nous transmirent. Les noms étaient toujours altérés, mais à cette question : « Où logiez-vous à Caen? — Chez une parente. — Quelle société fréquentiez-vous? — M. de La Rue, » nous jetâmes un cri d'effroi. Le nuage se dissipait et nous laissait apparaître la grande figure de Mlle d'Armont sous un jour tout nouveau pour nous.

« Je n'essaierai pas de peindre, je n'aime pas à me rappeler tout ce que j'éprouvai alors d'émotions déchirantes. Qu'importe ce que

mon cœur ressentit à cette révélation soudaine et accablante d'un caractère sur lequel je m'étais si complétement méprise? Mlle d'Armont avait agi sous l'impulsion d'une véritable fatalité. Cette vie de femme, si insipide jusqu'alors, qui était pour elle un fardeau par son inutilité, avait acquis tout à coup du prix à ses yeux du moment où elle pouvait la sacrifier à l'objet de son adoration, de sa pensée constante, *à sa patrie!* Elle croyait acheter au prix de son sang la paix, la fusion des partis, la fin des discordes civiles... Elle n'hésita plus.

« Je n'ai jamais compté la vie, a-t-elle dit, que par l'utilité dont elle pouvait être; » — et plus tard : « Marat faisait chaque jour appel aux passions pour égarer et fanatiser les esprits: j'ai pensé que, ce flambeau d'anarchie une fois éteint, tout rentrerait dans l'ordre et pourrait encore s'arranger. J'ai tressailli de joie en pensant que pour ménager tant de sang précieux il suffisait de la vie d'une femme. »

« Nul ne la poussa à son dessein et nul n'en reçut confidence. Une fois sa résolution arrêtée, toute délicatesse féminine, tout retour sur soi-même, toute affection de famille s'éteignirent devant une telle perspective. Son cœur si humain et si doux se revêtit comme d'une armure qui le rendit inaccessible à tous sentimens étrangers à son projet. Calme, forte, résignée, une fois convaincue que le coup qu'elle allait frapper ferait tomber un joug odieux et ramènerait ses concitoyens à des idées plus généreuses, elle ne jeta pas un seul regard de pitié sur elle-même; elle ne donna pas une larme à l'effroyable fin qu'elle se préparait; elle fut sans faiblesse comme sans remords: elle oublia sa jeunesse, sa beauté, le long avenir qui lui était promis, la douleur qu'elle allait causer à son père, à ses parens, à ses amis, et le danger auquel elle les exposait... La victime était marquée, et le sacrifice devait s'accomplir.

« On sait comment elle exécuta son projet. On sait ce qu'elle a fait, ce qu'elle a dit, ce qu'elle a écrit. On sait avec quel courage elle marcha à la mort, belle, calme, fière et souriante, dominant la foule du haut de son ignoble tombereau, réduisant presque au silence par son imposante dignité une multitude effrénée, et forçant à l'admirer ceux même qui étaient venus là pour l'insulter!

« Elle avait commis un crime devant Dieu et devant les hommes; mais à ses yeux elle avait rempli un devoir, et ce crime était une vertu. Exaltée par la contemplation perpétuelle de l'antiquité et s'échauffant l'imagination aux traits de dévouement sublimes qui ont immortalisé leurs auteurs, elle crut aussi s'immoler au salut commun, attendant de la postérité la justice et la gloire!

« Je ne la juge pas, je ne la condamne ni ne l'absous. Mon seul but, en traçant ces lignes, a été de bien faire connaître son carac-

tère et les motifs qui l'inspirèrent. Il n'en fut jamais au monde de plus purs, de plus nobles, de plus désintéressés. L'histoire prononcera sur cette femme héroïque, et moi qui fus son amie, je me ferai gloire de cette amitié jusqu'à mon dernier soupir! »

Je joins aux souvenirs de Mme de M... la copie textuelle des deux seules lettres de son amie qu'elle ait pu soustraire aux alarmes de sa mère, qui brûla toutes les autres. L'orthographe et la ponctuation, souvent défectueuses, ont été rectifiées. Rien n'était moins rare au siècle dernier que cette incorrection, même chez les femmes bien élevées.

LETTRE DE CHARLOTTE CORDAY A Mlle L..., DEPUIS Mme DE M...

Mars 1792.

« Est-il possible, ma chère amie, que pendant que je murmurais contre votre paresse, vous fussiez la victime de cette cruelle petite vérole. Je crois que vous devez être contente d'en être quitte, et de ce qu'elle a respecté vos traits; c'est une grâce qu'elle n'accorde pas à toutes les jolies personnes. Vous étiez malade, et je ne pouvais le savoir. Promettez-moi, ma très chère, que si cette fantaisie vous reprend, vous me le manderez d'avance, car je ne trouve rien de si cruel que d'ignorer le sort de ses amis. Vous me demandez des nouvelles; à présent, mon cœur, il n'y en a plus dans notre ville; les âmes sensibles sont ressuscitées et parties; les malédictions que vous avez proférées contre notre ville font leur effet; s'il n'y a pas encore d'herbe dans les rues, c'est que la saison n'en est pas venue. Les Faudoas sont partis, et même une partie de leurs meubles. M. de Cussi a la garde des drapeaux; il épouse un peu Mlle Fleuriot. Avec cette désertion générale, nous sommes fort tranquilles, et moins il y aura de monde, moins il y aura de dangers d'insurrection. — Si cela dépendait de moi, j'augmenterais le nombre des réfugiés à Rouen, non par inquiétude, mais, mon cœur, pour être avec vous, pour profiter de vos leçons; car je vous choisirais bien vite pour maîtresse de langue, anglaise ou italienne, et je suis sûre que je profiterais avec vous de toute manière. Mme Bretteville, ma tante, vous remercie bien de votre souvenir et du désir que vous avez de contribuer à son repos; mais sa santé et son goût ne lui permettent aucun soulagement : elle attend avec confiance les événemens futurs, qui ne paraissent pas désespérés; elle vous prie de témoigner à Mme L... (1) toute sa reconnaissance de son souvenir, et de lui dire que personne ne peut lui être plus sincèrement attachée; elle vous regrette beaucoup l'une et l'autre, et se persuade,

(1) La mère de Mme de M...

ainsi que moi, que vous n'êtes pas près de revenir dans une ville que vous méprisez si justement. Mon frère est parti, il y a quelques jours, pour augmenter le nombre des chevaliers errans; ils pourront rencontrer à leur chemin des *moulins à vent*. Je ne saurais penser, comme nos fameux aristocrates, qu'on fera une entrée triomphante sans combattre, d'autant que l'armement de la nation est formidable; je veux bien que les gens qui sont pour eux ne soient pas disciplinés, mais cette idée de liberté donne quelque chose qui ressemble au courage, et d'ailleurs le désespoir peut encore les servir; je ne suis donc pas tranquille, et de plus quel est le sort qui nous attend? Un despotisme épouvantable; si l'on parvient à renchaîner le peuple, c'est tomber de Charybde en Scylla, il nous faudra toujours souffrir. Mais, ma belle, c'est un journal que je vous écris contre mon intention, car toutes ces lamentations-là ne nous guériront de rien; pendant le carnaval, elles doivent être plus sévèrement proscrites. Je vous dirai une triste nouvelle pour moi, c'est que j'ai égaré votre lettre; je ne sais plus votre adresse; si celle-là vous parvient, je vous prie de me le mander tout de suite. Mme Malmonté est partie pour la campagne avec Mme Malherbe, et je ne sais à qui avoir recours; c'est pourquoi je ne veux en rien faire connaître mon nom à ceux qui pourraient à votre place, et contre ma volonté, prendre lecture de mon griffonnage.

« Je reprends ma lettre, qui a dormi plusieurs jours, ma très belle, parce qu'on nous annonçait de grands événemens que je voulais vous mander, et rien n'est arrivé; tout est en paix malgré le carnaval, dont on ne s'aperçoit pas; les masques sont défendus; vous trouverez cela juste. M. de Faudoas est de retour; on ne sait pourquoi, personne ne comprend sa conduite. Servez-moi d'interprète auprès de Mme L..., et l'assurez de mon respectueux dévouement. Adieu, mon cœur. »

LA MÊME A LA MÊME.

Mai 1792.

« Je reçois toujours avec un nouveau plaisir, ma belle amie, les témoignages de votre amitié; mais ce qui m'afflige, c'est que vous soyez indisposée. Il paraîtrait que c'est une suite de la petite vérole. — Il faut vous ménager. — Vous me demandez, mon cœur, ce qui est arrivé à Verson : — toutes les abominations qu'on peut commettre, une cinquantaine de personnes tondues, battues, des femmes outragées; il paraît même qu'on n'en voulait qu'à elles. Trois sont mortes quelques jours après; — les autres sont encore malades, au moins la plupart. — Ceux de Verson avaient le jour de Pâques insulté un national et même sa cocarde : c'est insulter un âne jusque

dans sa bride. — Là-dessus délibérations tumultueuses : on force les corps administratifs à permettre le départ de Caen, dont les préparatifs durèrent jusqu'à deux heures et demie. Ceux de Verson, avertis le matin, crurent qu'on se moquait d'eux. Enfin le curé eut le temps de se sauver, en laissant dans le chemin une personne morte dont on faisait l'enterrement. Vous savez que ceux qui étaient là et qui ont été pris sont l'abbé Adam et de La Pallue, chanoine du Sépulcre, un curé étranger et un jeune abbé de la paroisse; les femmes sont la nièce de l'abbé Adam, la sœur du curé, et puis le maire de la paroisse. Ils n'ont été que quatre jours en prison. — Un paysan, interrogé par les municipaux : « Êtes-vous patriote? — Hélas! oui, messieurs, je le suis! Tout le monde sait que j'ai mis le premier à l'enchère sur les biens du clergé, et vous savez bien, messieurs, que les honnêtes gens n'en voulaient pas. » Je ne sais si un homme d'esprit eût mieux répondu que cette pauvre bête, mais les juges mêmes, malgré leur gravité, eurent envie de sourire. — Que vous dirai-je enfin pour terminer en abrégé ce triste chapitre? La paroisse a changé dans l'instant et a joué au club; on a fêté les nouveaux convertis, qui eussent livré leur curé, s'il avait reparu chez eux.

> Vous connaissez le peuple, on le change en un jour;
> Il prodigue aisément sa haine et son amour.

Ne parlons plus d'eux. Toutes les personnes dont vous me parlez sont à Paris. Aujourd'hui le reste de nos honnêtes gens partent pour Rouen, — et nous restons presque seules. — Que voulez-vous? A l'impossible nul n'est tenu. J'aurais été charmée à tous égards que nous eussions pris domicile dans votre pays, d'autant qu'on nous menace d'une très prochaine insurrection. On ne meurt qu'une fois, et ce qui me rassure contre les horreurs de notre situation, c'est que personne ne perdra en me perdant, à moins que vous ne comptiez à quelque chose ma tendre amitié. Vous serez peut-être surprise, mon cœur, de voir mes craintes : vous les partageriez, j'en suis sûre, si vous étiez ici. On pourra vous dire en quel état est notre ville et comme les esprits fermentent. — Adieu, ma belle, je vous quitte, car il m'est impossible d'écrire plus longtemps avec cette plume, et je crains d'avoir déjà trop tardé à vous envoyer cette lettre; les marchands doivent partir aujourd'hui. Je vous prie de me servir d'interprète, de dire de ma part à Mme L... les choses les plus honnêtes et les plus respectueuses. Ma tante me charge de lui témoigner, ainsi qu'à vous, combien son souvenir lui est cher, et vous prie de compter sur son sincère attachement. Je ne vous dis rien de ma tendresse, je veux que vous en soyez persuadée sans que je radote toujours la même chose. »

Ou je me trompe fort, ou ces deux lettres offriront mieux qu'un simple intérêt de curiosité. Sans doute on ne peut s'attendre à trouver dans les confidences échangées entre deux jeunes filles tout ce qui frappe et émeut dans la célèbre lettre adressée à Barbaroux, commencée à l'Abbaye, achevée à la Conciergerie. La Charlotte Corday de 1792 ne pouvait être celle de 1793; elle ne pouvait écrire de Caen, dans une retraite moins troublée par les bruits du dehors que par les secrètes agitations de son âme, comme elle écrivait après avoir versé le sang de Marat, exaltée par cette action si utile et si glorieuse à ses yeux, exaltée par son propre sacrifice, plus occupée de sa patrie et de l'espoir de lui avoir rendu le repos que du sort qui l'attendait elle-même. On voit néanmoins se dessiner nettement les principaux traits de son caractère dans les souvenirs et les portraits qu'elle groupe. Ce sont des scènes comme celles auxquelles elle assiste dans une ville qu'elle juge *méprisée si justement;* ce sont ces patriotes se mettant en campagne *pour aller outrager des femmes;* ce sont ces habitans de Verson prêts à livrer leur curé, s'il s'avisait de revenir; ce sont les lâches, comme ce paysan dont elle raconte si comiquement l'interrogatoire; ce sont les niais *prodiguant leur haine et leur amour;* ce sont tous ces misérables et tous ces imbéciles qui lui ont fait dire en 1793 : « Presque tout est égoïsme; quel triste peuple pour fonder une république (1)! » Celle qui écrivait la veille de sa mort : « Je n'estimai jamais la vie que par l'utilité dont elle devait être (2), » ne posait pas pour la postérité, car c'est la même qui, un an auparavant, disait à son amie : « On ne meurt qu'une fois, et ce qui me rassure contre les horreurs de notre situation, c'est que personne ne perdra en me perdant. » Lors donc qu'on aura tenu compte des différences qui sont la conséquence forcée de circonstances si diverses, on reconnaîtra le caractère tout entier de l'intrépide Normande dans les deux lettres de mars et de mai 1792. C'est la même disposition à l'enjouement et à l'ironie, c'est le même enthousiasme pour la cause républicaine avec le même mépris pour ceux qui souillaient et déshonoraient cette cause par d'odieuses violences et de honteuses saturnales, c'est le même dédain de la vie, c'est enfin tout ce mélange de purs sentimens, de gaîté juvénile, de grâce simple, d'élévation de cœur, de fermeté d'âme et de vigueur d'esprit qui aurait fait de Charlotte Corday la femme la plus remarquable et la plus séduisante, si le malheur des temps n'en avait fait l'héroïque victime d'une sublime erreur.

CASIMIR PERIER.

(1) Lettre à Barbaroux, publiée en *fac-simile* par M. Ch. Vatel.
(2) *Ibidem.*

VALENTIN

RÉCIT DU BAS-MAINE.

I.

Sa mère à peine l'eût coiffée,
Un beau soldat l'a-t-enlevée...

Celui qui chantait cette naïve chanson était un jeune paysan aux yeux bleus, aux cheveux blonds et bouclés. Monté sur un maigre cheval à longs crins, il conduisait à l'abreuvoir une demi-douzaine de vaches au poil luisant qui marchaient d'un pas lent et broutaient quelques touffes d'herbe le long des fossés. Une chèvre à la traînante mamelle marchait à l'avant-garde du troupeau, escortée de deux chevreaux qui s'en allaient à l'aventure, bondissant et s'attaquant l'un l'autre avec leurs cornes naissantes. Le petit pâtre, — il n'avait pas plus de douze ans, — poussait devant lui les bêtes confiées à sa garde, et tout en répétant gaîment sa chanson, il promenait son aiguillon sur son bras gauche, comme s'il eût appuyé l'archet sur les cordes d'un violon. Heureux enfant! né loin des villes, insouciant et libre comme l'oiseau, fier de commander aux dociles animaux habitués à entendre sa voix, il rappelait, par sa physionomie rustique et gaie, les bergers que le peintre Berghem place avec tant de grâce dans les sentiers ombreux de ses paysages. Il ne pensait à rien, et pourtant il y avait une harmonie parfaite entre la joie sereine qui rayonnait sur son front et l'aspect souriant de la nature, qui s'épanouissait au souffle du printemps. Le même rayon de soleil qui couvrait de fleurs blanches la tige de l'aubépine faisait éclore dans son âme candide des sensations plus vives que de coutume. Le gazouillement de la fauvette, le sifflement du merle,

le cri moqueur du geai, le roucoulement du ramier, le faisaient songer aux nids cachés sous la mousse ou perchés entre deux branches à la cime des grands arbres. Et il allait, chantant toujours, s'enfonçant de plus en plus dans un chemin étroit au-dessus duquel des châtaigniers au tronc noueux et fendu croisaient leurs rameaux à peine revêtus de feuilles naissantes. A l'extrémité de ce petit chemin coulait un clair ruisseau; il roulait paisiblement sur un lit de sable et de cailloux, ombragé par des touffes d'aulnes dont les tiges élancées s'inclinaient au vent avec un sourd murmure : on eût dit que ces arbres au bois tendre et flexible se plaignaient du mouvement continuel que leur imprimait la brise.

Arrivées au bord de l'eau limpide, les vaches y plongèrent simultanément leurs naseaux, puis elles levèrent la tête d'un air béat et demeurèrent un instant immobiles, tandis que la chèvre et ses petits, suivant leurs instincts capricieux, s'écartaient du troupeau pour aller tondre les premières feuilles des saules. Le jeune pâtre poussait son cheval dans le ruisseau et l'y promenait à droite et à gauche en chantant toujours.

— Bonjour, Valentin, bonjour, mon enfant, dit tout à coup une petite voix qui s'élevait du milieu des aulnes.

L'enfant se tut instantanément et devint rouge comme une cerise. La même voix reprit : — Tout le monde va bien à la ferme du Cormier?

— Oui, répondit l'enfant, mais si bas, si bas, qu'un rouge-gorge perché sur une branche à côté de lui pouvait seul l'entendre.

— Pourquoi ne veux-tu pas me répondre, mon enfant? continua la même voix. Tu chantais si bien tout à l'heure!... As-tu donc peur? Regarde-moi, regarde par ici!...

Valentin, qui tenait obstinément sa tête baissée, jeta un coup d'œil furtif du côté des aulnes. Il aperçut une petite dame, enveloppée dans une pelisse noire dont le ruisseau transparent réfléchissait l'image en l'allongeant d'une façon démesurée par l'effet du mouvement que les pas du cheval avaient imprimé à l'eau. L'endroit était solitaire et mystérieux. Persuadé qu'une fée venait de se montrer à lui, le jeune pâtre ressentit une frayeur mortelle. De rouge qu'il était, son visage devint pâle. Donnant de grands coups de talon dans les flancs de son cheval, il s'élança hors du ruisseau sans oser regarder en arrière. Un bruyant éclat de rire qu'il entendit sortir du milieu du feuillage acheva de lui faire perdre la tête; il se mit à piquer avec son aiguillon la croupe des vaches flegmatiques, comme pour les engager à se soustraire par la fuite à quelque danger invisible. Ces bêtes patientes et timides partirent d'abord en galopant droit devant elles, puis se jetèrent dans un sentier écarté, secouant

leurs cornes, lançant des ruades, s'effrayant l'une l'autre. Valentin essayait vainement de les calmer; elles fuyaient toujours, ne s'arrêtant que pour reprendre haleine et regardant autour d'elles d'un air inquiet.

— Ah! les vilaines bêtes! criait Valentin, rudement secoué par le trot de son cheval, dont il tenait la crinière à deux mains; si elles s'engagent dans la grande route, jamais je ne pourrai les ramener à la ferme...

La pensée de rentrer à la ferme sans son troupeau plongea l'enfant dans un véritable désespoir. Il s'arrêta et se mit à pleurer. Les vaches, n'entendant plus derrière elles le trot du cheval et la voix du pâtre, firent halte à leur tour, et semblèrent se demander pourquoi elles avaient couru si vite et si loin. Après un moment d'arrêt, elles rebroussèrent chemin, au pas, tranquilles et calmes, comme il convient à d'honnêtes animaux qui consentent à vivre dans la servitude. La chèvre, qui cherchait par ses bêlemens répétés à maintenir près d'elle ses deux chevreaux, reprit sa place à l'avant-garde, et Valentin, toujours effrayé, mais un peu consolé de voir son troupeau rentré dans l'ordre, regagna tout doucement le chemin de la ferme. Il essuya ses larmes, et s'il ne chantait plus, les merles perchés sur les buissons sifflaient avec un tel entrain qu'on eût dit qu'ils voulaient lui faire oublier ses craintes et sa mésaventure. Enfin les vaches arrivèrent dans la cour de la ferme, et chacune d'elles reprit sa place devant la crèche, tandis que le jeune pâtre fermait sur son cheval la porte de l'écurie.

Valentin se garda bien de parler à personne de ce qui venait de lui arriver. Midi sonnait à la petite horloge de la ferme; c'était l'heure du dîner. Les assiettes fumantes venaient d'être rangées autour de la table, et tous, petits et grands, mangeaient de bon appétit, quand la mère de famille, allongeant la tête du côté de la fenêtre, dit avec l'accent de la surprise : — Une voiture qui vient par ici! — Chacun se leva, tenant sa cuiller à la main, et se dirigea vers la porte.

— En conscience, c'est un carrosse avec deux chevaux et deux domestiques galonnés! s'écria une petite fille...

— Veux-tu te taire, Rosette, reprit la mère de famille; c'est Mlle Du Brenois, celle qui habite le château des Roches...

Le carrosse, qui marchait vite, parut bientôt devant la ferme. Tandis que le cocher demeurait immobile sur son siége, le laquais ouvrit la portière et abaissa le marchepied. Du fond de la voiture sortit la petite dame vêtue de noir dont la vue avait si fort effrayé Valentin une demi-heure auparavant. L'enfant ne l'eut pas plus tôt reconnue, qu'il courut se cacher dans le cellier, et, blotti derrière

la porte, il se mit à regarder par le trou de la serrure. Sa surprise redoubla quand il vit la petite dame se débarrasser de sa pelisse noire, la déposer entre les mains de son laquais, et s'avancer d'un pas rapide, parée d'une robe de soie aux couleurs éclatantes. Cette fois il crut avoir devant lui *la Belle au bois dormant*, dont on lui avait raconté l'histoire pendant les veillées d'hiver, et qu'il avait vue si souvent représentée au naturel dans les images que les colporteurs vendent à travers les campagnes.

Mlle Du Brenois salua d'un sourire affectueux les habitans de la ferme, qui la regardaient avec ébahissement; puis, s'adressant à la mère de famille : — Ma bonne Jeanne, dit-elle, continuez votre repas, je vous en prie... Quand on a travaillé, on a bon appétit, n'est-ce pas, mes enfans?

— Vous êtes bien bonne, mademoiselle, répliqua la mère Jeanne avec embarras.

— Voyons, Jeanne, reprit Mlle Du Brenois, vous êtes un peu surprise de me voir, n'est-il pas vrai? Vous cherchez vainement à deviner le sujet qui m'amène... Je vais vous le dire, ma bonne femme. Vous êtes veuve, vous avez cinq enfans à élever...

— C'est bien vrai, mademoiselle, quatre garçons et une fille qui n'a pas dix ans... Les garçons sont à demi grands, ils travaillent de bon cœur, et nous nous tirerons d'affaire, s'il ne nous arrive rien; mais, c'est égal, ça nous tient bien!...

— Et, quoique vous soyez chargée de famille, reprit Mlle Du Brenois, vous avez pris avec vous un orphelin, un gentil petit garçon dont on m'a parlé au château, et que j'ai rencontré tout à l'heure. J'avais mis pied à terre et je marchais au bord du ruisseau, quand il y vint lui-même avec ses vaches... Mais où est-il donc? Je ne le vois pas ici...

— Valentin, Valentin! cria la mère Jeanne; où donc est-il allé?

— Ma mère, dit tout bas la petite Rosette, je sais bien où il est... Tenez, là, dans le cellier...

La mère Jeanne fit signe à l'aîné de ses garçons d'aller chercher le fugitif, qui ne tarda pas à paraître. Il avait la tête basse, et tenait ses grands yeux bleus inclinés vers la terre.

— En vérité, dit Mlle Du Brenois, je ne puis comprendre pourquoi je lui cause tant de frayeur!...

— Que voulez-vous, mademoiselle! dit la mère Jeanne. Ça ne voit personne, c'est timide... Allons donc, vilain laid; veux-tu bien te tenir droit et dire bonjour...

— Laissez-le, laissez-le, dit Mlle Du Brenois; ne le faites pas pleurer... Cet orphelin que vous avez charitablement recueilli sous votre toit, Jeanne, je vous demande de me le céder... Je suis seule

au château des Roches, seule dans cette vaste demeure. Donnez-moi cet enfant; je l'élèverai avec tendresse, et je tâcherai de faire son bonheur.

— Il est bien à vous, si vous voulez le prendre, mademoiselle, répondit la fermière; il sera plus heureux avec vous qu'avec moi.

— Et toi, mon enfant, veux-tu venir habiter le château des Roches?

A cette question que lui adressait Mlle Du Brenois, Valentin répondit par un signe de tête négatif.

— C'est comme un fait exprès, dit la fermière; il suffit qu'il y ait du monde pour qu'il ne veuille rien dire. Il est pourtant bien gai, le petit gars; ce n'est pas parce que je l'ai élevé, mais il est tout à fait aimable et bien avisé!...

— Voyons, mon enfant, ajouta Mlle Du Brenois en le prenant dans ses bras, veux-tu être mon fils, Valentin? Tu demeureras avec moi, je te donnerai de l'instruction, tu seras militaire, si cela te plaît, et un jour tu porteras un bel uniforme comme mon neveu, qui est capitaine de hussards.

Pendant qu'elle parlait ainsi, l'enfant levait peu à peu les yeux; son visage s'épanouit; il regarda en souriant Mlle Du Brenois, et répondit tout bas : — Je veux bien m'en aller avec vous...

— Voilà qui est arrangé, dit en se levant Mlle Du Brenois; fais ton paquet, Valentin, et partons.

Le paquet fut bientôt prêt; la mère Jeanne adressa quelques paroles d'adieu à Valentin en lui recommandant de se montrer docile et reconnaissant envers Mlle Du Brenois, puis elle le congédia sans émotion. Au fond de son cœur, elle remerciait Dieu d'être débarrassée du fardeau qu'elle avait accepté sans murmurer. Les enfans de la fermière avaient la même pensée; peut-être même étaient-ils jaloux de l'intérêt que témoignait à l'orphelin une dame aussi riche et de l'heureux avenir qui l'attendait. Quant à la petite Rosette, elle se mit à sangloter. Valentin, trop jeune encore pour travailler aux champs, passait chaque jour de longues heures avec elle; ils allaient ensemble chercher des nids, cueillir des bluets et ramasser des noisettes le long des haies. Qu'allait-elle devenir sans lui?

— Mes enfans, dit la fermière, quand la voiture se fut éloignée, Mlle Du Brenois a beau être bien riche; jamais je n'aurais consenti à lui céder l'un d'entre vous. Ceux que Dieu m'a donnés, je les garde, il m'aidera à les élever; mais un orphelin appartient à qui le réclame.

Trois lieues de pays séparaient la ferme du Cormier du château des Roches, triste manoir du temps d'Henri IV, situé au centre de

la contrée pittoresque et sauvage dont la ville de Mayenne est le chef-lieu. La rivière du même nom coulait à l'extrémité du parc. Une vieille futaie couronnait le vallon encaissé au fond duquel tournait la roue d'un moulin, versant sa nappe d'eau argentée à l'ombre des saules. Parmi les roches qui encombrent en cet endroit le lit de la rivière, les truites agiles aiment à remonter le courant et à se jouer sous l'écume des cascades. Assis fièrement sur son coteau, entouré de beaux arbres, le château offrait une assez belle apparence; les hautes girouettes de ses tourelles, perçant l'épaisseur du feuillage, attiraient de loin les regards du voyageur. Cependant il en était de ce manoir comme de tant d'autres que le passant contemple d'un œil d'envie : pour s'y plaire, il faut y être né; pour en supporter la monotonie accablante, il faut y avoir des souvenirs d'enfance. Le château des Roches, perdu dans la solitude d'un pays couvert, conservait quelque chose de la physionomie austère et revêche des gentilshommes ligueurs qui l'avaient bâti. Mlle Du Brenois, y étant née, s'y trouvait à merveille et n'en sortait presque jamais. Ses pensées n'allaient point au-delà des limites de ses terres, qu'elle aimait à parcourir dans sa voiture, presque toujours en tenue de *gala*. Elle prenait plaisir à visiter ses nombreux fermiers, dont elle recevait avec grâce les respectueux hommages. Pourquoi, arrivée à l'âge de cinquante ans, s'était-elle décidée à prendre sous sa protection l'orphelin que la fermière du Cormier avait recueilli sous son toit? Aucun des vieux serviteurs du château ne le savait, et tous s'accordaient à voir dans cette détermination de Mlle Du Brenois une manie de vieille fille.

II.

Lorsque la voiture arriva à l'entrée de la longue avenue qui conduisait au château des Roches, Mlle Du Brenois montra du doigt au jeune enfant assis près d'elle les tourelles pointues qui apparaissaient au milieu des arbres.

— Tiens, Valentin, voilà la maison que tu vas habiter, lui dit-elle; une belle demeure, n'est-il pas vrai?

L'enfant regarda tout au bout de la longue allée de hêtres aux troncs blancs la façade sévère du vieux manoir, dont il distinguait à peine l'étage supérieur, percé de fenêtres hautes et étroites. Peu à peu l'édifice s'offrit à lui avec sa teinte grise, ses murs lézardés en maints endroits et ses tourelles sombres, que le lierre avait envahies de la base au sommet. Il ne répondit rien, et continua de tenir ses yeux fixés sur le château. Bientôt la porte de la cour s'ouvrit à deux battans.

— Nous voilà rendus, dit Mlle Du Brenois; abaisse la glace, Valentin, et dis au cocher d'avancer jusqu'au pied du petit escalier, devant la tourelle du nord.

L'enfant ouvrit brusquement la portière et se précipita à terre; il étouffait dans cette voiture fermée. Quant à parler au cocher, il s'en garda bien. Cet homme galonné, carrément assis sur son siége, lui inspirait une sorte de terreur.

— Eh bien! eh bien! cria Mlle Du Brenois, où va-t-il donc, le petit étourdi? Joseph, abaissez le marchepied; je voulais me faire descendre devant le petit escalier, mais je m'arrêterai ici... Rappelez l'enfant, Joseph.

Le laquais se hâta de rejoindre Valentin. Celui-ci, étrangement dépaysé dans cette cour pavée de grandes dalles sur lesquelles se projetait l'ombre du massif château lourdement appuyé sur ses quatre tourelles, avait couru vers le jardin : il était là, debout devant une douve aux eaux verdâtres, au fond de laquelle une douzaine de canards prenaient leurs ébats.

— Eh bien! lui dit Mlle Du Brenois, que faisais-tu là-bas?... Nous ne sommes pas ici à la ferme du Cormier, mais bien au château des Roches. Viens avec moi et montons à ta chambre. Nous voici au premier, allons plus haut,... là! Tu vois ce cabinet tapissé de papier bleu, c'est là que tu coucheras. La vue est belle d'ici! Les coteaux, l'avenue, et puis mes fermes à droite et à gauche, on embrasse tout d'un coup d'œil. Cette autre porte est celle de la bibliothèque; tiens, regarde.

L'enfant fit un pas en avant et resta interdit en voyant deux mille volumes rangés sur des rayons poudreux.

— Quand tu sauras lire, ajouta Mlle Du Brenois, tu auras là de quoi t'occuper. Histoire, littérature ancienne et moderne, sciences, que sais-je? tout ce qui peut servir à orner l'esprit a été rassemblé dans cette bibliothèque.

Valentin contemplait avec épouvante tous ces gros livres, qui exhalaient une odeur de bouquins. Comme la plupart des enfans de la campagne, il avait une secrète répugnance pour tout ce qui tient de près ou de loin aux écoles et aux pédagogues; il crut qu'il serait condamné à lire les uns après les autres ces innombrables volumes, dès qu'on lui aurait appris à connaître ses lettres, et cette perspective lui donna le frisson. S'il l'eût osé, il se fût précipité au bas de l'escalier pour gagner la porte et se sauver à travers champs. Un profond chagrin s'empara de lui; il suivit, l'œil morne et sans mot dire, tous les pas de Mlle Du Brenois, qui le promenait à travers les longs corridors du château. Il lui semblait que les vieux fauteuils aux pieds sculptés recouverts de housses causaient entre eux et te-

naient conseil en attendant des hôtes mystérieux. Comme le pauvre enfant était en sabots, le bruit que faisait sa chaussure de bois tandis qu'il parcourait les escaliers sonores retentissait d'étage en étage, et à chaque instant il tournait la tête, croyant entendre quelqu'un marcher derrière lui.

Valentin se sentait donc mal à l'aise dans ce vaste château, où il ne voyait d'autre habitant que Mlle Du Brenois, qui allait et venait en se prélassant dans ses robes de soie avec un bourdonnement pareil à celui que produisent les élytres du hanneton. Quand le dîner sonna, l'enfant, qui ressentait un violent appétit, s'assit timidement et de côté sur un fauteuil en face de sa protectrice, et se mit à croquer à belles dents le morceau de pain blanc placé près de lui.

— La frugalité est une bonne chose, mon enfant, dit Mlle Du Brenois avec un sourire; mais il faut apprendre à savoir manger et aussi à se tenir à table... Joseph, redressez-le, et montrez-lui à étendre sa serviette sur ses genoux... L'enfant intimidé laissa tomber son pain sur la table, et, tandis que le laquais l'asseyait carrément sur son fauteuil, ses yeux rencontrèrent deux portraits de famille accrochés à la muraille. La représentation d'un visage humain de grandeur naturelle produit toujours une impression très vive sur les gens ignorans et simples qui ne voient que la réalité dans les œuvres de l'art. Valentin pâlit; il demeura comme subjugué par les regards sévères que lançaient sur lui du fond de leurs cadres ces portraits imposans.

— Tu regardes ces portraits avec tant d'attention que tu oublies de dîner, dit Mlle Du Brenois. Ce sont mes aïeux, mon enfant. L'un, celui que tu vois là, revêtu de la cuirasse, la tête couverte d'une perruque poudrée, fut maréchal-de-camp dans les armées du roi; l'autre était capitaine aux gardes. Ils périrent tous les deux sur le champ de bataille, le premier d'un coup de mousqueton, le second d'un biscaïen qui lui emporta la tête... C'est affreux à penser!

— Est-ce celui-là qui revient la nuit et qui se promène dans les escaliers du château? demanda Valentin en se levant sur son fauteuil. La mère Jeanne en a parlé bien souvent.

— La mère Jeanne ne sait ce qu'elle dit, répliqua Mlle Du Brenois; elle a répété une vieille histoire que l'on racontait ici il y a vingt-cinq ans, lorsqu'elle était employée au château... Mange donc, Valentin; le second service est passé, et tu as encore ton potage devant toi...

Mais Valentin ne mangeait pas, il avait peur pour tout de bon. Les récits de la fermière du Cormier se retraçaient à son esprit avec tant de force qu'il croyait voir le capitaine aux gardes, frap-

pant les dalles de ses bottes éperonnées, marcher le long des corridors à la recherche de sa tête absente. Cette idée le hanta bien plus encore quand il fut retiré dans sa chambre à coucher, située au second étage, près de la bibliothèque, au sommet de l'une des quatre tourelles. Jamais il n'avait passé une nuit seul dans une chambre quelconque, jamais il n'avait été abandonné dans les ténèbres et dans la solitude aux hallucinations qui traversent parfois le cerveau des enfans. Dans cette tourelle où aucun danger ne pouvait le menacer, Valentin ne cessa de rêver à toute sorte de périls imaginaires. Les animaux les plus inoffensifs, souris effarées, hibous redoutant la lumière, lui causèrent d'incessans cauchemars en trottant derrière les tapisseries et en poussant des cris plaintifs du haut des toits. Il n'y eut de trève à ses terreurs qu'au moment où l'hirondelle, toujours éveillée avant l'aube, annonça par son gazouillement matinal l'approche du jour. Valentin, comprenant que l'heure des apparitions était enfin passée, sauta à bas de son lit, s'habilla en toute hâte, et descendit quatre à quatre les marches de l'escalier en tenant ses sabots dans les mains. Il tira doucement les verrous de la porte, escalada avec la légèreté de l'écureuil le mur de la cour, contre lequel croissait un vieux if dont les branches lui tinrent lieu d'échelle, et, une fois dehors, il se mit à courir comme un lièvre. Après trois heures d'une marche précipitée à travers les champs humides de rosée, il arriva haletant et fatigué devant la ferme du Cormier. La petite Rosette, qui tricotait près de la porte, l'aperçut aussitôt.

— Est-ce bien toi, Valentin?... Ma mère, s'écria-t-elle avec étonnement, voilà Valentin qui est revenu!

— Impossible,... dit la fermière.

— En conscience c'est bien lui! Comme te voilà tout trempé de rosée! Entre donc, Valentin...

Honteux et craignant les reproches de la fermière, l'enfant approchait avec hésitation.

— Ah! petit vagabond! lui dit la mère Jeanne, je parierais que tu as fui du château comme un poulain qui s'échappe de l'écurie... Que va dire Mlle Du Brenois!... Allons, viens ici, mange un morceau, et je vais te faire reconduire au château des Roches... Il n'y a plus de place pour toi dans ma maison depuis que tu en as trouvé une meilleure. — Puis, appelant l'aîné de ses fils : — Jean, lui dit-elle, donne l'avoine au cheval et prends ta veste. Dans une demi-heure, tu partiras avec Valentin.

Celui-ci comprit qu'il n'y avait qu'à obéir; il eut envie de pleurer, et regarda tristement la petite Rosette, qui se tenait immobile près de la porte et tout effrayée des paroles que sa mère venait de

prononcer. Jean sella le cheval, et Valentin monta en croupe derrière lui. Ils trottèrent ainsi tous les deux pendant une heure sans rien se dire. De temps à autre, Jean appliquait un coup de houssine sur les flancs du paisible coursier, qui n'allait pas plus vite pour cela. Valentin, le cœur gros, les yeux pleins de larmes, s'abandonnait à de tristes pensées. Quand ils ne furent plus qu'à une lieue du château des Roches, Jean arrêta son cheval.

— Valentin, dit-il à haute voix, tu trouveras bien ta route tout seul à présent, n'est-ce pas? Notre bête est lasse, j'ai envie de te descendre ici...

Valentin descendit sans répondre. — Tu vois bien les tours du château, par-dessus les arbres, à gauche?... Tu n'as qu'à suivre la grande route jusqu'à la croix, et puis après tu prendras la traverse, si tu veux. Tu seras bientôt rendu, toi qui vas bien!... — Ayant ainsi parlé, Jean tourna bride et disparut derrière les arbres.

Quand il se vit seul, abandonné en pleine campagne, à deux grandes lieues de la ferme du Cormier, Valentin demeura fort indécis sur le parti qu'il devait prendre. Retourner auprès de sa mère adoptive était chose impossible; celle-ci venait de lui faire entendre que sa porte ne s'ouvrirait plus pour le recevoir. On se fût montré moins sévère au château des Roches : Mlle Du Brenois, qui avait ri de la fuite précipitée de son petit protégé, s'attendait à le voir reparaître, et lui ménageait un bon accueil; mais Valentin s'était senti tellement dépaysé dans ce vieux manoir, il y avait éprouvé de si terribles impressions, qu'il ne pouvait se décider à y revenir. Assis sur le bord d'un fossé, il contempla pendant quelques minutes avec un profond découragement les verdoyans coteaux éclairés par un soleil de mai, où tout était gai et rayonnant, où tout souriait, excepté lui. Bientôt, ranimé par la douce influence du printemps, il se leva et se mit à marcher vers la grande route. Si les fleuves sont des chemins qui marchent, a dit un philosophe, on peut dire aussi qu'il y a sur les grandes routes comme un courant qui entraîne le voyageur et le pousse en avant. Valentin, qui allait à l'aventure, droit devant lui, hâta le pas, et arriva bientôt au fond d'un vallon étroit qu'un frais ruisseau traversait dans toute sa longueur. De vieux chênes, dont les racines capricieuses s'étaient implantées dans les fissures du roc creusé par les eaux, étendaient leurs rameaux sur un épais gazon, et formaient l'entrée d'une lande spacieuse qui s'enfonçait au loin parmi les champs cultivés. C'était un de ces coins de terre, devenus trop rares aujourd'hui, que les communes, — il y a vingt-cinq ans, — ne songeaient ni à aliéner, ni à défricher; riantes savanes où le piéton pouvait faire halte, l'artiste dessiner des études d'après nature, le rêveur s'asseoir un livre à la

main. La vache et la chèvre du pauvre y paissaient en liberté. Lorsque Valentin découvrit cette lande, elle était occupée par une demi-douzaine de vastes chariots autour desquels s'agitait une troupe de gens à la physionomie étrange. Des chevaux débarrassés de leurs harnais, les uns efflanqués et de haute taille, les autres petits, nerveux, aux longs crins, tondaient avidement l'herbe tendre au bord du ruisseau. Valentin s'arrêta pour examiner à son aise cette tribu voyageuse. Les hommes qu'il voyait ramasser du bois mort et allumer du feu sous les marmites portaient des costumes entièrement nouveaux pour lui, carricks et cabans aux couleurs usées, chapeaux et bonnets de formes extraordinaires. Les femmes, vêtues de robes aux nuances éclatantes, qui peignaient et tressaient leurs longs cheveux noirs devant un petit miroir attaché au tronc d'un arbre, ne ressemblaient point aux dames des villes qu'il avait quelquefois aperçues dans son hameau. Les chevaux eux-mêmes avaient des allures indépendantes qui trahissaient des habitudes nomades. Fort inquiet de cette rencontre inattendue, l'enfant restait immobile sur le bord du chemin, dans l'attitude de la surprise, quand un gros homme, porteur d'épais favoris blancs, et qui semblait être le chef de la tribu, lui fit signe d'approcher.

— Petit paysan, lui dit-il avec un accent étranger, veux-tu garder nos chevaux, tandis que nous allons manger?

— Plaît-il? répliqua Valentin, troublé par cette brusque interpellation. Est-ce à moi que vous parlez?

— Je te demande, petit sauvage, reprit l'homme aux favoris blancs, s'il te serait agréable de veiller sur nos chevaux pendant que nous allons prendre un modeste repas : est-ce clair, cela?... Tu auras ta part de notre dîner pour ta peine : est-ce entendu?

Valentin comprit le sens de ces paroles, grâce à la pantomime expressive qui les accompagnait. D'un bond, il franchit le ruisseau qui le séparait des chariots, et, après avoir respectueusement salué l'homme aux favoris blancs, il se mit en devoir d'accomplir la tâche dont on l'avait chargé. Pendant qu'il surveillait les chevaux, toute la tribu voyageuse dînait du meilleur appétit. Le repas terminé, chacun se prépara à faire la sieste. Les femmes s'en allèrent dormir dans les chariots; les hommes reposèrent, mollement couchés à l'ombre des chênes. La sieste ne dura pas moins de deux heures; il régnait alors dans la lande un silence solennel que troublaient seulement par intervalles les ronflemens de l'homme aux favoris blancs. Les plus jeunes de la troupe furent les premiers à s'éveiller. Tout aussitôt ils se dépouillèrent de leurs cabans, et, après s'être étirés quelques instans, ils s'élancèrent au nombre de cinq ou six sur l'herbe verte, marchant sur les mains, exécutant en avant et en ar-

rière des sauts périlleux et des tours d'une agilité surprenante. Valentin, à qui l'on avait généreusement abandonné les restes du dîner, contemplait avec ébahissement un spectacle si nouveau pour lui. Le chef de la troupe, voyant les jeunes gens en train de s'exercer, saisit un cornet à piston; l'une des femmes s'arma de cymbales, une seconde s'empara de la grosse caisse; une aigre clarinette se mit de la partie : bientôt l'orchestre fut au complet. Au bruit de cette musique qui leur était bien connue, les chevaux dressèrent les oreilles et se rapprochèrent du rond formé par les chariots. Aussitôt chacun des sujets de la troupe en prit un par la crinière, et, partant tous au galop, ils décrivirent un grand cercle autour des chênes et répétèrent avec autant d'agilité que de bonne humeur tous les exercices de la voltige.

— Halte! mes enfans, cria tout à coup l'homme aux favoris blancs en déposant à terre son cornet à piston. Voilà qui est assez. Ménageons-nous pour les représentations qui vont commencer sous peu de jours. Eh bien! petit paysan, que dis-tu de cela?

Valentin restait assis sur l'herbe, la bouche béante, tenant toujours la marmite entre ses genoux.

— Petit paysan, reprit l'homme aux favoris blancs, nous allons atteler et partir... Suis-tu la même route que nous?

— Je ne sais pas, dit Valentin. Où allez-vous?

— A la foire de la ville voisine, à Mamers, où nous sommes impatiemment attendus. Une affiche a dû annoncer l'arrivée du signor Barboso, — c'est moi! — et de sa troupe équestre.

Les chariots étaient attelés; la tribu tout entière se mettait en marche, les uns en voiture, les autres à cheval. Valentin se tenait toujours auprès du signor Barboso.

— En conscience, dit-il d'un air embarrassé, moi je ne sais pas où je vais!...

— Crois-tu que nous le savons nous-mêmes? répliqua le signor Barboso. Nous allons à l'aventure, fais comme nous, joins-toi à la troupe; je t'emploierai... à soigner les chevaux, à nettoyer les quinquets; il y a toujours de la besogne chez nous. D'ailleurs, si tu as des moyens, tu pourras te produire en public, comme tant d'autres, et acquérir de la réputation... Pour faire un artiste, acrobate, écuyer, n'importe lequel, que faut-il? Rien que de la souplesse et de l'audace. Il y a tant de badauds en ce monde qui ont besoin d'être amusés, qui ne demandent qu'à s'émerveiller... Avec des grimaces et des gambades, en marchant sur les mains au lieu de marcher sur les pieds comme les autres mortels, on se fait applaudir, et l'on vit indépendant, libre comme l'air, insouciant et gai au milieu d'une société qui s'agite et s'ennuie... A propos, mon petit,

es-tu bien sûr que tes parens ne courront pas après toi pour te réclamer?

— Je n'ai plus de parens, répondit Valentin.

— Bravo, bravissimo!... Vagabond et orphelin, tout est au mieux. Partons vite... Tu sais te tenir à cheval, n'est-ce pas? Eh bien! monte Cabrito, ce petit cheval noir à longs crins que tu vois là, et marche à mes côtés.

Cabrito était un de ces petits *poneys* espiègles qui remplissent les rôles comiques dans les intermèdes équestres. Quand il sentit sur son dos le cavalier aux courtes jambes dont il ne reconnaissait pas la main, il se mata, hennit et fit un saut de mouton. Valentin, désarçonné par ce brusque mouvement, roula sur la poussière; mais, comme il était courageux, il se remit en selle sans prendre garde aux éclats de rire que sa chute avait provoqués. Le malin poney, satisfait d'avoir joué ce mauvais tour au petit paysan, le laissa remonter sans témoigner de mauvaise humeur, et suivit en piaffant la longue caravane qui se déroulait sur la grande route avec une solennelle lenteur. A partir de ce moment, Valentin et Cabrito vécurent dans une parfaite amitié.

A la halte du soir, Valentin échangeait ses habits de paysan contre un costume de fantaisie mieux approprié à sa nouvelle condition. Un feutre pointu couvrait sa tête blonde, il avait endossé une veste gris de fer toute bariolée de galons, et ses pieds se perdaient dans de vastes bottines de maroquin rouge. La petite Rosette, qui était pourtant bien avisée, n'aurait pu le reconnaître sous ce travestissement. Il ne restait plus rien du petit pâtre chercheur de nids, pas même son nom de Valentin : dans la troupe, on l'appelait Fabricio. Décidément le protégé de Mlle Du Brenois était lancé dans la vie nomade, dont le charme consiste trop souvent à courir de déceptions en déceptions à la recherche d'un bonheur chimérique.

« Chien qui court trouve des os, » dit un proverbe turc. Cela est vrai peut-être; mais il est permis d'ajouter : « Chien errant reste toujours maigre. » Il en était ainsi du signor Barboso. Depuis trente années déjà, il parcourait la France à la poursuite de la fortune, qui s'obstinait à le fuir, toujours gueux, toujours réduit à vivre d'expédiens. A l'époque où Valentin fit sa rencontre, des symptômes de décadence commençaient à se manifester parmi cette troupe que le naïf enfant croyait si brillante. Après avoir donné un petit nombre de représentations dans une ville, elle décampait furtivement, laissant presque toujours des dettes derrière elle. Souvent aussi de violens orages éclataient dans le sein de cette compagnie, que le hasard seul avait réunie sous la bannière de maître Barboso. Les premiers sujets, entraînés par l'ambition ou ennuyés

d'être mal payés, rompaient leurs engagemens, afin d'en contracter de plus avantageux avec des troupes rivales; d'autres se présentaient bientôt, mais moins habiles, moins exercés dans leur art, ils compromettaient la réputation de leur chef. Le public des premières places s'apercevait bien vite qu'on faisait passer sous ses yeux des débutans sans valeur; les connaisseurs remarquaient que les chevaux usés avaient les jambes raides. Il est vrai que le gros public des foires admirait encore sans réserve cette troupe aux apparences trompeuses, qui défilait triomphalement sur les places, musique en tête, et paradait sur les carrefours en faisant reluire au soleil ses oripeaux fanés. La foule était loin de soupçonner les inquiétudes qui assiégeaient perpétuellement l'esprit du signor Barboso. Calme et majestueux en face du peuple assemblé, superbe en ses allures, emphatique dans ses gestes, le vieux bohémien semblait n'avoir d'autre souci que d'amuser les naïves populations au milieu desquelles il daignait planter sa tente.

Valentin n'avait jamais vécu que parmi d'humbles laboureurs. Il fut donc tout naturellement subjugué par l'ascendant que le chef de la troupe exerçait sur les jeunes gens assez simples pour se placer sous sa dépendance. De son côté, maître Barboso, comprenant le parti qu'il pouvait tirer de cet enfant soumis, docile, habitué à grimper sur les arbres et à franchir les fossés, prit à cœur de le dresser à toute sorte d'exercices. Il s'y entendait à merveille, ayant été lui-même un acrobate distingué avant de devenir directeur d'une troupe équestre. Aidé des leçons d'un tel maître, Valentin, qui ne manquait pas de dispositions naturelles, fit des progrès rapides dans l'art de sauter à pied et à cheval; en peu de temps, son éducation fut complète.

III.

Quatre ans après sa fuite du château des Roches, le petit protégé de Mlle Du Brenois méritait d'être cité comme un écuyer accompli et comme un clown de première force. Si le signor Barboso eût compté dans sa troupe beaucoup de sujets aussi habiles que Fabricio, il aurait pu conjurer la mauvaise fortune contre laquelle il lûttait vainement; mais le succès dépend souvent des circonstances, et il arrive parfois que l'on trouve un échec là où l'on s'attendait à rencontrer un triomphe. Le signor Barboso en fit bientôt la cruelle expérience. Poursuivant le cours de ses pérégrinations, il venait de dresser son cirque sur le champ de foire d'une grande ville du midi. Une multitude de baraques couvrait la place, la concurrence était redoutable, et les frais absorbaient à peu près tout

l'argent des recettes. Le hasard avait amené là, sur le même champ de foire, une autre troupe équestre, nombreuse, florissante, qui attirait beaucoup de monde par son orchestre, composé de quinze musiciens habillés en Hongrois. On la nommait la troupe allemande. Il s'agissait de lui tenir tête. Valentin redoublait de zèle et d'activité. Pour dissimuler aux spectateurs l'insuffisance du personnel dont disposait le signor Barboso, il paraissait trois et quatre fois chaque soir sous des noms et sous des costumes différens.

— Fabricio, — c'était son nom de guerre, — Fabricio, mon ami, lui dit un soir le signor Barboso, tu vois ce que peut faire l'éducation!... Qu'étais-tu lorsque je t'ai recueilli sous ma tente? Un paysan, rien de plus. Aujourd'hui ta place est marquée parmi les artistes! On t'applaudit à tout rompre.

— C'est vrai, répondit Fabricio; les autres savent à peine se tenir debout sur leur selle! Tous ceux qui étaient avec vous ont déserté depuis longtemps; je suis le plus fort de la troupe et le plus ancien. Je n'ai pourtant que seize ans!

— Seize ans! Quel avenir s'ouvre devant toi, mon ami!

— En attendant, reprit l'écuyer, je ne touche pas d'appointemens!

— Des gages, des appointemens, des honoraires! reprit le signor Barboso, ils en sont tous là; c'est au public qu'il faut les demander, et non pas à moi. La concurrence m'a forcé à baisser les prix d'entrée. Et les billets de faveur, et les frais!... Mais à ton âge les applaudissemens me tenaient lieu de tout!

— Les applaudissemens font plaisir, j'en conviens; mais enfin je m'ennuie d'avoir toujours le gousset vide. Mes vêtemens sont usés jusqu'à la corde...

— Tes vêtemens! reprit le signor Barboso en croisant avec dignité son carrick sur sa poitrine. N'as-tu donc pas un costume tout neuf pour la nouvelle pantomime? N'ai-je pas fait remettre une paire d'ailes à ta tenue de *zéphyr?*

— Mes vêtemens de ville sont en lambeaux, reprit vivement Fabricio.

— A quoi bon des vêtemens de ville, jeune homme? répliqua le vieux bohémien. La foule vous envie ces riches costumes de divinités, ces habits aux paillettes éblouissantes, ces vastes pantalons de mamelouks que je vous fournis à profusion. Et vous, poussés par l'esprit de contradiction, vous enviez à la foule ses paletots disgracieux, ses chapeaux informes!... Enfin, si tu veux absolument une redingote, je te donne l'habit de Cassandre qui est dans le vestiaire; fais-le arranger à ta guise : aussi bien je n'en ai plus besoin; le goût des arlequinades est passé...

— Non, non, dit Fabricio; je ne veux plus de vos défroques, j'en

ai porté assez longtemps!... Savez-vous bien qu'il m'a été fait des offres de la part de la troupe allemande?

— Ah! ah! fit le signor Barboso en éclatant de rire, la troupe allemande! mais tu mourrais d'ennui avec ces gens-là!... Des bourgeois, de bons cultivateurs de la Souabe qui travaillent en famille, avec des chevaux de labour!... Tu me fais rire, Fabricio. En vérité, tu as envie de redevenir paysan... Moi qui suis franchement bohémien, qui suis né sur les tréteaux, je méprise ces Germains; ça n'a pas d'entrain, ça manque de verve...

— Mais enfin cela paie son monde.

— Qu'est-ce que cela? Tiens, Fabricio, dit avec solennité le vieux bohémien, voici une pièce d'or!... Plutôt que de te voir passer dans cette troupe médiocre, je me dépouillerais en ta faveur de ce vêtement qui a fait avec moi le tour de l'Europe... Eh bien! tu ne vois pas que je te tends la main?

Fabricio prit la pièce d'or et serra la main qui la lui offrait.

— Enfant, reprit le signor Barboso, bannis de ton cœur tout sentiment d'ingratitude. J'ai été le soutien de ton jeune âge, tu seras l'appui de ma vieillesse!

Après avoir ainsi parlé, le signor Barboso porta la main à ses yeux comme pour essuyer une larme, et Fabricio, touché du langage pathétique de son maître, se résigna à partager plus longtemps la mauvaise fortune de celui-ci. Cependant il fallut céder le terrain à la troupe allemande, qui avait décidément la faveur du public; celle du signor Barboso, de plus en plus réduite, plia bagage, et le lendemain il n'en restait d'autre trace sur le champ de foire que le cercle formé sur le sable par le galop des chevaux. Désespérant de pouvoir paraître avec avantage dans les grandes villes, le signor Barboso résolut d'exploiter les petites localités. Il put ainsi se soutenir tant bien que mal et retarder l'époque d'un désastre impossible à éviter. Fabricio était l'âme de cette petite troupe harcelée par la misère. Il sentait qu'elle n'existait que par lui, et quelque envie qu'il eût de la quitter pour chercher ailleurs une position moins précaire, il ne pouvait se résoudre à détruire de ses propres mains l'édifice dont il avait si longtemps conjuré la ruine. Tant que durait la belle saison, il régnait encore une certaine gaîté parmi les jeunes gens des deux sexes enrôlés à la suite du signor Barboso. Le plaisir de parcourir les campagnes verdoyantes, l'aspect d'un beau ciel, la douce chaleur du soleil, entretenaient la bonne humeur. A la vue des laboureurs condamnés à supporter de rudes labeurs en plein air pendant les jours les plus longs et les plus chauds de l'année, la troupe voyageuse, ennemie d'un travail assidu et régulier, ne se trouvait point trop à plaindre. Valentin

seul jetait parfois un regard mélancolique sur les pâturages où paissaient les vaches tranquilles; la ferme du Cormier et ses paisibles habitans lui revenaient en mémoire, et il soupirait.

Mais, quand arrivait l'hiver, la troupe avait souvent de grandes privations à endurer. Il est vrai que le signor Barboso, en homme prudent, choisissait toujours pour hiverner quelque petite ville voisine de la Méditerranée; il aimait à se chauffer au soleil comme les lézards, et prétendait que le feu est funeste à la santé. Cependant il y avait des pluies, parfois même des froids piquans, sous le beau ciel de la Provence. Dans ces jours néfastes la troupe, réduite à faire relâche et mal abritée sous les toiles du cirque, enviait le toit de chaume du plus pauvre paysan. Un soir, — c'était au mois de janvier, — le signor Barboso avait établi son camp dans un gros bourg, à quelques lieues de Marseille. Son premier soin fut de parcourir la localité, à cheval, avec toute sa suite en grande tenue équestre, annonçant au milieu des éclats d'une musique retentissante une représentation extraordinaire qui devait commencer au coucher du soleil; mais l'homme propose et Dieu dispose. La première étoile allait se montrer sur le bleu du ciel, les quinquets s'allumaient à l'intérieur du cirque, les lampions fumeux lançaient leurs clartés tremblotantes sur les tréteaux dressés près de la porte, les fanfares sonores avertissaient le public que la séance allait bientôt commencer; quelques enfans, attristés de ne pouvoir payer un billet d'entrée, se consolaient en admirant les costumes extravagans des écuyers et des écuyères, à la tête desquels Fabricio, — le grand Fabricio, — se tenait debout, les bras croisés, en tenue de *zéphyr*, les ailes au dos. Tout à coup un vent glacial se mit à souffler; le mistral, si redouté des Provençaux, s'abattit avec fureur sur la toute petite ville qui avait le bonheur de posséder ce jour-là le cirque du signor Barboso. La place fut déserte en un instant : les habitans s'empressèrent de fermer portes et fenêtres; ils se blottirent au fond de leurs logis comme des limaçons au fond de leurs coques. Les lampions s'étaient éteints; trois personnes qui avaient eu le courage de prendre des billets redemandèrent leur argent. Le public dut renoncer au spectacle impatiemment attendu, et le signor Barboso à la recette dont il avait grand besoin. Tous les sujets de la troupe coururent s'abriter dans les chariots; Fabricio, morne, consterné, ayant jeté sur son brillant costume une couverture de cheval, se cacha en un coin de l'écurie.

— En vérité, dit le seigneur Barboso, qui soufflait dans ses doigts, c'est avoir du guignon! Ce mistral ne pouvait pas attendre à demain?... Tiens, Fabricio, les gens de ce pays-ci ne connaissent pas

les lois de l'hygiène : ils fuient devant le mistral comme un tas de feuilles sèches. Le froid est salutaire, nécessaire même au corps humain. N'es-tu pas de mon avis?

— Mon avis est que dans la ferme où j'ai été élevé il y avait toujours bon feu en hiver, et qu'on ne s'y couchait jamais sans souper.

— Il y aura toujours du paysan en toi, Fabricio! Quand j'ai froid, moi, je songe aux ardeurs de la canicule, et cela me réchauffe. Quand j'ai faim, je me rappelle les bons dîners que j'ai pu faire, et cela me console. Te souvient-il de celui que tu partageas avec nous dans cette lande?... Il y a longtemps, Fabricio! Quelle troupe j'avais alors! Des sujets de premier ordre, des ingrats qui m'ont abandonné pour aller grossir les rangs ennemis...

— Voyons, signor, dit Fabricio d'un ton sérieux, parlons franchement : combien de temps pensez-vous que nous puissions aller ainsi?...

— Il n'est pas donné à l'homme de connaître l'avenir, et il n'est pas convenable d'adresser pareille question à un supérieur. Cependant je te répondrai sans détour, Fabricio, parce que ton sort est étroitement lié au mien. Les sujets de ma troupe sont trop jeunes, mes chevaux sont trop vieux, double mal auquel je ne sais comment remédier. Avec des enfans sur lesquels on ne peut compter et des rosses qui ont fait leur temps, on ne saurait aller loin,... c'est incontestable...

Après avoir prononcé ces paroles solennelles, le signor Barboso fit quelques pas dans le cirque vide, dont le mistral déchaîné agitait violemment les toiles usées; puis, s'arrêtant tout à coup : — Cela durera tant que ça pourra; mais ce vent me porte sur les nerfs, Fabricio, je me sens un peu de migraine.

— Et moi, j'ai faim, dit Fabricio.

IV.

Nous sommes ainsi faits que la misère a besoin, pour nous toucher, de se montrer à nos yeux avec les haillons qui sont sa livrée habituelle. Comment supposer que le nécessaire peut manquer à ceux qui semblent toujours se divertir en amusant les autres? Les douleurs les plus cruelles sont cependant celles qui se dissimulent sous une feinte gaîté et que personne ne plaint. Après quarante années d'une existence fatigante et agitée, le signor Barboso voyait le spectre de la pauvreté se dresser devant lui. Valentin usait sa jeunesse au service d'un maître dont il ne recevait aucun salaire. Afin d'arrêter la désertion de ses compagnons, il leur abandonnait, sans en rien retenir pour lui, le peu d'argent que les recettes apportaient

à la caisse. Les chevaux étiques ne goûtaient plus d'avoine que dans les grandes occasions, et les costumes fanés attestaient le dénûment profond de cette troupe poursuivie par un destin contraire. Il y avait en outre un nombre considérable de villes dans lesquelles le signor Barboso n'osait plus reparaître à cause des dettes qu'il y avait contractées. Que de détours il lui fallut faire pour se rendre, l'année suivante, des bords de la Méditerranée aux rives de l'Océan, sans passer par des localités où des créanciers malavisés auraient pu saisir ses chariots et ses chevaux! Avec une sagacité qui impliquait une connaissance approfondie de la géographie de la France, le signor Barboso put aller depuis la Provence jusqu'en Bretagne en suivant un itinéraire entièrement nouveau. Son plan de campagne consistait à parcourir durant la belle saison tout le littoral de la presqu'île armoricaine, en séjournant dans les petites villes renommées pour les bains de mer. Ce fut ainsi qu'il arriva, vers la fin de l'été, à Port... Le cirque fut dressé sur la plage, et les représentations commencèrent avec quelque succès. Beaucoup de baigneurs élégans aimaient mieux aller voir sauter les hommes et les chevaux sous une baraque de toile accessible aux brises fraîches de la mer que de s'enfermer dans une étroite salle de concert pour y entendre de la musique de piano. Valentin-Fabricio se fit vivement applaudir dans ses divers exercices, et le signor Barboso crut un instant qu'il allait revoir les jours de son ancienne splendeur. Par malheur, la pluie vint brusquement dissiper ses douces illusions. Dès que le temps cessa d'être agréable, beaucoup de familles, qui s'étaient rendues à Port... plutôt pour y passer joyeusement la saison des chaleurs que pour des raisons de santé, se hâtèrent d'abandonner les bords de la mer. Il ne resta plus dans la petite ville, naguère si animée, que les personnes plus ou moins malades auxquelles les bains étaient rigoureusement prescrits, gens sérieux pour la plupart et peu amateurs des spectacles en plein air.

Un jour il avait plu impitoyablement, et les vagues battues par le vent se déroulaient à grand bruit sur la plage. Le seigneur Barboso, ayant donné congé à tous les sujets de sa troupe, se tenait assis sur le devant de son chariot. Fabricio, debout près de lui, regardait machinalement les flots bondissans qui secouaient leurs crinières d'écume. — Voilà un beau spectacle et qui porte à la mélancolie, dit le chef de la troupe nomade; conçoit-on que ces messieurs et ces dames, effrayés par des averses passagères, aient abandonné la mer précisément au moment où elle est si belle!...

— Ils vont aller jouer des charades dans leurs châteaux! répondit Fabricio.

— Ah! des châteaux! Mon ami, si j'avais des châteaux, je me

moquerais du mistral, de la pluie, du vent et de tout le reste, répondit en soupirant le vieux bohémien. C'est triste de dépendre des caprices du temps...

— Le malheur s'acharne à nous poursuivre, répliqua Fabricio; nos affaires n'allaient pas mal, et puis voilà que le vent change, et nous restons dans le désert... Où irons-nous en sortant d'ici? que ferons-nous demain?

— Au fait, où irons-nous? demanda le signor Barboso en fixant sur l'écuyer ses gros yeux gris.

Les deux interlocuteurs se regardèrent pendant quelques instans, aussi incapables l'un que l'autre de résoudre la terrible question du lendemain. Tout à coup Fabricio se leva, et, se penchant sur le devant du chariot, dit à demi-voix : — Tiens, voilà une jeune fille qui porte le costume de mon pays...

— Que dis-tu? Tu parles de retourner dans ton pays, de me quitter, de m'abandonner? demanda le signor Barboso.

— Non, je dis que la jeune fille qui vient par ici porte le costume de mon pays, et je me sens tout ému... Ah! oui, c'est bien là la coiffe que portait Rosette...

— Eh bien! le costume de ton pays manque d'élégance, dit le signor Barboso, et puis je n'aime pas ce nom vulgaire, Rosette!

A ce nom dit à haute voix, la jeune fille se retourna en rougissant. — Taisez-vous donc! interrompit Fabricio avec impatience. Et, avançant la tête pour mieux voir le frais visage de la paysanne, il s'écria : — Est-ce toi, Rosette, Rosette de la ferme du Cormier?

La jeune fille le regarda et demeura interdite. Fabricio, qui s'était précipité à bas du chariot, se jeta au-devant d'elle, et, saisissant ses deux mains : — Je suis Valentin, lui dit-il, me reconnais-tu?

— Quoi! Valentin qui dénichait pour moi des nids de ramiers, le petit Valentin qui me tressait des couronnes de bluets, répéta la jeune fille, fixant sur lui des yeux étonnés!... Valentin dans une baraque de sauteurs!...

— Lui-même, répondit Fabricio; mais que fais-tu ici, toi, ma pauvre Rosette?... Comme te voilà grande et belle!...

Parlant ainsi, il la serra contre son cœur, et Rosette, tout effarée, se rejeta vivement en arrière.

— Fabricio, cria le signor Barboso d'une voix solennelle, qu'est-ce à dire, mon ami! Veux-tu nous compromettre par tes extravagances?

— Rosette, reprit Fabricio sans répondre à l'interpellation du vieux bohémien, est-ce que tu as peur de moi?... N'avons-nous pas été élevés ensemble, comme frère et sœur?... Tiens, assieds-toi là,

sur ce tabouret... Ta mère vit toujours? elle va bien et tes frères aussi?...

La jeune paysanne répondit par un signe de tête affirmatif; elle était trop troublée pour pouvoir parler.

— Et Mlle Du Brenois, reprit Fabricio; elle habite toujours le château des Roches?

— Oui, dit Rosette, qui commençait à se remettre un peu de son émotion; pour l'instant, elle est ici à prendre les bains de mer. Sa vieille femme de chambre étant trop souffrante de ses rhumatismes pour quitter le château, Mlle Du Brenois m'a prié de l'accompagner... Nous te croyions mort, Valentin! Voilà bien dix ans que nous n'avons reçu de tes nouvelles... Tu t'es donc fait sauteur? ajouta-t-elle tristement.

— Le hasard m'a fait ce que je suis, écuyer, *clown*, que sais-je? Il fallait bien gagner ma vie!...

— C'est-à-dire que j'ai fait de lui un artiste de premier ordre, interrompit le signor Barboso. Ah! Fabricio, mon ami, vas-tu rougir de la carrière dans laquelle tu t'es illustré?...

— Je m'en vais, je m'en vais, dit précipitamment la jeune fille; si mademoiselle me surprenait ici, causant avec des saltimbanques...

— Ne lui dis pas que tu m'as vu, répliqua Valentin; sois discrète, Rosette!... Où est-elle logée? à l'hôtel du *Pélican?*...

Rosette fit un geste affirmatif et s'éloigna.

— En vérité, dit le signor Barboso avec un sourire, elle n'est pas mal, ta petite Rosette; elle a de la grâce, du naturel... La vieille demoiselle qu'elle a accompagnée est donc cette protectrice dont tu m'as parlé, qui habitait un vieux château?

— Oui, répondit Fabricio, un château où j'aurais vécu dans l'abondance, dans la richesse, heureux...

— Et inconnu! Jamais les applaudissemens du public ne seraient allés te trouver là, Fabricio! Vas-tu t'attendrir et pleurer comme un enfant?

— Tenez, maître Barboso, reprit l'écuyer en essuyant une larme, il est temps que cela finisse! Bien que nous soyons ici à cinquante lieues de mon pays, il me semble que j'ai devant moi la petite ferme du Cormier, avec son jardin, ses grands arbres...

— Paysan, toujours paysan! murmura le vieux Barboso.

— Paysan tant que vous voudrez, poursuivit Fabricio; j'ai le mal du pays!... Encore une fois, il faut que cela finisse. D'ailleurs nous ne savons plus où donner de la tête; tout autour de nous je ne vois que des villes où nous avons des dettes! Je vous le demande, maître, où comptez-vous aller?

— Où je compte aller, Fabricio? C'est toi qui me le demandes.

Eh! je compte aller avec toi faire une visite à la vieille demoiselle du château des Roches. Nous tâcherons de l'intéresser en notre faveur, de l'émouvoir par le récit de la situation précaire dans laquelle nous a plongés le malheur des temps... Hein! n'est-ce pas une idée lumineuse? Fais un peu de toilette, Fabricio, tandis que je vais moi-même revêtir mes habits de ville.

Les habits de ville du signor Barboso étaient d'une coupe étrange et ornés de brandebourgs : le temps les avait singulièrement altérés; mais il les portait avec l'aisance d'un homme habitué à endosser toute sorte de costumes. Toujours préoccupé de la dignité de sa personne, il aimait à parer ses doigts de grosses bagues et à faire flotter sur son gilet une chaîne en chrysocale. Les gens qui spéculent sur la curiosité des badauds affectent toujours de se distinguer du vulgaire. Fabricio, qui n'appartenait point à la vraie race des artistes nomades, se contentait de vêtemens achetés aux boutiques de marchands forains; ses moyens ne lui avaient jamais permis de s'adresser directement à un tailleur. Quand il fut prêt à partir, le signor Barboso posa sur le côté de sa tête, avec une certaine coquetterie, son chapeau gris évasé par le haut, et s'adressant à Fabricio : — Donne-moi ton bras et marchons, lui dit-il; les circonstances sont graves, mon ami! surtout de l'aplomb, pas de faiblesse, d'attendrissement, de larmes, si ce n'est vers la fin de l'entrevue, pour amener un dénoûment...

Ils arrivèrent bientôt devant l'hôtel; la porte des appartemens de Mlle Du Brenois leur fut ouverte par Rosette, qui eut peine à les reconnaître. — M. Barboso et M. Fabricio, dit-elle d'une voix troublée en introduisant les deux visiteurs, et elle se retira précipitamment.

Mlle Du Brenois était assise dans un grand fauteuil, près de la fenêtre, tenant un livre à la main. C'était bien la petite dame élégante, aux yeux vifs, que Valentin avait connue; seulement dix années de plus avaient imprimé des rides sur son visage.

— Qu'y a-t-il pour votre service, messieurs? demanda-t-elle avec surprise en fixant ses regards sur les brandebourgs du signor Barboso; vous venez sans doute m'offrir des drogues, de l'eau de Cologne, du vulnéraire suisse?... Je n'ai besoin de rien, je vous assure...

— Mademoiselle, répliqua gravement le signor Barboso après avoir salué trois fois, le sentiment de la reconnaissance nous a seul conduits près de vous. Avant de devenir mon élève, — j'ose ajouter mon élève favori, — ce jeune homme avait eu l'honneur de mériter vos bonnes grâces...

— Monsieur, interrompit Mlle Du Brenois, j'ai l'oreille un peu paresseuse, et puis vous avez un accent étranger. C'est sans doute

ce qui m'empêche de bien entendre le sens de vos paroles... Votre nom?...

— Leandro Barboso, directeur du cirque établi momentanément dans cette ville...

— Vos exercices me font peur, monsieur, et je ne puis y assister. Mon médecin m'a défendu tout ce qui me donne des émotions... Veuillez vous retirer. J'avais fait fermer ma forte; je ne comprends pas pourquoi Rosette a si mal exécuté mes ordres.

— La pauvre fille a fait pour le mieux, dit Fabricio; ne la grondez pas, mademoiselle, vous qui êtes si bonne... Mademoiselle Du Brenois, c'est à moi que vous devez en vouloir. Je suis Valentin, le petit orphelin de la ferme du Cormier.

— Valentin! dit Mlle Du Brenois avec un mouvement d'indignation. Vous Valentin!... Allons donc! sortez d'ici, vous dis-je, sortez! — Elle agita violemment la sonnette; Rosette parut sur le seuil de la porte.

— Rosette, s'écria vivement Fabricio, n'est-il pas vrai que je dis la vérité? n'est-il pas vrai que je suis Valentin? Mademoiselle Du Brenois, ajouta-t-il, j'ai eu bien à souffrir depuis que je vous ai quittée... J'ai fui votre château, les lieux où je devais jouir d'un bonheur assuré, pour entrer dans une carrière d'aventures où je n'ai rencontré que d'amères déceptions!...

— Doucement, Fabricio, doucement, dit à demi-voix le signor Barboso; tu t'oublies, je crois.

— Je n'y entends plus rien, interrompit Mlle Du Brenois; vous parlez tous les deux à la fois... Rosette, viens ici, j'ai peur d'une syncope. D'abord quel rapport existe-t-il entre le directeur du cirque et celui qui prétend être Valentin?

— Un rapport intime, répondit le vieux Barboso; monsieur est le premier sujet de la troupe que je dirige.

— Grand Dieu! s'écria Mlle Du Brenois en se renversant sur son fauteuil, Valentin serait devenu un saltimbanque!... Et il oserait se présenter devant moi!...

Le signor Barboso ouvrait la bouche pour répondre à cette véhémente apostrophe; mais Valentin l'arrêta et dit avec calme : — Oui, mademoiselle, j'ai été pendant dix ans un saltimbanque, un écuyer, un sauteur, comme vous voudrez. Élevé au fond d'une campagne où je ne voyais personne, j'ai eu peur de vous quand vous m'avez parlé au bord du ruisseau. Pendant la nuit que j'ai passée dans votre château, d'étranges terreurs m'ont assailli, et j'ai pris la fuite. La fermière du Cormier refusa de me recevoir chez elle, et moi je ne pus me résoudre à retourner au château. Ma pauvre tête se troubla; un enfant de douze ans peut-il comprendre la portée de ses

actions?... Errant le long des chemins, le hasard me fit rencontrer le signor Barboso, qui voyageait avec sa troupe. Je n'avais pas de pain, il m'en donna; je n'avais pas de famille, sa troupe m'en tint lieu; je ne savais aucun métier, je pris celui que l'on m'enseigna, celui que l'on exerçait autour de moi... Ainsi je fus entraîné sans le vouloir, sans le savoir, dans une carrière d'aventures. A mesure que je me perfectionnais dans mon art, les ressources de mon maître allaient en diminuant; ses anciens élèves l'abandonnaient. Devais-je alors renoncer à la profession que j'avais embrassée, laisser dans la détresse celui qui m'avait appris à gagner mon pain?

— Héroïque enfant! murmura Barboso en portant son mouchoir à ses yeux.

— Ainsi pendant dix années, mademoiselle, j'ai fait le *clown*, le paillasse, j'ai paradé devant le public en costume d'Hercule, d'Apollon... Je me suis enfoncé deux côtes, je me suis foulé le pied et démis le bras, souvent j'ai eu à souffrir la faim, tout cela sans toucher de salaire et pour soutenir la fortune chancelante de mon pauvre maître. Ai-je donc à rougir de ma conduite, mademoiselle? doit-il m'être interdit de paraître devant vous, comme si j'étais un mauvais sujet, un vagabond sans aveu?...

Pendant qu'il parlait ainsi, de grosses larmes coulaient des yeux de Rosette, qui l'écoutait avidement, toujours appuyée sur le fauteuil de Mlle Du Brenois. Celle-ci avait aussi prêté une oreille attentive au récit de Valentin. Peu à peu son visage reprit sa sérénité accoutumée; elle regarda fixement le jeune homme, et lui dit avec bienveillance : — Le pain que tu as mangé à la suite de ton maître a été arrosé de bien des larmes, mon pauvre Valentin! Et c'est pour me fuir, moi qui te voulais tant de bien, que tu as enduré toutes ces misères!... Voilà bien l'enfant de nos campagnes du Bas-Maine, timide, défiant, ennemi de toute contrainte, cachant une imagination fantasque sous une apparence indolente! Je pense que tu es guéri maintenant de tes folles terreurs. Voyons, Valentin, veux-tu être raisonnable et quitter la carrière aventureuse où tu t'es imprudemment engagé?

Valentin jeta un regard sur le vieux Barboso; il n'osait parler sans avoir son avis. Celui-ci, se penchant à son oreille, lui dit tout bas : — Réponds oui, Fabricio, je te le permets. Sachons où elle en veut venir...

— Je consens à tout abandonner, répliqua Valentin.

— Eh bien! demain matin je t'attends ici, nous causerons plus en détail. Je suis trop agitée maintenant pour prolonger cet entretien... Et puis j'ai besoin de réfléchir mûrement sur ce que j'ai à te proposer.

— A demain donc! Puisque mademoiselle veut bien nous inviter à reparaître devant elle, nous serons exacts au rendez-vous, répliqua le signor Barboso, sans prendre garde qu'il n'avait pas été question de lui. — Il salua et gagna la porte à reculons, tandis que Valentin, ému et troublé, prenait congé de Mlle Du Brenois et de Rosette.

V.

Le lendemain, au moment où dix heures sonnaient, Barboso et Valentin montaient l'escalier conduisant aux appartemens de Mlle Du Brenois. Le déjeuner était servi dans un petit salon dont les fenêtres donnaient en plein sur la mer. Le temps semblait devoir se remettre au beau; une jolie brise de nord emportait au loin les vilaines pluies qui avaient si fort effrayé les baigneurs. Assise dans son fauteuil, Mlle Du Brenois fit signe aux deux convives de se mettre à table. Si Valentin eût été seul, peut-être eût-elle consenti à prendre place devant lui : elle ne pouvait avoir la même condescendance à l'égard de son compagnon. Le signor Barboso n'en attaqua pas moins le déjeuner avec un merveilleux appétit; mais Valentin, agité de mille pensées, ne songeait guère à manger : tantôt il fixait ses regards sur Rosette, qu'il retrouvait grande et jolie après une si longue absence, tantôt il les reportait sur Mlle Du Brenois, cherchant à lire sur le visage de celle-ci ce qu'elle se préparait à lui dire. Quand le repas tira à sa fin, Mlle Du Brenois s'adressa à Valentin en ces termes : — Il y a dix ans, mon ami, j'avais résolu de t'élever comme un fils; tu ne l'as pas voulu, n'en parlons plus. C'est un malheur, mais non un malheur irréparable. Habitué à courir les champs, à vagabonder comme un petit sauvage, tu ne pouvais comprendre les avantages qui t'étaient offerts... J'ai ressenti un vif chagrin de ta fuite, mais il y aurait injustice de ma part à t'en punir; d'ailleurs tu ignorais, — et personne ne l'a su jusqu'à ce jour, — quel motif me portait à te faire du bien. Pendant la révolution, un garde-chasse du château des Roches avait sauvé la vie à mon père, le marquis Du Brenois, blessé dans un combat contre les *bleus*. Ce fait, que je ne connaissais pas, me fut révélé quelques mois seulement avant ma visite à la ferme du Cormier. Ce garde-chasse était ton père; je m'empressai de faire des recherches pour savoir s'il vivait encore. On m'apprit que, marié dans un âge avancé, il avait cessé de vivre depuis cinq ou six ans, laissant un jeune fils dont la naissance avait causé la mort de sa mère. Dès lors ma résolution fut prise : je courus à la ferme du Cormier réclamer l'orphelin à qui je devais payer la dette d'une reconnaissance trop tardive. Tu sais

le reste. A peine établi au château, tu t'es échappé, tu t'es jeté dans les aventures, tu t'es fait sauteur... Je vous demande pardon, monsieur le directeur...

— Il n'y a pas d'offense, mademoiselle, répondit avec dignité le signor Barboso, qui humait lentement son café; j'excuse les préventions de la société à notre égard.

— Tu as suivi une carrière un peu anormale, qui ne t'a pas permis d'acquérir une éducation soignée.

— Hélas! non, dit Valentin. J'ai appris à lire et à écrire, voilà tout.

— Par suite, je me vois dans l'impossibilité de réaliser les projets que je formais pour ton avenir : celui que je te réserve, pour être moins brillant, n'en sera peut-être pas moins heureux, si tu consens à te fixer près de nous. Depuis ton départ, j'ai fait bâtir à l'entrée de mon avenue une maisonnette en forme de chalet suisse, dans laquelle je comptais établir un gardien. Elle est à toi, si tu la veux; je te la donne en toute propriété avec le jardin qui en dépend...

— Mademoiselle, s'écria vivement Valentin, vos bontés me confondent!...

— Attends donc; avec quoi vivrais-tu dans ton chalet? continua Mlle Du Brenois. Tu n'es plus habitué aux travaux champêtres, et d'ailleurs il ne sied pas que le fils de celui qui a sauvé la vie de mon père use ses forces à gagner son pain. Mes neveux sont richement mariés; en te faisant du bien, je ne leur cause pas de préjudice. Avec la possession du chalet, je te donne les revenus de deux de mes métairies...

Valentin était trop ému pour parler; il avait saisi la main de sa bienfaitrice et la couvrait de ses larmes. Adossée au fauteuil de Mlle Du Brenois, Rosette, pâle et abattue, tenait son visage tourné du côté de la mer. Les libéralités de Mlle Du Brenois allaient-elles donc lui faire perdre, en l'élevant trop au-dessus d'elle, le compagnon de son enfance, que le hasard venait lui rendre après une absence de dix années?

— Un chalet, des rentes, l'indépendance, que de biens à la fois, mon cher Fabricio! s'écria de nouveau le vieux Barboso. Tu devais me porter bonheur jusqu'au bout, j'en avais le pressentiment. Ne t'ai-je pas dit un jour : Tu seras l'appui de ma vieillesse?

— Mais, monsieur, interrompit Mlle Du Brenois, je n'ai pas songé un instant à exiger de vous le sacrifice de vos habitudes. Valentin se retire de votre troupe, et vous en resterez le directeur comme toujours, si bon vous semble.

— Sans doute il m'en coûtera de renoncer à la profession d'ar-

tiste, répondit en se redressant le signor Barboso; mais je ne me séparerai pas de mon cher Fabricio. Et vous, qui êtes le soutien, la providence des malheureux, noble demoiselle, vous ne refuserez pas à un vieillard blanchi sous le harnais la douce satisfaction de finir sa vie dans une paisible retraite. Que me faut-il? Une petite place dans un coin de la maisonnette que vous donnez à mon élève. Quant à lui, je le sais, il ne rejettera pas ma prière; il sera jusqu'au bout l'ami fidèle, le compagnon dévoué du vieux Barboso... Mademoiselle, laissez-moi, je vous en conjure, terminer mon existence à l'ombre de vos bienfaits! Ma famille a possédé, elle aussi, des châteaux... en Bohême! Il y a du sang de patricien dans les veines de celui que le sort a réduit à vous parler aujourd'hui en suppliant...

— Calmez-vous, monsieur, repartit Mlle Du Brenois; patricien ou non, je ne vois pas d'inconvénient à ce que Valentin vous offre un asile sous son toit. La reconnaissance est une vertu qui honore celui qui la pratique. J'avais un devoir à remplir vis-à-vis de ce jeune homme; la Providence me met à même de m'acquitter de ce devoir : le reste ne me regarde plus.

Le signor Barboso s'inclina devant Mlle Du Brenois avec une majesté théâtrale. Sous une apparence de dignité calme, il dissimulait la joie qu'il ressentait d'avoir associé son sort à celui de son élève. Il ne lui restait plus qu'à se préparer à entrer dans la nouvelle existence ouverte devant lui. Dès le soir de cette heureuse journée, il s'occupa de vendre ses chevaux et tout le matériel de son établissement. L'argent qu'il retira de cette vente lui fournit les moyens de payer sa troupe. Les sujets qui la composaient se dispersèrent aux quatre vents du ciel, contens d'avoir pu réaliser quelques bénéfices au service d'un maître ruiné. Quand toutes ses affaires furent terminées, le signor Barboso partit avec son fidèle Fabricio, qui renonça dès ce jour à son nom d'emprunt pour reprendre celui de Valentin. Mlle Du Brenois avait déjà quitté la petite ville de Port..., les pluies continuelles ne lui permettant plus de prendre des bains de mer.

La maisonnette bâtie à l'entrée de l'avenue du château des Roches ravit de joie les deux voyageurs par son aspect riant et pittoresque. Elle semblait dire au passant : N'allez pas plus loin; vous trouverez ici la paix du cœur. Valentin s'occupa immédiatement de bêcher le petit jardin, charmant enclos bordé d'une haie vive toute peuplée d'oiseaux qui gazouillaient à l'envi comme pour saluer son retour au pays natal. Il travaillait avec ardeur du matin au soir, libre de tout souci; son existence passée était devenue pour lui comme un rêve. Ce ne fut pas sans attendrissement qu'il revit la fermière du Cormier, la mère Jeanne, courbée par l'âge et prési-

dant encore avec dignité aux travaux de sa famille. L'aspect un peu sauvage de cette contrée paisible, coupée de ruisseaux encaissés et de collines abruptes, ramenait le calme dans esprit. Il regardait avec joie les grands chênes portant à la pointe d'une branche morte les restes de vieux nids de corbeaux à demi détruits par les pluies de l'hiver. Tous ces arbres, tous ces buissons, témoins des jeux de son premier âge, il les avait oubliés juste assez pour éprouver une véritable joie à se les rappeler. Sans perdre entièrement les instincts fantasques qui sont naturels aux gens de son pays, et dont il avait plus qu'aucun autre ressenti l'influence, Valentin redevenait l'homme des campagnes, laborieux et patient. Les laboureurs du voisinage s'étonnaient de voir toujours, la bêche à la main, ce jeune homme, qui pouvait vivre sans rien faire; ses camarades d'enfance lui savaient gré de se montrer à leur égard serviable et doux comme par le passé. C'est qu'en véritable enfant du sol, il avait été élevé parmi les genêts et les ajoncs, courant tout le jour à travers les landes et les guérets, dormant la nuit dans la crèche auprès des bœufs.

Peu sensible aux plaisirs de l'horticulture, le signor Barboso errait toute la journée dans les allées et à travers les bois, enveloppé dans une robe de chambre à fond rouge, coupée dans un ancien manteau de magicien. Les paysans qui le voyaient passer dans cet étrange costume le saluaient avec une respectueuse terreur. Parfois il essayait de prendre dans la rivière des truites agiles qui se riaient de lui et cassaient ses lignes. Quelques mois se passèrent ainsi, et l'hiver dépouilla la campagne de sa verdoyante parure. Le vieux Barboso commença à trouver les soirées bien longues. Habitué à se coucher fort tard, après les représentations, il ne savait comment employer le temps depuis le coucher du soleil jusqu'à minuit. Sa seule récréation était de jouer aux cartes avec Valentin; mais celui-ci allait souvent veiller au château des Roches, où Rosette continuait d'habiter auprès de Mlle Du Brenois. Le vieux bohémien n'était point invité à assister en tiers aux causeries intimes des deux jeunes gens. Il restait donc seul dans le chalet, bâillant, se promenant de long en large, repassant dans son esprit les principaux épisodes de sa vie active. Le repos absolu devient un supplice pour ceux qui ont beaucoup agi. Le signor Barboso se sentait mal à l'aise et comme fatigué dans cette tranquillité parfaite où les jours se succédaient avec une monotonie désolante. Aussi, dès que le printemps s'annonça, dès que se fit entendre le premier chant de la grive, le vieux bohémien commença à s'agiter comme l'oiseau dans sa cage.

— Fabricio, dit-il à son ancien élève, la vie champêtre a ses

charmes à ce qu'il paraît, puisque tant de gens l'ont adoptée; moi, vois-tu, j'aime mieux la vie nomade. Si tu veux, j'essaie de remonter un cirque, et je te prends pour associé!

— Non, non, répondit Valentin, me voilà au port, et j'y reste.

— Je le conçois; tu es dans l'âge où le cœur parle plus haut que l'esprit; la petite Rosette te plaît!... Eh bien! avance-moi un peu d'argent, quelque chose comme cinq cents francs, et je me remets à courir le monde.

— Où irez-vous, mon maître?

— Où vont les oiseaux, à la grâce de Dieu!

Quelques instances que fît Valentin pour le retenir, le vieillard partit. Pareil au canard sauvage, poussé par l'instinct à rejoindre ses congénères qui traversent l'espace en bandes serrées, il eut bientôt rallié une troupe d'acrobates qui donnait des représentations à vingt lieues de là. Les fonctions qu'il y remplit convenaient tout à fait à son grand âge. Armé d'une baguette, il expliquait à la foule les exercices variés dont les tableaux suspendus devant la baraque présentaient une image séduisante, et dans les parades il faisait le rôle du maître qui administre des soufflets à Paillasse.

Mlle Du Brenois ne fut pas fâchée de ne plus voir au bout de l'avenue de son château cet excentrique personnage, qui ne lui avait jamais inspiré beaucoup de sympathie. Rosette ne l'aimait pas davantage; elle ne lui pardonnait pas d'avoir enlevé Valentin sur la grande route et de l'avoir gardé si longtemps. Celui-ci fut affligé du départ de son vieux maître, à qui il ne restait d'autre perspective que d'aller mourir dans un hôpital. Il lui arriva même aussi de regretter quelquefois les jours de sa jeunesse vagabonde, quand il se trouva entièrement seul dans sa nouvelle demeure.

— Ingrat, lui dit à ce propos Mlle Du Brenois, de quoi te plains-tu? N'es-tu pas libre ici? T'ai-je donc coupé les ailes?

— Non, non, répondit Valentin, mais je sens qu'elles sont un peu rognées!... Je m'y ferai, je l'espère... Le chalet est charmant, c'est un petit paradis! Et pourtant...

— Eh bien! parle.

— Après avoir vécu si longtemps en compagnie, je ne puis plus me faire à cette solitude. Dans ce pays, chacun a une famille autour de soi, et moi, faudra-t-il que je sois toujours l'orphelin condamné à vivre dans l'isolement?... J'ai pourtant vingt-deux ans passés!...

— Rosette en a dix-neuf, ajouta Mlle Du Brenois; n'est-ce pas cela que tu voulais dire?

— Grâce à vous, je suis riche, mademoiselle; mais Rosette n'a rien. Si je vous demandais la permission de l'épouser, vous me la refuseriez peut-être?

— Valentin, dit Mlle Du Brenois, tu as passé dix ans à courir le monde, et tu n'es pas plus avisé que cela! En vérité, mon garçon, je commence à croire que tu es aussi naïf que le jour où tu as eu si grand' peur des revenans dans ce château! Vous avez d'étranges idées dans les campagnes. A côté de la reconnaissance et du dévouement, il y a toujours place dans vos cœurs pour un peu de défiance. Toi, tu t'imagines que je suis décidée à m'opposer à tes désirs les plus légitimes, et Rosette m'en veut de t'avoir fait riche!

— Vous consentiriez donc à ce que je la prisse pour ma femme? demanda Valentin en tremblant.

— Pauvre comme elle l'est, non sans doute, dit Mlle Du Brenois. Tu pâlis déjà, Valentin; écoute-moi jusqu'au bout. Après ce que j'ai fait pour toi, je ne puis prendre encore sur mon bien; mais je dote Rosette sur mes économies.

Le lendemain, Valentin se rendait au château dès le matin. Il aperçut de loin Rosette qui tressait une couronne d'églantiers. La jeune fille était radieuse comme le soleil de printemps qui resplendissait sur l'azur du ciel.

— Où vas-tu, Rosette? dit Valentin.

— Viens avec moi, tu le sauras, répondit la jeune fille.

Ils marchèrent pendant un quart d'heure en suivant les étroites allées d'un taillis, et arrivèrent à un carrefour solitaire dont un chêne immense marquait le centre. Dans le creux de cet arbre trois fois séculaire était placée une petite bonne Vierge que les paysans de la contrée tenaient en grande vénération.

— Tiens, Valentin, dit Rosette, j'avais promis à la bonne Vierge du chêne de lui donner une belle couronne d'églantiers le jour où elle nous rendrait celui qui avait disparu...

— Une,... deux! s'écria Valentin en faisant une cabriole. C'est ainsi que je saluais le public quand il me redemandait... Ah! Rosette, tu m'attendais donc toujours?

— Chut! fit la jeune fille, pas de gambades, s'il vous plaît. A genoux, Valentin; remercions le bon Dieu, et puis après nous irons nous jeter au cou de Mlle Du Brenois.

THÉODORE PAVIE.

DES FÉES

ET

DE LEUR LITTÉRATURE EN FRANCE

Contes de Perrault, avec les illustrations de Gustave Doré; 1 vol. grand in-folio. Paris, Hetzel et Didot, 1862.

La vie de l'imagination a ses tristesses, ses amertumes et ses déceptions, comme celle du cœur ou celle de l'âme, car chacune de nos facultés est un centre d'une vie particulière où se passent des aventures, des révolutions, des catastrophes qui restent pour ainsi dire inconnues aux autres régions de nous-mêmes, absolument comme dans un grand empire les péripéties souvent pleines d'intérêt de tel village ou de telle sous-préfecture restent inconnues à la capitale. Qui a vécu de la vie de l'imagination et n'a pas connu les douleurs singulières dont je parle? Tristesses de sylphe qui a trouvé flétrie la fleur où il comptait s'abriter, désespoir de gnome qui a trouvé fermées les portes de la mine dont il aimait à contempler les splendeurs, embarras d'enchanteur qui perd subitement la mémoire des formules magiques qui devaient lui ouvrir le monde des merveilles. C'est un dur moment pour l'Ariel qui est en nous que celui où il reconnaît que tel amour capricieux qui faisait délicieusement frémir ses ailes les laisse maintenant sans voluptueux frisson, que telle incantation dont la musique l'enivrait laisse maintenant sa voix languissante, et que sa lointaine Bermude ne lui fournit plus la même provision de rosée qu'autrefois. Pour les génies

aussi il est dangereux de ne pas se contenter du souvenir, de repasser par les sentiers parcourus jadis, de rechercher les traces des êtres aimés, de vouloir retrouver la réalité passée dans la réalité présente. Combien de fois il arrive au trop curieux Ariel d'être puni de cette expérience impie par quelque déception cruelle! C'est en vain qu'il voudrait ressaisir cette vie enchantée dont il avait joui; la haie derrière laquelle il aimait à se blottir est effondrée et ne pourrait cacher le plus petit lutin, la source dans laquelle il se baignait est tarie, et le jardin dont il avait respiré si souvent les roses ne produit plus que les fleurs de la solitude et les herbes de l'abandon. Voilà votre histoire à beaucoup d'entre vous, vieux poèmes dont nous avons raffolé, vieux contes qui nous avez autrefois enrichis de vos merveilles, vieilles poésies qui nous avez prodigué des voluptés qui semblaient intarissables. C'est une grande tristesse souvent que de vous revoir après des années de séparation, et souvent aussi une grande imprudence. Mieux vaudrait rester avec le souvenir que vous nous avez laissé, et qui témoigne que vous avez possédé au moins pendant une heure le don des enchantemens. Voilà votre histoire surtout, vieilles lectures d'enfance faites avec une si crédule confiance, une imagination si pleine de bonne foi, avec un cœur tout frémissant de cette curiosité peureuse qui n'a de comparable que la pudeur ardente et craintive de la vierge à son premier amour.

Ainsi donc Ariel lui-même a ses mécomptes, ses désillusions et ses amers regrets. Hélas! oui. Lui aussi, il doit acquérir la sagesse au prix de ses larmes et la dure expérience aux dépens de son cœur capricieux. C'est ainsi qu'il arrive à conquérir la brillante liberté de son vol, qu'il déjoue les formules de servitude de tous les Prosperos d'occasion et de hasard à la merci desquels il a si longtemps vécu, qu'il arrive à n'être plus dupe de tous les sorciers qui, sous prétexte qu'ils savent épeler quelques phrases faciles du grimoire de l'art, réclament tyranniquement ses services. Comptez par exemple de combien d'admirations refroidies, d'affections mal placées, d'égaremens et d'emportemens aussi sincères que peu justifiés, d'enthousiasmes en disproportion avec l'œuvre qui les inspirait, se composent cette sûreté de goût et cette rectitude d'imagination qui distinguent le véritable connaisseur de bonne littérature.

Douce sagesse, direz-vous, que celle qui est achetée au prix de blessures aussi légères et aussi charmantes! Pas toujours. L'être imaginatif qui est en nous souffre autrement que l'être passionné ou l'être religieux; mais il souffre vraiment, et pour ma part je ne connais rien de plus irritant que le dépit que laissent certains mécomptes de l'imagination. Ces douleurs sont d'un genre si particu-

lier, qu'il est difficile de les faire comprendre à qui ne les a pas éprouvées; j'essaierai néanmoins d'en donner un exemple. Pendant des années, le plus brillant souvenir que nous eussions conservé de nos lectures d'enfance était celui d'un conte de fées dont nous avions oublié le nom, l'auteur et même le sujet. Tout ce que nous en pouvions dire, c'est qu'il nous avait fait éprouver des émotions qu'aucun autre conte ne nous avait données, des émotions d'un genre grave, dramatique, pleines d'une poésie sombre et presque religieuse. C'était une féerie qui avait intéressé non-seulement notre imagination, mais notre conscience d'enfant. La scène, autant que nous pouvions nous en souvenir, se passait dans une île de cristal, transparent royaume qui ne permettait à ses habitans de cacher aucune de leurs actions. Il y avait là un jeune prince que poursuivaient des bruits de trompettes plus formidables que ceux des trompettes du jugement dernier et un glas de cloches sonné par des mains invisibles sur toute l'étendue du royaume. Imaginez les cérémonies lugubres de l'excommunication accomplies dans le pays des fées, et vous aurez une idée de l'impression que nous avait laissée ce conte inconnu. Comme le son de ces cloches, doublé par la sonorité de l'île de cristal, retentissait douloureusement dans le cœur! comme ces éclats de trompette pénétraient cruellement dans l'âme en déchirant l'ouïe et en bouleversant la pensée! Combien de fois nous avions désiré retrouver ce conte dont nous avions perdu les traces, qui faisait date dans nos souvenirs, et qui restait indissolublement lié pour nous à cet éveil de la vie morale où l'âme, encore tout emmaillottée des langes de l'instinct et doucement engourdie du sommeil de la chrysalide humaine, commence à rêver confusément qu'il y a plus de choses dans le monde que les yeux ne lui en présentent! Enfin, après bien des recherches infructueuses, un hasard malencontreux nous fait mettre la main sur un petit volume de chétive apparence. O déception! l'auteur était l'innocent et emphatique Ducray-Duminil, et le conte était une des platitudes morales les plus insupportables qui se puissent imaginer. Que n'aurions-nous pas donné pour que le hasard eût continué à dérouter nos recherches! car ce qui était détruit à jamais pour nous, ce n'était pas la valeur littéraire de ce conte, c'était la valeur morale d'un souvenir qui désormais n'avait plus pour nous aucun charme. A cette place où s'élevait autrefois dans notre mémoire un palais enchanté, il n'y a plus rien qu'un sable aride. Voilà les blessures d'Ariel et les mécomptes qui l'attendent lorsqu'il veut revoir les lieux où sa vie s'écoula autrefois.

C'est cependant à un de ces mécomptes que je me suis exposé volontairement. J'ai profité du prétexte que me fournissait l'édition

splendide des contes de Perrault qu'un éditeur hardi, associé à un brillant artiste, a offerte en étrennes au public français, pour relire les vieux contes qui enchantent tour à tour depuis deux siècles chaque nouvelle génération. J'ai voulu repasser par les sentiers de l'enfance et savoir si je pourrais être ému encore de ce qui m'avait ému autrefois. Averti comme je l'étais par l'expérience, je n'ai pas accompli ce projet téméraire sans beaucoup d'hésitation. A l'exception des personnages des contes de Perrault qui, ayant acquis droit de cité dans le royaume de l'art, méritent qu'on renouvelle de loin en loin connaissance avec eux, nous n'avions plus revu aucun des personnages de ces vieilles histoires. Était-il bien prudent de chercher à les revoir, et n'allions-nous pas les trouver bien déchus? Les vrais habitans du pays réel des fées avec lesquels les lectures des grands poètes nous ont familiarisés ne les feraient-ils pas apparaître bien chétifs et bien pâles? Quoi! relire les aventures de Serpentin-Vert et du Nain-Jaune, lorsque nous avons connu familièrement Puck et Caliban? rendre visite à la bonne Chatte-Blanche, lorsque nous avons rêvé dans les palais d'Oberon et de Titania? écouter les leçons morales de tous ces princes discrets, patiens, avenans, lorsque nous avons vu à l'œuvre les vertueux chevaliers de Spenser? prêter l'oreille à toutes ces histoires de dragons volans et de meubles enchantés, lorsque nous avons monté l'hippogriffe d'Astolphe et bu dans la coupe que ne voulut pas vider Renaud? Les œuvres des grands poètes, voilà les véritables royaumes de la féerie, dont ces vieux contes ne sont que les vestibules et les chambres de nourrice. Ces œuvres modestes nous ont préparés à comprendre les splendeurs que le génie humain devait nous présenter plus tard : ils ont aidé ainsi à notre éducation morale, et grâces leur en soient rendues; mais quel plaisir le rose-croix pourrait-il prendre à recommencer pour son propre compte les épreuves de l'initiation?

Était-il même bien nécessaire d'évoquer le souvenir des grandes œuvres de l'imagination humaine? Le souvenir des contes et des légendes d'origine étrangère ne suffirait-il pas à lui seul pour rabaisser dans notre esprit le mérite de nos pauvres contes d'origine française? Qu'est-ce, je vous prie, que les apothéoses théâtrales et les flammes de Bengale de nos histoires de fées à côté des splendeurs de tous ces contes allemands, bohèmes, serbes, russes, orientaux, dont les érudits et les curieux de notre époque chercheuse ont ébloui les yeux des lecteurs contemporains? Combien pâles et insignifiantes sont toutes les aventures des princes et des chevaliers de la féerie française à côté des aventures d'Egbert à la blonde chevelure et du loyal Eckart! Et que sont nos aimables prin-

cesses, amantes fidèles des oiseaux bleus et des serpentins verts, à côté de Melechsala la Musulmane ou de Libussa la Bohémienne? Remarquez aussi cette différence essentielle, et qui est toute au désavantage des contes français : lorsque vous lisez les contes allemands, à quelque âge que vous soyez arrivé, vous y prenez le même plaisir que l'enfant. L'auteur semble avoir cru que l'enfant se conservait dans l'homme, et que pour le voir apparaître il suffisait de prononcer à tout âge le *Sésame, ouvre-toi* des jeunes années. Au contraire, les conteurs français semblent croire que l'enfant est effacé par l'homme, et que ce qui convient à l'un ne saurait convenir à l'autre. Aussi leurs prestiges vous laisseront-ils froid si vous avez dépassé cet âge bienheureux de l'enfance, car vous vous apercevrez bientôt que c'est à lui qu'ils s'adressent exclusivement. Les portes des royaumes merveilleux se ferment sans retour pour le Français dès qu'il est arrivé à l'adolescence. Les contes étrangers sont des œuvres d'art et de poésie, les contes français sont presque toujours des œuvres d'éducation. Comment donc trouver du charme à des œuvres qui depuis longtemps ne sont plus faites pour vous! Autant vaudrait essayer si vous pourriez entrer dans votre habit de première communion, ou si vos pantalons de la dixième année vous iraient encore.

Toutes ces réflexions étaient si justes et ces appréhensions étaient si bien fondées, que nous devons avouer qu'ayant persisté, en dépit de nos pressentimens, à repasser encore une fois cette vieille littérature de notre enfance, nous n'avons pas retrouvé ces voluptés d'imagination que nous aurions certainement goûtées si le conteur, au lieu de s'appeler Mme d'Aulnoy, Mme Leprince-Beaumont, ou même Charles Perrault, s'était appelé Tieck ou Musœus. Le pouvoir magique de la plupart d'entre eux s'était bien décidément évanoui avec les années, et cependant notre témérité n'a pas été punie comme on pourrait le penser. Nous n'avons pas trouvé dans ces vieux contes ce que nous y cherchions, mais nous y avons trouvé autre chose. A la place du plaisir tout poétique et tout imaginatif que nous attendions, nous avons rencontré un plaisir d'un ordre tout moral et tout humain, et si nous avons rarement aperçu les visages des fées, en revanche nous avons bien distinctement reconnu quelques-uns des traits les plus marqués de la physionomie française. Croiriez-vous, par exemple, que rien ne prouve mieux que nos contes de fées combien le Français est un être humain, sociable et fait exclusivement pour la société de l'homme? C'est cette image de la sociabilité française que nous voudrions présenter au lecteur à l'aide du modeste, mais aimable miroir magique où les fées ont aimé à se contempler dans notre pays.

I.

I. — DU CARACTÈRE DES FÉES EN GÉNÉRAL ET DES FÉES FRANÇAISES EN PARTICULIER.

La France n'est décidément pas le pays du merveilleux. A part quelques places privilégiées ou maudites, le sol français est peu hanté par ces populations d'êtres invisibles qui pullulent en d'autres contrées : elles n'y trouvent ni des bruyères assez désertes pour leur permettre d'y tenir leur sabbat en toute sécurité, ni des forêts assez sombres et assez impénétrables pour leur offrir des abris tranquilles et qui puissent leur plaire. Quelques migrations de ces populations mystérieuses se sont cependant, à diverses époques, opérées sur le sol de la France, mais jamais les colonies de ces peuplades n'ont pu prospérer longtemps; les pauvres esprits étrangers y mouraient bientôt d'ennui, ou ne tardaient pas à déchoir de leur origine et à devenir aussi prosaïques que s'ils eussent été de simples mortels. Çà et là on rencontre pourtant des débris de ces peuplades, tristes, muets, comme s'ils étaient eux-mêmes ensorcelés, curieux pour le savant en ethnographie démoniaque, mais peu intéressans pour le poète et l'artiste. Ils forment encore une tribu puissante dans la vieille Armorique, où ils ont été mieux défendus qu'ailleurs par la solitude des guérets, les forteresses des pierres druidiques et les froids brouillards d'une mer fertile en naufrages; mais dans presque toute la France ils ne se présentent pour ainsi dire qu'à l'état d'exception, comme s'ils s'étaient égarés ou conservés par miracle, et réalisent à la lettre la fable de l'homme sauvage de la forêt des Ardennes ou l'histoire de Gaspard Hauser. Parfois un paysan attardé rencontre quelque farfadet sous la forme d'un mouton ou d'un veau qui ne lui inspire pas confiance, ou se heurte contre un nain bossu ou contrefait qui lui rappelle le tailleur de son village; l'esprit et l'homme se regardent et s'éloignent rapidement, car on ne saurait dire au juste quel est celui qui fait le plus de frayeur à l'autre. Il arrive de loin en loin à un braconnier de tirer inutilement un lièvre ou un lapin magique, qui semble se moquer de lui, ou d'entendre, lorsqu'il se repose dans un fourré où ne pénètrent pas les gardes champêtres, passer au-dessus de sa tête les aboiemens de la chasse volante qui poursuit, dit-on, les âmes des petits enfans morts sans baptême. Les pêcheurs des côtes ont surpris parfois quelque être bizarre qui se chauffait au soleil et qui plongeait sous l'eau à leur approche, ou ont retiré de leurs filets quelque poisson merveilleux. Néanmoins ces aventures et ces bonnes fortunes sont si rares que le souvenir s'en conserve dans les familles rustiques par la tradition, et que

c'est à peine si on peut rencontrer un paysan sur cent à qui pareille aubaine soit arrivée. La seule superstition à peu près générale chez ce peuple français si peu enclin au merveilleux est celle du revenant, c'est-à-dire la croyance aux visites des âmes avec lesquelles les vivans ont entretenu des rapports humains, bons ou mauvais.

Cependant, par une exception qu'on ne saurait trop remarquer, les fées se sont toujours plu sur le sol de la France, qui a été pour ainsi dire leur patrie d'adoption. Les fées ont toujours aimé la France et en ont toujours été aimées. C'est que, de toutes les populations du monde invisible, les fées sont la plus sociable et la plus humaine, celle qui possède les qualités les mieux choisies pour intéresser et flatter doucement l'imagination sans choquer le bon goût et la politesse. Leur compagnie vaut la peine d'être recherchée, ce qu'on ne pourrait pas dire des autres populations invisibles, qu'il est au contraire prudent et sage d'éviter. Que sont les fées et quel est leur caractère? Les exorcistes, les démonologues et les savans en magie les classent parmi ces esprits élémentaires d'origine païennne, immortels sans être divins, trop légers pour la terre, trop terrestres pour le ciel; mais la sévérité de ces pédans en sciences occultes est excessive autant qu'injuste, car on a vu des fées qui ont reçu le baptême et sont devenues sincèrement chrétiennes, ou qui, pleines de repentir, ont mérité d'être consolées et bénies par de saints ermites. Ce ne sont là pourtant que des exceptions, car il est vrai de dire que le sentiment religieux leur manque tout à fait, et que le caprice et la poésie constituent la seule religion qui soit à leur usage; mais si jamais on ne les a vues mêlées au cortége des anges et des esprits pieux, jamais on ne les a rencontrées parmi la tourbe des esprits damnés ou mêlées aux sombres cérémonies du sabbat. Elles ont en leur possession des talismans, des pierres précieuses, des parures et des armes enchantées dont elles daignent faire don à leurs favoris; mais jamais elles n'ont fourni aux sorcières les manches à balai qui leur servent de monture, pas plus que l'onguent dont elles se frottent. Sans être religieuses, elles ont trop bon goût pour prendre plaisir aux stupides et indécentes parodies de la messe dite à rebours, et si la prière leur est inconnue, le blasphème ne souille pas leurs lèvres charmantes, d'où sont tombés tant de promesses courtoises et de poétiques encouragemens. Ce n'est pas elles qui consentiraient à servir et à adorer le dieu Baphomet, ou qui aimeraient à hanter les lieux maudits et sinistres, les cimetières par exemple, en compagnie des vampires et des goules. Elles détestent les nuits noires, qui sont les préférées des esprits damnés; elles choisissent pour leurs jours de fête et de réunion, pour leurs bals et leurs festins, les belles nuits éclairées

d'une lumière argentée, douce et égale. Elles ne redoutent pas l'éclat du jour, et rendent parfois leurs visites en plein midi; mais elles ont une prédilection particulière pour ces heures du crépuscule où, dans une lumière baignée d'ombre, elles rencontrent leurs cousins et leurs frères, les sylphes et autres enfans de l'air. Leurs lieux de rendez-vous sont toujours choisis avec bon goût : une fontaine limpide, une clairière s'ouvrant sur une prairie, les places des forêts où les arbres sont plus verdoyans et les tapis de mousse plus abondans et plus riches. Leurs mœurs, sans être exemplaires, sont exemptes d'actions noires et criminelles; malicieuses sans être méchantes, perfides sans être perverses, capricieuses, égoïstes, leurs défauts ne sont, à tout prendre, que les excès de leurs qualités, car elles sont affectueuses et sociables, et ne supportent la solitude que lorsqu'elles ne peuvent pas faire mieux. Elles aiment à aimer et à être aimées; c'est là la source des quelques mauvaises actions qu'on leur reproche. Il est arrivé par exemple à quelques-unes d'entre elles d'enlever un chevalier et de le confisquer à leur profit, à d'autres de retenir plus longtemps que son devoir ne le lui permettait un paladin ou un trouvère, à d'autres encore de tromper un amant sur leur âge véritable, ou d'initier un page aux mystères amoureux, ou même (l'intrigue ne leur déplaît pas) de fournir les talismans et les breuvages qui devaient faire triompher une passion coupable; mais ces choses se sont vues ailleurs que chez les fées, et on ne peut leur reprocher bien vivement ce qu'on excuse dans notre monde.

Il est remarquable aussi que les fées ne forment pas, à proprement parler, une caste comme les autres esprits invisibles, mais une libre société, qui n'a d'autre aristocratie que celle qui résulte des habitudes élégantes de l'esprit et des priviléges de la nature. Elles sont de conditions très diverses, et n'ont de commun entre elles que l'esprit, le bon goût et le don des enchantemens. Il y en a qui sont princesses, et auxquelles il ne coûte rien de répandre l'or et les diamans; d'autres sont de simples bourgeoises avisées et de bon conseil; d'autres ont une physionomie rustique, toute brillante de l'éclat des fleurs des champs, et leurs historiens spéciaux nous en présentent même quelques-unes qui sont ce que nous appellerions de simples grisettes, patientes, discrètes, reconnaissantes, moins puissantes que leurs sœurs, et soumises, hélas! aux embûches et aux sortiléges des méchans enchanteurs, mais arrivant à leurs fins à travers tous les obstacles par la puissance du don qui est en elles. Cette démocratie aristocratique ou cette aristocratie démocratique, comme on voudra l'appeler, ne s'est jamais rencontrée que chez les fées. Rien de pareil n'existe chez les autres esprits élémentaires

ou démoniaques : là les différences sont tranchées, exclusives, les castes cruelles, fermées, inaccessibles; un troll, un kobold, une salamandre appartiennent à une race déterminée. On est troll, kobold ou salamandre, ou on ne l'est pas. Cette ignorance du régime des castes, qui est peut-être le témoignage le plus remarquable des instincts sociables et humains des fées, suffit à expliquer pourquoi elles ont toujours été chères à la France, tandis que les autres êtres mystérieux n'ont jamais obtenu que son dédain, son indifférence ou son mépris.

Les mœurs et les habitudes que nous venons de décrire appartiennent principalement aux fées françaises; mais il est remarquable qu'aux différens âges de leur histoire on retrouve dans leurs personnes les traits essentiels que nous venons d'indiquer, comme on retrouve les caractères principaux du génie d'un peuple à travers les vicissitudes les plus diverses de sa fortune. On les rencontre un peu partout, car, au contraire des autres populations mystérieuses, qui sont casanières, sédentaires, et qui se détachent difficilement du sol où elles sont nées, les fées sont voyageuses et cosmopolites, elles s'acclimatent en tous lieux. Eh bien! dans quelque pays qu'on les prenne, même chez les peuples d'humeur sombre et violente et chez les nations à demi barbares, et quel que soit le nom sous lequel elles se cachent, on sent en elles des dispositions latentes à la sociabilité, qui n'attendent pour s'épanouir qu'un milieu favorable. En Allemagne, elles sont restées gracieusement barbares; elles n'ont jamais pu cesser d'être des filles de la nature et devenir des personnes morales, mais leurs espièglerie homicides trahissent des instincts singulièrement humains, et il n'a manqué que des éducateurs affectueux aux elfes pour devenir des fées accomplies. Les fées demandent à être aimées plus que craintes ou redoutées, et elles semblent singulièrement sensibles au mépris. Partout où les populations les redoutent et les injurient comme des êtres maudits, elles deviennent timides, sauvages, malfaisantes, et redoublent de mauvais instincts. Redoutées comme dangereuses et perverses en Allemagne et dans les pays scandinaves, elles sont fantasques, capricieuses, innocemment cruelles, timides à l'excès ou audacieuses à outrance. Elles demandent un peuple d'esprit libre, tolérant, un peu sceptique; le fanatisme les met en fuite et les fait déchoir. Ainsi en Bretagne, où elles ont séjourné si longtemps, la piété du peuple leur a fait un mauvais renom. Les fées bretonnes, qui ont la méchante habitude d'enlever les enfans, ne sont pas des barbares à la manière des fées allemandes, ce sont des princesses déchues. Là encore leur histoire témoigne combien elles sont sensibles à l'aversion et au mépris de l'homme. Jadis

elles ont régné paisiblement sur la Bretagne; mais un jour le christianisme est venu établir ses chapelles près de leurs vieilles forêts et de leurs dolmens druidiques. On les a invectivées, exorcisées, traitées d'esprits maudits et de filles de Satan; alors elles se sont retirées et se sont vengées de leur déchéance en jetant des sorts, en enlevant des enfans et en s'associant aux bandes malicieuses des nains. Elles sont encore adorablement belles dans leur déchéance, seulement elles n'aiment plus qu'on les voie; elles chantent encore délicieusement, mais ce n'est que pour elles seules, pour tromper les ennuis de leur solitude, et non plus pour remplir de doux rêves les âmes des enfans des hommes; elles sont toujours riches, mais elles sont devenues dures et avares à ce point que non-seulement elles ne livrent rien de leurs richesses, mais que quiconque les surprend comptant leur trésor est sûr de périr. Dans leur ressentiment, elles ont montré l'exagération de sensibilité et la rancune invétérée des femmes offensées, si bien que le paysan breton, qui se rit des nains et qui les met en fuite avec une oraison ou une goutte d'eau bénite, tremble au seul nom des fées, qu'il sait beaucoup plus implacables. Elles n'ont pu pardonner d'avoir été humiliées.

Voyez au contraire comme leur éducation a été rapide, lorsqu'elles se sont trouvées dans un milieu conforme à leur nature et chez un peuple qui sut comprendre leurs goûts et leurs aptitudes. Le pays qui fut leur berceau indique assez leur caractère et leurs penchans. Un savant en ethnographie dirait qu'elles sont de race âryenne et qu'elles appartiennent à la grande famille des peuples indo-germaniques; je me contenterai de dire qu'elles naquirent en Perse, chez ce peuple spirituel, subtil et voluptueux, le plus fin de l'Asie, et qu'on a nommé les Français de l'Orient. Elles sortirent de ces essaims d'esprits élémentaires que fit éclore la doctrine du dualisme, et obéirent aux enchantemens et aux invocations des mages. Là elles passèrent leur longue et voluptueuse enfance jouant dans la lumière d'un air sec et pur et s'enivrant de parfums auprès des maisons peintes et des kiosques légers; puis, s'envolant par bandes gracieuses, comme des troupes d'oiseaux voyageurs, elles s'abattirent dans toutes les contrées avoisinantes, ou bien, invisibles, elles firent route avec les voyageurs et les étrangers, qui les emportaient avec eux, sans le savoir, dans un pli de leur robe, dans une fissure de leur turban, et qui les secouaient ensuite avec la poussière apportée de l'Iran là où ils s'arrêtaient. Aimées de toutes les populations rêveuses et imaginatives de l'Orient, bien accueillies à leurs foyers et sous leurs tentes, protégées par la loi tolérante de l'Islam, elles se sont montrées reconnaissantes et généreuses. On les voit, prodigues de trésors, de dons et de rêves, enchanter les exis-

tences de ceux qu'elles honorent de leur attention capricieuse, ou dont elles ont reçu quelque bienfait. Est-il trop téméraire de voir, sinon des fées, au moins des sœurs de fées dans les nymphes et les déesses rustiques de l'antique Grèce? Quel que soit le nom qu'on leur donne, voyez ce qu'elles sont devenues au contact du peuple le plus libre et le plus sociable qui fut jamais. Comme les fées, les nymphes représentent les forces secrètes de la nature; mais la protection des dieux hellènes et la compagnie des jeunes Grecs les délivrèrent bientôt de la fatalité qui les enchaînait. Elles échappèrent bien vite à leur prison liquide ou secouèrent leur geôle d'écorce pour devenir des personnes morales, douées de passion et de tendresse, ne demandant, elles, les immortelles, qui résistaient parfois aux dieux, qu'à enchanter l'existence de quelque bel adolescent, honneur du gymnase, ou de quelque petit pâtre à la lèvre harmonieuse. Mais là où leurs instincts sociaux et humains se sont développés dans toute leur plénitude, c'est parmi les nations de race celtique, et spécialement en France. Là elles n'ont pas seulement aimé la société de l'homme, elles se sont enchaînées à ce point à ses destinées, qu'elles se sont transformées selon les vicissitudes de son histoire. Tandis que les fées allemandes, par exemple, ont aujourd'hui exactement les mêmes mœurs qu'autrefois, les fées françaises, bien plus anciennes qu'elles, ont trouvé moyen de changer cinq ou six fois de caractère. Tour à tour on les a vues prophétesses et druidesses, châtelaines féodales, dames des bois et dames de cour; mais sous ces costumes divers elles portent le même cœur sensible et humain. En changeant de condition, leur puissance n'a augmenté ni diminué, car dès le premier jour elles étaient de hautes et puissantes personnes à qui la fortune et le temps ne pouvaient plus rien donner.

On les voit à l'origine, graves, sérieuses et savantes, errer sous les forêts celtiques. Ce sont des prophétesses et des voyantes. Elles connaissent l'herbe d'or et les vertus du trèfle magique, les secrets des pierres et les breuvages qui donnent l'immortalité et la science universelle. Elles seules sont riches dans ces temps de barbarie et de pauvreté générales; elles boivent dans des coupes d'or et habitent des palais étincelans de pierres précieuses; puis, les temps ayant changé, elles deviennent des princesses, des chasseresses et des châtelaines féodales. Parfois on les voit déboucher à l'improviste du coin d'un bois, brillantes et nocturnes amazones, suivies de leur cour gracieuse. Elles hantent les palais et conversent familièrement avec les rois, qu'elles honorent de leurs conseils et de leurs dons. Quelquefois aussi elles s'éprennent d'amour pour un chevalier, et alors elles ressentent toutes les douceurs et toutes les amertumes de la passion, comme les plus faibles des femmes. Elles sacrifient tout

à leur amour, même leurs dons magiques, qu'elles savent en péril, même leur immortalité. Elles renoncent volontiers aux priviléges de leur race et à la compagnie de leurs sœurs pour vivre dans la solitude avec celui qu'elles aiment. Quand elles sont trahies ou méconnues, leur cœur se brise, et alors elles languissent et meurent. Que de bienfaits leur ont dus nos pères, et que de bienfaits ne leur devons-nous pas nous-mêmes! Elles ont rendu riens pour nous les durs et sombres temps féodaux par les enchantemens de brillante poésie dont elles les ont revêtus. Les chevaliers dont elles pansèrent les blessures, les pages qu'elles formèrent à l'amour, les écuyers dont elles protégèrent la fortune, ont disparu depuis longtemps; mais les devises qu'elles inventèrent, les arabesques qu'elles gravèrent sur la pierre, les chants qu'elles apprirent ou qu'elles inspirèrent aux poètes existent encore. Ces êtres réputés païens ont eu leur part dans la formation du bien moral qui fut propre à cette époque violente, car il est deux vices dont elles ont horreur : la lâcheté et le mensonge. On en a vu protéger capricieusement un perfide, jamais un lâche ou un menteur. Et enfin il ne faut pas oublier qu'il y a dans leur histoire un moment mémorable où elles ont tenu entre leurs mains la fortune de la France. Longtemps avant que l'archange saint Michel apparût à Jeanne d'Arc, elles avaient, invisibles, bercé de rêves de vague héroïsme et de grandeur sans objet l'âme de la noble fille, et l'avaient ainsi préparée à la mission que des esprits d'ordre plus haut que le leur devaient lui assigner. C'est leur grand jour, et cette fois leur bienfait n'est plus poétique et légendaire, il est historique. La Fontaine des Fées restera un lieu à jamais mémorable dans l'histoire du monde.

Voilà l'histoire, le caractère et les mœurs des fées, la véritable création de la France dans l'ordre du merveilleux. Ils sont à nous, ces brillans enfans de lumière et de poésie. Il y a des fées dans tous les pays, mais les vraies fées sont celtiques et françaises, comme dans l'ancien monde les vraies nymphes étaient grecques. Partout ailleurs elles ont été condamnées à l'immobilité de la nature et sont restées attachées à leur chêne, à leur fontaine, à leur source; mais chez nous, participant aux bienfaits de la loi de perfectibilité qui est la loi de l'âme, les gracieuses forces élémentaires sont devenues des personnes et ont pris un caractère humain. Si chaque peuple fait son merveilleux à son image, il n'est pas de miroir qui rende plus exactement la ressemblance du génie sociable, libéral et doux de la France, que l'unique superstition dont il ait aimé à s'enchanter.

II. — DE LA LITTÉRATURE DES FÉES EN FRANCE.

Il est arrivé aux fées une mésaventure qui arrive fréquemment aux bons génies de notre pays. Ces êtres aimés de toutes les classes de notre société n'ont jamais pu trouver en France un poète digne d'eux. Les fées sont françaises, et cependant leur véritable littérature est à l'étranger. Il semble que l'homme les avait chez nous trop rapprochées de lui, et qu'il les connaissait trop familièrement pour pouvoir raconter noblement les merveilles dont elles sont prodigues. Elles faisaient trop partie de la maison, du voisinage, pour exciter ces sentimens d'admiration et cet enivrement de la surprise qui sont nécessaires à la vraie poésie comme au véritable amour. Trois grands hommes, un Italien et deux Anglais, ont immortalisé leur souvenir et raconté, dans un langage qu'elles peuvent écouter avec plaisir, la période la plus brillante de leur brillante histoire. Si vous voulez connaître les faits et gestes des fées, vous devez les chercher dans Arioste, dans Spenser et dans Shakspeare. Spenser a recueilli tous les nobles enseignemens qu'elles avaient donnés à la chevalerie; Arioste a raconté leur vie mondaine et d'aventures, toutes leurs brillantes espièglerie, et enfin Shakspeare a raconté leur vie vraiment féerique et aérienne, leurs mœurs enjouées et libres. De ces trois grands hommes, Shakspeare est celui qui les a le mieux connues, qui les a vues de plus près; aussi trouverez-vous dans ses œuvres mille détails curieux sur leur vie intime de libres esprits, et ce qu'aucun autre poète n'a donné avant lui ni depuis, des spécimens de la langue imagée qu'elles parlent, et un recueil des chants qui sont à leur usage. Quant à la France, elle serait presque sans témoignage de leur existence, si nous n'avions pas les contes de Charles Perrault. Le bon Perrault n'est pas leur seul témoin parmi nous, mais c'est le seul certainement qu'elles voulussent avouer. Leur seul historien dans cette France qu'elles ont habitée si longtemps est donc un simple chroniqueur, un anecdotier, une sorte de Pierre de l'Étoile du monde merveilleux qui enregistre les petits faits et les menus détails venus à sa connaissance. Nous voilà bien loin des magnifiques annales que nous citions tout à l'heure.

Tels qu'ils sont, ces contes valent leur réputation, et méritent la faveur dont ils jouissent depuis deux siècles, car ils sont les seules œuvres placées sous l'invocation des fées qui soient des œuvres d'art. Ce ne sont que des fragmens et des documens d'une histoire poétique qui n'a pas été écrite; mais ces documens sont authentiques, et ces fragmens sont d'une naïveté précieuse. Ils sont petits et modestes, mais dans leur modestie ils possèdent ce charme

qui émane des créations vraiment poétiques, qu'il est si difficile de définir, et auquel cependant on ne saurait se tromper. Ils ont toutes les qualités que les connaisseurs les plus difficiles exigent des œuvres d'art; il ne leur en manque vraiment pas une seule. Ainsi leur moralité n'est pas pédantesquement directe, défaut que la poésie hait par-dessus toute chose : elle est, comme celle des fables de La Fontaine, enveloppée, indirecte; ils ne disent pas seulement une chose, ils en disent plusieurs, et leurs applications sont aussi nombreuses que les divers caractères et les diverses dispositions d'esprit des lecteurs; c'est dire qu'ils sont de la matière souple, malléable, dont est faite la vie humaine, et que, comme la nature, ils sont de figure incessamment changeante sous leur apparence arrêtée et précise. Comme toutes les créations de la vie, ils ont leur paysage, leur atmosphère ambiante. Le récit est très rapide, et cependant minutieusement circonstancié : rien n'est oublié, ni l'ameublement, ni le costume, ni les particularités physiques ou morales des acteurs, ni les moindres nuances de l'action, et cette exactitude minutieuse conserve à ces contes un grand air de réalité. L'auteur est comme un témoin qui force à croire à la vérité générale de son témoignage par un détail imprévu ou par une circonstance insignifiante que sa mémoire aurait pu négliger. On a judicieusement fait remarquer que les souris transformées en chevaux par la fée marraine de Cendrillon gardent dans leur métamorphose leur première robe grise, et que le rat qui sert de cocher conserve sa moustache, « une des plus belles qu'on eût jamais vues. » Perrault, qui semble pressé d'arriver à son but, trouve le temps de nous apprendre sur ses personnages une quantité de petits faits caractéristiques qu'un écrivain marchant à pas plus lents aurait peut-être oubliés. Ainsi nous savons que la bûcheronne mère du Petit-Poucet avait une préférence pour l'aîné de ses enfans, qui s'appelait Pierrot, et cela parce que Pierrot était un peu rousseau et qu'elle-même était un peu rousse. Lorsque le pauvre ménage a reçu à l'improviste les dix écus du seigneur, la bûcheronne va au marché, achète trois fois plus de viande qu'il n'en fallait pour le souper de deux personnes, et ce seul trait jeté négligemment suffit pour nous faire comprendre l'étendue de la misère des parens de Poucet, car il exprime très exactement cette imprévoyance du lendemain, cette gloutonnerie irréfléchie et avide qui naît des longs jeûnes et des grandes détresses. La sobriété et l'abondance vont rarement de compagnie; mais jamais on n'a mieux réussi à unir ces deux qualités qui s'excluent d'ordinaire que ne l'a fait le bon Perrault dans ses contes sans prétention. L'*Histoire du Petit Chaperon-Rouge* possède exactement le même genre de mérite que nous admirons

dans les fables de La Fontaine : le récit est court sans précipitation, et pour ainsi dire rapide avec lenteur; nous avons le temps de tout apercevoir, le coin du bois où apparaît le loup, le paysage dans lequel s'attarde le Petit Chaperon-Rouge, même la figure de la mère-grand. *La Barbe-Bleue* est un beau récit, très dramatique et vraiment émouvant, même lorsqu'on a depuis longtemps oublié les faciles terreurs de la première enfance. Il est impossible de ne pas ressentir une impression de pénible anxiété lorsqu'on interroge avec la sœur Anne cet horizon où l'on n'aperçoit rien que le soleil qui poudroie et l'herbe qui verdoie. Tels qu'ils sont, ces petits contes ont survécu et survivront encore à bien des œuvres pompeuses; le coup de baguette d'un enchanteur modeste et bourgeois, mais d'un enchanteur réel, a touché tous ces enfans déguenillés de la tradition orale, tous ces nourrissons assez souvent chétifs de la légende populaire, et les a transformés.

Ces petits contes ont encore un autre caractère fort singulier, par lequel ils révèlent leur naïveté et leur origine populaire. Nous avons dit que la moralité en était indirecte et enveloppée, comme doit l'être celle de toute véritable œuvre d'art; mais nous pourrions ajouter que cette moralité est peu importune et peu sévère, et même que la plupart du temps elle brille par son absence. Nul doute que, s'il eût tiré ses contes de son propre fonds au lieu de les demander aux souvenirs des bonnes gens de son voisinage, Perrault eût plus fortement insisté sur ce point de l'enseignement moral; il se fût trop souvenu qu'il écrivait pour le plaisir et l'éducation de ses enfans, et malgré lui eût fait acte de pédagogue et de moraliste. Heureusement il s'est contenté de les puiser à cette source de la tradition populaire qui jaillit de la nature même et coule librement, et ils ont gardé de cette origine la fraîcheur et la naïveté. Comme toutes les œuvres naïves, ils se font donc remarquer par une grande insouciance de la morale sociale; ils se contentent d'être vrais et conformes au spectacle du monde et de la vie. A proprement parler, les personnages de Perrault ne savent même pas ce que c'est que la moralité ou l'immoralité; ils savent ce que sont les choses qu'on appelle finesse, bonté, méchanceté, prudence, curiosité. Et ne croyez pas que cette insouciance de la moralité nuise en quoi que ce soit à leur honnêteté; ils sont mieux que moraux, puisqu'ils sont naïfs; ils sont innocens et candides. Ils abordent les sujets les plus scabreux et mettent en scène des personnages légèrement équivoques; mais, comme ils ne songent pas à mal en effleurant le scandale, ils ne scandalisent pas un seul instant l'imagination du lecteur, ils ignorent les lois de la morale sans l'enfreindre et sans l'offenser. Dans ces contes destinés à l'amusement des enfans,

le bon Perrault, toutes proportions gardées, a montré la même liberté d'esprit qu'un Shakspeare ou un Cervantes : pas plus qu'eux, il n'a cherché à être plus moral que la vie et la nature. La donnée de *Peau-d'Ane* est aussi hardie que les plus hardies et les plus aventureuses des données de Shakspeare. L'ingénieux Chat-Botté, dont nous ne pouvons nous empêcher d'applaudir les bons tours, frise, si l'on y regardait d'un peu près, le chevalier d'industrie et le coureur d'aventures. Le spirituel Petit-Poucet, sauveur de ses frères et artisan de leur fortune, est loin d'être un héros à proposer comme exemple de vertu. Ni la reconnaissance ni la franchise ne sont au nombre de ses qualités, et il a même certains défauts qui, développés par la vie, deviendront des vices bien caractérisés. Le Petit-Poucet contient le germe d'un Gil Blas ou même d'un Figaro. C'est dans cette indifférence d'une moralité trop dogmatique qu'il faut chercher le secret de la faveur dont les contes de Perrault jouissent auprès des lecteurs de tout âge et de toute condition. Comme ils n'ont pas la prétention d'être plus moraux que la vie, nous aimons à y chercher la miniature du monde que nous connaissons et le souvenir des expériences que nous avons faites.

Si vous voulez comprendre la valeur poétique des contes de Perrault, comparez-les aux autres recueils de contes de fées qui ont été composés dans notre pays, au meilleur de tous, par exemple à celui de Mme d'Aulnoy. Certes je ne veux point médire des contes de Mme d'Aulnoy; l'auteur est un type de véritable Française du temps passé : spirituelle, sensée, judicieuse, pratique, connaissant à fond le train du monde et les secrets des influences sociales. Les contes de Mme d'Aulnoy sont beaucoup plus moraux que ceux de Perrault, et trahissent même peut-être plus de vivacité et de science des combinaisons. A les prendre comme œuvre d'éducation, ils sont certainement supérieurs, car ils vont plus directement à leur but, et sont plus strictement composés en vue d'un certain âge dont on pourrait rigoureusement déterminer les limites; mais ces contes si piquans, si spirituels, si ingénieux souvent, n'ont aucune naïveté. Lire un conte de Mme d'Aulnoy après un conte de Perrault, c'est lire une fable de Florian après une fable de La Fontaine. La moralité est transparente sous le récit, la leçon directe et allant logiquement à son but comme celle des fables de Florian. Le récit veut dire une certaine chose et n'en veut dire qu'une seule, il n'a qu'une seule application. Cette moralité si directe et si logique détruit toute illusion et toute impression de merveilleux, et met en fuite les fées pour ne laisser voir que de beaux messieurs et de belles dames de cour. Les fées abondent en effet dans les contes de Mme d'Aulnoy bien plus que dans ceux de Perrault; elles abondent, et cependant

on les cherche, tandis que dans les contes de Perrault on les sent toujours présentes, quoiqu'elles n'apparaissent presque jamais. Les fées de Mme d'Aulnoy ne sont réellement des fées que pour les imaginations de la première enfance. Ce sont des fées et des génies à titres nobiliaires, à brevets, à diplômes. Il semble que si l'on était honoré de leurs dons, on ne pourrait se dispenser de leur écrire un billet pour les remercier de leur bonté.

Ces défauts cependant sont encore habilement dissimulés par l'esprit ingénieux et le bon goût de Mme d'Aulnoy. Si ses contes ne sont pas des féeries, ce sont au moins d'aimables allégories, exemptes de pédantisme, écrites d'une plume libre qui se contente de donner des leçons sans appuyer ni insister lourdement; enfin ils sont bien de l'époque où ils ont été écrits, et portent la marque d'une bonne école littéraire. Passez à une époque moins saine et de goût moins pur, et ces défauts encore dissimulés vont vous apparaître tout à fait choquans. L'intelligence du merveilleux est médiocre chez Mme d'Aulnoy; elle est nulle chez Mme Leprince-Beaumont. Plus rien de féerique, nulle fantaisie, nul caprice : l'allégorie toute sèche, la moralité toute nue; des fées qui ont une physionomie de gouvernantes scrupuleuses, des génies qui ont un air de précepteurs sévères et justes. Cette dernière étincelle qui brillait encore dans les contes de Mme d'Aulnoy s'est éteinte dans ceux de Mme Leprince-Beaumont; ses contes sentent le voisinage de l'Encyclopédie, de la morale philosophique, du règne de la raison utilitaire. Ils se proposent d'instruire, et ils le disent; ils ne laissent rien supposer ni deviner, mettent la leçon qu'ils veulent donner en pleine lumière, posent des prémisses, tirent des conclusions, en sorte que s'ils brillent par quelques qualités, c'est par les qualités les plus contraires au génie du conte et de la poésie. Et pourtant que de jolis contes on aurait pu faire avec quelques-uns de ces récits, avec *la Belle et la Bête* par exemple, qui est resté célèbre et qui méritait de devenir un chef-d'œuvre, ou avec *le Prince Désir*, qui tourne court d'une manière désenchantante, mais qui contient une idée vraiment comique! De tous les contes écrits en France, les seuls qui aient quelque chose à démêler avec le merveilleux, qui portent la marque authentique de la poésie, sont donc les contes de Charles Perrault; les autres font plus d'honneur à la raison de la France qu'à son imagination.

Et cependant, même chez Perrault, le merveilleux est bien modeste et occupe une bien petite place. Les fées sont singulièrement rares dans ses récits. On en compte jusqu'à trois : la marraine de Cendrillon, la marraine de Peau-d'Ane, et la bonne vieille du conte des *Fées*. Deux ogres, c'est-à-dire deux personnages appartenant à

peine aux pays de la féerie, complètent ce personnel assez maigre. Quelquefois le merveilleux n'apparaît qu'à la dérobée, ou n'est représenté que par un simple détail. Dans *la Barbe-Bleue*, il n'y a d'autre fée que la petite clé qui résiste obstinément aux savonnages de l'imprudente jeune femme. Il n'y a rien de merveilleux dans *le Chat-Botté*, si ce n'est que le chat parle et qu'il porte des bottes, et le seul élément magique du *Petit-Poucet* se compose des fameuses bottes de sept lieues de l'ogre. Il est impossible de se mettre moins en frais de merveilleux; Perrault, fidèle à son insu aux instincts du génie français, semble moins s'être proposé d'éblouir l'imagination que d'amuser la raison. Ce n'est pas tout à fait à tort que l'illustre Miçkiewicz lui reprochait d'avoir rationalisé le conte; mais ce reproche doit plutôt retomber sur l'esprit de notre nation que sur le bon Perrault, qui n'a été que l'interprète et le secrétaire très fidèle de la muse populaire dont il a rédigé les récits. On serait tenté de dire en effet que ce sont bien les contes qui convenaient au siècle de Descartes, si l'on ne savait que ces récits sont de provenance légendaire et de date incertaine. Un rationaliste ayant des vivacités d'imagination aurait pu les signer; mais il se trouve que c'est le génie populaire de la France même qui a été ce rationaliste. Nous avons donc dans ces petits contes, sous sa forme la plus familière et la plus simple, la manière dont le génie français comprend le merveilleux. Pas de fées à diamans, à saphirs, à grandes richesses, à beauté surhumaine. Les fées françaises, qui avaient toujours eu une inclination à se rapprocher de l'homme et à vivre dans son voisinage, s'en sont tellement rapprochées qu'elles vivent ici sous le même toit que lui, se chauffent au même foyer et mangent à la même table. Elles se sont maintenant tout à fait *humanisées*, et c'est à peine s'il leur reste de leur ancienne existence une vieille baguette enchantée qui peut au besoin servir de férule. Nous les voyons sous la forme très familière, très respectable, mais nullement merveilleuse, de grand'mères, de marraines, de protectrices bienfaisantes, de belles dames au cœur bien placé. Elles ne sont point toutes riches, ni de grande condition, tant s'en faut. Considérez la marraine de Cendrillon, par exemple, dans la charmante gravure où M. Doré nous a reproduit sa très fidèle et très ressemblante image. Qui ne reconnaît en elle la vieille tante des familles bourgeoises, qui sait l'art de ravauder les robes fanées et de rajeunir les vieux bonnets par quelques aunes de rubans frais et un blanchissage ingénieux? A quelque condition qu'elles appartiennent, ces fées sont fort raisonnables et fort judicieuses; elles n'ont pas de caprices à la Titania, et ce n'est pas elles qui auraient jamais égaré leur amour sur Bottom à la tête d'âne. Elles ont l'horreur des im-

béciles, le mépris des méchantes gens et l'amour des jeunes gens spirituels et des jeunes filles injustement dédaignées. Personnes délicates et morales, elles veulent savoir si elles ont bien placé leurs dons, et se plaisent à éprouver les qualités de l'esprit et du cœur de leurs filleules et de leurs protégés. Leur cœur est singulièrement humain, car il est accessible à tous les sentimens qui tourmentent ou consolent notre pauvre espèce; elles sont sensibles à la reconnaissance, capables de jalousie et même de ressentimens, infiniment susceptibles et promptes à se piquer. Enfin, trait de caractère qui suffit à montrer combien il y a peu de différence entre les hommes et les fées, sans être vénales, elles aiment assez qu'on leur paie leurs bienfaits, et elles ne dédaignent pas les présens. Lorsqu'on les appelle à la naissance d'un jeune prince ou d'une jeune princesse, on a bien soin de placer devant elles soit un écrin, soit une cassette. On n'est pas plus sociable.

Il ne faut rien exagérer. Le fantastique si modeste et si près de la réalité des contes de Perrault est bien essentiellement français, cependant on aurait tort de le prendre comme une expression absolument exacte de la manière dont notre pays comprend le merveilleux. Je crois que cette simplicité, cette raison et, pour tout dire, cette économie d'imagination tiennent beaucoup aux localités dont ces contes, selon toute probabilité, sont originaires. Ces contes, je l'ai déjà fait remarquer, sont des enfans perdus et des orphelins de la tradition de provenance très diverse. Les uns sont de provenance bourgeoise, les autres de provenance chevaleresque, quelques-uns d'extraction tout à fait rustique; mais tous, bourgeois, nobles ou paysans, ils sont enfans des mêmes localités. On a discuté pour savoir d'où venaient ces contes, et les érudits ont montré que chacun d'eux, à l'exception de *Riquet à la Houppe*, avait son analogue dans les autres pays de l'Europe; mais cette circonstance est fort naturelle et ne nous donne pas leur véritable extrait de naissance. Il est trop évident qu'en tout pays l'imagination humaine travaille sur les mêmes données, comme en tout pays la vie humaine est soumise aux mêmes lois physiques et aux mêmes vicissitudes de la fortune. Le fonds, la substance importent peu en pareille matière; ce qui importe et ce qui marque la race et la nationalité, c'est la forme, le visage, le caractère et la tournure d'esprit. Or la manière dont ces contes ont été rédigés suffirait pour nous apprendre de quelles provinces ils sont originaires. Ces enfans perdus, amenés au foyer hospitalier de Perrault par ses voisins et ses amis, n'ont eu à franchir, pour arriver jusqu'à lui, ni océans, ni montagnes: ils ne viennent pas de bien loin, et un Français peut hardiment nommer les provinces d'où ils sont sortis. Est-ce que vous ne reconnaissez pas

leur physionomie et surtout leur accent? Ce sont des enfans de l'Ile-de-France, de la Champagne, de la Picardie. Rien chez eux ne trahit une autre patrie. Ils n'ont pas les dons brillans du midi, ni la tristesse douce et la foi naïve des provinces de l'ouest, ni la bonhomie crédule et quelque peu lourde des provinces du centre, ni la physionomie légèrement rêveuse et exotique des provinces de l'est. Regardez-les; ils sont bien enfans de ces provinces dont le caractère se compose d'un ensemble de qualités secondaires bien équilibrées, et dont le génie consiste dans l'acutesse du bon sens. Ils sont vifs, enjoués, narquois, un peu sceptiques. Ils bégaient dans leur gracieux babil enfantin ce même langage où la raison française a trouvé son expression la plus populaire, sinon la plus élevée, ce langage net, clair, économe des pompes du style, inaccessible aux superstitions de la rhétorique, qu'ont parlé La Fontaine, Molière, Voltaire. Ces contes ne représentent donc pas absolument le merveilleux français, mais seulement une partie de ce merveilleux; la Provence, la Bretagne, la Vendée, même le Berri et l'Auvergne auraient offert au conteur des merveilles plus vraiment féeriques. Malheureusement les fées de ces provinces n'ont pas trouvé leur Perrault, et étant donnés les âges de moins en moins naïfs dans lesquels nous sommes entrés, elles ne le trouveront probablement jamais plus.

Si je ne craignais de prolonger ce commentaire, je me plairais à rassembler ces mille petits détails dans lesquels apparaît si familièrement la vie de la vieille France, et qui d'un toucher espiègle et délicat éveillent doucement l'imagination du lecteur sensible à la poésie du passé. Je ne saurais faire comprendre l'intérêt singulier que j'ai pris à apprendre que des deux frères de la femme de *Barbe-Bleue*, l'un était dragon et l'autre mousquetaire. Qui sait sous quel capitaine ils ont servi, et s'ils n'étaient pas à Rocroy ou à Lens? Où retrouverait-on aujourd'hui la vieille fileuse de *la Belle au bois dormant?* Elle file paisible dans son grenier, sans que jamais les édits du roi qui défendaient de se servir du fuseau soient parvenus à ses oreilles, et Dieu sait pourtant si ces édits avaient été criés à son de trompe; mais les nouvelles marchaient si lentement dans ces époques, qui ne connaissaient ni les journaux, ni le télégraphe électrique, ni les affichages multipliés, qu'elles se perdaient souvent en route. Quel rusé secrétaire des princes et des grands sera cet ingénieux Petit-Poucet, et quel curieux échantillon de l'aventurier français que ce matou rustique et ce guetteur de haies qui n'a pour faire son chemin dans le monde qu'une paire de bottes, un lacet et le don de la parole?

Parmi ces contes, il en est un, le seul dont on n'ait trouvé l'ana-

logue en aucun pays, qui se distingue de tous les autres par son air noble et courtois : *Riquet à la Houppe*. Celui-là n'est pas légendaire le moins du monde; il est visiblement de souche lettrée et aristocratique. A-t-il été inventé un soir pour l'amusement d'enfans nobles par quelque grande dame spirituelle et polie, comme on dit que fut inventée la chanson de *Marlborough* pour endormir un enfant royal? Une Mme de La Fayette écrivant des contes d'enfans aurait pu vraiment se plaire à développer la donnée de cette allégorie charmante, car ni M. de Clèves ni M. de Nemours ne s'expriment d'un ton plus courtois et ne donnent un tour plus poli à leur parole que le prince Riquet à la Houppe s'adressant à la belle princesse qui soupire après l'esprit qui lui manque. « Il n'y a rien, madame, qui marque davantage qu'on a de l'esprit que de croire n'en pas avoir, et il est de la nature de ce bien-là que plus on en a, plus on croit en manquer. » Mais quelle que soit l'origine de ce conte, on peut le prendre comme le type le plus général et le plus philosophique du merveilleux français. Le sujet est ce thème qui est si familier à l'esprit français, et qu'il s'est plu tant de fois à développer, ce thème que vous rencontrerez dans *le Serpentin vert* et dans d'autres contes encore de Mme d'Aulnoy, et qui a trouvé dans *la Belle et la Bête* de Mme Leprince-Beaumont son expression, sinon la plus parfaite, au moins la plus populaire. C'est ce contraste d'une belle âme enfermée dans un corps difforme, d'une divine lumière condamnée à luire à l'intérieur d'une grossière lampe d'argile. Cependant, si l'amour intervient, l'enchantement cesse aussitôt, et à la place du nain contrefait et mélancolique on voit apparaître un jeune prince éclatant de beauté. Qu'est-ce à dire, sinon que la source de toute magie est dans l'âme humaine? En nous siégent les bonnes et les méchantes fées. Ceux que les fées de la tendresse et de la bonté ont choisis pour leur séjour de plaisance laissent avec leurs paroles tomber les roses et les perles, et ceux que les fées de la dureté, de l'envie et de la haine ont choisis pour caverne crachent les vipères et les crapauds. L'amour peut vaincre les redoutables enchantemens de la matière, et délivrer l'âme qui languit captive dans son donjon de chairs mal équarries, ou qui erre désolée, à l'instar de l'antique Psyché, au milieu d'un désert stérile fermé par une forteresse de rochers sans issue. Les fées sont humaines, et les âmes sont fées. Voilà le véritable merveilleux français : il est tout moral, contrairement au merveilleux des autres peuples, qui prend sa source dans la nature. Dans ce contraste est l'explication de la moralité des fées françaises, qui sont doublement humaines et par l'âme et par la nature. Les fées des autres pays n'ont pas d'âme : de là leurs caprices, leur mobilité et cette absence d'affection sérieuse qui les dis-

tinguent. N'étant pas de même race que l'homme, elles lui restent toujours étrangères, et passent pour lui de la passion la plus ardente à l'oubli le plus cruel, et du dévouement le plus humble à l'ingratitude la plus coupable. Elles le rafraîchissent avec la brise, mais elles le tuent avec la rosée du soir; elles lui parlent avec la voix des forêts, mais elles l'empoisonnent avec leurs fleurs; elles le noient sous l'orage et le foudroient avec l'éclair, et aussitôt après elles se penchent sur son cadavre, innocentes homicides, radieuses et souriantes des couleurs de l'arc-en-ciel. Nos fées n'ont pas les dangereux caprices de ces étrangères. Bonnes ou mauvaises, elles président à nos destinées et nous accompagnent pas à pas depuis le berceau jusqu'à la tombe.

Étant donné le caractère tout humain de notre merveilleux, il faut à peine demander si la magie des influences sociales y joue un grand rôle. C'est là en effet à peu près la seule magie qui se laisse apercevoir dans les contes de la judicieuse Mme d'Aulnoy. Elle a très finement compris la puissance qu'exercent en notre pays ces forces toutes morales, subtiles comme l'esprit, mais invincibles comme lui, ces forces insaisissables, impondérables, qui s'appellent l'opinion, le préjugé, la faveur, la protection. C'est à juste titre que ces contes ingénieux portent pour titre : *les Enchantemens des bonnes et des mauvaises Fées*. Les princes et les princesses, les pages et les chevaliers de Mme d'Aulnoy sont comme prisonniers dans une geôle élastique; les influences sociales bonnes et mauvaises les enlacent de leurs réseaux subtils et pèsent sur eux d'un poids d'autant plus lourd qu'ils n'aperçoivent pas le fardeau. C'est un tableau le plus souvent consolant, quelquefois comique, parfois aussi lamentable. Rien n'y peut égaler la douceur et la patience des bonnes fées, si ce n'est la perversité et la ténacité haineuse des mauvaises. Comme dans le monde, le pouvoir des bonnes fées est plus considérable que celui des mauvaises, mais il est beaucoup plus lent. Il leur faut des années pour détruire les enchantemens que leurs sœurs ont opérés en une minute. Les bonnes fées n'ont même d'autres moyens de lutter contre les méchantes que de satisfaire elles-mêmes aux exigences déraisonnables sous lesquelles succomberaient leurs protégés. C'est par là qu'elles les enlèvent à leur pouvoir, car à force de commander des choses absurdes qui sont toujours accomplies, les méchantes fées finissent par atteindre les bornes de leur pouvoir et par arriver à une dernière exigence qui ne peut être dépassée. Alors l'enchantement cesse forcément; mais si la méchante fée est modérée dans sa haine et qu'elle se contente d'opposer à la patience de sa sœur un mauvais vouloir sans cesse renaissant, la lutte peut être très longue. Dans ce cas, il arrive d'ordinaire que la bonne fée,

désespérant de convaincre directement son ennemie, s'en va trouver quelque enchanteur ou quelque génie de ses amis et lui expose la conduite absurde ou atroce de la haineuse Magotine ou de l'intrigante Soussio, et le prie de faire cesser le sortilége qui pèse sur l'oiseau bleu ou le serpentin vert. Vous voyez d'ici ce génie ou cet enchanteur : un vieux joueur d'échiquier politique, un vieux pétrisseur de pâte sociale, un puissant magicien blanchi sous les fatigues des sortiléges du commandement et de l'autorité, un solitaire connaissant à fond les secrets des druides ou dont la mémoire conserve les recettes des temps passés contre les maléfices. Le royaume des fées s'étend très loin dans Mme d'Aulnoy, aussi loin que les bornes mêmes de la société humaine, car toutes ses fées ne sont pas puissantes, il s'en faut, et il y en a même qui sont à la merci d'un matou ou d'un héron : telles sont les demi-fées, les grenouilles bienfaisantes par exemple ou les bonnes petites souris (1).

Cette transformation des fées en marraines et en protectrices est leur dernière incarnation dans notre pays. Les voilà bien loin de leur brillante origine, bien loin de ces âges chevaleresques qu'elles enchantèrent et animèrent de leur esprit. Les contemporains de Perrault ont perdu tout respect pour ces âges lointains, que dis-je? ils en ont perdu jusqu'à l'intelligence. Les fées chevaleresques, si elles reparaissaient, courraient risque d'être bafouées par les plus méchans et traitées de Gauloises par les plus indulgens. Voyez plutôt la mésaventure qui leur arriva lorsque Galland eut traduit *les Mille et Une Nuits*, et qu'elles eurent trouvé un instant de prestige parmi ce public raisonnable et raisonneur, ébloui de leur éclat. La parodie ne se fit pas attendre, et elle fut d'autant plus cruelle qu'elle fut accomplie par une fée même, la plus légère et la plus mondaine des fées. Le vif Antoine Hamilton répondit à la vogue méritée des *Mille et Une Nuits* par ses contes moqueurs et parfois charmans de *Fleur d'Épine* et des *Quatre Facardins*. Ce qu'il y a de curieux et de piquant, c'est que ces parodies des contes de fées

(1) La valeur réelle des contes de Mme d'Aulnoy consiste dans ce tableau allégorique du monde et de la société. Ces contes sont une mascarade féerique, dont les personnages ont le ton et le tour d'esprit et de langage des grands seigneurs et des belles dames d'autrefois. Quelques-unes de ces fées à leur aurore avaient figuré peut-être dans la société de Mmes de La Fayette ou de Julie d'Angennes, d'autres avaient sans doute leurs entrées chez la doyenne des fées du siècle, Mme de Maintenon. Tels qu'ils sont, ingénieux, spirituels, polis, souvent profonds, ce sont bien les contes de fées d'une société qui avait connu à son aurore les mascarades pastorales de la grande Mademoiselle, et qui devait connaître à son déclin les mascarades scientifiques et philosophiques de la duchesse du Maine en sa petite cour de Sceaux. Nous les recommandons aux faiseurs de ballets et de féeries dramatiques; ils y trouveront quantité de jolis motifs de danses et de sujets de décors.

sont elles mêmes des contes, et des contes vraiment féeriques (1). Hamilton n'a pu si bien se faire Français qu'il ne soit resté en lui beaucoup du compatriote de Shakspeare. Aussi porte-t-il dans la parodie une imagination toute particulière, riche, abondante, pleine de fleurs et de diamans. Il est difficile d'imaginer un pareil mélange d'inventions absurdes et de détails gracieux. Voulez-vous avoir une idée de cette profanation spirituelle et de ce sacrilége charmant? Imaginez que, dans une conversation sur les merveilles des contes arabes entre femmes de la cour et du beau monde d'alors, l'une d'elles prend tout à coup la parole pour rabaisser l'enthousiasme général et démontrer l'absurdité et la puérilité de pareilles inventions. — Qu'est-ce, dit-elle, que toutes ces merveilles? — Et à mesure qu'elle les nomme, les merveilles s'accomplissent l'une après l'autre, à l'étonnement de l'assemblée. — Qu'est-ce que ces parfums ont de plus enivrant que ceux que nous connaissons? Et soudain des courans de parfums circulent rapidement dans l'air, comme s'ils étaient apportés par quelque personnage invisible. Cette musique qu'on nous dit si délicieuse, et dont la propriété la plus certaine est d'endormir infailliblement le personnage qui l'écoute, vaut-elle seulement la musique d'un menuet léger et la mélodie d'une gaie chanson? Et aussitôt on entend une symphonie comique et rieuse d'instrumens baroques et charivariques, tintemens de chapeaux chinois, bruits de triangle, ronflemens de tambours de basque, tapages de cymbales. Tous ces prodiges, continue-t-elle, consistent simplement à mettre l'absurde à la place du vrai. Supposez que le petit chien que voici soit aussi farci de diamans qu'il serait farci de puces, s'il était moins soigneusement lavé et peigné, et vous aurez un résumé de toutes les merveilles ridicules que la féerie a enfantées et enfantera jamais. Et cependant le petit chien, comme pour obéir aux paroles de la belle dame, secoue de ses oreilles deux perles de l'orient le plus vif. On s'étonne sans comprendre, et l'on n'a le mot de l'énigme que lorsqu'un petit laquais, fait comme le gnome Poinçon du conte du *Bélier*, vient annoncer que les licornes de l'aimable ennemie des fées sont attelées. Cette railleuse était donc une fée elle-même, une fée corrompue par le monde, et préférant à

(1) Ces contes n'ont point tous la même valeur; mais dans le nombre il en est un, l'*Histoire de Fleur-d'Épine*, qu'on peut hardiment présenter comme le plus beau conte de fées qu'on ait écrit en France. La raillerie y est si légère, si bien ménagée, si bien fondue avec la féerie, que, loin d'y nuire au merveilleux, elle ne fait qu'y ajouter une grâce de plus. Les autres sont très inférieurs, mais que de beaux détails au milieu du fatras d'absurdités volontairement entassées par l'auteur! Quel joli épisode par exemple que l'histoire d'Alboflède dans *Zeneyde*, cette jeune fille qui perd sa beauté pour l'avoir ignorée!

toutes les merveilles des royaumes de ses sœurs la vie des cours et les mille détails amusans qu'elle lui présente. Pour elle, les vraies féeries, ce sont les espiègleries équivoques du chevalier de Grammont, les bons mots de Matta, les sourires de miss Jennings, voire les fameux rubans jaunes que portait Mlle Blague dans cette soirée mémorable où elle parut à la cour de Charles II déguisée en Babylonienne.

Il n'y a pas que les fées de raillées dans les contes d'Hamilton; toute la poésie des siècles naïfs de la moderne Europe, toute cette genèse confuse et puissante de l'histoire des peuples nouveaux, y sont tournées sans façon en ridicule par ce bel esprit, qu'on ne peut s'empêcher de trouver parfois fat, superficiel et impertinent. Hamilton n'a absolument aucune intelligence du monde légendaire, de la grandeur féodale, aucune intelligence des origines historiques de ces monarchies dont il se faisait gloire d'être un des plus parfaits courtisans et de ces castes aristocratiques auxquelles il appartenait lui-même. Il faut voir ce qu'est devenue, dans le conte de *Zeneyde*, la poésie de cette étrange époque où, le crépuscule croissant de l'empire romain luttant avec l'aurore de la monarchie franque, les légendes prennent un air d'histoire, et l'histoire un air de légende. Il faut voir aussi dans *l'Enchanteur Faustus* comment est traitée la jolie légende romantique de la belle Rosemonde, et ce que devient cette évocation de la belle Hélène qui est restée à jamais célèbre dans les fastes de la magie et de la poésie. En lisant ces contes, écrits pour la société polie du règne de Louis XIV, on se demande involontairement de quel air ces beaux seigneurs et ces belles dames auraient reçu leurs ancêtres, si, par un miracle d'évocation pareil à celui que Faust accomplit pour Hélène, ils étaient venus se présenter devant eux, durs féodaux aux mâles visages et à l'accent barbare, pieux chevaliers souillés de la poussière de terre sainte, vieux routiers aux mains rendues calleuses par un long travail de l'épée. Quelles grimaces étonnées, quels sourires, quelle contenance embarrassée! Plus d'un sans doute eût été tenté de renier ces nobles aïeux, comme trop gauches et trop rustres, ou comme sentant trop l'*humus* populaire d'où ils étaient sortis.

Avec le XVIIe siècle expire définitivement le règne des vraies fées françaises. Effarouchées au XVIIIe siècle par le règne de la révolution philosophique, elles disparaissent, et redeviennent mystérieuses et clandestines. C'est à peine si on peut suivre leurs traces. On les voit par exemple, visiteuses passagères, s'arrêter l'espace de quelques journées à la petite cour de Nancy, où elles inspirent le goût de leur histoire passée au comte de Tressan et aux aimables érudits

qui l'entourent. Un merveilleux plus coupable commence, et à leur bienfaisante magie blanche succède le règne de la magie noire des associations politiques secrètes, des formules occultes, des conjurations nécromantiques. Autres temps, autres esprits. Vous trouverez dans le bonhomme Cazotte, magicien craintif et plein d'antipathies pour ces nouveaux esprits, dont il redoute le règne, l'expression pour ainsi dire timorée de ce merveilleux, d'un ordre fort différent de celui qui nous occupe, et dont nous n'avons pas à parler. Mises en fuite par le XVIIIe siècle et la révolution, les fées françaises émigrèrent et n'ont jamais reparu. Elles laissèrent des souvenirs assez puissans pour conserver un parti en France; mais ce parti, dont le spirituel Charles Nodier fut le chef, et qu'on nommerait volontiers le parti légitimiste de la féerie française, ne parvint pas à les rappeler de l'exil et à rétablir leur autorité. Ce fut en vain que Charles Nodier, plus féerique que les fées nationales, comme certains politiques à la même époque étaient plus royalistes que le roi, poussa jusqu'au paradoxe la doctrine de l'autorité légitime des fées, en déclarant que toute poésie, toute philosophie et toute science étaient contenues dans les *Contes* de Perrault et la *Bibliothèque bleue*. Deux faits nouveaux se révèlent, deux faits dont Charles Nodier lui-même a subi l'influence : l'anarchie dans le merveilleux et l'invasion des fées étrangères.

La véritable tradition française s'est perdue : le monde du merveilleux est livré à l'arbitraire, au caprice, à l'interprétation individuelle. J'ai sous les yeux quatre volumes contenant les meilleurs contes qui aient été écrits de notre temps, le *Nouveau Magasin des Enfans*. Rien ne fait mieux comprendre que cette lecture l'anarchie dont nous parlons. Les spirituels écrivains, tous très connus, qui ont rédigé ces contes ne sont réunis par aucune tradition commune. Les fées ne sont pas pour l'un ce qu'elles sont pour l'autre, et chacun d'eux les crée à sa manière et selon l'arbitraire de son bon plaisir. Ils les abordent avec le sans-gêne irrespectueux de romanciers à la mode ou d'écrivains habitués à traiter avec de plus hautes puissances. Quelques-uns oublient même de leur donner des noms; d'autres, et c'est le plus grand nombre, prennent le parti de se passer bravement de merveilleux, et font des contes où les fées sont remplacées par le nain Tom Pouce, le chat de Mme Michel, une poupée ou un régiment de soldats de plomb. D'autres encore se permettent de violer la tradition la mieux établie et de tenter des réhabilitations dangereuses. M. Octave Feuillet par exemple avait-il bien le droit de présenter Polichinelle comme un type de bonté et d'humanité malgré l'histoire la plus authentique et la tradition la plus certaine et la plus constante? En dépit de son

plaidoyer aussi partial qu'agréablement tourné, Polichinelle est un méchant drôle et restera tel. Le plus beau de ces contes modernes et celui que les fées auraient le plus volontiers revendiqué est certainement celui où Mme Sand a raconté l'histoire du bon petit Gribouille. Le génie, qui agrandit et élève tout ce qu'il touche, a marqué de son empreinte ce récit sympathique et attristé. Le héros bafoué d'un proverbe populaire trivial est devenu le type des vertus de notre âge démocratique, et cela tout naturellement, sans enflure ni emphase d'aucun genre; mais la morale que prêche ce conte est bien haute pour le commun des enfans des hommes, il est probable que bien peu de ses petits lecteurs, après avoir lu ce récit, se sentiront d'humeur à imiter Gribouille et à se jeter dans l'eau par honneur et dans le feu par dévouement. Peu d'enfans sont en germe des Jeanne d'Arc, voire des chevaliers d'Assas. Nos anciennes fées, plus pratiques, leur recommandaient une morale moins pure et moins noble, mais plus sûre, et semblaient de cette opinion que le meilleur moyen de faire l'éducation de leur cœur était de leur représenter le bien comme le plus sûr instrument de leur bonheur futur.

D'autre part, les fées étrangères ont fait invasion parmi nous; à l'éclat de leur splendeur nouvelle, le souvenir de nos anciennes fées a encore pâli. De même que la France est devenue le lieu de rendez-vous de tous les peuples du monde, l'imagination française a été envahie par une foule cosmopolite d'esprits étrangers de toutes mœurs et de tout caractère. Les érudits ont commencé l'œuvre en renversant les barrières et en effaçant les frontières nationales, en nous donnant la curiosité de connaître et de voyager; les poètes l'ont achevée en naturalisant et en couvrant de leur protection hospitalière les génies de race étrangère. Cette invasion a eu déjà ses résultats, car les quelques contes tout à fait féeriques qui aient été écrits en France de notre temps ne doivent absolument rien à ces traditions nationales que nous avons essayé d'établir et d'expliquer. Qui ne connaît par exemple *le Beau Pécopin*, où les esprits de toutes les nations et de tous les temps mènent leur ronde magique dans un paysage changeant, qui reproduit les aspects de toutes les contrées du globe? Ce grand révolutionnaire poétique, Victor Hugo, a opéré dans le merveilleux français la révolution la plus radicale qu'il eût jamais connue, car avec lui se sont introduites en France non-seulement les merveilles qui avaient toujours souri aux imaginations françaises, mais les merveilles qui lui répugnaient et qu'il avait toujours repoussées. Les goules et les vampires ont obtenu droit de cité comme les sylphes et les lutins, et les horreurs du sabbat, si antipathiques à la France, ont désormais alterné avec les danses légères des fées.

C'est aussi aux conversations des fées étrangères qu'un érudit curieux et chercheur, M. Édouard Laboulaye, est allé demander les amusemens de ses heures oisives et la distraction de travaux plus graves. M. Laboulaye a vaincu le préjugé trop ordinaire qui éloigne les savans des fées, préjugé qu'elles punissent par le pédantisme et l'ennui, gradués proportionnellement à l'importance du délit commis; elles l'ont récompensé en se montrant à lui sous tous leurs costumes et sous toutes leurs formes. Fées arabes, fées italiennes et espagnoles, fées allemandes, serbes et slaves ont défilé sous ses yeux; mais comme elles ont semblé comprendre qu'il ne pouvait ni ne voulait les aimer en dépit du génie de sa nation, elles lui ont accordé le don de raconter leurs merveilles avec une simplicité et un goût tout français. Les personnages et les légendes d'*Abdallah ou le trèfle à quatre feuilles* sont arabes et orientaux, mais le récit est tout français, et la morale sommaire et attristée du conte est bien celle qu'un Français revenu des longs voyages et des dures expériences formulerait comme l'expression la plus nette et la plus certaine de la vie. Il a eu moins d'efforts à faire pour rester Français dans ses contes napolitains du *Château de la Vie* et de *Perlino*, jolis et fins comme l'esprit du peuple qui les a inspirés, tout à fait dignes de figurer dans une bibliothèque choisie des fées.

Qu'elles nous consolent au moins, ces belles étrangères, des fées françaises que nous avons perdues; qu'à notre contact elles s'humanisent et deviennent libérales et sociables comme l'étaient les antiques protectrices et les marraines de nos pères! Qu'elles deviennent Françaises à leur tour et fassent refleurir chez nous un monde enchanté national, car cela est trop probable, hélas! nos anciennes fées françaises ne reviendront plus! Elles ne reviendront plus, et c'est pourquoi je me suis volontiers attardé à relire quelques chapitres de leur histoire, et j'ai pris plaisir à voir passer leurs ombres bienveillantes. De plus brillantes commencent à les remplacer. Puissent-elles se montrer aussi humaines et aussi bonnes!

ÉMILE MONTÉGUT.

UNE ANNÉE

D'AGITATION EN POLOGNE

I. *Recueil des Traités, Conventions et Actes diplomatiques concernant la Pologne de 1762 à 1862*, par M. le comte d'Angeberg; 1 vol. in-8°. — II. *Lettres adressées au comte Russell sur les événemens du 15 octobre 1861 à Varsovie*, par M. George Mittchell, esq. — III. *Correspondances*, etc.

Nous assistons depuis quelques années aux spectacles les plus instructifs et les plus émouvans, à l'explosion, pour ainsi dire, d'une situation dont les élémens dispersés et confus se rejoignent dans une mystérieuse et invincible unité. Ce qui semblait impossible devient en peu de temps une foudroyante réalité. Des perspectives s'ouvrent tout à coup que notre génération pouvait à peine se promettre d'entrevoir de loin. Nous avons vu le droit public lui-même, ou ce qu'on nomme ainsi, s'effondrer au passage de ces causes populaires et nationales qui s'agitent dans le monde et qui sont les messagères d'un esprit nouveau. Vainement on prétendrait scinder ces causes nationales qui parlent si vivement à l'opinion, accorder tout à l'une et refuser tout à l'autre, limiter la justice par l'opportunité ou les convenances. La politique peut avoir ses heures, ses mesures et ses prédilections : au fond, le droit est partout ou il n'est nulle part. Il procède de la même source pour ces peuples qui aspirent à la plus légitime, à la plus pure des conquêtes, à la conquête d'eux-mêmes, et tous ces mouvemens qui éclatent à la fois se lient à une situation générale dont le caractère intime et profond est un travail universel de transformation. Qu'on ne s'y méprenne

point en effet : ce que nous voyons, ce n'est pas une crise vulgaire qui peut se dénouer par un vulgaire traité de paix; c'est la lutte de deux ordres de choses, de deux principes, et on le proclamait l'autre jour dans une assemblée française, ce droit nouveau qui est celui des peuples, en face duquel les vieilles combinaisons de la politique sont réduites à une défensive laborieuse et inquiète. C'est la question qui s'agite au moment présent, c'est le problème qui se manifeste sous mille formes saisissantes, à l'orient comme à l'occident, au midi comme au nord.

Certes un des plus curieux de ces épisodes, un des plus émouvans de ces spectacles contemporains, c'est ce dramatique tête-à-tête qui s'est poursuivi pendant une année, au nord de l'Europe, entre deux puissances si inégales, la Russie et la Pologne, l'une embarrassée de sa force et des traditions de sa politique, l'autre se faisant de sa faiblesse même et de son droit un bouclier inexpugnable. Rien n'y a manqué, ni l'imprévu, ni l'originalité passionnée des démonstrations, ni les scènes tragiques, ni même ces fatalités mystérieuses qui font quelquefois des affaires humaines u véritable drame : vrai drame en effet qui a son nœud au cœur d'un pays, qui a eu ses péripéties, ses personnages, et à travers lequel passe, comme le chœur antique, tout un peuple poussant au ciel ses supplications et ses plaintes! Pendant une année, on a vu ce spectacle d'un mouvement d'une nature toute morale, d'un caractère tout nouveau, venant se placer en face d'une politique étonnée de se trouver si faible avec tant de moyens de domination matérielle et réduite à épuiser sans conviction tous les expédiens des concessions apparentes ou des compressions inefficaces. Puis, après une année, tout a semblé rentrer dans le silence, ou du moins les manifestations extérieures ont cessé; mais la démonstration était faite. Ce qu'on croyait mort était encore plein de vie; cette assimilation des provinces polonaises que la Russie croyait déjà presque accomplie n'était pas même commencée, et l'Europe voyait à l'improviste se relever cette question de la Pologne avec son cortége de difficultés épineuses où se trouvent engagés tout à la fois le destin d'un peuple, la politique d'un grand empire et l'équilibre de l'Occident lui-même. L'Europe a senti par un vague instinct qu'elle n'en avait point fini avec ce problème qui se complique étrangement sans doute de la multiplicité des dominations et des régimes étendus aux terres polonaises, qui change de forme suivant le hasard des démembremens et des traités, qui n'est point le même à Posen et à Cracovie, à Varsovie et à Wilna, dans le royaume, dans la Lithuanie ou dans l'Ukraine, mais auquel le sentiment national, partout identique et partout vivant, communique une indissoluble unité. C'est

en effet le caractère de cette question à la fois si énergiquement simple et si complexe, qui porte en elle-même le résumé de tous les conflits de notre temps, qu'on croit trop souvent étouffée sous le poids des impossibilités, et qui se réveille au moment où on s'y attend le moins dans une palpitation de patriotisme comprimé. Je voudrais la montrer, cette question, dans son explosion la plus récente, dans ses élémens et dans sa marche comme dans son rapport avec tout ce qui s'agite ou se prépare en Europe, et jusqu'au sein même de la Russie.

Il est un événement qui ne date pas encore de bien loin et qui a été déjà la source de bien des choses contemporaines, c'est la guerre d'Orient, cette guerre qui ne fit rien pour la Pologne directement et ostensiblement, il est vrai, mais qui fut sur le point de faire beaucoup, plus qu'on ne l'a cru peut-être. Au moment où se dénouait ce grand conflit, on le sait aujourd'hui, le nom de la Pologne avait dû retentir dans le congrès de Paris avec celui de l'Italie. La France et l'Angleterre étaient d'intelligence, le jour était choisi. Ce fut l'habileté des plénipotentiaires russes, du comte Orlof surtout, d'éluder cette évocation importune en intéressant les sympathies mêmes de l'Occident au silence, en promettant plus qu'on ne pouvait demander, à la condition toutefois que l'Europe laissât au tsar la liberté et la spontanéité de ses concessions. Ce n'est plus un mystère, lord Clarendon l'a dit un jour dans le parlement anglais, en répondant à lord Lyndhurst, ce vieux champion des causes libérales : « Nous avons eu des motifs sérieux de croire que l'empereur de Russie à l'égard de la Pologne était généreux et bienfaisant. Nous avons dû admettre que l'empereur était non-seulement disposé à décréter une amnistie générale, mais encore à rendre aux Polonais quelques-unes de leurs institutions nationales, qu'ils recevraient des garanties pour l'exercice de leur religion, que l'instruction publique en Pologne allait être établie sur un pied plus libéral et plus national. Nous avons enfin cru être fondés à espérer que la Russie allait renoncer pour toujours au système de sévérité qu'elle avait jusqu'alors pratiqué. Mus par ces convictions, nous avons dès lors renoncé à discuter cette question. » Le comte Orlof promit, le congrès de Paris se tut, et un mois était à peine écoulé que l'empereur Alexandre II, en promulguant une amnistie qui était une *déception* cruelle, selon le langage de lord Clarendon lui-même, adressait à la noblesse polonaise, à Varsovie, deux allocutions où il lui disait avec hauteur : « ... J'entends que l'ordre établi par mon père soit maintenu. Ainsi, messieurs, et avant tout, point de rêveries, point de rêveries!... Le bonheur de la Pologne dépend de son entière fusion avec les peuples de mon empire. Ce que mon père a

fait est donc bien fait, je le maintiendrai... Mon règne sera la continuation du sien... En conservant à la Pologne ses droits et ses institutions tels que les lui a donnés mon père, j'ai la volonté inébranlable de faire du bien et de favoriser la prospérité du pays. Il dépend de vous de me rendre cette tâche possible. Vous seuls serez responsables, si mes intentions devaient échouer devant de chimériques résistances... » Et comme un des maréchaux de la noblesse semblait vouloir parler, l'empereur se tourna et reprit : « M'avez-vous compris? J'aime mieux être à même de récompenser que de punir; mais sachez, et tenez-le pour dit, messieurs, que, quand cela sera nécessaire, je saurai réprimer et punir, et on verra que je punirai sévèrement... » C'était au mois de mai 1856, presque au lendemain du congrès de Paris.

Ce n'est pas sans raison que j'évoque aujourd'hui ce souvenir d'une tentative inutile, d'une négociation interrompue par une promesse illusoire; il domine les événemens qui ont surgi depuis, de même que le débat du congrès de Paris a dominé les événemens d'Italie, et il met en quelque sorte au nœud de cette crise récente de la Pologne un acte de sympathie de l'Europe, un vœu intelligent, comme aussi il montre ce que la Russie a fait jusqu'au jour où la crise a éclaté. « Ce que mon père a fait est bien fait, » c'était là de la part de l'empereur Alexandre II une parole filiale peut-être, mais à coup sûr peu politique et peu prévoyante. Quel était effectivement cet ordre établi par l'empereur Nicolas et qu'on promettait de maintenir? Je ne parle plus des garanties dont les traités de Vienne cherchaient à entourer une nationalité qu'ils livraient, je ne parle plus de la constitution de 1815, œuvre de l'empereur Alexandre Ier; mais le *statut* accordé par l'empereur Nicolas lui-même en 1832, ce statut qui était un châtiment, la rançon d'une défaite pour la Pologne, qu'en a-t-on fait? C'est M. Tymowski, un ministre d'état russe, qui l'a dit l'an dernier, au début des événemens, dans un rapport secret : ce *statut* même n'a jamais été ni abrogé ni exécuté. Des autorités nouvelles qu'il créait, conseils urbains, conseils de palatinats, assemblées provinciales « ayant le droit de délibérer sur les questions d'intérêt général du royaume, » aucune n'a existé jamais. Il devait y avoir aussi un conseil d'état; c'était probablement une institution trop révolutionnaire ou un signe trop visible d'autonomie; en 1841, le conseil d'état était simplement remplacé par deux départemens nouveaux, 9e et 10e, du sénat dirigeant de Pétersbourg transportés à Varsovie. En un mot, ajoute M. Tymowski, « on peut dire que depuis 1831, sans avoir égard aux promesses du *statut*, le royaume de Pologne a été livré complétement à la bureaucratie, et qu'il est resté sous l'influence exclusive des employés

sans aucune participation des habitans, placés ainsi en dehors de toute hiérarchie. »

Il est certes inutile de dire comment bureaucratie et employés ont entendu pendant trente années le gouvernement en terre polonaise. Je me bornerai à rappeler qu'un jour l'empereur Nicolas signait d'un esprit tranquille et de sa propre main, comme ajoutait le ministre, la *transplantation* au Caucase de quarante-cinq mille familles de « ci-devant gentilshommes polonais, portant désormais le nom d'affranchis et de bourgeois, » suivant cet étrange langage administratif. On a parlé souvent du pénible régime enduré par les populations de la Lombardie, des états pontificaux et de l'ancien royaume des Deux-Siciles, et ce n'était pas sans raison; mais souvenons-nous aussi qu'il est un pays où, à la lumière de ce siècle, on a pu *transplanter* quarante-cinq mille familles coupables du seul crime d'être suspectes de patriotisme et « d'exciter la méfiance du gouvernement! » On peut comprendre par là ce qu'il y avait d'involontairement cruel et de tristement décevant dans ces paroles de l'empereur Alexandre II : « Tout ce que mon père a fait est bien fait, » dans ces paroles assurément peu propres à gagner la Pologne au nouveau règne, et qui étaient une réponse au moins malheureuse au témoignage de la sympathie européenne retenu au seuil du congrès de Paris.

L'erreur de la politique russe pendant trente années a été de croire que l'absence de toute loi était l'ordre, que la toute-puissance de la force était illimitée et indéfinie. Elle a réussi momentanément sans doute, elle a créé le silence, elle a pu voiler et ajourner les difficultés; mais il en est résulté cette situation impossible dont l'illégalité est l'essence, où à travers le réseau d'une vaste compression s'est formée une nation nouvelle en dehors de toute hiérarchie et de toute organisation, selon le mot de M. Tymowski, une nation insaisissable, ingénieuse à se faire une arme de tout, même du mépris de la vie. La Pologne était véritablement hors la loi, elle s'est pénétrée profondément du sentiment de la légalité, c'est encore M. Tymowski qui le dit. Elle n'avait aucune représentation publique, elle s'en est fait une, elle a eu cette Société agricole, qui, à un jour donné, s'est trouvée être une sorte de représentation nationale. Aucune issue régulière ne lui était ouverte pour produire ses vœux, ses besoins, ses instincts; elle s'est éprise d'un culte passionné pour ses souvenirs, pour ses fêtes populaires, pour ses cérémonies religieuses, et le moment est venu où elle a été occupée toute une année à passer en quelque façon la revue de ses souvenirs et de ses anniversaires. Elle ne pouvait certes songer à engager une lutte par les armes, elle s'est réfugiée en elle-même,

elle a fait appel à la puissance morale; elle a ouvert son âme au plus étrange des sentimens, au sentiment du sacrifice volontaire, et comprenez bien ce qu'il y a de surprenant, de nouveau, dans ce terrible argument à la Descartes de tout un peuple qui dit : Nous mourons, donc nous vivons! De là aussi cette situation extraordinaire pour la Russie, placée en face de ses propres erreurs par cette résurrection inattendue, réduite à poursuivre une sédition dans ce qui n'est pas même une illégalité, obligée de faire la guerre à des manifestations toutes pacifiques, à des services religieux, à des hymnes, à des vêtemens de deuil, à des emblèmes inoffensifs, n'ayant à opposer d'autre moyen que la force, et sentant l'impuissance de la force elle-même. De là enfin le caractère de tout ce mouvement que les événemens de l'Europe ont pû accélérer, que l'avénement de l'empereur Alexandre II et les crises intérieures de la Russie ont pu favoriser, mais qui est avant tout le résultat d'un passé de trente ans, d'une politique dont la fatalité n'est point peut-être encore épuisée.

Une chose profondément caractéristique dans ce mouvement, c'est qu'il est né au sein même du pays, sans la complicité des émigrations et en dehors de toute excitation étrangère. C'est au lendemain du congrès de Paris que l'empereur Alexandre avait tenu à la noblesse polonaise ce langage : « Point de rêveries, point de rêveries! » C'est aussi à dater de ce moment que le sentiment polonais se réveille pour grandir lentement et éclater au mois de février 1861. Plus d'un symptôme attestait déjà ce réveil inattendu. A l'époque de l'entrevue de Varsovie, en 1860, l'empereur Alexandre, prêt à partir de Pétersbourg, accompagné de cinq princes allemands, tenait à se montrer à ses hôtes dans l'éclat de sa popularité à son passage à Wilna, sur une terre polonaise. C'était dans la Lithuanie que s'était élevée la première manifestation pour l'affranchissement des serfs, et l'empereur avait remercié la noblesse lithuanienne. Cette circonstance semblait favorable, et le gouverneur de la Lithuanie, le général Nazimof, fut chargé d'organiser un bal. Ce n'est rien qu'un bal en apparence; mais on ne sait pas ce que c'est pour les Polonais qu'un bal officiel, où l'éclat de la fête cache mille aiguillons, mille secrètes blessures. Dans les *Aïeux*, Mickiewicz met un bal officiel dans un des cercles de cet enfer où il peint toutes les souffrances polonaises. Le général Nazimof fut héroïque d'efforts et de persuasion auprès de la noblesse lithuanienne; il n'échoua pas moins. Les dames déclinèrent toute invitation; les propriétaires voulaient bien payer les frais des réjouissances russes, mais sans paraître à la fête. L'empereur prit le parti de refuser un bal pour lequel le général Nazimof avait prodigué tant de zèle inutile, et il

s'arrêta à peine à Wilna. Ce fut bien pis à Varsovie en présence de cette réunion de trois têtes couronnées, personnification vivante de tous les désastres de la patrie polonaise. Choisir Varsovie en ce moment, au bruit de l'affranchissement de l'Italie, pour une entrevue de l'empereur d'Autriche, de l'empereur de Russie et du roi de Prusse, ces trois maîtres de la Pologne, c'était, il faut le dire, un défi jeté à une nation malheureuse, et le sentiment populaire releva ce défi, qui était le second; le premier avait été le discours de l'empereur Alexandre à la noblesse de Varsovie après le congrès de Paris. C'est alors que les démonstrations commencent à se multiplier. Des services religieux se succèdent pour honorer la mémoire des poètes patriotes, Miçkiewicz, Krasinski, Slovaçki. Le 29 novembre 1860 se fait entendre pour la première fois ce chant qui a été pendant une année le mot d'ordre passionné des multitudes, qui a retenti dans les cathédrales et dans les plus humbles églises de campagne, le *Boze cos Polske*, « rends-nous la patrie, Seigneur, rends-nous la liberté! » Alors aussi tout change d'aspect en peu de temps; un frémissement électrique parcourt le pays. C'était une révolution peut-être, c'était à coup sûr une révolution morale qui révélait ce qu'on soupçonnait à peine, l'existence d'une nation restée intacte à travers toutes les épreuves; mais c'était une révolution qui commençait étrangement, sans violence, sans pensée meurtrière, sans insurrection, par des chants, par des prières, par des manifestations à la fois enthousiastes et disciplinées, par l'explosion aussi énergique qu'imprévue de cette force irrésistible qu'on appelle l'âme d'un peuple.

C'est au mois de février 1861 que tout se presse et que cette résurrection polonaise prend réellement le caractère d'un drame plein de passion, de saisissante originalité. Le 25 était l'anniversaire de cette formidable bataille de Grochow où les Polonais, en 1831, disputaient pendant trois jours la victoire aux Russes. Dès le 21, la Société agricole, fondée par le comte André Zamoyski et rapidement popularisée dans le pays, était en session pour délibérer sur l'avénement définitif des paysans à la propriété. D'un autre côté, des étudians polonais, arrivant de Kiev, de Moscou, de Dorpat, comme à un mystérieux rendez-vous, s'agitaient pour réclamer une université nationale. Demander un enseignement plus libéral, travailler à l'union des classes par l'abolition des derniers restes du servage, fêter des anniversaires douloureux et patriotiques, c'étaient là les préoccupations qui remplissaient les âmes. D'autres pensées se mêlaient sans doute à ces préoccupations : l'idée d'une adresse à l'empereur pour réclamer une constitution commençait à naître, et, chose étrange, elle était chaudement soutenue par un homme qui

allait avoir bientôt un rôle dans ces événemens, le marquis Wielopolski. Le marquis s'agitait beaucoup, allait trouver le comte Zamoyski pour le presser de prendre, au nom de la Société agricole, l'initiative de cette manifestation; mais le comte André s'y refusait, ne voulant pas laisser dénaturer l'institution dont il était le guide vigilant et ferme, et répugnant dans tous les cas à placer une revendication nationale sous les auspices des traités de 1815, comme le proposait le marquis Wielopolski. Pendant ce temps, que faisait la Russie elle-même? Elle attendait, déconcertée et surprise plus qu'éclairée par ce mouvement qu'elle voyait s'accomplir sous ses yeux et qui lui échappait de jour en jour. Elle était représentée à cette époque à Varsovie par le prince Michel Gortchakof, lieutenant de l'empereur, un homme qui était un loyal soldat et qui avait montré une mâle vigueur dans la défense de Sébastopol. Il avait vécu longtemps à Varsovie comme chef d'état-major du prince Paskievitch, il connaissait la Pologne et aimait à vivre dans ce pays. Il répugnait surtout à sa nature de soldat de recourir à des répressions outrées qui le troublaient. Malheureusement au sein même de l'administration dont il était le chef ostensible, il y avait un homme qui, à l'abri de son autorité, avait une omnipotence réelle : c'était le ministre de l'intérieur, de l'instruction publique et des cultes, M. Muchanof. Celui-là était un vieux Russe de l'école de l'empereur Nicolas, instrument vulgaire du système inflexible qui depuis trente ans ne tendait qu'à un but, dénationaliser la Pologne. Il avait fait destituer le comte Skarbek, ministre des finances, homme éclairé, écrivain distingué, qui avait eu la pensée révolutionnaire de demander une école de droit pour Varsovie. M. Muchanof était en guerre avec tout ce qui ressemblait à un réveil ou à un acte de vie propre de la part du pays, les sociétés de tempérance, la Société agricole, le goût d'un enseignement plus libéral. Il n'exceptait de la proscription que l'école des beaux-arts. « Qu'ils peignent, disait-il, ils ne penseront pas! » C'est entre la Russie ainsi représentée, divisée de conseils, et la population polonaise, progressivement surexcitée, qu'allait s'engager ce dialogue d'une année entremêlé de scènes sanglantes, où les généraux russes eux-mêmes se fatiguent et ont comme une aversion secrète de leur rôle.

On était arrivé à l'un de ces momens où il ne manquait qu'une étincelle. Le jour du 25 février se leva brumeux et sombre : on devait aller prier pour les morts tombés dans la bataille de Grochow, et dès le matin une passion spontanée jeta la population dans les rues. Une procession immense se formait bientôt, marchant sans désordre, la torche à la main, précédée d'un drapeau à l'aigle blanc et chantant l'hymne *Swiety Boze :* « Dieu saint, Dieu puissant, ayez

pitié de nous, daignez nous rendre notre patrie; sainte Vierge Marie, reine de Pologne, priez pour nous! » Le gouvernement n'avait rien fait jusque-là pour empêcher la manifestation ni même pour la prévenir, lorsque tout à coup le chef de la police, le colonel Trepow, arrivait et précipitait deux escadrons de gendarmes sur cette masse épaisse. La foule tomba à genoux et continua à chanter, sabrée par les soldats. Plus de quarante personnes étaient blessées ou mortes. A ce moment même, la Société agricole était en séance, et tous les membres étaient saisis d'une violente émotion en apprenant le massacre d'une multitude inoffensive. Le président, le comte Zamoyski, maîtrisant ses propres impressions, s'efforça de maintenir le calme, et, levant la séance, il se rendit chez le prince Gortchakof, qui semblait surpris lui-même et manifestait les intentions les plus conciliantes. Les officiers russes s'indignaient du rôle qu'on leur préparait, et l'un d'eux, le général Liprandi, allait jusqu'à déclarer, dit-on, que tant qu'il aurait le commandement de l'infanterie, il ne la ferait pas marcher contre des hommes sans armes. Le fait est qu'encore une victoire de ce genre, et tout était remis en doute pour la Russie. L'œuvre de trente ans s'évanouissait devant cette apparition d'un peuple prêt à mourir sans se défendre. La ville entière était dans une inexprimable anxiété, et dès le lendemain on prenait le deuil de ces premières victimes.

Nulle faiblesse du reste ne paraissait dans l'émotion publique; bien au contraire, une singulière exaltation animait tous les cœurs, et on se disposait à célébrer le 27 un nouveau service funèbre pour quelques patriotes pendus par la Russie, notamment pour le comte Zawisza. Plus de trente mille personnes se trouvaient réunies le 27 dans l'église des Carmes ou aux abords, et au sortir de la messe un immense cortége se déroulait, marchant vers le palais de la Société agricole, qu'on essayait depuis deux jours d'entraîner à signer une adresse à l'empereur. Le comte Zamoyski résistait toujours, et il montrait certes autant d'héroïsme intelligent, surtout plus de prévoyance patriotique, dans sa résistance qu'en cédant à un entraînement prématuré. Il ne voulait pas compromettre légèrement une institution qui pouvait servir encore d'une manière si efficace la cause nationale et qui était la seule représentation du pays. A l'approche de la foule, le comte André prit le parti de clore les séances et de mettre fin à cette session, si étrangement agitée; mais c'est justement ici que tout se précipitait. Tandis qu'au dehors la multitude était sabrée par des escadrons de Cosaques qui la poursuivaient jusque dans les églises, les membres de la Société agricole quittaient à peine leur palais, qu'ils étaient assaillis eux-mêmes avec le peuple par un feu meurtrier. C'était le général Zabolotskoy qui

commandait cette fois cette étrange exécution. Il n'y eut vraisemblablement aucun calcul, tout était décousu dans la répression de cette journée de la part des Russes. Dix personnes n'étaient pas moins tombées mortes, et plus de soixante étaient blessées. Alors se passa une scène curieuse. La foule exaspérée s'empara d'un de ces cadavres encore chauds et alla le porter à l'hôtel du comte André Zamoyski. Il y avait peut-être un sentiment de reproche dans cette démarche populaire. Cela voulait dire : Pourquoi nous abandonnez-vous au moment où nous mourons? — C'était une méprise populaire. Par le fait, si le comte Zamoyski, en qualité d'homme public investi d'un titre presque officiel, refusait de compromettre une institution qui était à ses yeux la seule force légale du pays, le patriote mâle et ferme vivait tout entier en lui, et en recevant ce cadavre qu'on lui portait, il répondit à la foule d'une voix pleine d'émotion : « Je vous remercie du témoignage d'estime que vous me donnez. Faites entrer le cadavre de ce martyr, je saurai l'honorer. » Puis il fit dresser dans son hôtel une chapelle ardente où le cadavre resta deux jours. Par son passé, par son nom, par son actif dévouement à tous les intérêts du pays, par son attitude toujours fière et digne sans cesser d'être modérée en face des Russes, le comte André était le vrai chef, le guide sage et énergique de ce mouvement qui venait chercher en lui sa personnification la plus haute.

Qui avait encore une fois vaincu dans cette seconde journée ensanglantée? Ce n'était point assurément la Russie. Jamais au contraire un pouvoir ne s'éclipsa plus complétement dans toute l'apparence de la force. Après les événemens du 27, le prince Gortchakof réunissait chez lui ses officiers, les plus hauts fonctionnaires. Bientôt arrivaient l'archevêque, qui venait se plaindre de la violation des églises, quelques notabilités de la ville, qui s'étaient réunies spontanément chez un des principaux banquiers, M. Kronenberg, le comte Zamoyski lui-même avec deux autres délégués de la Société agricole, MM. Ostrowski et Potoçki, et le langage de tous ces hommes était d'une tristesse fière. Le prince Gortchakof ne se dissimulait ni la gravité de la situation, ni l'odieux du rôle créé fatalement à l'armée. Il niait absolument d'ailleurs avoir donné les ordres impitoyables qui venaient d'être exécutés, et il laissa échapper une parole singulière : « Me prenez-vous pour un Autrichien? dit-il. Je n'ai donné qu'un seul ordre, celui de ne pas vous livrer la citadelle, même sur une injonction signée de ma main. » L'essentiel pour le moment, c'était de désarmer les colères, de calmer les esprits et d'effacer le sang répandu. Le prince Gortchakof, dans un sentiment d'humanité, se montrait prêt aux plus larges transactions. Destitution du chef de la police, le colonel Trepow, enquête

sur la conduite du général Zabolotskoy, retraite des troupes dans leurs casernes jusqu'après l'enterrement des victimes du 25 et du 27, création d'une commission de sûreté placée sous les auspices du comte Zamoyski avec le concours d'un Russe estimé et honoré à Varsovie, le marquis Paulucci, police de la ville confiée aux étudians, tout fut accepté, et le soir même une adresse à l'empereur circulait partout. Elle fut rapidement couverte de milliers de signatures. C'était l'expression énergique des griefs et des vœux du peuple polonais. « Notre nation, disait cette adresse, qui pendant des siècles avait été régie par des institutions libérales, endure depuis plus de soixante ans les plus cruelles souffrances. Privée de tout organe pour faire parvenir au trône ses doléances et l'expression de ses besoins, elle est forcément réduite à ne faire entendre sa voix que par le cri des martyrs que chaque jour elle offre en holocauste... Un pays jadis au niveau de la civilisation de ses voisins d'Occident ne saurait d'ailleurs se développer moralement ni matériellement tant que son église, sa législation, son instruction publique et toute son organisation sociale ne seront pas marquées du sceau de son génie national et de ses traditions historiques. » Les signatures de l'archevêque, du grand-rabbin, étaient en tête de cette adresse, et les Polonais employés, les maréchaux de la noblesse, donnaient leur démission pour se joindre à cette manifestation.

Tout, à vrai dire, avait changé de face en peu de temps. Deux jours avaient suffi pour mettre en présence une nationalité ravivée dans toute son énergie et un gouvernement frappé d'impuissance. Ce fantôme de la Pologne qu'on avait refusé de laisser paraître au congrès de Paris, et que l'empereur Alexandre écartait comme une vision importune dans son entrevue avec la noblesse de Varsovie, devenait tout à coup un être vivant et palpable. Ce n'était pas une poignée d'agitateurs troublant une ville de leurs violences, c'était toute une population saisie d'une inspiration soudaine et reprenant en quelque sorte possession d'une patrie. Toutes les distinctions s'effaçaient désormais dans un sentiment profond de solidarité, et les balles mêmes du 27 février avaient scellé cette union en frappant des personnes de toutes les classes, de tous les cultes, de tous les sexes et de tous les âges. Quelles étaient les armes de cette nation renaissante? Elle n'en avait pas et n'en voulait pas avoir, ou plutôt elle n'en avait qu'une : c'était un héroïsme passif porté jusqu'à l'exaltation, un vrai fanatisme de sacrifice, comme on le voyait dans une adresse des ouvriers de Varsovie. Son signe de reconnaissance était le deuil. Dès les premiers jours de mars 1861, un avis répandu dans toute la Pologne faisait de la couleur noire une couleur nationale. « Dans toutes les parties de l'ancienne Pologne, di-

sait cet avis, on prendra le deuil pour un temps indéterminé... La couronne d'épines, voilà depuis près d'un siècle notre emblème! Cette couronne ornait hier les cercueils de nos frères. Chacun de vous en a compris le sens : elle signifie patience dans la douleur, sacrifice, délivrance et pardon. Nous invitons tout Polonais, quel que soit son culte, à répandre ces paroles dans les contrées les plus reculées. » Un instant maîtresse d'elle-même à Varsovie, cette population mettait une sorte de dignité fière à éviter tout désordre, même à respecter les soldats russes. C'étaient des étudians qui, le 2 mars, maintenaient le calme pendant l'enterrement des victimes du 27 février; plus de cent mille personnes assistaient à ces funérailles, où le patriotisme faisait la police. D'un autre côté au contraire, tout était en désarroi parmi les autorités russes, qui étaient comme les spectatrices déroutées d'un mouvement qu'elles ne pouvaient empêcher, qui était incompréhensible pour elles. Le prince Gortchakof lui-même, visiblement ému de cette situation extraordinaire, était partagé entre l'étonnement et les réveils curieux de l'instinct d'un soldat sentant son impuissance, cherchant un adversaire sans le trouver. Rien ne peint mieux le caractère du mouvement polonais et l'embarras du pouvoir russe qu'une conversation qui eut lieu le 3 mars, le lendemain de l'enterrement des victimes du 27 février, entre le prince Gortchakof et le comte Zamoyski. Le prince-lieutenant mit d'abord une vraie bonne grâce à remercier le président de la Société agricole de l'ordre maintenu dans la ville pendant la cérémonie de la veille. « Toute la ville vous obéit, » lui dit-il; puis, s'animant tout à coup et changeant d'idée, il continua : « Cela ne peut pas durer ainsi; du reste, je ne vous crains pas, j'ai maintenant des troupes. — Nous sommes prêts à recevoir vos balles, répondit le comte André. — Non! non! nous nous battrons. — Nous ne nous battrons pas, vous nous assassinerez, si vous voulez. — S'il vous faut des armes, je vous en donnerai. — Nous ne nous en servirons pas. » C'était là en effet le secret de ce mouvement insaisissable par son caractère tout moral et redoutable par ce qu'il avait de vague. Lorsque l'adresse de Varsovie arrivait à Pétersbourg, l'empereur Alexandre la lisait devant quelques personnes de sa famille. « Mais ils ne demandent rien! dit quelqu'un. — C'est justement ce qu'il y a de grave, » reprit l'empereur. Et c'était la parole d'un esprit sensé.

Il n'y avait qu'un moyen pour la Russie de ne point laisser se prolonger cette situation périlleuse : c'était de préciser un but, de répondre à cette révolution pacifique de la Pologne par des satisfactions promptes, sincères et efficaces. La Russie ne le fit pas, elle perdit tout un mois; quant à sa sincérité, elle était au moins dou-

teuse. Le plus clair était l'embarras, et sa politique le laissait trop bien voir par la confusion où elle flottait. A Varsovie, tandis que le prince Gortchakof faisait des concessions, ou jetait au comte Zamoyski un défi qui n'était point relevé, tandis que l'ordre était maintenu par le plus merveilleux accord de toutes les volontés, en attendant qu'une solution vînt de Pétersbourg, M. Muchanof, maître encore du ministère de l'intérieur, lançait une circulaire clandestine pour ameuter les paysans contre les propriétaires dans les campagnes, s'inspirant de la triste politique suivie par l'Autriche dans la Galicie. Ce fut par des Juifs que cette circulaire fut découverte, et elle excita une telle indignation que le prince Gortchakof fut bientôt obligé d'enlever le ministère de l'intérieur à M. Muchanof, qui partit de Varsovie hué par la population; c'était dans tous les cas une étrange marque des contradictions persistantes de la politique russe dans un moment où la sincérité eût été habile.

A Saint-Pétersbourg même, on ne savait que faire. On gagnait du temps ou l'on en perdait, et lorsqu'au dernier jour de mars l'empereur Alexandre se décidait à envoyer à Varsovie un plan de réforme, le mouvement national avait pris trop de consistance, les esprits étaient trop énergiquement excités, trop résolus pour qu'on pût se contenter de concessions timides, équivoques, qui ne répondaient plus à la gravité des circonstances. En quoi consistaient en effet ces réformes? Elles supprimaient, il est vrai, ces deux départemens du sénat qui siégeaient à Varsovie et qui étaient le signe de l'assimilation absolue de la Pologne à la Russie; elles promettaient l'élection de conseils provinciaux, de conseils de district, une organisation nouvelle de l'enseignement, la création d'une faculté de droit, plus de respect de la langue polonaise, et enfin elles appelaient à la direction de l'instruction publique un Polonais, le marquis Wielopolski. C'était quelque chose, quoique ce ne fût pas même la réalisation entière du *statut* de l'empereur Nicolas. Ce qui manquait au fond, c'était la garantie, la sincérité d'une politique sérieusement libérale, pratiquée par des hommes vraiment dévoués au pays et animés de son esprit. Malheureusement aux méfiances trop justes des Polonais la Russie répondait par un système qui était une contradiction permanente, et qui a invariablement consisté, pendant toute une année, à n'être jamais plus près d'une recrudescence de réaction que lorsqu'on parlait de concessions. Les concessions sont pour l'Europe, qui regarde; le fait reste le même et s'aggrave. En paraissant céder à ce mouvement tout-puissant d'opinion, on cherchait à le flétrir et à le représenter comme l'œuvre de quelques factieux incorrigibles. On semblait vouloir traiter avec cette nationalité renaissante, on publiait le 1er avril les réformes arrivées de Pétersbourg, et six

jours après on dissolvait brusquement cette Société agricole dans laquelle le pays voyait son image, qui n'était intervenue que pour pacifier, que le prince Gortchakof lui-même avait remerciée, et on la dissolvait sous le prétexte étrange « qu'elle ne répondait plus à son but dans les circonstances actuelles, par suite de la position qu'elle avait prise dans les derniers temps. » De tous ces corps des constables, des délégués de la ville, qui avaient un moment existé, qui pendant tout un mois avaient maintenu l'ordre, dont on avait demandé le concours, on ne laissait rien subsister; on balayait tout avec une sorte d'impatience. On multipliait les proclamations, et en même temps on faisait avancer précipitamment des troupes sur Varsovie.

Qu'en résulta-t-il? L'opinion ressentit comme une provocation la dissolution de la Société agricole; elle se souleva d'indignation, non contre les réformes qu'elle eût peut-être acceptées, mais contre cette politique équivoque qu'elle voyait se dessiner comme une menace, et dès lors moins que jamais la paix était possible entre la Russie et cette nation vivace, obstinée, que M. Tymowski représentait, dans son rapport secret, comme « profondément pénétrée du sentiment de la légalité, » en ajoutant que tout dépendait « de la bonne foi » qu'on mettrait avec elle. Le 7 avril 1861, une foule immense allait au cimetière prier pour les morts de février, puis le soir elle se rendait sur la place du Château, qu'elle trouva occupée militairement; elle demandait à grands cris le retrait de l'ordonnance de dissolution de la Société agricole. Cette foule était si peu menaçante d'ailleurs que les troupes elles-mêmes finirent par quitter la place, et elle se dispersa en se promettant de revenir le lendemain. Le 8 en effet, à six heures du soir, une multitude plus nombreuse encore renouvelait la manifestation de la veille devant le château. Le prince-lieutenant sortit lui-même et se mêla à la foule pour l'apaiser, pour lui demander ce qu'elle voulait. La réponse était unanime; elle se résumait dans ce mot énergiquement significatif : « Nous voulons une patrie! »

Rien du reste dans cette multitude exaltée, mêlée de femmes et d'enfans, ne trahissait une pensée d'agression matérielle et de lutte. On la sommait de se disperser; elle répondait avec une sombre passion : « Tuez-nous, mais nous ne bougerons pas. » Elle restait impassible devant l'armée rangée en bataille, lorsque tout à coup une voiture de poste vint à passer, et le postillon fit retentir sur son cornet l'air des légions de Dombrowski : « Non, la Pologne ne périra pas! » Aussitôt un cri enthousiaste s'échappa de toutes les poitrines, la foule tomba à genoux, et un mouvement se manifesta. L'armée crut-elle être attaquée? Obéissait-elle à un mot d'ordre?

Se décidait-elle, comme on l'a dit, par cette simple et concluante raison que la veille on avait décidé dans un conseil de guerre qu'on tirerait, qu'il fallait en finir? Toujours est-il qu'un feu instantané s'ouvrit. Pendant que des escadrons de cavalerie recevaient l'ordre de charger, quinze fois des feux d'infanterie allèrent faire leurs trouées sanglantes dans cette multitude sans défense qui se trouvait cernée de tous côtés. La foule continua à prier et à chanter en recevant la mort; les femmes et les enfans étaient agenouillés à une extrémité de la place, autour d'une statue de la sainte Vierge, et tout ce peuple resta jusque dans la nuit, lorsque les troupes elles-mêmes s'étaient déjà retirées. Quelque obscurité qu'on ait laissé planer sur le nombre des victimes, il est certain que plus de cinquante personnes avaient péri, et que le nombre des blessés était immense. Un témoin oculaire l'écrivait avec émotion : « Jamais je ne saurai vous faire comprendre ce mépris de la mort inoui, enthousiaste, qui s'est emparé de ce peuple, hommes, femmes, enfans. De vieux soldats habitués au feu assurent que jamais, à une telle proximité, les troupes les plus solides ne sauraient conserver cet héroïsme indomptable et calme qu'a montré tout ce peuple sous les charges furieuses des cavaliers et sous les feux des bataillons. » C'était assurément une étrange insurrection, que les autorités de Varsovie n'avaient pas eu de peine à vaincre, mais qui rendait désormais toute transaction plus difficile en élevant entre la Russie et la Pologne une méfiance invincible.

Le malheur pour la Russie, c'est qu'en remportant ces tristes victoires, elle n'ajoutait ni à sa force ni à la sécurité de sa domination; elle ne faisait qu'ajouter à ses embarras; elle restait en quelque sorte sous le poids de sa propre politique. Même après le 8 avril, elle maintenait, il est vrai, les réformes qu'elle venait de promulguer; mais en même temps, par la logique de sa situation, elle se trouvait engagée dans une guerre impossible contre tout ce qu'il y a de plus impalpable, l'âme d'une nation. Comme elle voyait partout une menace sans pouvoir saisir une conspiration, elle était réduite à découvrir sans cesse des combinaisons nouvelles de répression. On ne pouvait sortir le soir sans une lanterne, on ne pouvait se promener en certains lieux. Le deuil surtout était proscrit. Il y eut en vérité un moment où il fallut une autorisation pour être vêtu de noir, et malgré tout le génie de la police échouait toujours devant l'irritante obstination de ce deuil universel, de cette couleur noire adoptée par toutes les dames polonaises. Les autorités russes, il faut leur rendre cette justice, ne portaient pas dans cette guerre une conscience tranquille. Jusque dans les répressions qu'elles exerçaient, elles semblaient agitées d'un secret malaise qui éclatait d'une

manière singulièrement saisissante dans les derniers momens du prince Gortchakof, surpris tout à coup par la mort au milieu de ces luttes, deux mois après les scènes du 8 avril. On dirait que les tragédies intimes de la Pologne ont quelque chose de fatal pour les fonctionnaires russes. Déjà le prince Paskievitch, à son lit de mort, avait été troublé, dit-on, par une apparition sinistre : il voyait toujours se dresser devant lui une ombre, celle de la mère du comte Zawisza, qui était venue inutilement se traîner à ses genoux pour demander la grâce de son fils. Les derniers momens du prince Gortchakof étaient pleins des mêmes troubles. On racontait à Varsovie que, depuis les scènes sanglantes de février et d'avril, il était saisi parfois d'hallucinations étranges ou de sombres irritations. Peu de jours avant sa mort, il s'était rendu à la gare du chemin de fer pour chercher la princesse Gortchakof, sa femme, qui arrivait de voyage. Il aperçut un des principaux banquiers de Varsovie, et, courant à lui : « Ah! c'est vous, dit-il, qui faites le patriote! Je saurai vous écraser! Je saurai venir à bout de vos maudits étudians! Je ferai de vous tous poussière à ma guise! » Dans les derniers jours de sa vie, il voyait partout des femmes noires qui le suivaient, marchant à côté de lui. « Oh! les femmes noires, les femmes noires, les voilà encore! Éloignez-les! » disait-il. D'autres, on le verra, devaient succomber d'une manière plus tragique encore, et le successeur immédiat du prince Gortchakof, le général Souchozanett, lieutenant temporaire de l'empereur en Pologne, ne laissait il pas percer quelque chose de ce trouble secret dans quelques paroles qu'il prononçait avant de quitter Varsovie? « Vous pourrez, disait-il, m'accuser d'être un homme malhabile, mais vous ne pourrez pas dire que je suis un bourreau : je n'ai fait fusiller personne. » Fatalité étrange d'un système qui pèse sur ceux qui l'exercent comme sur ceux qui le subissent, et qui se relevait tout entier après le 8 avril en face d'une population frémissante!

Un homme s'est rencontré pourtant au milieu de ces événemens qui a tenté un effort suprême de conciliation, et ce n'est pas la figure la moins caractéristique, la moins originale de ce drame aux scènes passionnées et émouvantes : j'ai nommé le marquis Wielopolski. A dater du 1er avril, il prenait une place prépondérante dans les conseils du gouvernement, et son rôle n'est point fini encore sans doute. Le marquis Wielopolski, je l'ai dit, était à Varsovie au mois de février; il suggérait la pensée d'une adresse à l'empereur demandant une constitution, mais commençant par un acte de soumission, par un témoignage de repentir et une sorte de désaveu de la révolution de 1830. N'ayant pu faire prévaloir son idée, il refusait de signer l'adresse envoyée à Pétersbourg et se tenait en

dehors du mouvement. Peu après, l'empereur l'appelait à la direction de l'instruction publique, et dès lors il prenait une part décisive à toutes les mesures, à tous les actes qui se succédaient. Bientôt même, par la démission des autres directeurs après le 8 avril, il restait seul dans le conseil, s'associant à toutes les rigueurs. C'est peut-être un des types les plus curieux de notre temps, personnage altier, dédaigneux et éloquent, issu de la famille des Gonzague, et laissant entrevoir parfois quelques traits du vieux politique italien, grand propriétaire tenant par ses domaines à toutes les parties de la Pologne, dévoué à la Russie, non par servilité ou par intérêt, mais par passion de vengeance contre l'Occident, par système, par le calcul d'une politique étrange peut-être, mais puissante. C'est le marquis Wielopolski qui en 1846, après les massacres de Galicie, écrivait avec une fière et vibrante éloquence cette *Lettre d'un gentilhomme polonais au prince de Metternich*, qui était une révélation et qui retentit en Europe. Ce que le marquis conseillait alors à la Pologne, c'était de prendre une résolution héroïquement désespérée, de renoncer désormais au secours de l'Occident, à toutes les sympathies calculées et trompeuses, à toute cette éloquence à bon marché, à ces garanties que les hommes décorent du titre pompeux de droit des gens, et de se donner hardiment à la Russie, d'aller vers le tsar en lui disant : « Nous venons à vous comme au plus généreux de nos ennemis. Nous vous avons appartenu jusqu'ici en esclaves par la conquête, par la terreur; aujourd'hui nous nous donnons en hommes libres, qui ont le courage de se reconnaître vaincus... Nous ne stipulons pas de conditions, vous jugerez vous-même quand vous pourrez vous relâcher de la sévérité de votre loi à notre égard. Pas de réserve donc; mais vous verrez une prière, une prière silencieuse écrite dans nos cœurs en caractères flamboyans, cette seule et unique prière : Ne laissez pas impunis les crimes commis par l'étranger, et dans le sang de nos frères répandu n'oubliez pas le sang slave qui crie vengeance!... »

On reconnaissait à ces paroles le théoricien enflammé d'un panslavisme vengeur qui entrevoyait le jour où par cette fusion, par le sacrifice de ses idées de nationalité indépendante, par ce suicide moral, la race polonaise revivrait dans l'empire, retrouvant l'ascendant de l'intelligence et du conseil. Ce que le marquis Wielopolski pensait en 1846, il le pensait toujours en 1861. Aussi s'était-il tenu à l'écart de toutes les tentatives pour réchauffer la pensée nationale, de toutes les œuvres pratiques de réorganisation patiente et invisible; il n'avait jamais voulu faire partie de la Société agricole. Le marquis Wielopolski entrait au reste dans son rôle avec l'inflexible vigueur d'un caractère altier et plein d'orgueil qui bravait l'impo-

pularité auprès de ses compatriotes, mais qui d'un autre côté, en acceptant de servir la Russie, gardait sa hauteur. Au mois de février, quand il s'agitait un moment à Varsovie pour son adresse, le prince Gortchakof lui fit dire de prendre garde; il répondit fièrement: « Dites au prince que mes malles sont faites, que je suis prêt à partir pour la Sibérie. » A ses compatriotes, le marquis disait: « Vous, vous n'êtes pas à la hauteur nécessaire pour me comprendre. » Pour les Russes, c'était un personnage indéfinissable et énigmatique. Ils ne comprenaient pas cet étrange gentilhomme polonais qui, n'étant rien dans la hiérarchie administrative, se trouvait tout à coup ministre, qui refusait tout traitement, qui négociait directement avec l'empereur. Que voulait-il? quel était le dernier mot de sa pensée? De là, pour le marquis, cette position solitaire et difficile entre les Polonais, qui n'avaient qu'antipathie pour ses idées, et les Russes, pour lesquels il était un phénomène plus extraordinaire que rassurant. Le marquis Wielopolski ne croyait pour le moment qu'à la possibilité d'organiser un régime légal quelconque; il y employait ses efforts. Or la légalité est ce que les Russes comprennent le moins. Ce fut, après la mort du prince Gortchakof, l'origine des démêlés du marquis Wielopolski avec le nouveau lieutenant, le général Souchozanett, démêlés où le gentilhomme polonais finit par avoir momentanément raison du Russe, pour être bientôt emporté lui-même par un courant plus violent de réaction.

La réaction, c'était en réalité le mot du système suivi par la Russie, et elle ne voyait pas qu'au lieu de calmer et de maîtriser le mouvement elle ne faisait que lui donner plus de profondeur et d'énergie par la compression, si bien que lorsque trois mois plus tard la Russie semblait se raviser et revenir un instant à des idées plus conciliantes, le mouvement avait encore grandi. Il s'était surtout étendu, il avait gagné les provinces de l'ancienne Pologne de 1772. Des scènes semblables à celles de Varsovie s'étaient passées à Wilna, et en appliquant les mêmes répressions à toutes ces provinces, la Russie scellait en quelque sorte par sa propre politique cette unité de la vieille patrie polonaise qu'elle s'efforçait de combattre. Une proclamation officielle parlait de la Lithuanie comme d'une province ayant toujours appartenu à l'empire et n'ayant été qu'un moment conquise autrefois par la Pologne. Quelques journaux français vinrent même en aide à la Russie à cette époque en démontrant à la Lithuanie, cette patrie de Miçkiewicz, de Kosciusko et des Czartoryski, qu'elle ne devait avoir rien de polonais. Ce fut justement ce qui provoqua, comme protestation, une des scènes les plus curieuses de cet étrange drame sous la forme d'un pèlerinage à Horodlo. Horodlo est une petite ville au-delà du Bug, où s'était ac-

complie, il y a plus de quatre siècles, l'union de la Lithuanie et de la Pologne. Le 10 octobre était l'anniversaire de cette union. Dès le mois de septembre des circulaires coururent dans toutes les parties de l'ancienne Pologne, et partout des délégués furent nommés, même dans la Prusse occidentale. On fit ce qu'on put pour détourner ces singuliers voyageurs. Ceux qui venaient d'au-delà du Bug ne purent passer le fleuve; ceux qui venaient de Cracovie furent arrêtés sur la Vistule. L'affluence fut néanmoins immense; les routes étaient encombrées de gens à cheval, de piétons, de voitures de toute sorte, lourdes charrettes, tarantas de Podolie, phaétons de Léopol. A la veille du 10 octobre, les châteaux, les maisons, les villages autour d'Horodlo se remplissaient d'hôtes inconnus qui partout recevaient une large hospitalité. « Entrez, et soyez les bienvenus, » leur disait-on sans demander leur nom.

Le lendemain, à six heures du matin, une immense procession se forma. Arrivé au petit village de Kopylowa, à une demi-lieue d'Horodlo, toute cette foule, composée d'hommes inconnus les uns aux autres, mais rapprochés par un même sentiment, se rangea en ordre, marchant en colonne serrée et chantant. Il y eut un moment d'incertitude. Fallait-il aller plus loin, au risque de se heurter contre une répression sanglante? Un cri partit : « Nous sommes venus pour aller prier à Horodlo, allons à Horodlo! » Et la procession reprit sa marche, précédée d'une avant-garde de plus de deux cents prêtres et religieux, lorsque tout à coup, en approchant d'Horodlo, on voyait se déployer en demi-cercle autour de la ville une force militaire considérable. Un mouvement d'inexprimable anxiété se manifesta. On ne savait en effet ce qui allait arriver, et on ne s'avançait pas moins après avoir rejeté tout ce qui pouvait ressembler à une arme. L'emportement d'un chef pouvait transformer cette scène en un véritable massacre. Heureusement le gouverneur militaire de Lublin, le général Chrustef, chargé de défendre Horodlo, était un homme conciliant et humain. Il s'avança à la tête de son état-major vers la procession, salua avec déférence les membres du clergé, et leur dit : « J'ai l'ordre formel et sévère d'empêcher la manifestation, je n'ai pas le choix des moyens. Ne me forcez donc pas à employer la rigueur; vous ne voudriez pas charger votre conscience de la responsabilité du sang versé. » Un chanoine sortit alors des rangs et fit observer que toute cette foule ne pouvait être venue de si loin pour se retirer sans avoir au moins entendu la messe. Le général réfléchit un instant; il était lui-même dans une anxiété visible; un silence poignant régnait partout. Enfin Chrustef dit au prêtre : « Si vous voulez absolument prier, faites-le ici, dans les champs, devant la ville; mes ordres ne vont pas jusqu'à vous l'in-

terdire. » Aussitôt on se mit à l'œuvre, et un autel rustique fut élevé au sommet d'une petite colline. Tout était prêt, lorsque quarante bannières, représentant toutes les provinces de l'ancienne Pologne, se déployèrent, dominées par une immense bannière portant les armes réunies de Lithuanie et de Pologne.

Le tableau était splendide et éclairé par un soleil radieux. Quand la messe fut dite, un prêtre basilien du rite grec-uni se leva, et, s'adressant à cette foule : « C'est aujourd'hui, lui dit-il, que sont réunis pour la première fois les membres mutilés de notre Pologne. Il n'y a pas dans toute notre histoire nationale de fête plus belle, de souvenir plus pur que celui que nous célébrons en ce jour... Regardez cette forêt : autant elle compte d'arbres, autant vous trouverez sur la terre polonaise de tombeaux de braves et de martyrs morts pour notre liberté. Ici comme dans toute la Pologne, tous sont prêts encore au sacrifice de la vie; mais l'heure n'est pas venue. Prions, prions, et alors pas un ne manquera à l'appel. Ne souhaitons pas de mal à nos ennemis; voyez-les aujourd'hui silencieux et immobiles. Il nous regardent et ils comprennent maintenant ce que nous sommes et ce que nous pourrons être. D'un geste, ils pourraient nous écraser, nous renverser palpitans sur le sol; ils se taisent, parce qu'ils sentent bien que derrière nous est tout un peuple, et qu'on ne tue pas un peuple. » Et, se tournant vers la bannière flottante, le prêtre dit en finissant : « Oiseau sans tache, aigle blanc qui jadis distribuas des couronnes et n'en as plus pour toi, plane au-dessus de tes frères et va crier aux quatre coins du monde que tu respires encore! Convoque tes enfans, tes émigrés, tes anciens défenseurs, et montre-leur la route. Tu souffriras, tu souffriras beaucoup; mais un jour tu t'élèveras plus haut, plus haut encore que dans le passé, tu déploieras tes ailes comme pour bénir ta nation libre enfin!... » Puis, après avoir planté une croix de bois à l'endroit où la messe venait d'être dite, toute cette foule s'écoula, emportant le religieux souvenir de cette scène étrange.

Ce n'était là toutefois qu'un épisode de ce mouvement, contagieux comme la passion. La vraie question n'avait cessé d'être à Varsovie, au centre même de l'agitation polonaise; elle précédait et dominait la manifestation d'Horodlo. Je touche ici aux phases diverses de la politique russe et à une de ses fatalités. Qu'on le remarque bien : aux derniers jours de mars, la Russie se montre disposée aux concessions; elle publie des réformes, et aussitôt la réaction éclate, elle est sans limites le 8 avril : des réformes de mars rien ne subsiste pour le moment, ou du moins tout est en suspens. Au mois d'août, après une période de compression et de rigueurs marquée surtout par un antagonisme très vif entre le mar-

quis Wielopolski et le général Souchozanett, envoyé comme successeur du prince Gortchakof, une éclaircie semble encore se produire. Un nouveau lieutenant est donné au royaume de Pologne, c'est le général comte Lambert, qui part pour Varsovie avec la mission d'appliquer les institutions nouvelles, de rallier « les hommes éclairés et bien intentionnés, » de rechercher « les besoins réels du pays. » Quel allait être le dénoûment de cette expérience reprise dans des conditions aggravées? Malheureusement il y avait un vice dans cette tentative comme dans toutes les tentatives de la Russie en Pologne. Le comte Lambert réunissait sans doute les conditions les plus favorables pour remplir une mission de paix. C'était un gentilhomme aux manières courtoises et affables, d'origine française, catholique de religion, ayant un esprit modéré et jouissant de la faveur particulière du tsar; mais en même temps les hommes placés autour de lui passaient pour des représentans du vieux parti russe, destinés à le surveiller, à le retenir au besoin. C'était le général Gerstenzweig, gouverneur militaire de Varsovie et ministre de l'intérieur, le chef d'état-major Krijanowski, le sénateur Platonof, membre du conseil d'administration. Malgré tout, le comte Lambert, à son arrivée à Varsovie, était reçu avec faveur et considéré comme un plénipotentiaire de paix, et ses premiers actes étaient marqués effectivement d'un esprit de conciliation. Le général Lambert nouait des rapports avec les chefs du parti national, conférait avec les évêques, et accueillait même une note confidentielle d'un chanoine considéré à Varsovie, M. Wyszinski, indiquant les conditions possibles de la paix, conditions qui se résumaient dans une constitution pour le royaume et une organisation fondée sur l'autonomie nationale pour la Lithuanie et la Ruthénie. Enfin il se disposait immédiatement à mettre en pratique les institutions nouvelles, organisation du conseil d'état, élections des provinces et des districts.

Pour le parti national, il s'agissait de savoir ce que le pays devait faire en présence de cette situation nouvelle et des élections qui se préparaient. Des réunions eurent lieu. Tout repousser et s'abstenir, c'était l'opinion de ce qu'on pourrait appeler le parti de l'action, le parti avancé. Les modérés, avec un sens plus pratique, sentaient la nécessité de ne renoncer à aucun moyen légal, et surtout ils combattaient l'idée de s'abstenir dans les élections. Ce fut le parti modéré qui l'emporta. Seulement une combinaison fut adoptée pour rallier toutes les opinions : deux pétitions devaient être signées en même temps, l'une adressée au conseil d'état et demandant l'émancipation complète des Juifs, l'autre adressée au comte Lambert et réclamant une représentation nationale comme la seule institution propre « à rechercher et à faire connaître les besoins du pays, » selon

les mots du rescrit impérial. Ces deux pétitions devaient être signées par tous les électeurs au moment du vote, et c'est ainsi qu'on se présentait au scrutin à la fin de septembre. Les listes électorales adoptées en commun obtinrent presque l'unanimité malgré les tentatives de dissidence de quelques exaltés. Les paysans surtout montraient un grand zèle, et dans tous les districts les électeurs signaient les deux pétitions convenues, qui devaient être remises le 18 octobre par une députation. Une chose à remarquer, c'est qu'on signait dans le plus grand secret, et le secret a même été si bien gardé que le texte de l'une des pétitions n'a point été connu. Par le fait, ces élections, où le parti national modéré avait un immense avantage, imprimèrent à la situation un caractère tout nouveau; elles plaçaient l'agitation sur le terrain des revendications légales, et il fut convenu que les manifestations devaient cesser complétement par la célébration d'une fête religieuse en l'honneur de Kosciusko le 15 octobre. Le 14, l'état de siége était subitement proclamé!

Qu'était-il arrivé? Ce n'était point la crainte de troubles possibles dans la journée du 15 qui faisait recourir à l'état de siége; mais on avait vu se dessiner ce système nouveau d'action que je signalais. Déjà les évêques prenaient l'initiative des revendications légales en présentant une note que le comte Lambert refusait d'accepter. D'un autre côté, l'affaire des pétitions signées pendant les élections commençait à s'ébruiter et inspirait de vives inquiétudes, surtout à Pétersbourg. Enfin c'était le moment où des désordres éclataient en Russie parmi les étudians. Cet ensemble de symptômes effraya, et l'état de siége était proclamé, moins assurément pour empêcher la célébration de la fete de Kosciusko que pour étouffer la pétition qui devait être remise quatre jours après. Or ici cette situation, qui avait paru un moment rentrer dans des conditions toutes politiques, toutes légales, reprenait un caractère dramatique, et l'état de siége transformait la journée du 15 en une tragédie nouvelle qui rouvrait l'ère des réactions et emportait tout.

Ce fut en effet une des plus poignantes journées dans cette succession de journées lugubres. Dès le matin du 15 octobre, le peuple courait dans les églises pour assister aux services funèbres en mémoire de Kosciusko. Les troupes, occupant déjà militairement la ville, n'empêchaient nullement les fidèles d'entrer. Ce ne fut que quand les églises furent remplies que l'armée reçut l'ordre de les cerner; elle arriva tardivement devant quelques-unes, d'où l'on put s'échapper. La cathédrale de Saint-Jean et les Bernardins eurent les honneurs d'un siége véritable. En même temps des nuées de Cosaques se répandaient dans Varsovie, commettant toute sorte d'excès, ne respectant ni les femmes ni les étrangers. C'est un Anglais, M. George

Mittchell, victime et témoin dans cette journée, qui l'a écrit. « Des troupes de Cosaques et de Circassiens en furie couraient à travers les rues, frappaient indistinctement hommes et femmes. Ils entraient dans les maisons, en maltraitaient les habitans et les mettaient au pillage. » En cernant les églises, on ne prévoyait point assurément que la foule prendrait une résolution étrange, celle de ne point en sortir tant que l'armée serait là, qu'il faudrait l'en arracher, et c'est ainsi qu'une résolution irréfléchie et violente conduisait aux conséquences les plus désastreuses.

Pendant tout le jour, on resta en présence : la population dans les églises, haletante, exaltée, souffrant de la faim, mais inébranlable, les soldats campant aux portes. A huit heures du soir, un général se présenta et offrit à la foule de se rendre à la grâce et à la merci du lieutenant du royaume. On lui répondit qu'on savait ce que c'était que cette grâce, qu'on ne sortirait pas tant que l'armée ne se serait pas éloignée. On alluma les cierges du catafalque élevé la veille pour l'archevêque mort, et de temps à autre on chantait des hymnes. A deux heures du matin, un nouveau parlementaire survint. On lui répondit, comme la première fois, qu'on ne demanderait pas grâce. Deux longues et mortelles heures s'écoulèrent encore, et ce n'est qu'à quatre heures du matin, c'est-à-dire après un siége de dix-sept heures, que les soldats reçurent l'ordre d'envahir l'église par la force et de chasser cette foule. Plus de deux mille personnes furent prises et conduites à la citadelle. Ce n'est pas tout cependant, et ici se révèle cette fatalité que je montrais pesant parfois sur les fonctionnaires russes. Le comte Lambert n'avait nullement prévu, à ce qu'il semble, l'envahissement des églises ni ces arrestations en masse. Tout s'était exécuté par l'ordre du général Gerstenzweig, chef de l'état de siége, et de là une scène qui devenait une tragédie entre les deux généraux. Le comte Lambert reprochait les violences de la journée à Gerstenzweig, qui à son tour répliquait avec violence. Que se passa-t-il alors? Ce qui ne semble plus douteux, c'est que l'un, Gerstenzweig, se brûlait la cervelle, tandis que le général Lambert quittait subitement Varsovie. Quant aux suites de ces scènes du 15 octobre, elles se manifestaient immédiatement : l'administrateur du diocèse de Varsovie faisait fermer les églises, et il était imité par les chefs des autres cultes, par le grand-rabbin, par le chef de l'église protestante. Depuis un an, toutes les écoles étaient fermées en Pologne, les théâtres l'étaient aussi, les églises se fermaient à leur tour. Ainsi s'inaugurait une période nouvelle de réaction qui n'est point finie encore.

C'est comme le triste épilogue de ce drame d'une année. Les scènes du 15 octobre ont été en effet le point de départ d'une sorte

de révision de tout ce qui s'est passé depuis le mois de février 1861 et d'une série de châtimens appliqués indistinctement par la loi martiale à toutes les classes, à tous les cultes comme à toutes les professions. Parmi tous ces hommes punis, déportés, enfermés dans des forteresses, qui trouve-t-on? M. Szlenker, le prévôt des marchands de Varsovie, le plus riche et le plus honorable commerçant du royaume; M. Hiszpanski, chef de la corporation des ouvriers cordonniers, petit-fils de Kilinski, aimé et influent à Varsovie, membre de la délégation formée en 1861 et élu au mois de septembre de la même année membre du conseil municipal. Les Sibériens amnistiés il y a quelques années ont été renvoyés en Sibérie « par mesure de précaution, » selon les termes de l'arrêt; parmi eux se trouvent M. Ehrenberg, un poète distingué, — M. Krajewski, un des plus éminens critiques polonais, le plus modéré et le plus sensé des écrivains, l'auteur d'une remarquable traduction de *Faust*. Un nombre immense d'étudians, d'ouvriers, ont été envoyés au Caucase et à Orenbourg. Le grand-rabbin Meiselz, les rabbins Kramstuk et Jastrow ont été expulsés. Le pasteur évangélique Otho a été condamné à la déportation. Le chapitre seul de Varsovie a perdu dix de ses membres, notamment M. Stecki, le chanoine Wyszinski, celui à qui le général Lambert demandait des notes. Enfin n'a-t-on pas vu l'administrateur même du diocèse de Varsovie, un vieillard de quatre-vingts ans, M. Bialobrzeski, condamné à mort pour avoir fermé les églises après le 15 octobre, et détenu par grâce dans une forteresse, puis flétri dans son caractère par la publication d'une rétractation qui, si elle avait été faite réellement, rendrait bien plus inexplicable encore une condamnation à mort? Or, quand on voit cette multitude de peines, on se demande à quelle nature de délits et de crimes elles s'appliquent. Les proclamations et les arrêts le disent : ce sont des prières, des hymnes, des processions, un geste douteux fait en lisant une affiche officielle, des emblèmes nationaux, des vêtemens de deuil. Seulement il est bien vrai que dans ces chants, ces prières, ce deuil, il y a l'âme d'une nation attristée par l'excès des compressions, douloureusement éprouvée et non découragée même aujourd'hui.

C'est là justement ce qu'il y a de grave dans ces événemens d'une année éclatant tout à coup au moment où tout s'agite, où des problèmes si nouveaux viennent passionner la politique. De quelque façon qu'on les juge, ces événemens révèlent un peuple qui est apparu debout sans qu'on ait su comment, qui n'a trouvé qu'en lui-même le secret de ne pas mourir, de vivre au contraire d'une vie nouvelle et plus abondante. Ce qu'on voit dans ce drame, que l'imagination émue et exaltée d'un peuple teint, je le sais, de ses cou-

leurs, et qui ressemble parfois à une légende, ce n'est point la convulsion d'une nationalité expirante, et poussant une sorte de cri fatidique avant de mourir; c'est au contraire une force qui pendant trente ans se retrempe, s'épure, se discipline, et qui apparaît à la fois enthousiaste et tranquille. Quels sont donc les traits d'une nationalité véritable? Est-ce le génie de l'intelligence et de l'imagination? La Pologne a compté dans ce siècle toute une légion de poètes d'une singulière puissance d'inspiration, et elle a encore toute une littérature vivace et variée. Même sans avoir toujours droit de cité dans ses écoles, sa langue a subsisté. Est-ce le sentiment du passé et des traditions? Ce sentiment éclate partout depuis un an. Est-ce l'originalité des mœurs et de la vie? Les mœurs polonaises ont gardé toute la saveur du caractère national, et ce n'est point assurément l'influence russe qui les a pénétrées. Est-ce par l'unité des classes, par la paix sociale, qu'une nationalité apparaît dans son intégrité et sa force? Ce que le mouvement actuel a montré précisément, c'est cette unité, cette fusion des classes scellée par l'abolition des dernières traces du servage, par l'avénement définitif des paysans à la propriété, avénement favorisé, réalisé par les propriétaires eux-mêmes d'une façon à la fois libérale et pratique, car si on ne voit quelquefois de cette agitation que les dehors dramatiques et émouvans, il y a aussi sous la passion un esprit politique sagace, patient, éclairé par toutes les fautes et par toute l'histoire du passé. Est-ce enfin la religion qui est un des signes d'une nationalité sérieusement vivace? La religion est partout dans ce réveil polonais qui se manifeste par des hymnes, qui se réfugie et se concentre à un certain moment dans les églises. Il est sans doute de grands démocrates pour qui la Pologne est suspecte à cause de cette fidelité religieuse; ils ne voient pas que non-seulement dans la souffrance il y a quelque chose qui rouvre toutes les sources du sentiment religieux, qui l'élève parfois jusqu'à un mysticisme passionné, mais encore que dans un pays comme la Pologne l'église est la seule force organisée, le seul corps ayant sa loi, son indépendance. Le catholicisme est réellement une des formes de la nationalité polonaise. Seulement à ce catholicisme s'allie désormais un large sentiment de tolérance, et on a vu prêtres, évêques, rabbins, pasteurs protestans, rapprochés dans les mêmes manifestations et dans les mêmes répressions. Le catholicisme polonais réalise ce phénomène, qui par malheur n'existe point partout, d'une alliance intime, profonde, de la religion avec tous les instincts de nationalité et de liberté, et c'est par l'ensemble de ces caractères que l'agitation polonaise est bien autre chose qu'une fièvre éphémère de révolution faite pour tomber sous une répression violente.

De là aussi ce qu'il y a dans ce problème d'éternellement menaçant pour la Russie elle-même, réduite à soutenir une lutte ingrate autant qu'impuissante, qui la compromet souvent aux yeux de l'Europe, qui engage toute sa politique, et qui pèse sur son propre développement intérieur. Je ne sais ce qui arrivera, nul ne pourrait le dire. La Russie peut sévir encore, elle peut s'adoucir, le problème reste le même et s'aggrave sans compensations pour l'empire des tsars. Lorsque la Russie, il y a un siècle, réalisant la pensée de Pierre le Grand, marchait sur la Pologne pour la dissoudre et recueillir ses dépouilles, elle violait assurément toute justice; mais elle avait une raison : elle voulait se rapprocher de l'Occident, et entrait par là dans les affaires de l'Europe. Tout n'a-t-il pas changé? La puissance russe a-t-elle besoin aujourd'hui de la Pologne pour avoir un rôle dans les affaires du monde et de l'Europe? Il y a une chose qui rapproche désormais la Russie de l'Occident bien plus que sa présence à Varsovie, c'est cette multiplicité de communications, ce mélange de toutes les idées et de tous les intérêts, ces lignes de fer qui rapprochent tout, qui font disparaître les distances. Et qu'arrive-t-il? C'est que pour soutenir une domination toujours précaire, toujours contestée, parce qu'elle n'a pas su aller au moment opportun au-devant des vœux les plus légitimes, la Russie compromet toute sa politique; elle est à chaque instant entravée dans les combinaisons de ses alliances, car entre elle et ceux qui pourraient être ses alliés s'élève sans cesse ce fantôme de la Pologne. Et ce n'est pas seulement sa politique extérieure qui est gênée, engagée, c'est toute sa politique intérieure, liée par les nécessités d'une incessante compression. Le grand Chatam disait : « Si le gouvernement anglais soumet l'Amérique au despotisme, par cela même l'Angleterre sera obligée de s'y soumettre. » Et voilà justement le lien de cette récente agitation polonaise et des aspirations libérales qui se manifestent aujourd'hui en Russie. Ce n'est plus un mystère que dans toutes les classes de la société russe les sentimens de sympathie pour la Pologne se propagent rapidement, et on entrevoit, sans s'en émouvoir, la possibilité d'une séparation des deux pays. Un journal clandestin de Pétersbourg, le *Welicorus*, le disait avec netteté il y a peu de temps : « Pour exercer notre pouvoir sur la Pologne, nous sommes forcés d'y maintenir une armée supplémentaire de deux cent mille hommes, de dépenser annuellement quarante millions de notre argent, outre celui que nous tirons de la Pologne. Nos finances ne s'amélioreront pas tant que nous gaspillerons ainsi nos ressources. Il nous faut quitter la Pologne pour nous sauver nous-mêmes de la destruction... Nous ne pourrons plus aujourd'hui vaincre les Polonais comme du temps de Paskievitch, car

maintenant en Pologne il n'y a plus de discorde. Les patriotes polonais ont consenti à se dépouiller d'une partie de leurs terres pour en doter les paysans malgré les efforts de notre gouvernement pour semer la division entre ces deux classes... Pour nous, Russes, il s'agit de savoir si nous devons attendre jusqu'à ce que nous soyons ignominieusement expulsés de la Pologne, qui, s'étant elle-même émancipée, sera notre ennemie, ou si nous devons être assez sages pour renoncer volontairement à un pouvoir ruineux et faire des Polonais de fidèles amis de la Russie. » Tel est en effet le problème qui s'agite devant l'Europe attentive.

Et pour l'Europe elle-même, cette question qui se dégage de tout un drame palpitant d'une année, des rapports de la Russie et de la Pologne, cette question n'est point indifférente. L'Occident tout entier est livré aujourd'hui à une de ces crises où tout s'éprouve, où tout se renouvelle, où tout change de face. Ce qu'on a appelé l'ordre public européen pendant quarante ans n'existe plus, et ce ne sont pas seulement les peuples qui l'ont violé, ce sont les gouvernemens eux-mêmes qui y ont porté la main, si bien qu'il est tombé pièce à pièce. L'ordre public de 1815 s'en va. Ce que sera l'ordre nouveau qui sortira du travail contemporain, nul certes ne peut le dire; mais c'est justement parce que nous vivons dans un temps où tout se refond, où tout s'élabore, que le premier intérêt est d'observer les élémens de ce vaste et universel mouvement, toutes les manifestations sérieuses de la conscience des peuples. Nous avons à observer ce qui meurt et ce qui vit. La Russie a, dit-on, une certaine crainte de l'opinion de l'Europe. L'opinion, à coup sûr, n'a aucune disposition hostile contre la Russie; elle ne peut au contraire que s'intéresser à des œuvres comme l'émancipation des paysans, due à l'initiative de l'empereur Alexandre II, et à ce travail libéral qui se dessine de plus en plus aujourd'hui au sein de la nation russe; mais en même temps elle contemple ce point noir qui est à Varsovie, elle fait la part des fautes et des malheurs, et elle se dit que si les fautes ont d'inévitables conséquences, les malheurs d'un peuple ont aussi un terme.

CHARLES DE MAZADE.

BEAUX-ARTS

LA CHAPELLE DES SAINTS-ANGES A SAINT-SULPICE.

M. EUGÈNE DELACROIX.

Il est bien tard pour s'occuper des peintures que M. Delacroix a terminées l'été dernier à Saint-Sulpice. Cette chapelle, ouverte depuis plus de six mois, a déjà vu tant de visiteurs, et le public commence à la si bien connaître, qu'on ose à peine lui en parler encore. Ce n'est cependant pas une de ces œuvres qui n'ont d'attrait que la nouveauté. Dans tout ce que fait M. Delacroix, dans toute production où d'éclatans défauts se mêlent hardiment à des beautés de premier ordre, il y a matière à controverse, on peut en disserter longtemps. Essayons donc, si tard qu'il soit, de nous mêler à la querelle; étudions ces peintures et ne craignons pas d'en dire franchement notre avis.

C'est, comme on sait, sous l'invocation des saints anges que la chapelle est placée. Ce patronage semble d'abord promettre un radieux spectacle, de suaves perspectives : il n'en est rien. Ne vous attendez pas à des chœurs séraphiques; ne rêvez pas, comme Jacob, je ne sais quelle échelle d'or qui vous transporte au ciel, M. Delacroix ne vous y suivrait pas. Pour lui, les anges du Seigneur ne sont pas des ministres d'espérance et de charité, gardiens et consolateurs de la misère humaine, de douces et blondes créatures, des types de céleste beauté; il voit en eux, fidèle à ses instincts, des instrumens surnaturels de force et de colère, de lutte et de châtiment.

Trois grands espaces s'offraient à son pinceau : les deux murs latéraux de la chapelle et la voûte qui les relie. Chacune de ces trois divisions demandait un sujet distinct. Voici ceux que le peintre a choisis : pour le plafond, l'archange saint Michel triomphant du démon; pour les murailles, d'un côté Héliodore, le spoliateur du temple, terrassé et battu de verges, de l'autre la mystérieuse lutte de Jacob et de l'ange.

L'Héliodore et le saint Michel! ces deux sujets que le roi des peintres a marqués de son sceau, dont il a fait deux œuvres immortelles! Oser s'en emparer comme d'un bien vacant! J'ai vu des gens outrés de cette audace. J'avoue que pour ma part je n'en suis pas très ému. Quel que soit mon respect, disons mieux, mon adoration pour les moindres croquis, à plus forte raison pour les chefs d'œuvre de Raphaël, je ne pense pas que sans irrévérence on ne puisse toucher à un sujet traité par lui. Il est de taille à se défendre et n'a que faire de nos prohibitions. Ces sortes d'usurpations sont même à mon avis d'innocens exercices dont l'art peut tirer profit, et c'est d'un modeste courage, bien plutôt que de présomption, qu'on fait preuve en se les permettant. Il faut seulement ne tenter l'entreprise que lorsqu'on est bien sûr d'avoir à dire quelque chose de neuf. C'est là le grand moyen d'obtenir son pardon. Rappelons-nous Rossini, lorsque tout jeune encore il s'avisa de remettre en musique *le Barbier de Séville*, de refaire l'œuvre de Paisiello, cette tendre et fine partition que l'Italie et l'Europe musicale applaudissaient depuis vingt ans. C'était jouer gros jeu; il risquait tout au moins de se faire lapider, s'il n'avait eu des flots de mélodies vraiment nouvelles à verser sur ses auditeurs. Dès qu'on l'eut entendu, la colère se calma, le novateur gagna sa cause, et son triomphe dure encore; ce qui ne veut pas dire que Rossini lui-même se fût également permis de refaire *Don Juan*, ni même *le Mariage secret*. Il est certains chefs-d'œuvre qui sont le dernier mot de l'idée qu'ils expriment; ils ont tout dit : tenter de les rajeunir, de les concevoir à nouveau, de s'en approprier la substance pour en tirer d'autres effets, c'est une vaine prétention. Forcément on retombe dans la donnée du maître créateur, on imite en croyant innover, on n'a pas même l'honneur d'avoir lutté, tant le combat est impossible.

Le *Saint Michel terrassant Lucifer* serait-il donc un de ces chefs-d'œuvre avec lesquels il est prudent de ne se point mesurer? Je le suppose, à en juger par ce plafond de M. Delacroix. Comprend-on que ce vigoureux esprit, qui s'égare quelquefois, mais toujours par excès d'originalité, se soit montré cette fois si timide, et qu'il ait reproduit, tout en les altérant, la pose, l'intention, la silhouette générale de notre saint Michel du Louvre? Quel besoin de nous donner encore un saint Michel, si ce n'était pas pour en faire un en-

tièrement à sa façon? Tout à l'heure nous verrons qu'avec l'Héliodore il en use plus librement, qu'il interprète à sa manière cette page des Macchabées. Sans tout admirer, tout absoudre dans sa version nouvelle, nous comprendrons qu'il s'en soit épris, qu'il ait tenu à la produire, qu'il ait cédé à cette séduction, tandis qu'ici qui l'a poussé? Pourquoi cette reproduction tout à la fois littérale et infidèle? A-t-il pensé que pour faire du neuf il suffisait d'élargir le champ de son tableau, d'en rendre la coloration plus vive et plus intense, de détacher la figure dominante sur un de ces nuages phosphorescens dont sa chaude palette possède le secret, ou bien encore d'ajouter à la scène un fond de paysage, morne désert où gisent les cadavres des rebelles dont l'archange a déjà triomphé? Ces accessoires ne sont pas sans poésie, et on y sent la main d'un maître; mais ils ne changent rien au groupe principal, ils ne déguisent pas ce caractère d'imitation dont tout d'abord on est si étrangement frappé.

Ce n'est pourtant qu'une apparence : les deux groupes au fond ne se ressemblent pas. Le saint Michel du Louvre pose franchement le pied sur le corps du démon avant de le percer de cet épieu qu'il tient en ses deux mains; il l'étouffe, il l'écrase, moins du poids de son corps que de sa force surhumaine, car tout en l'écrasant il laisse voir qu'il a des ailes, qu'il est un être aérien : contraste merveilleux qui ne vient pas seulement de ces plumes qu'il porte aux épaules, plumes indiquées sobrement et presque en raccourci, mais d'un certain élan surnaturel imprimé à la figure tout entière. Qu'a fait M. Delacroix pour ne pas copier trait pour trait son modèle? Il a mis de côté ce caractère complexe, cet inexplicable mélange de deux natures contradictoires, cette simultanéité de la force de pression et de la force d'ascension; il n'a cherché qu'à rendre son archange de plus en plus aérien, sauf à lui supprimer toute énergie et toute consistance. Faut-il donc s'étonner si le nouveau saint Michel a cet air grêle et sautillant? Il voltige dans l'air comme un oiseau, comme un ballon. Au lieu de fouler du pied son adversaire, il l'effleure à l'épaule et seulement du talon : pose effrayante en vérité! le point d'appui lui manque, et sans ces grandes ailes déployées il tomberait sur votre tête.

Je ne veux pas insister : de ces trois compositions, celle-ci est, à tous égards et de beaucoup, la moins heureuse. Mieux vaut donc ne s'y point arrêter. Un seul mot cependant pour regretter encore qu'au lieu d'innover ainsi seulement dans le détail, l'artiste n'ait pas pris, comme il lui appartient, un parti vigoureux et retourné de fond en comble les données du sujet. Pourquoi, dans un plafond, conserver cette langue de terre qui sert de base aux personnages? Pourquoi ne pas nous transporter tout franchement dans les

nuages? L'impétueux archange, au milieu de l'espace, fondrait à tire-d'aile sur le monstre, ailé comme lui; ce serait le combat, le duel à mort de l'aigle et du vautour : quelle occasion d'effets heurtés, d'expressions risquées, de lumières fantastiques, comme il en faut à ce talent fougueux! Et la scène ainsi transformée aurait le double avantage de n'être plus la contrefaçon d'un chef-d'œuvre et de supprimer ces rochers, ces gazons qui, suspendus à trente pieds du sol, ne laissent pas le spectateur en suffisante sécurité.

Cela dit, passons à l'*Héliodore*. C'est encore avec Raphaël que la lutte va s'engager, et sur un terrain qui, au premier aspect, ne semble guère moins périlleux. Quelle œuvre en effet que cet *Héliodore* du Vatican? Ce n'est pas seulement un groupe, une figure, une merveille isolée; c'est quelque chose de plus désespérant, un vaste ensemble dont les moindres parties sont autant de chefs-d'œuvre, une scène à la fois ordonnée et vivante, symétrique et tumultueuse, aussi claire que compliquée, une scène où le génie du peintre, sans cesser d'être pur, devient tragique et passionné. Jamais ce gracieux pinceau se montra-t-il plus ferme, plus hardi, plus puissant? Que faire de neuf sur un pareil sujet? La lutte n'est-elle pas encore plus difficile avec l'Héliodore qu'avec le saint Michel? Oui, mais cette fois, nous l'avons dit, M. Delacroix a pris ses précautions : point de comparaison directe; la même action, les mêmes personnages, et cependant un tout autre tableau. Il a d'abord eu soin de changer le lieu de la scène : ce n'est plus au milieu du sanctuaire, devant l'autel, devant le pontife en prières que le spoliateur est foudroyé, c'est hors du temple, sur un immense escalier qui descend aux parvis extérieurs. De gigantesques colonnes, asiatiques de style et de proportions, soutiennent l'édifice et coupent le tableau dans toute sa hauteur. Rien ne ressemble moins, comme on voit, à la décoration choisie par Raphaël, à cette élégante série d'arcades et de coupoles dans le goût du Bramante, qui forme perspective au centre de sa composition. Du temps de Raphaël, ces sortes d'anachronismes ne révoltaient personne; qui se souciait alors de la couleur locale, de la vérité chronologique, dont il faut plus ou moins s'occuper aujourd'hui? Le peintre cherchait les lignes les mieux appropriées à la scène qu'il voulait rendre, sans s'inquiéter s'il attribuait à Salomon les façons de bâtir pratiquées sous Jules II. Je ne dis pas, notez bien, que le motif architectural inventé par M. Delacroix soit exactement hébraïque, et que le temple de Jérusalem eût des abords aussi étranges que ce colossal escalier; mais il y a là du moins, dans le volume et la hauteur des colonnes, dans le style de l'ornementation, une certaine analogie avec les caractères, aujourd'hui parfaitement connus, des constructions re-

ligieuses de l'antique Orient. L'innovation est donc heureuse; je dis plus, elle était nécessaire. Si maintenant, dans cette architecture, vous trouvez quelques incohérences, si les règles de la perspective y sont peu respectées, si l'escalier, par exemple, est aussi raide qu'une échelle, à tel point qu'il y aurait danger d'en tenter l'escalade, qu'importe? Tout ce fond de tableau n'en est pas moins grandiose et hardiment conçu. Ici du moins l'artiste se retrouve, son audace ne lui fait plus défaut.

Et ce n'est pas tout. Le théâtre une fois transformé, vient le tour des acteurs. Voyez d'abord au milieu de la scène cette masse flottante, de couleur violacée, qui semble tomber du ciel. Est-ce un être vivant? N'a-t-il pas forme humaine? Oui, mais les pieds sont en l'air et la tête est en bas. Quelle sinistre figure! quels yeux! comme ils flamboient! Ces mains sont armées de verges; vous croyez voir une Euménide. Comment ce personnage se tient-il dans l'espace? Point d'ailes à ses épaules, pas le moindre support; rien qui rassure votre imagination. Si aguerri que vous soyez aux apparitions fantastiques, cette culbute en permanence doit vous causer quelque émotion. Vous n'êtes pas au bout. Voici à votre gauche, dans le bas du tableau, un autre porteur de verges, moins apparent, moins lumineux, mais tout aussi terrible, qui, sans tomber des nues, n'en est pas moins aussi dans une position des plus extraordinaires. Comme son frère, il n'a point d'ailes, et comme lui il flotte, il se soutient en l'air, mais d'une autre façon, à quelques pieds du sol, horizontalement. Il plane, ou, pour mieux dire, il rampe dans le vide, il se glisse, il s'allonge vers le coupable qu'il doit frapper. Rien de plus étrange, de plus inattendu que ces deux figures, l'une sortant, comme un tiroir, des flancs d'une muraille, l'autre tombant du ciel comme un aérolithe.

On le voit donc, en fait d'audace, M. Delacroix prend sa revanche. Le voilà loin de son modèle. Les deux flagellateurs du Vatican n'ont point d'ailes non plus, bien qu'ils ne touchent pas la terre, mais ils bondissent plutôt qu'ils ne volent. Ils ne font point de tours de force, point de sauts périlleux, ils ne marchent pas sur le ventre. Debout, la tête haute, ils vont rasant le sol : en sont-ils moins légers, moins impétueux, moins terribles? Le grand art, quand on représente en peinture des faits miraculeux, est de n'en pas outrer l'expression, de donner au surnaturel un certain air de vraisemblance qui aide à le faire accepter. La difficulté vient ici de cette lutte contre un chef-d'œuvre. Comment rester dans la juste mesure? Quand la vraie route est occupée, quel chemin se frayer? Vous êtes entre deux écueils : ou côtoyer votre modèle et tomber dans l'imitation, ou chercher du neuf à tout prix, et en cherchant le neuf aller jusqu'au bizarre. Pour ma part, si entre ces extrêmes

il me fallait absolument choisir, je n'hésiterais pas : mieux vaut encore risquer de s'égarer que de marcher en laisse; tout plutôt que l'imitation! Je comprends cependant qu'on soit d'avis contraire. Il y a des gens que la témérité révolte, qui ne pardonnent pas une offense à leur goût, un trouble dans leurs habitudes : ceux-là sont hors d'état d'accepter de sang-froid ces deux anges; mais si vous êtes par bonheur d'humeur plus débonnaire, si vous vous résignez sans prévention, sans colère, aux allures hasardées de ces ceux habitans du ciel, vous aurez votre récompense. Regardez bien : quelle énergie dans ces têtes! quel feu dans ces regards! quel jeu puissant dans tous ces membres! Isolément et pris à part, ces chérubins farouches sont deux morceaux de grande et puissante peinture. Je ne leur fais qu'un reproche : ils prennent un plaisir trop vif et trop personnel au châtiment qu'ils infligent; ils frappent pour leur propre compte, comme s'ils obéissaient non pas à la justice, mais à la passion. L'ange exterminateur lui-même ne doit pas laisser voir de haine pour ses victimes; il faut qu'on sente, même quand il frappe, que c'est un ordre qu'il accomplit, et que, si Dieu l'avait laissé faire, il serait compatissant. Je voudrais donc dans ces regards le même feu, j'y voudrais moins de rage. Aussi j'ai plus de sympathie pour ce troisième envoyé du ciel, ce sévère et brillant cavalier à l'armure et au sceptre d'or, aux ailes épanouies (car celui-là porte des ailes, bien que, soutenu par son cheval, il pût, à vrai dire, s'en passer). J'aime son expression calme, bien qu'indignée, méprisante sans cruauté. Il préside au supplice sans y mettre la main, et ne touche au coupable qu'en poussant sur lui son cheval, qui le renverse et le foule aux pieds. Quel dommage que les défauts de la monture nuisent un peu au cavalier! Que vient faire là cette robe d'un gris si violent et si dur, ce gigantesque poitrail, cette encolure en col de cygne d'une ampleur si exagérée? Tout cela trouble le spectateur et le détourne d'admirer la pose, le mouvement, l'inspiration de la figure. Faut-il le dire? ce cavalier me semble de meilleure race, et à certains égards il me satisfait mieux que son rival du Vatican. Il est moins bourru, moins brutal; il y a dans son attitude, dans sa personne, dans ses traits, je ne sais quoi de serein, de noble, d'idéal. Ce n'est pas un centurion en colère, c'est vraiment un archange. Je ne promets pas à M. Delacroix d'avoir souvent à exprimer de pareilles préférences; mais, puisque l'occasion s'en trouve, je me complais à la saisir.

Cette bonne fortune va, je le crains, m'abandonner en parlant des autres personnages, à commencer par l'Héliodore lui-même. Je le vois là couché tout à plat sur le dos, la tête renversée, les bras en croix, une jambe à demi relevée. Cette posture peut sembler naturelle, on peut la proclamer naïve, l'admirer même et trouver au

contraire trop de noblesse et trop de style chez l'autre Héliodore, terrassé lui aussi, mais faisant un suprême effort pour se tenir sur son séant et repousser du geste et de la voix les coups qui le vont frapper. Je veux bien qu'il y ait dans cette pose quelque chose d'un peu trop dramatique; en revanche, l'Héliodore nouveau est, à mon sens, trop sans façon. Sans se draper pour mourir, on peut ne pas tomber si maladroitement, laisser voir un peu mieux son visage, ne pas soulever sa jambe, ne pas la laisser ainsi éternellement en l'air sans point d'appui, ce qui, par sympathie, cause à ceux qui la voient une véritable fatigue. J'avoue pourtant que cette prostration complète du principal personnage, qui au point de vue pittoresque laisse tant à désirer, répand sur tout l'ensemble de la composition une grande impression de terreur. A voir ce corps par terre, renversé, presque mort avant même d'avoir été atteint, on sent qu'une force invisible, un mystérieux orage, a précédé l'apparition du cavalier et de ses deux compagnons. Cet orage ou plutôt le souffle de Jéhovah lui-même, on le devine, on l'entend; c'est lui qui agite et soulève ces lourdes tapisseries suspendues aux colonnes. Aussi quelle épouvante chez les complices du sacrilége, chez ces grossiers soldats qui l'ont aidé dans son pillage et s'en vont les épaules chargées de vases d'or et de bijoux sacrés! Qu'ils soient violemment émus, qu'ils se retournent stupéfaits et comme à demi foudroyés eux-mêmes, rien de mieux; mais pour exprimer leur terreur était-il nécessaire de les rendre si laids? Je défie qu'en Syrie, dans toute l'armée de Séleucus, on eût trouvé la figure de ce premier soldat, à votre droite, dans le coin du tableau. Pour arriver à un profil et à un nez comme celui-là, il eût fallu remonter jusqu'en Thrace, même au-delà de la Propontide. C'est un type de Cosaque, et cette barbarie des visages est ici d'autant plus inattendue qu'elle s'associe à des gestes et à des attitudes d'une ampleur solennelle et presque académique.

Quoi qu'il en soit, malgré tant de témérités, d'étrangetés, d'incohérences, la scène est grande, extraordinaire, attachante et d'un puissant effet. Encore un coup, glissez sur les détails, chassez les souvenirs et les comparaisons, ne pensez ni à Raphaël ni à rien de complet, d'achevé, de fini en peinture, laissez-vous franchement aller, et vous serez, je ne dis pas charmé, mais profondément remué par l'intelligente vie cachée sous ce fracas de couleurs et de formes. Pour moi, j'aurais tous les regrets du monde que ce nouvel *Héliodore* n'existât pas, d'abord parce qu'en elle-même l'œuvre est originale et de haute valeur, puis parce qu'elle aide à mieux comprendre l'*Héliodore* du Vatican. Rien n'enseigne à goûter les douceurs de la paix comme une heure de tumulte. Avant d'avoir connu la chapelle des Saints-Anges, lorsque, rappelant mes souvenirs, je me transportais en pensée devant ce Jules II vainqueur, as-

sistant au châtiment allégorique des spoliateurs du saint-siége, ce qui me charmait le plus dans cette incomparable fresque, c'étaient les femmes, les enfans, les hommes d'un dessin si splendide, d'une si ravissante beauté : je n'avais des yeux, je l'avoue, que pour chaque tête, chaque groupe en particulier, tandis que la composition, je m'en occupais à peine, ou plutôt elle me semblait un peu trop symétrique, coupée en deux parties trop justement égales et divisée par un vide d'une largeur démesurée. Or maintenant, tout au contraire, c'est la composition, c'est l'ensemble, c'est la grandeur de l'ordonnance qui me confondent d'admiration. J'en prise d'autant plus le savant équilibre et la clarté monumentale que je sors d'un spectacle plus confus et plus turbulent. Ce vide au milieu de la scène, ce vide qui m'étonnait, je le comprends, c'est le trait du génie. Non-seulement il sépare par une démarcation visible les êtres surnaturels qui accomplissent le miracle et les simples mortels qui le contemplent, non-seulement il exprime d'une manière saisissante le mouvement de recul, le refoulement précipité que le passage des trois anges vient d'imprimer à ce flot de peuple à la fois effrayé et criant anathème, mais l'intention principale de ce vide insolite est de dégager, de mettre en évidence, au cœur même de la composition, le grand-prêtre et l'autel, de faire ainsi bien voir que c'est au nom de l'autel et à la voix du grand-prêtre que la vengeance est descendue du ciel. Est-il une conception pittoresque plus éloquente, plus profonde et plus simple? Il n'y a pas jusqu'à ce Jules II apparaissant porté sur la chaise papale qui ne donne à l'œuvre tout entière un caractère unique d'originalité. C'est un acteur muet, ou plutôt ce n'est point un acteur. Ni le pontife, ni les hommes qui le portent ne prennent part à l'action; ils ignorent ce qui se passe autour d'eux et ne sont en communication qu'avec le spectateur. Ce sont de purs portraits, des armoiries vivantes. Comme les *donateurs* dans les tableaux du moyen âge, ils restent étrangers aussi bien à la partie humaine qu'à la partie mystique du tableau. L'usage de réunir ainsi dans un même cadre des portraits et des sujets de piété sans relation directe entre les deux ordres de personnages fut, comme on sait, longtemps universel, et il tombait à peine en désuétude quand Raphaël en cette circonstance se plut à le raviver : sorte d'innovation archaïque pleine de grandeur et d'à-propos. Aussi n'est-ce pas sans un certain sourire que vous aurez peut-être entendu de très habiles gens, des critiques en renom, prendre pour un anachronisme cette apparition de Jules II dans le temple de Jérusalem, et trouver fort mauvais, une fois l'invraisemblance admise, que le saint-père et son monde soient si maussades, si distraits, et ne daignent ni s'associer aux sentimens du peuple qui les entoure, ni même tourner les yeux sur le drame

qui se joue à côté d'eux. La méprise n'est-elle pas étrange? Mais ce n'est pas le lieu de m'arrêter à ces détails; nous ne sommes pas au Vatican. Si je n'y prenais garde, l'*Attila*, le *Saint Pierre*, *la Messe de Bolsena* sont là dans cette même salle, je risquerais de m'y laisser prendre. Retournons donc à Saint-Sulpice. Aussi bien nous y allons trouver M. Delacroix sur un autre terrain, livré à ses propres forces. Plus de comparaison, plus de lutte, et partant moins d'efforts pour se singulariser. Malgré l'attrait curieux qui m'attache à son *Héliodore*, j'ai hâte d'être en face de son *Jacob*, c'est-à-dire de n'avoir plus affaire qu'à lui.

La première condition pour peindre ce second pan de mur, exactement semblable au premier et de dimensions et de forme, c'était de conserver certains rapports, certaine analogie dans l'échelle des deux décorations. Pour que deux œuvres qui se font pendant ne se nuisent pas l'une à l'autre, il faut que les proportions générales n'en soient pas trop discordantes. Or c'est ici que j'aperçois dans tout son jour un des dons de M. Delacroix qu'on peut le moins lui contester, le sentiment décoratif, cette partie vraiment supérieure de son talent. Que de peintres aujourd'hui se croiraient obligés, pour nous représenter les vastes champs d'Edom, le lieu désert où Jacob fut rencontré par l'ange, d'imaginer un site bien oriental, c'est-à-dire bien aride, bien nu, bien désolé! Or vous figurez-vous quelques roches poudreuses, quelques pauvres broussailles, en regard de ces murs gigantesques, de ces immenses propylées que nous venons de parcourir? De telles dissonances ne sont jamais à craindre avec M. Delacroix. Il a senti qu'en face de ses colonnes de granit il lui fallait d'autres colonnes de taille et d'importance au moins égales. De là ces arbres séculaires, ces magnifiques chênes plantés si fièrement sur ce petit monticule qui abrite et domine la paisible prairie où vont lutter les deux athlètes. Quels arbres! Tout en est colossal, les troncs, la ramure, le feuillage. Ce sont de vrais géans, des enfans du vieux monde échappés au déluge. Comme ils ombragent cette oasis! Quelle fraîcheur, quel mystère au bord de ce ruisseau? Est-ce bien l'Orient? Je ne sais, mais c'est le paysage le plus poétiquement biblique que vous puissiez rêver.

Me voilà donc sous le charme, et cette fois sans réserve. J'accepte cette façon d'interpréter la nature, de la tailler en grand: je l'accepte sans chicaner sur rien, ni sur les coups de brosse un peu trop violens, ni sur les durs contrastes de ces végétations si diverses : l'effet d'ensemble domine tout. Je n'ai de doutes que sur les personnages. L'attitude de ces deux lutteurs, est-ce bien celle qu'il eût fallu choisir? Je conviens que Jacob, aux prises depuis la veille au soir avec cet inconnu qui veut le terrasser, a bien pu quelquefois, dans cette longue nuit, se jeter, par un effort suprême, tête

baissée, comme un taureau, sur son immobile adversaire; mais le plus souvent, ce me semble, c'est lui qui a dû résister. Ou le récit de la Genèse n'a pas de sens et n'est qu'un vain symbole, ou nous devons supposer que Dieu veut éprouver son serviteur, sonder son cœur et ses reins. Or la gloire de Jacob, ce n'est pas d'avoir par moment, avec une fureur impuissante, donné du front contre l'ange, c'est d'avoir constamment soutenu son étreinte, c'est de n'avoir pas ployé. M. Delacroix, il est vrai, s'est proposé de peindre ce dernier moment de la lutte où l'ange, en touchant du doigt la cuisse de Jacob, dessèche un de ses muscles; mais d'où vient que le messager divin abuse ainsi de sa puissance et se permet, pour en finir, de rendre son adversaire boiteux? Est-ce donc qu'il se sente en péril, qu'il ait besoin de se défendre contre un assaut désespéré? Non, c'est qu'il a vu briller au sommet des montagnes les premiers feux de l'aurore, qu'avec le jour sa mission doit finir, et qu'il lui tarde de remonter aux cieux.

Je crois donc qu'il y aurait eu profit à intervertir les rôles, à prêter à Jacob une attitude résistante qui donnât mieux l'idée de sa victoire morale. L'effet pittoresque lui-même n'y aurait rien perdu, et l'esprit serait plus satisfait. Du reste, la pose admise, l'attitude assaillante une fois adoptée, je ne crois pas qu'on pût l'exprimer avec plus d'énergie que ne l'a fait M. Delacroix. Son Jacob manque un peu de noblesse : il a la puissance d'un Hercule et la rusticité d'un pâtre; on voudrait quelque chose de plus, quelque chose qui fît pressentir le futur patriarche; mais quel mouvement! quelle vie! comme ce corps tout entier s'élance d'un seul bond! Quel choc! on croit l'entendre. Il faut un immortel pour n'y pas succomber. Cet immortel, je dois le dire, a bien aussi quelques défauts. Ses jambes sont un peu lourdes et toute sa personne un peu matérielle. Ce n'est pas la noblesse, encore moins la grandeur qui lui manquent; il est trop dépourvu d'élégance, ou pour mieux dire de spiritualité. Après tout, on s'en aperçoit peu. Les figures ne tiennent pas ici la place principale; on pourrait presque dire qu'elles ne sont qu'accessoires, tant la passion, la vie, le rôle actif et animé sont dévolus au paysage. Depuis les premiers plans jusqu'à la crête de ces montagnes dorées par le soleil levant, tout vous captive et vous attache dans cette puissante conception, qui n'a guère d'analogues, même chez les maîtres italiens qui ont traité le plus largement le paysage décoratif. Rien de banal, rien d'inutile. Comme ce chemin creux est habilement jeté dans ce coin perdu du tableau! comme on y sent passer, à travers la poussière, ces troupeaux, ces pasteurs, ces femmes, ces enfans! comme on suit au loin les méandres de cette longue caravane, et comme tout ce monde court bruyamment sans se douter qu'un combat solitaire se livre à deux pas de là! Ce tu-

multe, à peine indiqué, suffit à faire mieux sentir l'obstination, l'acharnement et le mystère de la lutte.

Je n'ai pas le courage de demander compte à M. Delacroix d'une légère inexactitude dans l'interprétation de son texte. C'est à la première aube que le combat devrait finir, et il fait clair dans son tableau à peu près comme en plein midi. Peut-être qu'un effet de lumière plus douteuse, de jour naissant, de crépuscule, aurait jeté sur cette scène quelque chose de plus poétique encore, et comme une teinte énigmatique en rapport avec le sujet; mais d'un autre côté je ne m'étonne pas, quand on a du soleil sur sa palette, qu'on tienne à en tirer parti. Aussi mon regret le plus vif n'est pas cette licence que s'est donnée le peintre d'éclairer un peu trop son œuvre, c'est qu'il soit si difficile de la bien voir, d'en jouir à son vrai point de vue. Cette chapelle est trop étroite; le spectateur n'a pas assez de reculée. Vous voyez un peu moins mal l'*Héliodore* que le *Jacob*, parce qu'en sortant de la chapelle et en reculant de quelques pas sous les voûtes du bas côté, vous l'apercevez encore, et à bonne distance; c'est même en s'éloignant davantage, en se plaçant au point de jonction de la grande nef et du chœur, en dirigeant son regard à travers les arcades sur ce qui apparaît de l'*Héliodore*, que l'on peut vraiment juger de la puissance de cette coloration, et sentir combien la distance lui donne d'harmonie, de transparence et de légèreté.

Encore un mot : je voudrais ne pas oublier, dans l'intérieur de la chapelle, aux quatre coins de l'ovale du plafond, sur les pendentifs de la voûte, ces quatre anges en grisaille, si calmes, si modestes, si sobrement disposés pour marier en quelque sorte par des tons neutres et presque éteints le lumineux éclat des parois latérales et l'éclat chatoyant du plafond. J'insiste sur ces quatre anges, parce que j'y vois une de ces contradictions piquantes qui abondent chez M. Delacroix. De même que lorsqu'il lui prend envie de faire de la critique, lorsqu'au lieu d'un pinceau c'est une plume qu'il manie, ses goûts, ses idées, ses préceptes deviennent châtiés, on pourrait presque dire classiques, de même ici, dans ces grisailles, la couleur mise de côté, il semble écrire au lieu de peindre. Si j'ose ainsi parler, c'est sa palette qui le grise, ou tout au moins qui lui suggère des séductions, des entraînemens de couleur dont sa raison n'est plus maîtresse.

Et maintenant faut-il conclure? Faut-il donner le dernier mot de tous ces jugemens un peu contradictoires que je viens de risquer en passant? Je n'ai pas besoin de dire que mes instincts, mes goûts, mes convictions, mes préférences, sont presque à chaque instant froissés par M. Delacroix, et que je goûte néanmoins, que je comprends, que j'aime son talent. Quelle conclusion logique puis-je

tirer de là? Rien de plus malaisé, de plus compromettant, que de parler d'un tel homme à cœur ouvert, de bonne foi. Il a de tels admirateurs, que, même en l'admirant aussi, très franchement, mais sous réserve, on semble froid et presque malveillant; il a de tels antagonistes, qu'à signaler seulement ses défauts sans colère, sans anathème, on fait l'effet d'un complaisant. La destinée de certains hommes est de n'être loué ni critiqué qu'avec passion. J'entendais l'autre jour deux artistes, gens d'esprit, connaisseurs éprouvés et de sincérité parfaite, qui tous deux sortaient de Saint-Sulpice. Pour l'un, cette chapelle était une œuvre sans pareille, éblouissante, immense, un éclair de génie : l'autre au contraire la tenait pour une informe ébauche, sans style et sans pensée, pure peinture d'opéra, œuvre non pas d'artiste, mais de décorateur. L'un proclamait l'échec et l'autre le triomphe. Lequel avait raison?

Ce que j'affirme en toute sûreté, ce que je crois incontestable, c'est qu'il n'y a pas échec, et que, bien loin de là, l'artiste, à certains égards, est resté dans cette grande épreuve plus qu'égal à lui-même. Maintenant cela veut-il dire qu'il se soit amendé, qu'il ait tenté le moindre effort pour s'élever à un style plus sévère, à une forme plus épurée, à des contours moins hésitans, à un rendu plus ferme et plus serré, que la pensée lui soit venue de corriger ou seulement d'adoucir un seul de ses défauts, chers défauts qui lui ont valu, j'en conviens, une partie de ses succès, et dont ses adulateurs ne parlent qu'à genoux? Non assurément, non. Et qui donc espérait cette métamorphose? Pensait-on qu'appelé pour la première fois à décorer les parois d'une église, M. Delacroix, subitement illuminé, allait nous donner le spectacle de sa conversion esthétique, et se soumettre à l'austère discipline, aux chastes conditions de la vraie peinture religieuse? N'était-ce pas au contraire un fait certain, et comme écrit d'avance, qu'à Saint-Sulpice, comme au Palais-Bourbon, comme à l'Hôtel-de-Ville, comme au palais du Luxembourg, il ne plierait son talent à aucune autre entrave, et ne s'attacherait avec amour à aucun autre but qu'à l'effet pittoresque? Si c'est là qu'est l'échec, je n'en disconviens pas, l'échec existe : rien de moins religieux, c'est-à-dire de moins sobre et de moins tempéré que la chapelle des Saints-Anges; mais franchement, que voulait-on qu'il fît? Un froid pastiche, une pure parodie des adorables fresques de Masaccio et d'Angelico? M. Delacroix peindre sans clair-obscur, sans ombres, sans lumières, sans saillies! n'appliquer sur un mur qu'un épiderme de couleurs simulant tout au plus l'épaisseur d'une tapisserie, et renoncer par conséquent aux profondeurs, aux perspectives, à la pompe, aux richesses, à tout ce qui parle aux sens! Alors que lui resterait-il? C'est presque un suicide qu'on demande. Laissons chacun suivre sa voie. J'aurais sans doute autant aimé qu'au lieu de

Saint-Sulpice, ce fût quelque palais, quelque salle mondaine, qui cette fois encore s'ouvrît à M. Delacroix; mais, même en ce saint lieu, on ne peut, ce me semble, reprocher à son œuvre aucune disparate qu'il y ait sujet de regretter; seulement, j'en conviens, ce n'est ni la prière ni le renoncement aux choses de ce monde qu'une telle peinture nous enseigne. Sa signification, ou plutôt son charme et sa parure, c'est la vie, la vie surabondante, c'est l'entraînement et l'éclat d'une impérissable jeunesse.

La jeunesse, voilà le véritable mot! Tout le monde en France est plus ou moins changé depuis ces trente ou quarante ans. Les plus aventureux esprits ont peu à peu coupé leurs ailes. L'espoir, la confiance, les illusions, les théories, la foi en ses doctrines et en soi-même, tout s'est usé, tout a vieilli, tout, excepté M. Delacroix : il n'a pas pris un jour. Gardez-vous d'en conclure qu'il se soit pétrifié dans les idées de son jeune âge, comme ces muscadins qui, même encore sous la restauration, portaient les modes du directoire en souvenir de leurs triomphes. Non, il n'est pas immobile, il a marché avec son temps, le moins possible cependant, et en restant soi-même envers et contre tous. Sauf les toiles de ses premières années, où se trahit certaine hésitation, certaine influence des tentatives contemporaines, sauf par exemple sa *Mort de Sardanapale*, dont Bonington et Devéria ont fait en partie les frais, on peut dire que toutes ses productions, grandes ou petites, sont depuis près d'un demi-siècle marquées au même sceau. Une telle persévérance est presque sans exemple. Pour les artistes en général et surtout pour les peintres, la vie, quand elle se prolonge, se transforme et se diversifie; à certains jours, il leur vient des scrupules, des doutes, des regrets; ils font des expériences, des retours en arrière ou des pas en avant; ils ont des manières successives : rien de tout cela chez M. Delacroix. A peine çà et là d'insensibles modifications, simples nuances provenant de la diversité des sujets plutôt que du changement des méthodes. Au fond, il est toujours le même, toujours le jeune romantique de 1828, ardent, confiant, téméraire, heurtant de front les traditions, même celles qui sont mortes, pour le plaisir de les heurter. Aussi j'oserais dire qu'à son contact, à son exemple, on se sent rajeunir soi-même. Ces témérités de pinceau, ces notes éclatantes que chaque jour il se permet encore, ce sont les mêmes qui vous éblouissaient quand vous aviez vingt ans; elles vous transportent à votre insu dans vos jeunes années, comme un air national inspire aux exilés l'illusion de la patrie.

Je ne connais qu'un homme aujourd'hui, parmi les vétérans de l'art, qui ne soit pas moins jeune que M. Delacroix; cet homme est M. Ingres. Je vais sans doute les étonner tous deux en leur trou-

vant un trait de ressemblance; mais, si différens qu'ils soient en toutes choses, n'ont-ils pas même ardeur, même foi, même persévérance, même fidélité à leurs idées, même horreur de toute transaction? Aussi ne nous étonnons pas si par un sort commun, l'un comme l'autre, ils ne sont populaires, c'est-à-dire franchement acceptés et compris, que dans le cercle de leurs sectateurs et de leurs initiés, tandis que le public, cette masse indifférente qui dans les questions d'art prétend juger, tout en disant : Je ne m'y connais pas, cette masse qui n'aime rien de hardi, rien de fier, qui veut des complaisans et des flatteurs, les tient pour suspects l'un et l'autre, et ne leur pardonne pas cette sorte de raideur et d'aristocratie.

Chaque jour cependant, j'aime à le dire, le cercle, autour de M. Ingres, a l'air de s'agrandir, ou tout au moins les réfractaires et les sceptiques deviennent moins nombreux ou plus dissimulés. La notabilité de ce talent hors ligne est maintenant si grande que la révolte ouverte semble presque impossible. Et puis la pureté du dessin, la perfection du style, la magie de l'exécution sont des qualités si visibles, si palpables en quelque sorte, qu'on ne peut guère les méconnaître. Les moins amis renoncent donc à nier le talent, et tout au plus ils se confessent hors d'état de le bien comprendre. Avec M. Delacroix, on n'a pas tant de peine à prendre; il prête mieux le flanc : les incrédules ont plus beau jeu. Quel prétexte à ne rien admirer que ces négligences de dessin, cette rudesse d'exécution et, disons-le, cet extérieur de décadence dans le choix de certains détails et de certains ajustemens, extérieur mensonger, puisque la vie et la vraie décadence sont deux termes incompatibles, et qu'ici la vie coule à flots, personne ne peut le contester! Mais le prétexte est bon, on le saisit, et vous trouvez des gens qui ne reculent pas devant l'absurde conséquence de nier jusqu'à l'existence de ce vigoureux talent. Pour moi, si classique qu'on soit, je soutiens qu'on est inaccessible aux émotions de l'art et qu'on ne sent pas même ces beautés plus sévères qu'on prétend admirer, si l'on n'a pas de temps en temps des tendresses pour M. Delacroix. Qu'on le querelle, je l'admets; de rudes vérités, je les comprends, et je me permets d'en dire moi-même, mais à la condition de les entremêler de francs et sincères éloges, et de bien laisser voir que si à aucun prix je ne voudrais que nos jeunes peintres prissent modèle sur M. Delacroix, je ne l'en tiens pas moins pour un maître, un vrai maître, dont, à coup sûr, le nom vivra, et qui dans notre école aura sa place à part, grâce à l'éclat de sa puissante originalité.

L. VITET.

LE SOIR

D'UN JOUR DE MARCHE

On sait que M. Victor Hugo vient de terminer une grande composition romanesque intitulée *les Misérables*. L'épisode qu'on va lire a sa place marquée dans la première partie de ce nouvel ouvrage, dont la publication est prochaine (1). Il forme un tableau complet, mais l'ensemble émouvant auquel il se rattache a trop d'importance pour qu'on n'en dise pas ici quelques mots. M. Victor Hugo s'est proposé de décrire dans *les Misérables* la vie du XIXe siècle, comme il avait décrit dans *Notre-Dame de Paris* la vie du moyen âge. Dans le cadre d'une action romanesque qui ne comprendra pas moins de cinq parties, chacune de deux volumes, il a groupé tous les types qui peuvent l'aider à caractériser la société de notre temps, à la montrer surtout, comme le titre l'annonce, dans ses luttes et dans ses douleurs. Il n'appartenait qu'à un grand poète d'être à la hauteur de cette tâche, et d'y apporter cette élévation sereine qui est un des plus précieux dons de la muse. Dès les premières pages des *Misérables*, on sent circuler à travers l'œuvre ce souffle de tendresse généreuse qui l'animera jusqu'au bout. Il n'y a point là de parti-pris : l'auteur est toujours juste, quoique toujours ému. La figure qui domine au début du livre est celle d'un évêque, d'un vrai pasteur d'âmes, qui marche à travers la vie les mains pleines d'aumônes et les yeux tournés vers le ciel. Une série de scènes familières et touchantes met en relief les divers traits de cette physionomie vraiment chrétienne. Il reste cependant à la compléter par un dernier contraste, et c'est ici que commence le dramatique épisode que nous allons citer.

(1) A Paris, chez Pagnerre; à Bruxelles, pour l'étranger, chez Lacroix, Verboeckhoven et Ce, éditeurs.

I.

Dans les premiers jours du mois d'octobre 1815, une heure environ avant le coucher du soleil, un homme qui voyageait à pied entrait dans la petite ville de D... Les rares habitans qui se trouvaient en ce moment à leurs fenêtres ou sur le seuil de leurs maisons regardaient ce voyageur avec une sorte d'inquiétude. Il était difficile de rencontrer un passant d'un aspect plus misérable. C'était un homme de moyenne taille, trapu et robuste, dans la force de l'âge. Il pouvait avoir quarante-six ou quarante-huit ans. Une casquette à visière de cuir rabattue cachait en partie son visage brûlé par le soleil et le hâle, et ruisselant de sueur. Sa chemise de grosse toile jaune, rattachée au col par une petite ancre d'argent, laissait voir sa poitrine velue; il avait une cravate tordue en corde, un pantalon de coutil bleu usé et râpé, blanc à un genou, troué à l'autre, une vieille blouse grise en haillons, rapiécée à l'un des coudes d'un morceau de drap vert cousu avec de la ficelle, sur le dos un sac de soldat fort plein, bien bouclé et tout neuf, à la main un énorme bâton noueux, les pieds sans bas dans des souliers ferrés, la tête tondue et la barbe longue.

La sueur, la chaleur, le voyage à pied, la poussière, ajoutaient je ne sais quoi de sordide à cet ensemble délabré. Les cheveux étaient ras et pourtant hérissés, car ils commençaient à pousser un peu, et semblaient n'avoir pas été coupés depuis quelque temps.

Personne ne le connaissait. Ce n'était évidemment qu'un passant. D'où venait-il? Du midi, des bords de la mer peut-être, car il faisait son entrée dans D... par la même rue qui sept mois auparavant avait vu passer l'empereur Napoléon allant de Cannes à Paris. Cet homme avait dû marcher tout le jour : il paraissait très fatigué. Des femmes de l'ancien bourg qui est au bas de la ville l'avaient vu s'arrêter sous les arbres du boulevard Gassendi et boire à la fontaine qui est à l'extrémité de la promenade. Il fallait qu'il eût bien soif, car des enfans qui le suivaient le virent encore s'arrêter et boire, deux cents pas plus loin, à la fontaine de la place du marché.

Arrivé au coin de la rue Poichevert, il tourna à gauche et se dirigea vers la mairie. Il y entra, puis sortit un quart d'heure après. Un gendarme était assis près de la porte, sur le banc de pierre où le général Drouot monta le 4 mars pour lire à la foule effarée des habitans de D... la proclamation du golfe Juan. L'homme ôta sa casquette et salua humblement le gendarme.

Le gendarme, sans répondre à son salut, le regarda avec atten-

tion, le suivit quelque temps des yeux, puis entra dans la maison de ville.

Il y avait alors à D... une belle auberge à l'enseigne de *la Croix-de-Colbas*. Cette auberge avait pour hôtelier un nommé Jacquin Labarre, homme considéré dans la ville pour sa parenté avec un autre Labarre qui tenait à Grenoble l'auberge des *Trois-Dauphins*, et qui avait servi dans les guides. Lors du débarquement de l'empereur, beaucoup de bruits avaient couru dans le pays sur cette auberge des *Trois-Dauphins*. On contait que le général Bertrand, déguisé en charretier, y avait fait de fréquens voyages au mois de janvier, et qu'il y avait distribué des croix d'honneur à des soldats et des poignées de napoléons à des bourgeois. La réalité est que l'empereur, entré dans Grenoble, avait refusé de s'installer à l'hôtel de la préfecture; il avait remercié le maire en disant : « Je vais chez un brave homme que je connais, » et il était allé aux *Trois-Dauphins*. Cette gloire du Labarre des *Trois-Dauphins* se reflétait à vingt-cinq lieues de distance, jusque sur le Labarre de *la Croix-de-Colbas*. On disait de lui dans la ville : « C'est le cousin de celui de Grenoble. »

L'homme se dirigea vers cette auberge, qui était la meilleure du pays. Il entra dans la cuisine, laquelle s'ouvrait de plain-pied sur la rue. Tous les fourneaux étaient allumés; un grand feu flambait gaîment dans la cheminée. L'hôte, qui était en même temps le chef, allait de l'âtre aux casseroles, fort occupé et surveillant un excellent dîner destiné à des rouliers qu'on entendait rire et parler à grand bruit dans une salle voisine. Quiconque a voyagé sait que personne ne fait meilleure chère que les rouliers. Une marmotte grasse, flanquée de perdrix blanches et de coqs de bruyère, tournait sur une longue broche devant le feu; sur les fourneaux cuisaient deux grosses carpes du lac de Lauzet et une truite du lac d'Alloz.

L'hôte, entendant la porte s'ouvrir et entrer un nouveau venu, dit sans lever les yeux de ses fourneaux :

— Que veut monsieur?

— Manger et coucher, dit l'homme.

— Rien de plus facile, reprit l'hôte. En ce moment il tourna la tête, embrassa d'un coup d'œil tout l'ensemble du voyageur, et ajouta : En payant.

L'homme tira une grosse bourse de cuir de la poche de sa blouse et répondit :

— J'ai de l'argent.

— En ce cas, on est à vous, dit l'hôte.

L'homme remit sa bourse en poche, se déchargea de son sac, le posa à terre près de la porte, garda son bâton à la main et alla

s'asseoir sur une escabelle basse près du feu. D... est dans la montagne. Les soirées d'octobre y sont froides.

Cependant, tout en allant et venant, l'hôte considérait le voyageur.

— Dîne-t-on bientôt? dit l'homme.

— Tout à l'heure, dit l'hôte.

Pendant que le nouveau venu se chauffait, le dos tourné, le digne aubergiste Jacquin Labarre tira un crayon de sa poche, puis il déchira le coin d'un vieux journal qui traînait sur une petite table près de la fenêtre. Sur la marge blanche, il écrivit une ligne ou deux, plia sans cacheter et remit ce chiffon de papier à un enfant qui paraissait lui servir tout à la fois de marmiton et de laquais. L'aubergiste dit un mot à l'oreille du marmiton, et l'enfant partit en courant dans la direction de la mairie.

Le voyageur n'avait rien vu de tout cela.

Il demanda encore une fois : — Dîne-t-on bientôt?

— Tout à l'heure, dit l'hôte.

L'enfant revint. Il rapportait le papier. L'hôte le déplia avec empressement, comme quelqu'un qui attend une réponse. Il parut lire attentivement, puis hocha la tête et resta un moment pensif. Enfin il fit un pas vers le voyageur, qui semblait plongé dans des réflexions peu sereines.

— Monsieur, dit-il, je ne puis vous recevoir.

L'homme se dressa à demi sur son séant.

— Comment! avez-vous peur que je ne paie pas? voulez-vous que je paie d'avance? J'ai de l'argent, vous dis-je.

— Ce n'est pas cela.

— Quoi donc?

— Vous avez de l'argent...

— Oui, dit l'homme.

— Et moi, dit l'hôte, je n'ai pas de chambre.

L'homme reprit tranquillement : — Mettez-moi à l'écurie.

— Je ne puis.

— Pourquoi?

— Les chevaux prennent toute la place.

— Eh bien! repartit l'homme, un coin dans le grenier, une botte de paille. Nous verrons cela après dîner.

— Je ne puis vous donner à dîner.

Cette déclaration, faite d'un ton mesuré, mais ferme, parut grave à l'étranger. Il se leva.

— Ah bah! mais je meurs de faim, moi. J'ai marché dès le soleil levé. J'ai fait douze lieues. Je paie. Je veux manger.

— Je n'ai rien, dit l'hôte.

L'homme éclata de rire et se tourna vers la cheminée et les fourneaux : — Rien ! et tout cela ?

— Tout cela m'est retenu.

— Par qui ?

— Par ces messieurs les rouliers.

— Combien sont-ils ?

— Douze.

— Il y a là à manger pour vingt.

— Ils ont tout retenu et tout payé d'avance,

L'homme se rassit et dit sans hausser la voix :

— Je suis à l'auberge, j'ai faim et je reste.

— L'hôte alors se pencha à son oreille, et lui dit d'un accent qui le fit tressaillir : — Allez-vous-en.

Le voyageur était courbé en cet instant et poussait quelques braises dans le feu avec le bout ferré de son bâton ; il se retourna vivement, et, comme il ouvrait la bouche pour répliquer, l'hôte le regarda fixement et ajouta toujours à voix basse : — Tenez, assez de paroles comme cela. Voulez-vous que je vous dise votre nom ? Vous vous appelez Jean Valjean. Maintenant voulez-vous que je vous dise qui vous êtes ? En vous voyant entrer, je me suis douté de quelque chose, j'ai envoyé à la mairie, et voici ce qu'on m'a répondu. Savez-vous lire ?

En parlant ainsi, il tendait à l'étranger, tout déplié, le papier qui venait de voyager de l'auberge à la mairie et de la mairie à l'auberge. L'homme y jeta un regard. L'aubergiste reprit après un silence : — J'ai l'habitude d'être poli avec tout le monde. Allez-vous-en.

L'homme baissa la tête, ramassa le sac qu'il avait déposé à terre, et s'en alla.

Il prit la grande rue. Il marchait devant lui au hasard, rasant de près les maisons comme un homme humilié et triste. Il ne se retourna pas une seule fois. S'il s'était retourné, il aurait vu l'aubergiste de *la Croix-de-Colbas* sur le seuil de sa porte, entouré de tous les voyageurs de son auberge et de tous les passans de la rue, parlant vivement et le désignant du doigt, et aux regards de défiance et d'effroi du groupe il aurait deviné qu'avant peu son arrivée serait l'événement de toute la ville.

Il ne vit rien de tout cela. Les gens accablés ne regardent pas derrière eux. Ils ne savent que trop que le mauvais sort les suit.

Il chemina ainsi quelque temps, marchant toujours, allant à l'aventure par des rues qu'il ne connaissait pas, oubliant la fatigue, comme cela arrive dans la tristesse. Tout à coup il sentit vivement la faim. La nuit approchait. Il regarda autour de lui pour voir s'il

ne découvrirait pas quelque gîte. La belle hôtellerie s'était fermée pour lui; il cherchait quelque cabaret bien humble, quelque bouge bien pauvre. Précisément une lumière s'allumait au bout de la rue; une branche de pin pendue à une potence en fer se dessinait sur le ciel blanc du crépuscule. Il y alla. C'était en effet un cabaret, le cabaret qui est dans la rue de Chaffaut.

Le voyageur s'arrêta un moment et regarda par la vitre de l'intérieur de la salle basse du cabaret, éclairée par une petite lampe sur une table et par un grand feu dans la cheminée. Quelques hommes y buvaient. L'hôte se chauffait. La flamme faisait bruire une marmite de fer accrochée à une crémaillère.

On entre dans ce cabaret, qui est aussi une espèce d'auberge, par deux portes. L'une donne sur la rue, l'autre s'ouvre sur une petite cour pleine de fumier. Le voyageur n'osa pas entrer par la porte de la rue; il se glissa dans la cour, s'arrêta encore, puis leva timidement le loquet et poussa la porte.

— Qui va là? dit le maître.

— Quelqu'un qui voudrait souper et coucher.

— C'est bon. Ici on soupe et on couche.

Il entra. Tous les gens qui buvaient se retournèrent. La lampe l'éclairait d'un côté, le feu de l'autre. On l'examina quelque temps pendant qu'il défaisait son sac.

L'hôte lui dit : — Voilà du feu. Le souper cuit dans la marmite. Venez vous chauffer, camarade.

Il alla s'asseoir près de l'âtre. Il allongea devant le feu ses pieds meurtris par la fatigue; une bonne odeur sortait de la marmite. Tout ce qu'on pouvait distinguer de son visage sous sa casquette baissée prit une vague apparence de bien-être mêlée à cet autre aspect si poignant que donne l'habitude de la souffrance.

C'était d'ailleurs un profil ferme, énergique et triste. Cette physionomie était étrangement composée; elle commençait par paraître humble et finissait par sembler sévère. L'œil luisait sous les sourcils comme un feu sous une broussaille.

Cependant un des hommes attablés était un poissonnier qui, avant d'entrer au cabaret de la rue de Chaffaut, était allé mettre son cheval à l'écurie, chez Labarre. Le hasard faisait que le matin même il avait rencontré cet étranger de mauvaise mine, cheminant entre Bras d'Asse et... (j'ai oublié le nom, je crois que c'est Escoublon). Or, en le rencontrant, l'homme, qui paraissait déjà très fatigué, lui avait demandé de le prendre en croupe, à quoi le poissonnier n'avait répondu qu'en doublant le pas. Ce poissonnier faisait partie, une demi-heure auparavant, du groupe qui entourait Jacquin Labarre, et lui-meme avait raconté sa désagréable rencontre du ma-

tin aux gens de *la Croix-de-Colbas*. Il fit de sa place au cabaretier un signe imperceptible. Le cabaretier vint à lui. Ils échangèrent quelques paroles à voix basse. L'homme était retombé dans ses réflexions.

Le cabaretier revint à la cheminée, posa brusquement sa main sur l'épaule de l'homme, et lui dit :

— Tu vas t'en aller d'ici.

L'étranger se retourna et répondit avec douceur : — Ah! vous savez?...

— Oui.

— On m'a renvoyé de l'autre auberge.

— Et l'on te chasse de celle-ci.

— Où voulez-vous que j'aille?

— Ailleurs.

L'homme prit son bâton et son sac, et s'en alla.

Comme il sortait, quelques enfans qui l'avaient suivi depuis *la Croix-de-Colbas* et qui semblaient l'attendre, lui jetèrent des pierres. Il revint sur ses pas avec colère et les menaça de son bâton; les enfans se dispersèrent comme une volée d'oiseaux.

Il passa devant la prison. A la porte pendait une chaîne de fer attachée à une cloche. Il sonna.

Un guichet s'ouvrit.

— Monsieur le guichetier, dit-il en ôtant respectueusement sa casquette, voudriez-vous bien m'ouvrir et me loger pour cette nuit?

Une voix répondit :

— Une prison n'est pas une auberge. Faites-vous arrêter, on vous ouvrira.

Le guichet se referma.

Il entra dans une petite rue où il y a beaucoup de jardins. Quelques-uns ne sont enclos que de haies, ce qui égaie la rue. Parmi ces jardins et ces haies, il vit une petite maison d'un seul étage dont la fenêtre était éclairée. Il regarda par cette vitre comme il avait fait pour le cabaret. C'était une grande chambre blanchie à la chaux avec un lit drapé d'indienne imprimée et un berceau dans un coin, quelques chaises de bois et un fusil à deux coups accroché au mur. Une table était servie au milieu de la chambre. Une lampe de cuivre éclairait la nappe de grosse toile blanche, le broc d'étain luisant comme l'argent et plein de vin et la soupière brune qui fumait. A cette table était assis un homme d'une quarantaine d'années, à la figure joyeuse et ouverte, qui faisait sauter un petit enfant sur ses genoux. Près de lui, une femme toute jeune allaitait un autre enfant. Le père riait, l'enfant riait, la mère souriait.

L'étranger resta un moment rêveur devant ce spectacle doux et calmant. Que se passait-il en lui? Lui seul eût pu le dire. Il est probable qu'il pensa que cette maison joyeuse serait hospitalière, et que là où il voyait tant de bonheur, il trouverait peut-être un peu de pitié.

Il frappa au carreau un petit coup très faible.

On n'entendit pas.

Il frappa un second coup.

Il entendit la femme qui disait : — Mon homme, il me semble qu'on frappe.

— Non, répondit le mari.

Il frappa un troisième coup.

Le mari se leva, prit la lampe et alla à la porte, qu'il ouvrit.

C'était un homme de haute taille, demi-paysan, demi-artisan. Il portait un vaste tablier de cuir qui montait jusqu'à son épaule gauche, et dans lequel faisaient ventre un marteau, un mouchoir rouge, une poire à poudre, toute sorte d'objets que la ceinture retenait comme dans une poche. Il renversait la tête en arrière; sa chemise, largement ouverte et rabattue, montrait son cou de taureau, blanc et nu. Il avait d'épais sourcils, d'énormes favoris noirs, les yeux à fleur de tête, le bas du visage en museau, et sur tout cela cet air d'être chez soi qui est une chose inexprimable.

— Monsieur, dit le voyageur, pardon. En payant, pourriez-vous me donner une assiettée de soupe et un coin pour dormir dans ce hangar qui est là dans le jardin? Dites, pourriez-vous? en payant?

— Qui êtes-vous? demanda le maître du logis.

L'homme répondit : — J'arrive de Puy-Moisson. J'ai marché toute la journée. J'ai fait douze lieues. Pourriez-vous? en payant?

— Je ne refuserais pas, dit le paysan, de loger quelqu'un de bien qui paierait; mais pourquoi n'allez-vous pas à l'auberge?

— Il n'y a pas de place.

— Bah! pas possible. Ce n'est pas jour de foire ni de marché. Êtes-vous allé chez Labarre?

— Oui.

— Eh bien?

Le voyageur répondit avec embarras : — Je ne sais pas, il ne m'a pas reçu.

— Êtes-vous allé chez chose, de la rue de Chaffaut?

L'embarras de l'étranger croissait; il balbutia : — Il ne m'a pas reçu non plus.

Le visage du paysan prit une expression de défiance, il regarda le nouveau venu de la tête aux pieds, et tout à coup il s'écria avec une sorte de frémissement : — Est-ce que vous seriez l'homme?...

Il jeta un nouveau coup d'œil sur l'étranger, fit trois pas en arrière, posa la lampe sur la table et décrocha son fusil du mur.

Cependant aux paroles du paysan : *est-ce que vous seriez l'homme?...* la femme s'était levée, avait pris ses deux enfans dans ses bras, et s'était réfugiée précipitamment derrière son mari, regardant l'étranger avec épouvante, la gorge nue, les yeux effarés, en murmurant tout bas : *Tso-maraude* (1).

Tout cela se fit en moins de temps qu'il ne faut pour se le figurer. Après avoir examiné quelques instans l'homme comme on examine une vipère, le maître du logis revint à la porte et dit : — Va-t'en!

— Par grâce, reprit l'homme, un verre d'eau!

— Un coup de fusil! dit le paysan.

Puis il referma la porte violemment, et l'homme l'entendit tirer deux gros verrous. Un moment après, la fenêtre se ferma au volet, et un bruit de barre de fer qu'on posait parvint au dehors.

La nuit continuait de tomber. Le vent froid des Alpes soufflait. A la lueur du jour expirant, l'étranger aperçut dans un des jardins qui bordent la rue une sorte de hutte qui lui parut maçonnée en mottes de gazon. Il franchit résolûment une barrière de bois et se trouva dans le jardin. Il s'approcha de la hutte; elle avait pour porte une étroite ouverture très basse, et elle ressemblait à ces constructions que les cantonniers se bâtissent au bord des routes. Il pensa sans doute que c'était en effet le logis d'un cantonnier; il souffrait du froid et de la faim; il s'était résigné à la faim, mais c'était du moins là un abri contre le froid. Ces sortes de logis ne sont habituellement pas occupés la nuit. Il se coucha à plat ventre et se glissa dans la hutte. Il y faisait chaud, et il y trouva un assez bon lit de paille. Il resta un moment étendu sur ce lit sans pouvoir faire un mouvement, tant il était fatigué; puis, comme son sac sur son dos le gênait et que c'était d'ailleurs un oreiller tout trouvé, il se mit à déboucler une des courroies. En ce moment, un grondement farouche se fit entendre. Il leva les yeux. La tête d'un dogue énorme se dessinait dans l'ombre à l'ouverture de la hutte. C'était la niche d'un chien.

Il était lui-même vigoureux et redoutable; il s'arma de son bâton, il se fit de son sac un bouclier, et sortit de la niche comme il put, non sans élargir les déchirures de ses haillons. Il sortit également du jardin, mais à reculons, obligé, pour tenir le dogue en respect, d'avoir recours à cette manœuvre du bâton que les maîtres en ce genre d'escrime appellent *la rose couverte*.

Quand il eut, non sans peine, repassé la barrière et qu'il se re-

(1) Patois des Alpes françaises : *chat de maraude*.

trouva dans la rue, seul, sans gîte, sans toit, sans abri, chassé même de ce lit de paille et de cette niche misérable, il se laissa tomber plutôt qu'il ne s'assit sur une pierre, et il paraît qu'un passant qui traversait l'entendit s'écrier : — Je ne suis pas même un chien!

Bientôt il se releva et se remit à marcher. Il sortit de la ville, espérant trouver quelque arbre ou quelque meule dans les champs et s'y abriter.

Il chemina ainsi quelque temps, la tête toujours baissée. Quand il se sentit loin de toute habitation humaine, il leva les yeux et chercha autour de lui. Il était dans un champ; il avait devant lui une de ces collines basses couvertes de chaume coupé ras, qui, après la moisson, ressemblent à des têtes tondues.

L'horizon était tout noir; ce n'était pas seulement le sombre de la nuit, c'étaient des nuages très bas qui semblaient s'appuyer sur la colline même et qui montaient, emplissant tout le ciel. Cependant, comme la lune allait se lever et qu'il flottait encore au zénith un reste de clarté crépusculaire, ces nuages formaient au haut du ciel une sorte de voûte blanchâtre d'où tombait sur la terre une lueur.

La terre était donc plus éclairée que le ciel, ce qui est un effet particulièrement sinistre, et la colline, d'un pauvre et chétif contour, se dessinait vague et blafarde sur l'horizon ténébreux. Tout cet ensemble était hideux, petit, lugubre et borné. Rien dans le champ ni sur la colline qu'un arbre difforme qui se tordait en frissonnant à quelques pas du voyageur.

Cet homme était évidemment très loin d'avoir de ces délicates habitudes d'intelligence et d'esprit qui font qu'on est sensible aux aspects mystérieux des choses; cependant il y avait dans ce ciel, dans cette colline, dans cette plaine et dans cet arbre, quelque chose de si profondément désolé qu'après un moment d'immobilité et de rêverie, il rebroussa chemin brusquement. Il y a des instans où la nature semble hostile.

Il revint sur ses pas. Les portes de D... étaient fermées. D..., qui a soutenu des siéges dans les guerres de religion, était encore entourée en 1815 de vieilles murailles flanquées de tours carrées qu'on a démolies depuis. Il passa par une brèche et rentra dans la ville.

Il pouvait être huit heures du soir. Comme il ne connaissait pas les rues, il recommença sa promenade à l'aventure.

Il parvint ainsi à la préfecture, puis au séminaire. En passant sur la place de la cathédrale, il montra le poing à l'église.

Il y a au coin de cette place une imprimerie. C'est là que furent

imprimées pour la première fois les proclamations de l'empereur et de la garde impériale à l'armée apportées de l'île d'Elbe et dictées par Napoléon lui-même.

Épuisé de fatigue et n'espérant plus rien, il se coucha sur le banc de pierre qui est à la porte de cette imprimerie.

Une vieille femme sortait de l'église en ce moment. Elle vit cet homme étendu dans l'ombre.

— Que faites-vous là, mon ami? dit-elle.

Il répondit durement et avec colère : — Vous le voyez, bonne femme, je me couche.

La bonne femme, bien digne de ce nom en effet, était Mme la marquise de R...

— Sur ce banc? reprit-elle.

— J'ai eu pendant dix-neuf ans un matelas de bois, dit l'homme, j'ai aujourd'hui un matelas de pierre.

— Vous avez été soldat?

— Oui, bonne femme, soldat!

— Pourquoi n'allez-vous pas à l'auberge?

— Parce que je n'ai pas d'argent.

— Hélas! dit Mme de R..., je n'ai dans ma bourse que quatre sous.

— Donnez toujours.

L'homme prit les quatre sous. Mme de R... continua : — Vous ne pouvez vous loger avec si peu dans une auberge. Avez-vous essayé pourtant? Il est impossible que vous passiez ainsi la nuit. Vous avez sans doute froid et faim. On aurait pu vous loger par charité.

— J'ai frappé à toutes les portes.

— Eh bien!

— Partout on m'a chassé.

La « bonne femme » toucha le bras de l'homme et lui montra de l'autre côté de la place une petite maison basse à côté de l'évêché.

— Vous avez, reprit-elle, frappé à toutes les portes?

— Oui.

— Avez-vous frappé à celle-là?

— Non.

— Frappez-y.

II.

Ce soir-là, M. l'évêque de D..., après sa promenade en ville, était resté assez tard enfermé dans sa chambre. Il s'occupait d'un grand travail sur les *Devoirs*, lequel est malheureusement demeuré inachevé. Il dépouillait soigneusement tout ce que les pères et les doc-

teurs ont dit sur cette grave matière. Son livre était divisé en deux parties, premièrement les devoirs de tous, deuxièmement les devoirs de chacun, selon la classe à laquelle il appartient. Les devoirs de tous sont les grands devoirs. Il y en a quatre. Saint Matthieu les indique : devoirs envers Dieu (*Matth.*, VI), devoirs envers soi-même (*Matth.*, V, 29, 30), devoirs envers le prochain (*Matth.*, VII, 12), devoirs envers les créatures (*Matth.*, VI, 20, 25). Pour les autres devoirs, l'évêque les avait trouvés indiqués et prescrits ailleurs : aux souverains et aux sujets, dans l'épître aux Romains; aux magistrats, aux épouses, aux mères et aux jeunes hommes, par saint Pierre; aux maris, aux pères, aux enfans et aux serviteurs, dans l'épître aux Éphésiens; aux fidèles, dans l'épître aux Hébreux; aux vierges, dans l'épître aux Corinthiens. Il faisait laborieusement de toutes ces prescriptions un ensemble harmonieux qu'il voulait présenter aux âmes.

Il travaillait encore à huit heures, écrivant assez incommodément sur de petits carrés de papier avec un gros livre ouvert sur ses genoux, quand Mme Magloire entra, selon son habitude, pour prendre l'argenterie dans le placard près du lit. Un moment après, l'évêque, sentant que le couvert était mis et que sa sœur l'attendait peut-être, ferma son livre, se leva de sa table et entra dans la salle à manger.

La salle à manger était une pièce oblongue à cheminée, avec porte sur la rue et fenêtre sur le jardin. Mme Magloire achevait en effet de mettre le couvert. Tout en vaquant au service, elle causait avec Mlle Baptistine. Une lampe était sur la table; la table était près de la cheminée. Un assez bon feu était allumé.

On peut se figurer facilement ces deux femmes qui avaient toutes deux passé soixante ans : Mme Magloire petite, grosse, vive; Mlle Baptistine douce, mince, frêle, un peu plus grande que son frère, vêtue d'une robe de soie puce, couleur à la mode en 1806, qu'elle avait achetée alors à Paris et qui lui durait encore. Pour emprunter des locutions vulgaires qui ont le mérite de dire avec un seul mot une idée qu'une page suffirait à peine à exprimer, Mme Magloire avait l'air d'une *paysanne*, et Mlle Baptistine d'une *dame*. Mme Magloire avait un bonnet blanc à tuyaux, au cou une jeannette d'or, le seul bijou de femme qu'il y eût dans la maison, un fichu très blanc sortant d'une robe de bure noire à manches larges et courtes, un tablier de toile de coton à carreaux rouges et verts, noué à la ceinture d'un ruban vert, avec pièce d'estomac pareille rattachée par deux épingles aux deux coins d'en haut, aux pieds de gros souliers et des bas jaunes comme les femmes de Marseille. La robe de Mlle Baptistine était coupée sur les patrons de 1806, taille courte, fourreau

étroit, manches à épaulettes, avec pattes et boutons. Elle cachait ses cheveux gris sous une perruque frisée dite *à l'enfant*. Mme Magloire avait l'air intelligent, vif et bon; les deux angles de sa bouche inégalement relevés et la lèvre supérieure, plus grosse que la lèvre inférieure, lui donnaient quelque chose de bourru et d'impérieux. Tant que monseigneur se taisait, elle lui parlait résolûment avec un mélange de respect et de liberté; mais dès que monseigneur parlait, elle obéissait passivement comme mademoiselle. Mlle Baptistine ne parlait même pas. Elle se bornait à obéir et à complaire. Même quand elle était jeune, elle n'était pas jolie : elle avait de gros yeux bleus à fleur de tête et le nez long et busqué; mais tout son visage, toute sa personne respiraient une ineffable bonté. Elle avait toujours été prédestinée à la mansuétude; mais la foi, la charité, l'espérance, ces trois vertus qui chauffent doucement l'âme, avaient élevé peu à peu cette mansuétude jusqu'à la sainteté. La nature n'en avait fait qu'une brebis, la religion en avait fait un ange. Pauvre sainte fille! doux souvenir disparu!

Mlle Baptistine a depuis raconté tant de fois ce qui s'était passé à l'évêché cette soirée-là, que plusieurs personnes qui vivent encore s'en rappellent les moindres détails.

Au moment où M. l'évêque entra, Mme Magloire parlait avec quelque vivacité; elle entretenait *mademoiselle* d'un sujet qui lui était familier et auquel l'évêque était accoutumé. Il s'agissait du loquet de la porte d'entrée.

Il paraît que, tout en allant faire quelques provisions pour le souper, Mme Magloire avait entendu dire des choses en divers lieux: on parlait d'un rôdeur de mauvaise mine, qu'un vagabond suspect serait arrivé, qu'il devait être quelque part dans la ville, et qu'il se pourrait qu'il y eût de méchantes rencontres pour ceux qui s'aviseraient de rentrer tard chez eux cette nuit-là; que la police était bien mal faite du reste, attendu que M. le préfet et M. le maire ne s'aimaient pas, et cherchaient à se nuire en faisant arriver des événemens; que c'était donc aux gens sages à faire la police eux-mêmes et à se bien garder, et qu'il faudrait avoir soin de dûment clore, verrouiller et barricader sa maison, et de *bien fermer ses portes*.

Mme Magloire appuya sur ce dernier mot; mais l'évêque venait de sa chambre, où il avait eu assez froid : il s'était assis devant la cheminée et se chauffait, et puis il pensait à autre chose. Il ne releva pas le mot à effet que Mme Magloire venait de laisser tomber. Elle le répéta. Alors Mlle Baptistine, voulant satisfaire Mme Magloire sans déplaire à son frère, se hasarda à dire timidement : — Mon frère, entendez-vous ce que dit Mme Magloire?

— J'en ai entendu vaguement quelque chose, répondit l'évêque. Puis tournant à demi sa chaise, mettant ses deux mains sur ses genoux, et levant vers la vieille servante son visage cordial et facilement joyeux, que le feu éclairait d'en bas : — Voyons. Qu'y a-t-il? qu'y a-t-il? Nous sommes donc dans quelque gros danger?

Alors Mme Magloire recommença toute l'histoire, en l'exagérant quelque peu, sans s'en douter. Il paraîtrait qu'un bohémien, un va-nu-pieds, une espèce de mendiant dangereux serait en ce moment dans la ville. Il s'était présenté pour loger chez Jacquin Labarre, qui n'avait pas voulu le recevoir. On l'avait vu arriver par le boulevard Gassendi et rôder dans les rues à la brune. Un homme de sac et de corde avec une figure terrible!

— Vraiment? dit l'évêque.

Ce consentement à l'interroger encouragea Mme Magloire; cela lui semblait indiquer que l'évêque n'était pas loin de s'alarmer. Elle poursuivit triomphante :

— Oui, monseigneur. C'est comme cela. Il y aura quelque malheur cette nuit dans la ville, tout le monde le dit, avec cela que la police est si mal faite (répétition utile)! Vivre dans un pays de montagnes, et n'avoir pas même de lanternes la nuit dans les rues! On sort. Des fours, quoi! Et je dis, monseigneur, et mademoiselle que voilà dit comme moi...

— Moi, interrompit la sœur, je ne dis rien. Ce que mon frère fait est bien fait.

Mme Magloire continua comme s'il n'y avait pas eu de protestation :

— Nous disons que cette maison-ci n'est pas sûre du tout, que, si monseigneur le permet, je vais aller dire à Paulin Musebois, le serrurier, qu'il vienne remettre les anciens verrous de la porte; on les a là, c'est une minute; je dis qu'il faut des verrous, monseigneur, ne serait-ce que pour cette nuit, car je dis qu'une porte qui s'ouvre du dehors avec un loquet, par le premier passant venu, rien n'est plus terrible; avec cela que monseigneur a l'habitude de toujours dire d'entrer et que d'ailleurs, même au milieu de la nuit, ô mon Dieu, on n'a pas besoin d'en demander la permission.

En ce moment, on frappa à la porte un coup assez violent.

— Entrez, dit l'évêque.

III.

La porte s'ouvrit.

Elle s'ouvrit vivement, toute grande, comme si quelqu'un la poussait avec énergie et résolution.

Un homme entra.

Cet homme, nous le connaissons déjà. C'est le voyageur que nous avons vu tout à l'heure errer cherchant un gîte.

Il entra, fit un pas et s'arrêta, laissant la porte ouverte derrière lui. Il avait son sac sur l'épaule, son bâton à la main, une expression rude, hardie, fatiguée et violente dans les yeux. Le feu de la cheminée l'éclairait. Il était hideux. C'était une sinistre apparition.

Mme Magloire n'eut pas même la force de jeter un cri. Elle tressaillit et resta béante. Mlle Baptistine se retourna, aperçut l'homme qui entrait et se dressa à demi d'effarement; puis, ramenant peu à peu sa tête vers la cheminée, elle se mit à regarder son frère, et son visage redevint profondément calme et serein. L'évêque fixait sur l'homme un œil tranquille.

Comme il ouvrait la bouche, sans doute pour demander au nouveau venu ce qu'il désirait, l'homme appuya ses deux mains à la fois sur son bâton, promena ses yeux tour à tour sur le vieillard et les femmes, et, sans attendre que l'évêque parlât, dit d'une voix haute :

Voici. Je m'appelle Jean Valjean. Je suis un galérien. J'ai passé dix-neuf ans au bagne. Je suis libéré depuis quatre jours et en route pour Pontarlier, qui est ma destination, — quatre jours que je marche depuis Toulon. Aujourd'hui j'ai fait douze lieues à pied. Ce soir en arrivant dans ce pays, j'ai été dans une auberge, on m'a renvoyé à cause de mon passeport jaune que j'avais montré à la mairie. J'ai été à une autre auberge. On m'a dit : Va-t-en! Chez l'un, chez l'autre. Personne n'a voulu de moi. J'ai été à la prison, le guichetier ne m'a pas ouvert. J'ai été dans la niche d'un chien, ce chien m'a mordu et m'a chassé comme s'il avait été un homme. On aurait dit qu'il savait qui j'étais. Je m'en suis allé dans les champs pour coucher à la belle étoile. Il n'y avait pas d'étoiles. J'ai pensé qu'il pleuvrait et qu'il n'y avait pas de bon Dieu pour empêcher de pleuvoir, et je suis rentré dans la ville pour y trouver le renfoncement d'une porte. Là, dans la place, j'allais me coucher sur une pierre ; une bonne femme m'a montré votre maison et m'a dit : Frappe là. J'ai frappé. Qu'est-ce que c'est ici? Êtes-vous une auberge? J'ai de l'argent, ma masse : cent neuf francs quinze sous que j'ai gagnés au bagne par mon travail en dix-neuf ans. Je paierai. Qu'est-ce que cela me fait? j'ai de l'argent. Je suis très fatigué, douze lieues à pied; j'ai bien faim. Voulez-vous que je reste?

— Madame Magloire, dit l'évêque, vous mettrez un couvert de plus.

L'homme fit trois pas et s'approcha de la lampe qui était sur la table. — Tenez, reprit-il, comme s'il n'avait pas bien compris, ce

n'est pas ça, Avez-vous entendu? Je suis un galérien, un forçat; je viens des galères. — Il tira de sa poche une grande feuille de papier jaune qu'il déplia. — Voilà mon passeport,... jaune, comme vous voyez. Cela sert à me faire chasser de partout où je vais. Voulez-vous lire? Je sais lire, moi. J'ai appris au bagne. Il y a une école pour ceux qui veulent. Tenez, voilà ce qu'on a mis sur le passeport: « Jean Valjean, forçat libéré, natif de... » cela vous est égal... — « est resté dix-neuf ans au bagne, cinq ans pour vol avec effraction, quatorze ans pour avoir tenté de s'évader quatre fois. Cet homme est très dangereux. » Voilà. Tout le monde m'a jeté dehors. Voulez-vous me recevoir, vous? Est-ce une auberge? voulez-vous me donner à manger et à coucher? avez-vous une écurie?

— Madame Magloire, dit l'évêque, vous mettrez des draps blancs au lit de l'alcôve.

Nous avons déjà expliqué de quelle nature était l'obéissance des deux femmes.

Mme Magloire sortit pour exécuter ces ordres.

L'évêque se tourna vers l'homme :

— Monsieur, asseyez-vous et chauffez-vous. Nous allons souper dans un instant, et l'on fera votre lit pendant que vous souperez.

Ici l'homme comprit tout à fait. L'expression de son visage, jusqu'alors sombre et dure, s'empreignit de stupéfaction, de doute, de joie, et devint extraordinaire. Il se mit à balbutier comme un homme fou :

— Vrai? quoi? vous me gardez? vous ne me chassez pas? un forçat! vous m'appelez *monsieur!* vous ne me tutoyez pas! Va-t'en, chien! qu'on me dit toujours. Je croyais bien que vous me chasseriez. Aussi j'avais dit tout de suite qui je suis. Oh! la brave femme qui m'a enseigné ici! je vais souper! un lit avec des matelas et des draps! comme tout le monde! un lit! il y a dix-neuf ans que je n'ai couché dans un lit! vous voulez bien que je ne m'en aille pas! Vous êtes de dignes gens. D'ailleurs j'ai de l'argent. Je paierai bien. Pardon, monsieur l'aubergiste, comment vous appelez-vous? Je paierai tout ce qu'on voudra. Vous êtes un brave homme. Vous êtes aubergiste, n'est-ce pas?

— Je suis, dit l'évêque, un prêtre qui demeure ici.

— Un prêtre! reprit l'homme. Oh! un brave homme de prêtre! Alors vous ne me demandez pas d'argent? Le curé, n'est-ce pas? le curé de cette grande église? Tiens! c'est vrai, que je suis bête! je n'avais pas vu votre calotte.

Tout en parlant, il avait déposé son sac et son bâton dans un coin, avait remis son passeport dans sa poche, et s'était assis. Mlle Baptistine le considérait avec douceur. Il continua :

— Vous êtes humain, monsieur le curé, vous n'avez pas de mépris. C'est bien bon un bon prêtre. Alors vous n'avez pas besoin que je paie?

— Non, dit l'évêque, gardez votre argent. Combien avez-vous? ne m'avez-vous pas dit cent neuf francs?

— Quinze sous, ajouta l'homme.

— Cent neuf francs quinze sous. Et combien de temps avez-vous mis à gagner cela?

— Dix-neuf ans.

— Dix-neuf ans!

L'évêque soupira profondément.

L'homme poursuivit : — J'ai encore tout mon argent. Depuis quatre jours, je n'ai dépensé que vingt-cinq sous que j'ai gagnés en aidant à décharger des voitures à Grasse. Puisque vous êtes abbé, je vais vous dire, nous avions un aumônier au bagne, et puis un jour j'ai vu un évêque, monseigneur qu'on appelle : c'était l'évêque de La Majore, à Marseille. C'est le curé qui est sur les curés. Vous savez, pardon, je dis mal cela, mais pour moi, c'est si loin! — Vous comprenez, nous autres! — Il a dit la messe au milieu du bagne, sur un autel; il avait une chose pointue, en or, sur la tête. Au grand jour de midi, cela brillait. Nous étions en rang, des trois côtés, avec les canons, mèche allumée, en face de nous. Nous ne voyions pas bien. Il a parlé, mais il était trop au fond, nous n'entendions pas. Voilà ce que c'est qu'un évêque.

Pendant qu'il parlait, l'évêque était allé pousser la porte, qui était restée toute grande ouverte.

Mme Magloire rentra. Elle apportait un couvert, qu'elle mit sur la table.

— Madame Magloire, dit l'évêque, mettez ce couvert le plus près possible du feu. — Et se tournant vers son hôte : — Le vent de nuit est dur dans les Alpes. Vous devez avoir froid, monsieur?

Chaque fois qu'il disait ce mot *monsieur* avec sa voix doucement grave et de si bonne compagnie, le visage de l'homme s'illuminait. *Monsieur* à un forçat, c'est un verre d'eau à un naufragé de la Méduse. L'ignominie a soif de considération.

— Voici, reprit l'évêque, une lampe qui éclaire bien mal.

Mme Magloire comprit, et elle alla chercher sur la cheminée de la chambre à coucher de monseigneur les deux chandeliers d'argent qu'elle posa sur la table tout allumés.

— Monsieur le curé, dit l'homme, vous êtes bon, vous ne me méprisez pas. Vous me recevez chez vous, vous allumez vos cierges pour moi. Je ne vous ai pourtant pas caché d'où je viens et que je suis un homme malheureux.

L'évêque, assis près de lui, lui toucha doucement la main. — Vous pouviez ne pas me dire qui vous étiez. Ce n'est pas ici ma maison, c'est la maison de Jésus-Christ. Cette porte ne demande pas à celui qui entre s'il a un nom, mais s'il a une douleur. Vous souffrez, vous avez faim et soif, soyez le bienvenu. Et ne me remerciez pas, ne me dites pas que je vous reçois chez moi. Personne n'est ici chez soi, excepté celui qui a besoin d'un asile. Je vous le dis à vous qui passez, vous êtes ici chez vous plus que moi-même. Tout ce qui est ici est à vous. Qu'ai-je besoin de savoir votre nom? D'ailleurs, avant que vous me le disiez, vous en avez un que je savais.

L'homme ouvrit des yeux étonnés :

— Vrai? vous saviez comment je m'appelle?

— Oui, répondit l'évêque, vous vous appelez mon frère.

— Tenez, monsieur le curé! s'écria l'homme, j'avais bien faim en entrant ici, mais vous êtes si bon qu'à présent je ne sais plus ce que j'ai; cela m'a passé.

L'évêque le regarda et lui dit :

— Vous avez bien souffert?

— Oh! la casaque rouge, le boulet au pied, une planche pour dormir, le chaud, le froid, le travail, la chiourme, les coups de bâton, la double chaîne pour rien, le cachot pour un mot, même malade au lit, la chaîne. Les chiens, les chiens sont plus heureux! Dix-neuf ans! j'en ai quarante-six. A présent le passeport jaune. Voilà.

— Oui, reprit l'évêque, vous sortez d'un lieu de tristesse. Écoutez. Il y aura plus de joie au ciel pour le visage en larmes d'un pécheur repentant que pour la robe blanche de cent justes. Si vous sortez de ce lieu doul oureux avec des pensées de haine et de colère contre les hommes, vous êtes digne de pitié; si vous en sortez avec des pensées de bienveillance, de douceur et de paix, vous valez mieux qu'aucun de nous.

VICTOR HUGO.

LE

HAUT-NIL ET LE SOUDAN

SOUVENIRS DE VOYAGE.

II.

LA VIE EUROPÉENNE ET LA TRAITE.

Les causes des souffrances qui pèsent depuis quelques années sur les populations soudaniennes ont été indiquées dans une précédente étude (1). On a vu se dessiner déjà deux périodes dans cette douloureuse histoire. Avant que les armées égyptiennes fassent la conquête de ces pays, on assiste au développement libre et varié, parfois tumultueux, de l'énergie et des aptitudes spéciales de chaque race. Vient la conquête, et l'ordre matériel se crée par l'effacement de toute tradition d'indépendance, l'égalité s'établit sous une oppression commune. Vers 1856 enfin commence une phase nouvelle qu'il nous reste à raconter, et qui ne semble malheureusement pas toucher à son terme. Le caractère principal de cette situation, qui menace de se prolonger, c'est un énorme développement commercial qui a son foyer dans la ville de Khartoum, où tend à se concentrer désormais la vie européenne au Soudan. Avant d'aborder le récit des faits qui caractérisent si tristement ces dernières années, il importe donc de se placer dans cette ville même et au milieu des hommes audacieux qui n'entretiennent la vie commerciale sur les bords du Nil qu'au prix de la liberté des populations soudaniennes.

(1) Voyez la *Revue* du 1er mars.

I. — LES EUROPÉENS A KHARTOUM. — LE COMMERCE DES ESCLAVES SUR LE NIL.

En compulsant tout récemment un commentaire anglais de géographie ancienne, je suis tombé, à ma grande surprise, sur une boutade humoristique que je ne puis résister au plaisir de citer, parce qu'elle est presque aussi vraie aujourd'hui qu'en 1854, et d'ailleurs elle indique bien quelques-uns des obstacles que rencontre l'influence de la civilisation européenne dans une des régions les plus importantes de l'Afrique. « Les *gentlemen* qui sortent des universités anglaises ou américaines pour faire leur tour d'Orient ne se contentent plus d'étudier les rues du Caire et de fumer de merveilleuses pipes au pied des Pyramides. On s'arme d'un grand courage, on frète une barque que l'on charge de *classiques*, on est parti. Après Thèbes, la vaillance se refroidit déjà : les moustiques s'abattent sur le touriste, les mouches sur les vivres. Aux cataractes, cela va mieux : la vigueur musculaire que l'on a jadis exercée sur la Cam et sur l'Isis s'emploie ici d'autre façon, elle aide une escouade de sauvages de mine sinistre à faire remonter les rapides aux barques. Puis l'ennui revient,... un nuage de pourpre se montre au sud; on se hâte d'affirmer que ce sont les montagnes de Dongola, et de retourner à des régions plus civilisées. » L'écrivain que nous citons, M. Wheeler, regrettait avec raison l'habitude moutonnière qu'ont presque tous les voyageurs de remonter le Nil jusqu'à la frontière nubienne, et de borner leur excursion au point précis où elle cesse d'être banale comme un voyage à Carlsbad. Depuis sept ou huit ans, les touristes cependant s'enhardissent : de frêles et vaillantes Anglaises affrontent, abritées par les nattes de la *chebriè* (palanquin) ou par une simple ombrelle, cette « mer sans eau » de Nubie, redoutée par les colons de Khartoum eux-mêmes. A Berber, je me suis croisé avec sir William B... de l'armée de Ceylan, qui allait, suivi de sa femme, chasser la panthère dans les forêts de l'Atbara. A Khartoum enfin, on trouve l'Européen déjà familiarisé avec la nature, avec la vie orientale, et ardent à les exploiter.

Des récits attrayans nous ont fait pénétrer dans la vie de cette étrange cité, notamment ceux d'un noble et ardent jeune homme qui cherchait à oublier, dans la contemplation de l'Orient, les déceptions de son patriotisme (1). Un autre voyageur non moins compétent nous a parlé de cette reine du Fleuve-Blanc en homme qui l'a intimement connue : je veux parler d'un homme énergique, aventureux pourtant et singulier, que la mort a saisi au moment où il

(1) Le comte Emilio Dandolo, *Voyage au Soudan*, Milan 1857.

allait porter dans le domaine scientifique l'ardeur qu'il avait mise à s'enrichir. C'est le Savoisien Brun-Rollet. Né sans fortune, destiné au séminaire, il sent, sous l'action des lectures assidues auxquelles il se livre, son esprit se diriger vers un autre but : la France lui paraît la seule patrie que puisse adopter son âme; il arrive à Marseille. Quelques embarras d'argent qu'il n'a pas prévus le disposent à accepter des ouvertures qui lui sont faites pour l'Égypte, il se rend à Alexandrie, passe au Soudan, devient commis d'un traitant français qui y faisait des affaires lucratives, s'associe plus tard avec un autre traitant d'ivoire, fonde une maison à son compte, établit des comptoirs sur le Fleuve-Blanc, guerroie contre les Baggara tout en vendant des bijoux à leurs femmes, fait même quelques bonnes actions, rachète des noirs, marie des négresses orphelines, gagne quelques centaines de mille francs, vient à Paris, se fait recevoir à la Société de géographie, et publie un livre (1) et une carte qui lui assurent presque aussitôt une réputation dans le monde savant. Riche de guinées et de gloire, il revient à Marseille, et bientôt retourne à Khartoum avec la jeune fille qu'il vient d'épouser, et qui succombe à une sorte de nostalgie occasionnée par les grossières habitudes du lieu. Il cherche une diversion à sa douleur dans de nouveaux voyages sur le fleuve, découvre le Bahr el Gazal, et meurt au moment même où l'Europe apprend cette conquête géographique. Son livre, rempli d'excellens renseignemens de détail, est écrit toutefois avec un enthousiasme et un optimisme qui le rendent un guide quelque peu dangereux pour le voyageur au Fleuve-Blanc. Il est vrai qu'obligé de vivre dans ce monde exceptionnel de Khartoum, il lui était difficile de dire franchement une série de vérités qui eussent formé un vrai réquisitoire, et il a dû se contenter de quelques demi-mots qui, bien qu'inintelligibles pour le lecteur européen, ont suffi pour lui créer à Khartoum des haines vivaces. Cependant le portrait qu'il n'a pas tracé, un observateur impartial a le droit de l'entreprendre sans blesser aucune convenance.

On compte à Khartoum trois élémens distincts, représentant trois groupes de cultes et de nationalités : les musulmans, les Coptes, les Européens. Quant aux premiers, qui forment plus des neuf dixièmes de la population, il n'y a rien à en dire qui ne puisse s'appliquer à toute cité musulmane d'Égypte. Les Coptes occupent le quartier de l'ouest, groupés autour d'un monument que son triple dôme fait aisément reconnaître pour une *kenisé* (église); ils sont assez nombreux pour avoir un évêque de leur rite, mais il m'en coûte d'ajouter que leur manque absolu d'énergie et de moralité les met

(1) *Le Nil-Blanc et le Soudan*, Paris 1856.

à peu près au même niveau que leurs voisins musulmans. Malgré la partialité du régime actuel pour les employés islamites, les Coptes, nés scribes, encombrent les immenses bureaux de la *mudirie* ou préfecture de Khartoum. Dans toute la bureaucratie égyptienne, le calendrier copte a supprimé celui de l'hégire. Rien d'original comme une visite au bureau central de la *mudirie* khartoumienne : c'est une longue galerie bordée de divans sur les nattes desquels sont accroupis quatre-vingts ou cent écrivains travaillant activement au milieu d'un brouhaha inoui, dodelinant de la tête et chantant sur des airs dramatiques : « trois fois sept vingt et un, et trois fois deux tiers vingt-trois. » Je défie un Copte de faire une addition sans la chantonner avec ou sans vocalises. De temps à autre, un négrillon apporte à un commis un modeste plat de *bamieh*, à son chef de bureau une succulente *asida* ou un *pilaf* bien doré; un autre prend le café. *Mallem* Todros (le docteur Théodore) promène un regard majestueux sur la salle; ce *mallem* Théodore est aujourd'hui l'autocrate des bureaux, « le premier écrivain. » Il a la carrure et le visage des rois assyriens du musée du Louvre, et les plus beaux yeux que jamais femme ait eus; au demeurant, le plus doux des hommes. Il eut le malheur, il y a quelques années, de s'engager sur le Nil pour faire la traite de l'ivoire. Son équipage se révolta, lui lia poings et pieds, sa femme fut violée sous ses yeux, et, arrivé à Khartoum, il ne gagna rien à porter plainte : les coupables jurèrent qu'il était fou par tous les prophètes du monde, et tout fut dit. N'était-il pas un chrétien, un raïa?

Les Coptes eurent, pendant mon séjour à Khartoum, ce qu'on pourrait appeler leur affaire Mortara. Un Copte donne une paire de soufflets à son fils, jeune garnement de onze ans, qui lui avait volé quelques piastres. Le drôle, pour se venger, va chez un musulman du voisinage et lui déclare qu'il se fait *croyant*. Ses parens apprennent le fait, vont le réclamer, et sont mis à la porte. Tout éplorés, ils vont se plaindre au consul des États-Unis, Chenouda fils, jeune mulâtre, dont le père était le membre le plus riche et le plus influent de la colonie copte. M. Chenouda était un garçon de cœur, et n'hésita pas. Il passa son paletot, prit son chapeau gris, se rendit chez le *mudir* et réclama impérieusement le petit transfuge. « Mais, dit ingénument le préfet, maintenant qu'il a vu la religion de la lumière (*din en nour*), il ne peut rentrer dans le *culte des ténèbres*. » M. Chenouda profita de cette maladresse pour menacer le mudir d'un procès-verbal d'outrage public à un culte reconnu, au *hatti-houmayoun*, et le malheureux mudir ne savait plus à qui se vouer, quand le vieux Chenouda, averti par la rumeur publique, arriva en tempêtant. Il était en train depuis quelques jours de passer au gouvernement une fourniture de sel très avariée, opération délicate

que l'intervention de son fils allait compromettre. « Comment, cria-t-il, fils de la débauche, vaurien maudit, tu te mêles d'affaires d'église, et tu veux me brouiller avec le très glorieux bey! Quand sauras-tu faire des affaires, *ô père de la sottise?* » L'autorité paternelle est sans limite aux bords du Nil, et le consul des États-Unis fut lancé dans l'escalier.

Bien que la *colonie*, comme on appelle le groupe des Européens établis à Khartoum, ne compte que vingt-six membres, dont trois femmes, ce n'est pas sans quelque hésitation que j'aborde ce point délicat. Je ne sais sur quelle autorité s'appuie l'auteur d'un ouvrage sur l'Égypte, M. Charles Didier, quand il dit que Khartoum possède des hôtels où l'on peut trouver le comfortable européen, si l'on paie en conséquence. La vérité est qu'il n'y a pas même dans cette ville immense le moindre caravansérail arabe. L'étranger qu'y attirent les affaires ou l'amour des voyages peut compter sur l'hospitalité de ses compatriotes, et, je suis heureux de le constater, dans cette pratique de l'hospitalité, les Européens sont au premier rang. Les côtés suspects de cette société n'apparaissent que peu à peu, et le voyageur est déjà un peu l'hôte et l'obligé de tout le monde avant de s'être aperçu que certaines relations sont compromettantes autant qu'embarrassantes pour celui qui veut conserver son droit de franc-parler à son retour. Si les voyageurs qui ont raconté la vie européenne au Soudan semblent s'être donné le mot pour garder le silence, je comprends cette réserve, et suis loin de la blâmer, tout en me croyant le droit de faire autrement. Pour résumer mon impression, il m'a semblé que les vices de la colonie tenaient à trois choses : l'action démoralisante d'un commerce gros de haines sourdes et de hasards périlleux, l'abus des spiritueux, que le climat rend presque nécessaire, et surtout l'absence de femmes européennes.

Le voyageur que j'ai nommé, M. Didier, a dit que la présence des Européens a engendré dans cette ville une licence qui approche fort de la vie sauvage; le mot est dur, mais juste. Cette licence a une cause facilement appréciable : c'est l'absence presque complète de femmes européennes. Un habitant très honorable et très distingué de ce pays me disait : « Si j'avais trouvé une Européenne qui eût voulu me suivre à Khartoum, croyez-vous que je me serais acoquiné avec des négresses? » Malheureusement il n'y a en Europe qu'une seule femme qui sache, par goût et par devoir, suivre au bout du monde sans objection l'époux qu'elle a librement choisi : c'est l'Anglaise. A part de courageuses exceptions, la jeune Française a une invincible répugnance à sortir, pour suivre son mari, d'un milieu souvent futile ou dangereux. Elle ne sera guère entraînée que par la vanité, le prestige d'un consulat brillant ou d'un gouvernement co-

lonial. Cependant, loin de son foyer natal, l'homme a besoin de se créer un semblant de famille. La traite des négresses a suffi aux riches musulmans, coptes ou chrétiens syriens des villes du Soudan; quant aux Européens, il s'est trouvé fort à propos, pour les préserver de cette dégradation, un élément nouveau, supérieur et civilisable : c'est l'Abyssinienne.

On nomme ainsi abusivement une classe d'esclaves que les caravanes ont de tout temps versées sur les marchés du Nil, et qui viennent toutes des plateaux où sont cantonnés les Gallas. Ces redoutables envahisseurs, qui ont fini par rejeter les Abyssins au-delà du Fleuve-Bleu, et que contient aujourd'hui la main vigoureuse d'un Charlemagne éthiopien (1), sont en hostilité perpétuelle et acharnée avec le peuple dominateur et chrétien d'Abyssinie, les Amhara, bien que l'on s'accorde à représenter les Amhara comme un rameau galla qui aurait, avant le xe siècle, conquis les plus belles provinces de l'Éthiopie, et adopté la civilisation, la langue et le culte des vaincus. « Entre le Galla et l'Amhara, m'a dit M. Werner Munzinger, un voyageur allemand des plus compétens en pareille matière, je n'ai jamais pu saisir la moindre différence de type ni même de couleur. » On dirait deux frères ennemis, dont le moins heureux n'a jamais pu pardonner à l'autre son succès. Jusqu'à ces dernières années, où un décret de Théodore Ier a supprimé la traite sur le territoire éthiopien, les esclaves amenées sur les marchés du Nil venaient en grand nombre de l'Abyssinie. Presque toutes ces jeunes filles, fantasques, indociles, mais intelligentes, étaient aptes à devenir des ménagères actives et capables. Une aventure qui se rattache à cette période de la traite eut pour héros un brave officier français au service du vice-roi. Il avait reçu de l'ancien *negus* d'Abyssinie, à qui il avait rendu quelques services, une mule de prix, en même temps qu'un de ses collègues recevait de la même façon une belle captive. Le Français s'éprit de celle-ci, et eût bien voulu prier l'*effendi* de la lui vendre; mais l'autre était riche. Un jour l'amoureux s'arme de courage, va trouver son confrère, et amène la conversation sur sa mule, en demandant à l'Égyptien s'il ne cherche pas à s'en procurer une. « En effet, dit celui-ci; mais vous ne songez peut-être pas à vendre la vôtre! — La vendre, non : je n'ai aucun besoin d'argent; mais on pourrait s'entendre. Entre nous, tenez-vous beaucoup à Mlle Adjemiè? — Ma foi! elle m'a beaucoup plu; mais aujourd'hui j'aimerais autant la mule. Si nous troquions?... — J'étais venu pour vous le proposer, » dit le Français. Une heure après, son domestique conduisait la mule chez l'Égyptien et ramenait la perle d'Éthiopie. Le roman a fini comme beau-

(1) Théodore Ier (*negus Todros*).

coup de romans, par un mariage, et l'époux ne s'en est jamais plaint. J'ai connu quelques-unes de ces femmes, et je dois dire que souvent, par l'aménité, la dignité, le bon ton, elles m'ont laissé une impression plus forable que tels de leurs époux ou de leurs maîtres. Dernièrement un philanthrope qui a fait quelque bruit en Europe en prêchant pour la civilisation à propager chez les Africains s'y est marié et est retourné au Soudan, précédé d'une lettre de faire part à l'adresse de son Abyssinienne, jeune femme d'excellentes manières qui, depuis dix ans, gérait sa maison avec intelligence et probité. Du reste, il s'est conduit en galant homme : il a fait dire à l'Abyssinienne qu'elle pouvait rester, à la condition de devenir la caméristе de sa femme. Ceci nous ramène à cette question principale de la traite et de l'esclavage dans la région du Nil, soulevée par des circonstances déjà connues et aggravée par une liberté du commerce sans contrôle qui a trop brusquement succédé au régime militaire.

On a vu par quelle suite rapide de maladresses, d'imprévoyances et d'actes odieux les traitans de Khartoum avaient empiré leur situation commerciale au point de ne pouvoir échapper à la banqueroute que par la traite des noirs; mais, pour se généraliser et se consolider jusqu'à ce jour, cette hideuse industrie a dû surmonter de grands obstacles : un des premiers était l'organisation sociale des noirs du Nil, qui repousse partout l'esclavage et le trafic de chair humaine. Cette organisation enlevait tout prétexte et tout faux-fuyant à un « commerce légal et *honnête*. » Les Chelouks, en particulier, punissaient de mort cette espèce de traficans, et vers 1843 un proche parent du roi, convaincu d'avoir vendu un de ses administrés, avait été condamné à être noyé dans le Nil. Si durant les atroces famines de 1856 à 1860 les Bary vendirent souvent leurs enfans, qu'ils ne pouvaient plus nourrir, c'était un fait anomal destiné à cesser avec la cause qui l'avait produit. On entra donc franchement dans la voie des violences et des enlèvemens, et ici on peut parler au présent, car ce qui s'est fait depuis dix ans se fait encore aujourd'hui dans les mêmes conditions. Le 20 décembre 1861, les négriers les plus expéditifs étaient depuis quinze jours sur le terrain, et l'on pouvait jurer que quelques barques chargées de noirs à couler bas avaient déjà dépassé l'embouchure du Saubat et l'île inhospitalière de Denab.

Rien de si simple que l'armement d'une barque négrière en Égypte. On loue au port de Khartoum une *dahabié* à quatorze avirons ou un simple *negher* pour un prix mensuel qui varie de 300 à 1,000 piastres égyptiennes (80 à 260 fr.). L'équipage est d'une dizaine d'hommes, y compris le *reis* et le *mustammel* (capitaine en second). Il faut y ajouter les gens armés appelés indifféremment *soldats* ou *domes-*

tiques; leur paie, comme celle des matelots, est d'environ 45 piastres *tchourouq* (9 francs) par tête et par mois. Il y a cinq ou six ans, on remontait aisément le Fleuve-Blanc avec huit ou dix soldats; mais depuis les violences des dernières années et les représailles qui en ont été la suite inévitable, nul ne s'y aventure, même dans l'intention la plus pacifique, sans une troupe dont l'effectif varie de vingt-cinq à quatre-vingts hommes. Ces *soldats* sont tous pris dans la population flottante des Nubiens appelés *Barbarins* par les Européens du Soudan, nommés indifféremment en arabe *Barabra* ou *Danagla* (1), et qu'attirent à Khartoum un bien-être relatif, la vie désordonnée des grandes villes et les bénéfices rapides qu'offrent aux aventuriers les expéditions de plus en plus militaires du haut du fleuve. On évalue à quatre mille le chiffre des Barbarins employés chaque année par le commerce khartoumais : près d'un dixième périt sous la lance des noirs ou sous l'atteinte meurtrière des fièvres ataxiques, surtout vers le 9e degré de latitude nord.

Habitans d'une zone de terres arables étranglée des deux côtés par les accores du désert, les Danagla n'ont jamais passé pour posséder les vertus et la stabilité des populations agricoles : ils se sont répandus comme commerçans dans toutes les régions voisines jusqu'au Darfour, et il n'est pas de grande cité qui ne renferme, sous le titre de *Hellet ed Danagla*, un vaste quartier dont les maisons affichent la prétention de représenter un Caire en miniature, et dont les habitans, montrant sous un turban d'une blancheur de neige un visage d'un brun foncé et luisant, des yeux vifs et doux, et les flocons crépus d'une courte barbe qui n'a rien d'arabe, ont conservé en tous lieux l'indolente gravité d'une aristocratie chassée de l'historique plage de Dongolah par le canon, la politique ou la misère. Quant aux gueux, ils se sont rejetés sur Khartoum, et des arrivages quotidiens, en comblant rapidement les vides faits dans les rangs des *anciens*, accroissent sans cesse et sans mesure une classe dangereuse à tous égards, oisive, vicieuse, dépourvue de tout frein moral et religieux.

La barque, frétée, armée et approvisionnée de *dourrah* (maïs) et de *bamieh* sèche (*bamia esculenta*) pour toute la campagne, part avec les premiers vents du nord, en octobre ou novembre, et remonte le fleuve en essayant d'échanger ses verroteries contre l'ivoire des indigènes. On l'a dit, les traitans ont sottement tué cette poule aux œufs d'or. Le commerce légal de l'ivoire ne les enrichissant plus, ils sont entrés dans une voie de violences auxquelles les nègres ont répondu par des vengeances assez légitimes. Aujourd'hui

(1) *Barabra*, pluriel de *Berberi*, Nubien; *Danagla*, pluriel de *Dongolaoui*, homme de Dongolah.

qu'on les a irrités, on ne sait plus comment s'y prendre pour ramener l'ancienne concorde, et de fait on n'y tient guère. Les Nubiens se sont si bien accoutumés à ce régime sauvage, en tout point digne d'eux, que les armateurs disposés à réprimer les excès auraient plus à lutter contre leurs hommes que contre l'ennemi et le climat coalisés. Il en est résulté que pour dépasser avec sécurité les bancs d'Abou-Zeit, vers le 13e degré de latitude, il faut avoir trente hommes là où le tiers de ce chiffre suffisait en 1855; puis, pour équiper et entretenir ce minimum de trente hommes, pour « faire ses frais » en un mot, il faut tuer, voler et *razzier* plus que jamais. C'est un cercle vicieux où roule la colonie négrière, emportée par la fatalité d'une situation qu'enfièvrent deux laides perspectives : une débâcle financière qu'on cherche en vain à retarder à force de crimes, et le texte sec et glacé des lois européennes, entrevu dans le sombre horizon des cours d'assises.

La chasse au noir revêt du reste bien des formes et se couvre de nombreux prétextes. Le plus souvent une bagatelle, une poule volée, une rixe entre les Barbarins et les nègres amène le prétexte cherché. Le sauvage lésé réclame, on lui répond par une fusillade; il tue un homme en se défendant, il faudra pour vengeance l'incendie de dix villages et la dévastation de dix lieues carrées de pays. On se borne souvent à enlever aux noirs leurs parcs à bestiaux, certain que, pour recouvrer leurs vaches, leurs seules bêtes nourricières pendant presque toute l'année, ils se dépouilleront de tout l'ivoire caché dans leurs réserves. C'est un dicton du Fleuve-Blanc, « qu'une tribu aime bien mieux sacrifier quatre hommes qu'une vache. » Quand on enlève des esclaves, on aime mieux prendre les femmes et les enfans que les adultes : les négriers savent par expérience que celui qui a été un homme libre, un guerrier, se plie malaisément aux qualités passives qui font un esclave modèle. Les femmes encore jeunes sont un article assez demandé par les acheteurs musulmans; ils leur trouvent avec raison plus de propension vers le plaisir qu'à leurs propres femmes et une aptitude toute particulière à faire de la bonne cuisine. L'amour physique et la gourmandise, voilà les deux côtés faibles du musulman, et quand on connaît ce détail, on s'étonne moins de voir une femme de vingt-cinq ans (c'est la vieillesse pour bien des négresses), si elle est connue pour ses talens de cordon-bleu, se vendre au bazar 10 talaris de plus qu'une charmante fille de quatorze ans nouvellement arrivée du Nyambara.

Quant aux barbaries qui accompagnent ces razzias, le mot de *négriers* comprend tout et explique tout. Je ne citerai qu'un fait. J'avais remarqué chez un de mes bons amis de Khartoum une petite fille de la tribu des Denkas de sept à huit ans, fort bien traitée

d'ailleurs dans la maison, et qui attirait les yeux par une certaine gentillesse timide et triste qui n'est pas rare dans sa race. Elle aussi avait sa petite histoire à raconter, et j'écris presque sous sa dictée. « Je suis du village de Fatouar, auprès de la grande eau, dans la tribu de Faouër. Mon père n'était pas au *toukoul* quand les blancs vinrent et prirent ma mère et moi et mon petit frère, qui tetait encore, et ils nous poussèrent dans leur barque, qui partit aussitôt. Mon petit frère était malade et criait, ce qui gênait les blancs : ils menacèrent ma mère et lui ordonnèrent de le faire taire. *Mamma* fit ce qu'elle put; mais comme le petit criait toujours, un homme se leva avec son fusil, tua ma mère et les jeta tous les deux à l'eau. »

Un chargement obtenu par ces moyens étant une fois complété (et on se bornait généralement à une vingtaine de captifs par barque), il s'agissait, pour les négriers, de descendre prestement le fleuve et de placer assez promptement leur cargaison humaine pour pouvoir en refaire une autre avant la saison des pluies, qui rend presque toute circulation impossible. En général, on n'aimait guère à descendre jusqu'à Khartoum, où l'on se trouvait en présence de l'Europe, représentée par des consuls qui n'étaient pas toujours des complaisans. Deux marchés étaient ouverts en amont de la capitale : celui des Baggara et celui des villages échelonnés sur la rive droite du fleuve, Eleis, Ouad-Chelaï, Kitena, Salahié et autres, gouvernés par des fonctionnaires égyptiens assez peu soucieux des décrets lancés par les bureaux ministériels du Caire. Ces braves gens prêtaient la main à des opérations dont le résultat était d'approvisionner d'esclaves la presqu'île assez populeuse de Sennaar et la zone du Fleuve-Bleu. Les Baggara, d'autre part, forment un groupe de tribus reconnaissables à leur teint de brique et à la façon étrange et coquette à la fois dont ils tressent leurs longs cheveux. La chasse aux esclaves, dont ils ont longtemps vécu, est devenue la cause providentielle de leur ruine en attirant sur eux les forces disciplinées de l'Égypte; mais cette ruine n'a été pour le Soudan qu'un malheur de plus, car, pour payer la taxe considérable à laquelle ils sont soumis, leurs propres razzias ne suffisaient plus; il a fallu recourir au commerce, et les Baggara sont devenus les courtiers de la traite entre les barques qui descendent le fleuve avec un gros chargement et les *djellab* qui approvisionnent le Darfour et le Kordofan. Bien que cette dernière province soit soumise aux lois égyptiennes, l'esclavage y fleurit aussi souverainement qu'au fond du Maroc, et comme la production de ce pays est presque entièrement agricole, la vie de l'esclave y devient un enfer, car il n'a pas un jour de relâche. Que de fois, en traversant ces belles campagnes voisines de Lobeid à l'heure où le bétail lui-même, brûlé par les rayons verticaux du soleil, n'a plus la force de pâturer, j'ai vu au

milieu d'un champ poudreux de maïs un pauvre nègre à cheveux gris, nu, courbé sur un terrain qu'il égratigne du fer ébréché de son *molod*, et osant à peine lever un œil terne sur le voyageur qui passe!

La gaîté africaine ne perd pas toujours ses droits. Un soir, à Lobeid, un soldat noir de planton aux portes de la préfecture est saisi par de noirs et vigoureux gaillards, désarmé et emmené. Trois ans plus tard, le colonel commandant de la province assiste à une livraison de conscrits qu'avait à livrer un petit chef des environs, et ne peut en croire ses yeux en reconnaissant parmi les recrues le soldat volé avec armes et bagages, que l'on essayait de lui glisser dans le bloc. Je ne sais comment cela finit pour le fournisseur; mais je suppose qu'il dut payer 200 fr. au colonel et que tout fut dit. Malheureusement le comique était ce qu'il y avait de plus rare en tout ceci, et les populations soudaniennes ne pensent guère qu'en frémissant à certains héros de la chasse aux noirs, à un Français par exemple, de famille honorable, qui s'était acquis parmi elles une triste célébrité, et que j'appellerai M. X... Une fois arrivé à Khartoum, ce Français prit le Fleuve-des-Gazelles pour base d'opérations, et son premier soin fut d'organiser une armée qui lui permît de maîtriser le pays, occupé par plusieurs tribus très divisées entre elles, les Rol, les Gok, les Angach et beaucoup d'autres. Pour cela, il s'entoura de Barbarins, dont il se fit des complices aveugles au moyen de salaires exorbitans. Ses *soldats*, que l'on appelait à Khartoum « les gens à montres et à ceintures de soie, » étaient cités partout pour leur insolence et leur férocité. L'intérêt les attachait à leur chef, le seul qui eût trouvé le secret de prélever sur les tribus l'or qui alimentait ses orgies et les hautes paies qu'il comptait par mois à ses hommes. Son procédé était fort simple : il tombait sur un village, enlevait tous les bestiaux, et quand les noirs venaient en tremblant offrir de racheter le bétail dont la perte les eût condamnés à mourir de faim, le conquérant le leur rendait en échange de leur provision d'ivoire.

Un Italien qui avait fait la traite de l'ivoire dans ces régions me racontait un souvenir intime des campagnes de ce sinistre personnage. « J'avais formé le projet de marcher dans une direction où l'on m'avait signalé de l'ivoire; mais le pays était agité, je n'avais que trente hommes : impossible, avec si peu de monde, de m'éloigner des établissemens. J'appris tout à point que M. X... se mettait en marche dans le même sens, et je me dis : « Partout où il aura passé, il ne sera pas resté un nègre vivant. Je serai donc bien sûr, en le suivant à un jour ou deux de distance, de ne pas être inquiété par les indigènes. » Et je me mis en route, précédé de l'armée de M. X..., deux cents hommes à peu près. Le premier jour, vers midi,

je vis au-dessus des arbres une multitude de vautours et d'autres oiseaux volant et tourbillonnant autour d'un point que je ne distinguais pas encore. « Il y a là de l'ouvrage de X..., » me dis-je en hâtant le pas, et quelques minutes après j'entrais dans un village denka. Je ne m'étais pas trompé : il n'y avait pas dans le village un être vivant, mais des cadavres partout, et au seuil des huttes, dans des flaques de sang, des enfans égorgés pressés sur le sein de leurs mères massacrées. Un autre jour, il prépare une expédition secrète contre une tribu voisine : on lui amène deux nègres saisis dans un village des environs où ils sont inconnus; ils ne veulent ou ne peuvent expliquer leur présence. « Ce sont des espions, dit le maître; qu'on les pende! » Et il les abandonne à ses Nubiens. Les deux malheureux ont les oreilles et les poignets coupés; ils sont pendus à un arbre, et leurs cadavres, encore chauds, sont souillés par la plus immonde des orgies... »

Le témoin de qui j'ai recueilli ces faits, ancien *vekil* de X..., me faisait remarquer que les environs de son établissement offraient sur une surface de quelques milles plus de nègres mutilés, privés d'un œil, d'une oreille, d'une main, que tout le reste des villages du Fleuve-Blanc. « Ils portent la marque de X..., ajoutait-il; il appliquait autour de lui un code correctionnel dont les Denka garderont longtemps le souvenir. » Le plaisant de toute cette odieuse histoire, c'est que ce même homme adressait au consulat général de France à Alexandrie des rapports triomphans où il parlait de la civilisation qu'il essayait d'introduire chez les noirs et de l'état florissant des écoles qu'il avait fondées.

On sera peut-être curieux de savoir ce que devint cet étrange civilisateur. Sa mort fut digne de sa vie. Il descendait périodiquement à Khartoum pour dissiper dans des orgies sans fin l'or amassé par les moyens que l'on sait. L'opinion publique lui était fort indulgente, et se résumait dans cette réponse que fit à mes questions un négociant d'ailleurs très probe : « X... était un scélérat, mais je lui aurais prêté de préférence à tout autre, parce qu'il était, grâce à ses rapines, le plus solvable de nous tous. » Au retour d'une de ces excursions, il s'enivre comme d'habitude, et apprend alors qu'un de ses hommes vit conjugalement avec une négresse qui était sa favorite du moment. Il se fait amener l'homme pieds et poings liés, et sur son aveu il lui envoie d'une main que l'ivresse rend incertaine trois balles de *revolver* qui ne le tuent pas sur le coup : le malheureux trouve même encore la force de pardonner à son meurtrier; mais les bandits, que révolte cette scène, se jettent sur leur chef, le garrottent, et vont le livrer à Khartoum à ses juges naturels. Des complications internationales le sauvent du châtiment. Pour oublier ses sombres préoccupations, il se plonge plus que jamais

dans une ivrognerie dégradante que suit la fièvre, et il meurt presque subitement (avril 1860). La mission, qui lui refuse la sépulture ecclésiastique, voit presque toute la colonie se soulever contre elle, et comme le grand chasseur des noirs ne peut mourir obscurément dans une ville qui s'enrichit du sang des noirs, l'autorité, sur je ne sais quelle réquisition, fait rendre au négrier les mêmes honneurs militaires qu'à un haut fonctionnaire européen.

On jugera par un seul fait des résultats meurtriers de ces guerres sans trève. La tribu des Angadj, limitrophe de divers établissemens européens, écrasée par plusieurs razzias successives, a passé le Fleuve-Blanc, pour aller s'établir bien loin des blancs dans la direction du Saubat. On peut s'étonner que les malheureux noirs, tant décimés, n'aient pas songé à réunir leurs forces contre des établissemens éparpillés sur une surface immense; mais d'une part une coalition au nom du salut public est à peu près impossible chez les nègres de cette région, dont l'intelligence n'a jamais pu s'élever jusqu'à la conception d'une organisation par tribu; en second lieu, une tentative de résistance collective, faite en 1857 au Bahr-el-Gazal, n'avait abouti qu'à un échec. Le consul d'Angleterre à Khartoum, M. John Petherick, qui s'était avancé jusque chez les Djour avec une force assez respectable, fut averti que trois ou quatre petites tribus avaient formé le projet de lui couper la retraite. Cette levée de boucliers avait été provoquée, dit-il, par les excès de ses confrères. Il voulut par un coup d'éclat dissoudre la ligue, et envoya une partie de ses hommes attaquer le premier village des coalisés qu'ils rencontreraient. Ceux-ci assaillirent au hasard une *zeriba* (parc à bétail) d'une tribu amie, les Djeroui, y tuèrent trente-trois hommes, et parmi les morts se trouva précisément le vieux Mekuandjid, chef des Nianglar, l'âme de la ligue. Celle-ci se désorganisa sous l'influence de cette défaite, et M. Petherick fit sa paix particulière avec les Djeroui en leur rendant le butin et les prisonniers saisis dans la *zeriba*.

Les noirs avaient donc pour premiers ennemis leur propre imprévoyance et leur ignorance de leur intérêt collectif. Il semblait que leur besoin le plus essentiel fût, non de vivre et d'assurer la sécurité de leurs familles, mais de se couvrir de verroteries. Il s'ensuivait que les guerres les plus sanglantes dégénéraient forcément en luttes locales, et que les traitans étaient accueillis à bras ouverts à cinq ou six heures d'un *mechera* ensanglanté par quelque odieux massacre. Au contact des blancs, mais surtout des Nubiens, les plus corrompus des hommes, les qualités natives du nègre faisaient place à une dépravation éhontée et grotesque. Quand je visitai Ulibo en janvier 1861, mon *vekil* me parla d'un chef du lieu qu'il avait vu cinq ans auparavant, et me le vanta comme un parfait *gentleman*

africain. L'homme vint à mon bord : je vis un mendiant impudent et ivrogne dont j'eus peine à me débarrasser. « Comme *ces messieurs* l'ont changé! » me disait le *vekil* tout penaud. Un peu plus loin, je cherchai en vain ce fier peuple des Bary dont les voyageurs et les missionnaires nous tracent un si beau portrait. Il n'est resté autour de Gondokoro que des maraudeurs, des ivrognes et des courtisanes.

Toutes les tribus n'acceptaient pas les *fils du ciel* avec la même confiance. Les Nouer, si rudement traités en 1840 par l'expédition du chef égyptien Sélim, les Bor, tribu denka qui habite les bords du Nil vers le 6e degré nord, refusaient toute relation avec les blancs. Un chasseur d'éléphans qui avait pénétré chez les Bor, derrière le rideau de forêts qui sépare leurs villages des marais, leur avait demandé leur coopération pour la chasse de l'éléphant : ils lui déclarèrent formellement qu'ils ne voulaient avoir rien de commun avec lui, mais qu'il était libre de chasser sur leur territoire sans être molesté. Peut-être cette attitude de hautaine défiance s'expliquait-elle surtout par un fait qui remontait à quelques années : des traitans français en quête d'ivoire avaient eu une rixe avec les Kir (tribu voisine des Bor, mais située en amont) pour la dépouille d'un hippopotame revendiquée par les uns et par les autres, et, repoussés par les nègres vers leur barque, nos deux compatriotes avaient descendu le fleuve en tirant des coups de fusil à tous les noirs qui se rencontraient sur les deux rives. La vengeance était digne du misérable prétexte qui la couvrait. Or en 1857, à la gauche du fleuve, il y avait un établissement fondé par un chrétien de Syrie nommé Habibi. La moralité des chrétiens d'Orient est le plus souvent par malheur au niveau de celle des Arabes. Cet homme avait remarqué avec envie, sur la rive en face, une *zeriba* de Bor bien approvisionnée en bestiaux, et l'avait jugée de bonne prise. Sans autre prétexte, il passa le fleuve avec ses bandits, tomba sur les nègres à l'improviste, les battit aisément, et les chassa vers un marais séparé du fleuve par une île habitée. Très peu atteignirent ce dernier refuge, et la plupart des femmes, des enfans et des vieillards furent engloutis dans la vase et les herbes. Habibi rentra triomphant avec quelques centaines de têtes de bétail. Quant aux Bor, ils laissèrent passer quelques mois sans paraître songer à tirer vengeance de la razzia du chrétien. On les crut atterrés par ce désastre, et Habibi, rassuré, retourna à Khartoum, où une maladie honteuse, grande destructrice de blancs au pays soudanien, ne tarda pas à le mener au tombeau. L'établissement qu'il avait laissé au Fleuve-Blanc fut vendu par ses héritiers et acquis par un chrétien de Syrie nommé Cheho, qui partit en 1858 pour le gérer. Cheho était innocent de l'agression de l'année précédente, au moins de fait, car il est fort douteux que sa con-

science l'eût empêché d'en faire autant; l'expiation ne l'en atteignit pas moins comme ses compagnons. Un jour les Bor passèrent le fleuve, tombèrent sur l'établissement, emmenèrent le bétail, et ne laissèrent pas derrière eux un Arabe vivant. Ce coup de main si bien conduit alarma vivement les autres négriers du voisinage. Impuni, il créait un précédent fort désagréable pour eux, qui avaient plus ou moins de peccadilles à expier à l'endroit des noirs riverains : il y avait là un exemple qu'il ne fallait pas leur laisser suivre. Les traitans établis en amont du poste de Cheho, sur la rive gauche, étaient l'Arménien Serkis, les Syriens Chenouda et Ibrahim-Baz, tous trois chrétiens, et un Arabe dont j'ai oublié le nom. Ils se hâtèrent de réunir leurs hommes disponibles, en formèrent une armée de près de deux cents hommes, et passèrent sur le territoire des Bor, précédés d'un drapeau autrichien (Ibrahim-Baz était un protégé de cette puissance), dont le double aigle héraldique était probablement destiné à terrifier les sauvages. Ils rencontrèrent les Bor en effet; mais ce fut la flèche qui eut raison du fusil. La petite armée fut taillée en pièces; les chefs, voyant l'affaire mal tourner, laissèrent leurs hommes s'en tirer comme ils purent, et retournèrent à Khartoum, poursuivis par la risée de divers Européens peu amis du drapeau jaune-noir. On n'a jamais su ce qu'en firent les vainqueurs; mais depuis cette équipée aucun négrier ne s'est mêlé de donner une leçon aux Bor.

D'ailleurs tout n'est pas bénéfice dans les exécutions de ce genre. Le nègre, en face du soldat négrier, a presque tous les avantages : il a pour lui la bravoure, la vigueur, l'agilité, la connaissance du pays; il n'a contre lui que la supériorité de l'arme à feu. Depuis qu'il sait que le fusil ne lance pas la balle à jet continu et qu'il faut un temps d'arrêt pour charger l'arme, il s'est enhardi, et de nombreux succès lui ont souvent donné un dédain exagéré pour les armes européennes. Dans une mêlée, si les noirs essuient le premier feu sans se débander, le blanc est perdu. Pendant qu'il recharge, le nègre le couvre de flèches barbelées et empoisonnées, le harcèle à coups de lance, et s'il cherche à se sauver parmi les herbes, les papyrus et les *ambadja* (arbustes) des marais, ce n'est plus qu'une chasse individuelle où le Barbarin expie cruellement tous ses méfaits. Quatre cents *slavers* périssent ainsi chaque année.

D'une situation aussi exceptionnellement illégale devaient naître au premier jour des complications trop prévues. Il y avait au mois de juin 1861 à Khartoum deux voyageurs occupés d'explorations scientifiques; l'un, Français, pour le compte de son gouvernement, l'autre, le marquis A..., de Pérouse, pour son compte personnel. Un jeune commerçant français, avec lequel ils n'avaient eu jusque-là que des relations très courtoises, leur annonça un jour qu'il allait

remonter le Fleuve-Blanc jusqu'à Duem, et leur proposa de l'accompagner, ce qui fut accepté avec reconnaissance. Chemin faisant, le négociant dit à ses hôtes qu'il avait reçu de mauvaises nouvelles de ses hommes, alors en train de descendre à Khartoum, qu'il avait appris que, contre ses ordres formels, son *vekil* avait commis des actes de brigandage sur sa route, pillé une île des Chelouks, enlevé beaucoup de noirs qu'il vendait çà et là au retour, qu'il ne voulait pas être compromis dans ces affaires de traite, et qu'il allait au-devant de lui pour le surprendre. Ils le crurent assez volontiers; cependant l'impression qui leur en resta et qui se fortifia plus tard fut celle d'un homme préoccupé de surprendre son agent en faute avant que celui-ci eût eu le temps de détourner à son profit le produit de ses opérations illégitimes. On trouva le *vekil* à Ouad-Chelaïe; il avait huit esclaves à bord, presque tous femmes et enfans; d'autres avaient été vendus en route. Le délit était flagrant, car on rencontra au débarcadère une femme qui était venue par terre d'un village situé à une heure plus haut pour réclamer un esclave adulte qu'elle avait payé quatre-vingts *kairies* (environ 200 francs), mais qui ne lui avait pas été livré. Le patron garda l'homme sous prétexte qu'il n'était pas négrier, et l'argent « pour apprendre à cette femme à respecter les lois qui prohibent la traite. » L'argument parut singulier à ses compagnons, qui ne furent pas moins scandalisés de la vente d'un autre esclave faite par le *vekil* quelques lieues plus loin sous les yeux de son chef.

Ce que celui-ci avait de mieux à faire en pareille circonstance était de se taire, puisqu'il était décidé à garder cet or mal acquis. Aussi le consul d'Autriche fut-il fort surpris, dès son retour, de recevoir de lui un acte formel d'accusation contre le *vekil* d'abord pour fait de traite, puis contre presque tous les commerçans du Fleuve-Blanc, qu'il accusait de vivre principalement de la traite des nègres. Le *vekil*, étant sujet égyptien, fut d'abord jeté en prison; il reconnut avoir fait la traite comme tout le monde, mais sur les ordres formels de son patron. Malheureusement pour celui-ci, les présomptions de véracité étaient en faveur de l'indigène; le consul ouvrit sur-le-champ une enquête et appela comme témoins les deux touristes européens. Ceux-ci, ne pouvant sans indélicatesse déposer officieusement contre leur hôte de dix jours, attendirent une sommation du consul faisant fonctions de juge d'instruction, et leur déposition, faite sous la foi du serment, fut très compromettante pour l'accusé. Une déposition bien autrement accablante encore fut celle d'un négociant européen très estimé. Il déclara que le traitant lui avait avoué, avant le départ du *vekil*, qu'il avait donné l'ordre à ce Nubien de « faire comme les autres, » c'est-à-dire de *razzier*, de brûler et d'enlever des noirs, parce que la hausse de l'ivoire avait

rendu impossibles les bénéfices légaux sur le Fleuve-Blanc. Cet étrange incident mit en émoi toute la colonie. On pourrait supposer que les négriers dénoncés par le traitant lui en gardèrent rancune, mais l'intérêt parla chez eux plus haut que le ressentiment; ils se contentèrent de l'accuser de maladresse et réussirent, en se concertant, à étouffer l'affaire.

Quand la lumière commence à se faire sur une institution abusive, il est rare qu'elle ne se fasse pas de plusieurs côtés à la fois. Presque en même temps le consul d'Autriche se voyait mis en demeure de poursuivre un négrier arabe nommé Lagat et le sujet anglais D... Lagat bravait assez cyniquement les lois, assuré qu'il était d'une protection officielle, et voici comment. Il y avait au Caire une maison de commerce dirigée par un frère de ce Lagat, lequel était un peu ce qu'on nommait au moyen âge un argentier de la couronne, c'est-à-dire qu'il était en relations suivies d'affaires avec le vice-roi, et il avait avec l'état un traité pour la fourniture, à 1,000 piastres par tête, d'un certain nombre de noirs destinés au recrutement de l'armée. Saïd-Pacha, à coup sûr, n'entendait point qu'on lui fournît des captifs provenant de razzias, mais bien des engagés volontaires moyennant une prime, et à cette condition la maison Lagat pouvait encore réaliser de beaux bénéfices. Toutefois le Lagat de Khartoum jugeait qu'il y avait encore plus de profit à enlever des hommes qu'à payer des enrôlemens. Ses barques couvraient le haut du fleuve, et, pour ne pas heurter trop vivement la susceptibilité des consuls européens chargés d'assurer le respect des lois, c'est clandestinement qu'on dirigeait sur la ville les troupeaux de captifs, fourche au cou et menottes aux poignets. Arrivés à la *mudirie* (préfecture), ils étaient enrégimentés, équipés et expédiés à destination. Ce n'étaient plus des esclaves, mais des soldats, et toute enquête devenait impossible. Cependant en mai 1861 M. Binder, un négociant transylvain, ennemi résolu des négriers, constatait une fournée de quatre-vingt-quatorze noirs expédiés subrepticement à la préfecture, et n'hésitait pas à mettre en cause le préfet lui-même. Ce préfet était un certain Hussein-Bey, administrateur assez intelligent aux yeux des Arabes, mais ennemi passionné des Européens, fanatique au point de baiser les pieds d'un faki crasseux qu'il nourrissait chez lui, et qui prêchait en plein bazar une seconde édition du massacre de Djeddah. Hussein étouffa l'affaire de Lagat, dont, en bon courtisan, il était le complaisant le plus soumis, et chercha à exploiter contre les consuls d'Autriche et d'Italie, MM. Natterer et Lanzoni, les ressentimens des propriétaires d'esclaves. Ceux-ci assiégeaient le divan du *mudir* de leurs réclamations, et parlaient avec toute l'exagération arabe de leurs maisons dépeuplées par l'arbitraire européen. Hussein répondait avec

bonhomie : « Que voulez-vous, amis croyans? Je n'y puis rien, ni l'*effendina* (le vice-roi) non plus. Tout le mal vient des consuls, qui sont les vrais maîtres du pays. » Quelques insinuations de ce genre eussent suffi, surtout quand on reçut à Khartoum la nouvelle des égorgemens de Syrie, pour faire *sanctifier* la reine du Soudan par un massacre lucratif; mais les Européens étaient bien armés, et tout se borna heureusement à quelques vaines menaces.

Ainsi s'était terminée l'affaire du négrier Lagat; le consul d'Autriche ne fut pas plus heureux dans une autre tentative. Un matin, le consul voyait arriver chez lui une grande fille, esclave de confiance du sujet anglais D... Elle venait réclamer sa liberté, et montrait à l'appui de sa réclamation ses jambes cruellement brûlées au moyen d'un fer rouge ou d'un tison ardent. Le consul fit droit à sa demande, et elle se retira chez une dame génoise qui avait été autrefois sa maîtresse; c'est là que la police vint l'arrêter sous l'accusation portée contre elle par le sujet anglais d'un prétendu vol qu'il ne précisait pas, et dont le chiffre flottait de 16 piastres à 2,000. Dans le public, nul ne croyait au vol; des bruits sinistres circulaient. Le vol n'était pas prouvé, la mutilation l'était. Ce ne fut pourtant pas sur D..., mais bien sur la plaignante, que les portes du *karakol* se fermèrent. D... se réfugia derrière ses immunités britanniques, et en effet l'honorable consul n'avait aucune juridiction sur lui. L'agent anglais, M. Petherick, était absent et avait laissé les sceaux consulaires à son *vekil* (commis), un chrétien, un Syrien nommé Halil-Chami, ferme et résolu comme peut l'être un *raïa*. N'importe, c'était un abri. D... et ses amis triomphaient. « Que nous veut l'homme *aux deux coucous?* disaient-ils par une allusion irrévérencieuse aux armes d'Autriche. Nous sommes sujets loyaux de la reine Victoria, et ne reconnaissons que son drapeau. » Il était assez étrange de voir un Européen invoquer l'*habeas corpus* et les lois de la libre Angleterre pour abriter son droit de rôtir les jambes d'une jeune fille. De guerre lasse, il y eut une transaction, et la victime sortit de prison après avoir promis de ne plus réveiller cette affaire.

Au moment même cependant où les négriers triomphaient ainsi, les rangs de leurs adversaires se grossissaient, et de nouveaux témoignages allaient être recueillis contre eux, grâce au concours d'un jeune et courageux voyageur prussien, M. le docteur Robert Hartmann. Un soir j'appris l'arrivée à Khartoum de M. Hartmann, revenu mourant d'une excursion au Fazokl, où il avait vu périr d'une insolation un jeune homme d'illustre naissance confié à ses soins. J'allai le voir au premier étage d'une maison du bazar, et je le trouvai couché sur un *azgareb*, tout émacié par la fièvre, sans parole et sans connaissance. Le docteur Peney, qui le soignait, doutait fort qu'il passât la nuit. La crise heureusement suivit un cours régulier.

Deux jours après, quand je retournai le voir, le danger était passé. Le consul d'Autriche lui ayant dit qui j'étais, il me regarda et me remercia d'un signe. Je ne l'ai plus revu. Quelques jours après, je partais pour le sud, et j'appris plus tard que, sa santé s'étant améliorée, il s'était fait porter à bord d'une barque qui descendait le Nil, et qu'il avait regagné l'Europe. C'est ce mourant sauvé par miracle des fièvres du Sennaar que la Providence semblait avoir choisi et réservé pour être l'énergique accusateur des crimes commis sur le Nil-Blanc. Tout le monde scientifique en Allemagne connaît le terrible réquisitoire publié par lui à Berlin en 1861 sur les *marchés d'hommes au Fleuve-Blanc* (1). L'effet des accusations du docteur Hartmann est d'autant plus puissant qu'il s'est abstenu de toute déclamation. Son écrit est un tissu serré de faits inattaquables, et l'auteur ne recule pas devant les noms propres. Les révélations du docteur Hartmann semblent avoir été le signal d'une sorte d'enquête générale sur les faits qu'il dénonçait (2), et qui ne pouvait commencer plus à propos qu'à la suite de cette année 1861, où, comme on va le voir, les négriers ont redoublé d'audace.

II. — LES ÉVÉNEMENS DE 1861 DANS LE SOUDAN. — LES MISSIONS.

La campagne de 1860-61 a été l'une des plus néfastes dans les annales du Soudan. Les *slavers*, persuadés que leur industrie avait fait son temps et n'en avait peut-être plus que pour une année, avaient résolu de prendre des avances sur l'avenir en tentant des *coups de filet* capables de les enrichir avant l'émission des décrets dont ils se voyaient menacés. Une puissante compagnie se forma sous les auspices des plus riches traitans, disposant d'une flottille assez nombreuse et de quatre cents hommes environ. Son but apparent était le commerce de l'ivoire; mais les noms du Circassien Kourchid et de quelques autres hommes non moins compromis par des peccadilles antérieures donnaient à l'expédition une couleur non équivoque. « Si les consuls nous poursuivent, disait Kourchid, moi, qui ai commencé par être esclave, je finirai peut-être galérien. Dieu

(1) *Die katholischen Missionen und der Menschenhandel am Weissen Flusse* (*les Missions catholiques et les Marchés d'hommes au Fleuve-Blanc*), dans le *Zeitschrift für Allgemeine Erdkunde*, livraison de décembre 1861.

(2) La *Revue belge* vient de publier un intéressant travail auquel nous ne reprochons que sa brièveté, *le Nil-Blanc*, par M. Ph. Gilbert, professeur à la faculté des sciences de Louvain. Je ne parle pas des faits dénoncés par deux ou trois livres publiés depuis quelques mois, des nouveaux documens qui vont bientôt paraître; mais on avouera qu'il y a quelque chose de providentiel dans ces révélations inattendues, émanant à la fois d'écrivains qui ne se connaissent pas entre eux, et qui viennent sans s'être concertés apporter la lumière sur les faits odieux dont le spectacle attristait, depuis dix ans, tous les voyageurs attirés dans la région du Haut-Nil.

est grand! » Le pavillon anglais était celui de l'entreprise, vu la nationalité du principal associé.

Amené par mon programme de voyage à suivre à peu près la même route que les traitans, je fus témoin, dès les premiers pas, de la célérité qu'ils apportaient dans leurs *affaires*. Dès le milieu du Fleuve-Blanc, je me croisai avec des barques qui descendaient chargées de nègres, d'enfans surtout. La plupart portaient le pavillon rouge et le croissant égyptien; plusieurs avaient les couleurs britanniques, une ou deux le pavillon français. Au *mechera* (débarcadère) des Reks, où je m'arrêtai près d'un mois, je fus rejoint par l'équipage d'une barque aux couleurs françaises, commandée en l'absence du propriétaire par un certain Ali-Dyab et par un jeune Italien, qui passaient le temps à s'injurier et donnaient à leurs hommes un exemple d'anarchie suivi avec une fâcheuse émulation. L'Italien vint me trouver et s'empressa de me dicter une protestation contre des faits dont il avait été le témoin involontaire et impuissant, mais dont il n'entendait pas accepter la charge. Voici cette pièce en abrégé :

« M. B... nous a nommés tous deux ses *vekils* (lieutenans), Ali pour le commerce et moi plus spécialement pour la chasse. Il nous a défendu de chercher querelle aux Kitch, parmi lesquels nous nous sommes établis, et de faire la traite. Nous avons pris terre au *mechera* d'Abou-Hamed, chez les Nouer, et nous avons choisi Roueï, chef de ce village, pour nous guider, moyennant salaire, dans l'intérieur, où nous voulions chercher de l'ivoire. Dans divers villages où nous avons passé, Roueï nous a fait rançonner par ses compatriotes pour nos achats de lait et de provisions. De retour au *mechera*, nos hommes, pour se venger, ont enlevé trois femmes et les ont portées à bord. Des nègres, qui semblaient les maris de ces femmes, sont venus les réclamer, mais sans menaces. Ali-Dyab leur a fait répondre par une fusillade, deux morts sont restés sur la berge, le reste s'est enfui; mais il a dû y avoir d'autres victimes, car nous avons vu de longues traces de sang, et il nous a semblé voir de loin des blessés tomber épuisés. Roueï ayant paru vouloir se sauver, Ali l'a fait mettre à terre et fusiller; puis les hommes sont sortis pour dépouiller les trois cadavres. J'ai vu sur la berge une main coupée qui traînait dans la poussière; on l'avait coupée pour enlever les bracelets que le nègre avait aux poignets. Cette vue m'a causé un tel effroi que je suis rentré malade dans ma cabine, et depuis ce temps (il y a vingt jours) la fièvre ne m'a pas quitté. »

Quelques jours après cette protestation, les trois femmes réussirent à se sauver à la nuit tombante à travers les hautes herbes d'une savane, et à se cacher dans un village voisin appartenant à la tribu de Faër. Grand émoi parmi les négriers. Le lendemain matin, après une battue infructueuse, Ali-Dyab, suivi de trente Barbarins armés jusqu'aux dents, se jette sur le village le plus proche, y trouve une des fugitives; mais, ne pouvant mettre la main sur les deux autres,

il enlève au hasard une femme et ses deux jeunes filles et les emmène au *mechera*.

Vers dix heures du matin, quelques hommes de Toura (c'était le nom du village où cette visite avait eu lieu) vinrent redemander les captives. Elles étaient accroupies par terre au milieu du campement, les menottes aux poignets et la tête nue, sous les rayons perpendiculaires d'un soleil de plomb. Les parlementaires furent repoussés brutalement. Celui qui portait la parole, probablement le père des jeunes filles, repassa devant ma case en allant rejoindre ses compagnons, qui, appuyés sur leurs lances, luttaient entre l'émotion et l'impassibilité obligée du guerrier noir. Le pauvre homme, lui, pleurait franchement, et ses larmes traçaient de larges sillons noirs à travers la couche de cendre qui est la peinture de guerre du Soudanien. C'était une scène à la fois émouvante et homérique. Elle se renouvela le soir, lorsqu'il s'agit d'embarquer les captives à bord du négrier. Il y eut un *palabre* tumultueux; mes hommes ajoutèrent au tapage en y prenant part. Mon cuisinier Hussein et mon *vekil* Hadj-Abdallah, saint en sa qualité de *hadji* et brigand en sa qualité de Chaghié, poussaient Ali à garder les prisonnières, même dans le cas où les fugitives lui eussent été rendues. J'arrivai sur ce beau propos. Je n'étais pas en veine de patience, et, allant droit à Ali-Dyab, je lui commandai, au nom de l'empereur (*bismou sultân Fransâoua*) d'amener le pavillon français arboré sur sa cange, s'il persistait à vouloir embarquer ses prises. Le Nubien, rogue jusque-là, me suivit presque en rampant jusqu'à ma hutte, en me jurant qu'il ne songeait pas du tout à garder ces femmes, mais que les nègres étaient bien perfides, et le reste. Je ne sais comment cela aurait fini, si les fugitives n'avaient été ramenées cinq minutes après, et les négriers se hâtèrent de rendre les otages. Je ne pouvais songer à délivrer les premières de vive force, j'aurais eu contre moi mes propres hommes, et je dus me résigner tristement à voir pour la seconde fois le drapeau français couvrir des atrocités impunies.

Des faits bien autrement graves se passaient au même moment à deux cents lieues de là, au pays des Chelouks. J'ai déjà parlé de ce peuple énergique et fier qui punissait de mort la vente des hommes libres. Il n'y avait guère à gagner, pour les négriers, dans les relations avec cette race, sauf sur quelques points où les barques s'approvisionnaient de maïs ou de moutons. La capitale des Chelouks était Fachoda, mais leur village le plus important était Kaka, où les Arabes Kinana avaient obtenu l'autorisation de résider pour leur commerce, et où ils s'étaient accrus au point de former les quatre cinquièmes de la population. Cet accroissement avait fini par inquiéter le roi des Chelouks, et dès septembre 1860 les Kinana avaient été expulsés de Kaka. Il y avait parmi eux un ex-*faki* ou moine

nommé Mohammed-Her, homme sans scrupules et à vue moins courte que la plupart de ses compatriotes. Ses commencemens avaient été fort humbles, et il avait obtenu en 1860 du roi l'autorisation de chasser l'éléphant sur les terres des Chelouks du Saubat; puis, cette autorisation lui ayant été retirée, il s'occupait à se créer sournoisement un parti parmi les Kinana mécontens. Vers février 1861, une collision eut lieu : je n'en sais que ce que m'en a dit Mohammed lui-même, et j'ai quelques raisons de me défier de sa version. Cette réserve faite, la voici. Un de ses hommes avait été tué par les noirs, et il n'avait pu en obtenir justice. Une nuit, les Chelouks assaillirent sa case : il sortit, abattit de deux coups de feu les premiers qui se présentèrent, rallia son monde, repoussa les noirs et courut au secours des Kinana, que les Chelouks venaient de piller. Il recouvra les deux tiers des captifs, mais le reste demeura aux mains de l'ennemi. Alors, n'ayant plus rien à ménager, il réunit tous les aventuriers du pays et jusqu'à des nègres tagalis, se fit une troupe bien armée d'un millier de fantassins et de deux cents cavaliers baggara, fut rallié par des barques de Khartoum, qui allaient vers le sud, et marcha sur Fachoda en brûlant soixante villages et en battant les nègres dans deux sanglantes affaires où ils perdirent plusieurs centaines d'hommes. Après deux mois de repos, il repartit pour Fachoda, et s'en empara malgré une résistance vigoureuse, grâce à l'impétuosité de ses Baggara, qui pillèrent le palais du roi, et y prirent, dit-on, une petite gazelle en or massif.

Dans l'intervalle de ces deux coups de main, j'eus occasion de voir le célèbre aventurier à son quartier-général, près de Kaka. Je m'étonnai de n'y trouver qu'un petit nombre de captifs, qui, le cou engagé dans de lourdes fourches, étaient à demi couchés au pied d'un arbre et regardaient leurs vainqueurs avec ce dédain ennuyé dont le Chelouk ne se départ jamais, même dans la plus mauvaise fortune. Je compris tout le lendemain, quand, ayant levé l'ancre et descendant le Nil, je vis sur la rive gauche un long convoi de bestiaux et de captifs qui marchaient lentement sous la chaleur et sous le fouet des Arabes chargés de les conduire à Khartoum. C'était, disait-on autour de moi, un présent destiné au mudir pour l'engager à fermer les yeux sur les inconvéniens de la traite.

Le *faki* d'ailleurs fit son possible pour me donner le change : il se posa en conquérant civilisateur, ne me parla que de son désir d'augmenter l'ascendant de la race blanche, d'assurer les relations commerciales, la sécurité des voyageurs, « à la condition toutefois que les missionnaires n'en profitassent pas. Là où s'élève une église, tout est perdu,... » pour les négriers, aurait-il pu ajouter. Je savais parfaitement que son entreprise n'avait été qu'une impudente spéculation de pirate, et je le laissais dire. En attendant, cette sécurité

qu'il promettait à la navigation était un mensonge grotesque, car les Chelouks exaspérés s'étaient concentrés autour de la forêt de Fachoda, et attaquaient toutes les barques qui passaient. On dressait déjà la liste de celles qui avaient payé le sanglant tribut, et parmi les plus maltraités se trouvait un négrier dont le malheur n'excitait presque partout qu'une hilarité impitoyable. C'était un tailleur de Khartoum nommé Medani, qui, se sentant capable de s'enrichir par un bon coup de main comme les autres, avait capitalisé sa petite fortune, frété une barque avec une trentaine de bandits et couru sus aux nègres. Je l'avais rencontré revenant tout triomphant et avec un beau butin vivant; mais il n'alla pas bien loin. Au pays des Chelouks, il eut l'imprudence de descendre à terre pour y passer la nuit, et, selon l'usage arabe, il se garda bien de s'entourer de sentinelles. Il arriva naturellement que les Chelouks tombèrent sur nos dormeurs, et que tout fut expédié en quelques minutes. Pareille mésaventure arriva, vers la même époque, près de Toura, aux sources du Fleuve-des-Gazelles, au *goum* du traitant Hadj-Ahmedani. Les nègres s'étaient concertés pour enlever successivement trois établissemens créés parmi eux. Celui d'Ahmedani, surpris le premier, contenait trente hommes et dix femmes ou enfans. Il n'échappa que deux hommes, qui allèrent donner l'alarme aux autres postes. Ceux-ci, assiégés à leur tour, purent résister, et furent dégagés au bout de quelques jours par un petit corps d'armée envoyé à leur secours.

Cet état de guerre ralentit à peine le va-et-vient de plus en plus accéléré des barques négrières sur le Fleuve-Blanc. C'était même une bonne chance de plus, et quelques *slavers* y voyaient une excellente occasion de faire des bénéfices en mettant leurs troupes au service de l'heureux routier, ou en lui vendant des munitions de guerre qu'il payait bien. Dès mars et avril 1861, la plupart des canges étaient en route vers Khartoum, principalement chargées de femmes et d'enfans. Cette année, comme la précédente, la petite vérole sévit sur ces malheureux et les décima horriblement. En 1860, pour éviter la contagion parmi ceux qui étaient encore sains, on avait jeté au fleuve pêle-mêle les morts et quelquefois les malades. D'autres avaient été déposés au premier *mechera* venu, victimes vouées d'avance à une agonie sans nom, aux tortures de la faim, aux hyènes ou aux crocodiles. J'avais rencontré le 13 décembre une malheureuse fille jetée ainsi sur la savane des Nouers quelques mois auparavant, et qui avait guéri presque miraculeusement en perdant la vue. En 1861, les enfans atteints par le fléau étaient déposés par centaines dans une île déserte, un peu en aval du village de Kaka. Une dame française qui passa par là en mai, Mme B..., recueillit humainement deux de ces victimes innocentes : l'une était aveugle.

Mme B... me fit un tableau déchirant de l'aspect de ce *dépôt*, et m'assura qu'un millier peut-être de petits nègres y avaient été jetés dans le courant d'un mois.

La campagne de 1860-61 fut encore marquée par deux incidens funestes pour les noirs : la mort de M. Vayssière, l'abandon des missions. M. Alexandre Vayssière, ancien officier de hussards, plus tard naturaliste, puis chasseur d'éléphans et traitant d'ivoire, écrivain à ses heures, comme il l'a prouvé par ses études sur l'Abyssinie (1), était de cette minorité française qui fait aimer et respecter le drapeau français dans l'Afrique égyptienne. Sa petite taille, qui le faisait familièrement surnommer le *rat*, contrastait avec une âme énergique, chevaleresque et passionnée. Accoutumé par ses antécédens à suivre et à imposer une discipline militaire, il y avait plié les quatre-vingts hommes qu'il commandait, et qui étaient cités dans tous les établissemens pour leur bonne tenue. Il faisait loyalement e commerce de l'ivoire, et ne perdait aucune occasion d'exprimer énergiquement le mépris que lui inspiraient les négriers. M. Vayssière ne se bornait pas à une opposition verbale ou écrite : les négriers savaient par expérience qu'il n'était pas prudent de venir *exercer* dans son rayon. A la suite d'une journée passée dans la savane, il était rentré un soir à son poste d'Akorber, chez les Toutch, quand il trouva le village en deuil, et apprit qu'un négrier égyptien avait passé par là, razzié la bourgade en l'absence des hommes qui étaient partis pour la pêche, et enlevé vingt et un enfans, après quoi il s'était remis en route en descendant le fleuve. M. Vayssière eut vite pris son parti. Il savait qu'au-dessous d'Akorber le Nil dessine à peu près les mêmes circuits que la Seine entre Paris et Meulan, que les barques arabes ne vont jamais très vite, et qu'il avait toute chance de rattraper son négrier à une heure de là. Avec un peloton de ses hommes et suivi des nègres ses protégés, il se mit en route et rejoignit l'Égyptien au premier *mechera* venu. Il faisait nuit noire. M. Vayssière le héla et lui réclama les captifs. Dénégations du brigand, qui affirmait n'en avoir aucun à bord. « C'est ce que je vais vérifier, » dit Vayssière, et, le *revolver* au poing, il monta seul à bord de la barque sans s'effrayer des mines suspectes qui l'entouraient. Le pont et les cabines, bien explorés, étaient parfaitement en règle. Le visiteur ne se tint pas pour battu, et, s'adressant aux mères des captifs qui bordaient la rive, il leur commanda d'appeler leurs enfans à haute voix. Une mère appela sa fille : celle-ci répondit du faux pont du négrier. « Tu vas mettre à terre tous les enfans que tu as cachés là-dessous, dit le Français au flibustier, et s'il en manque un seul, mes tireurs, qui sont là, sur

(1) Voyez, dans la *Revue* du 1er octobre 1850, son étude sur *l'Hedjaz et l'Abyssinie*.

la berge, ne te manqueront pas. » L'homme effrayé obéit, et quand M. Vayssière se fut assuré que pas un enfant ne manquait à l'appel, il rentra à Akorber au milieu des plus bruyantes bénédictions.

La mort devait brusquement interrompre cette carrière remplie par tant d'actes courageux. En mai 1861, après une laborieuse campagne chez les Djour, M. Vayssière revenait à Khartoum quand il fut saisi, à la hauteur des îles des Chelouks, d'une maladie qui le tua en quelques heures. Un de ses chasseurs, devenu quelques jours après mon domestique, m'a dit qu'une partie de sa cargaison avait été pillée immédiatement par l'équipage, accident trop fréquent à Khartoum pour qu'on s'en émeuve; mais que sont devenus ses notes, ses croquis, ses cartes, ses collections, tous les élémens enfin du travail qu'il préparait laborieusement depuis huit ans sur ces pays inconnus à l'Europe et qu'il connaissait si bien?

La mort de M. Vayssière coïncidait, je l'ai dit, avec un autre événement fâcheux pour la cause des noirs, la rupture des tribus nubiennes avec les missionnaires. J'ai fait plus d'une allusion à un établissement fort diversement jugé, même par les plus ardens partisans de la propagande catholique : je veux parler de la mission de Khartoum. Depuis qu'un certain groupe européen s'était formé dans la métropole du Soudan, des missionnaires isolés l'avaient visitée dans des desseins de conversion bien vite découragés (1). Ce ne

(1) Le climat fit parmi les premiers missionnaires venus au Nil-Blanc beaucoup de victimes. Citons entre autres le père Ryllo, jésuite polonais qui n'a fait que passer au Soudan, mais qui a laissé une trace profonde dans l'âme de tous ceux qui l'ont connu. Sa vie semblait écrite sur sa figure mâle et un peu dure. Son vrai nom était le prince M... ; il avait débuté comme officier d'artillerie dans la campagne de 1831, s'était brillamment comporté à Ostrolenka, et avait brûlé ses dernières gargousses dans les lignes de Praga; puis, proscrit, il était entré chez les Jésuites pour trouver dans leur ordre un point d'appui à son inimitié contre la Russie. Il était à Rome lors de la visite du tsar au pape, et il ne tint pas à lui que le persécuteur de la Pologne ne reçût dans cette ville un accueil plus que glacé. Ryllo, moins apôtre que soldat et conspirateur, s'ennuya de l'Europe, passa en Orient, se compromit dans les troubles du Liban, et se rendit en Égypte, puis au Soudan, à la suite de je ne sais quelle conspiration manquée. Il vivait à Khartoum dans une fièvre morale qu'il cherchait à communiquer aux autres, associant dans ses improvisations brûlantes le Christ à « l'aigle blanc crucifié sur la Vistule. » Le soleil éthiopien eut bientôt mis aux portes du tombeau ce fils de la brumeuse Lithuanie. C'était à la fin de 1848 : il y avait de passage à Khartoum un officier polonais, ingénieur des mines de l'Oural au service russe, le major Kovalevski, que le tsar avait envoyé au vice-roi pour diriger la recherche des mines d'or du Fazokl. Le major apprit qu'un de ses compatriotes était gravement malade à la mission, et crut de son devoir de lui rendre visite. En reconnaissant l'uniforme russe, le mourant se redressa galvanisé par la colère. « Comment! s'écria-t-il, un patriote polonais ne peut pas venir mourir ici sans qu'un valet de Nicolas vienne épier ses derniers momens! Sortez, monsieur, vous n'êtes pas digne d'assister aux derniers momens d'un homme de cœur! » Cette sortie hâta sa mort. Ses dernières paroles à son ami le docteur Peney résument sa vie : « Faut-il que je meure avant d'avoir vu la Pologne libre! »

fut qu'en 1849 qu'un comité créé à Vienne, sous le patronage de l'archiduchesse Sophie, songea à envoyer une mission catholique au Nil-Blanc, que le livre de M. Werne venait de mettre en faveur auprès du public allemand. On prit quelques prêtres séculiers, principalement choisis en Illyrie; on mit à leur tête un curé des environs de Laybach, dom Ignatius Knoblecher, prêtre d'une éducation superficielle, mais pratique, parlant plusieurs langues, plein d'entregent, et qui, en arrivant au Soudan, fonda à Khartoum une mission mère dont les succursales furent, dans le pays des nègres, Sainte-Croix-de-Pantentoum (village des bois) et Notre-Dame-de-Gondokoro. La construction coûteuse de Khartoum et de Gondokoro fut moins en rapport avec les résultats probables qu'avec des espérances prématurément conçues. Pour des raisons trop longues à développer ici, il ne fallait guère songer à agir sur les blancs ou sur les Africains musulmans. Si, parmi leurs coreligionnaires, les missionnaires parvinrent à régulariser par des mariages certaines situations équivoques, la morale y gagna quelque chose; mais la vie intime ne se trouva pas mieux de ces unions presque forcées entre des hommes plus ou moins cultivés et des créatures inférieures aux yeux des sauvages eux-mêmes. Par cette imprudente intervention dans la vie privée, les missionnaires déposèrent dans les esprits le germe des ressentimens qui n'éclatèrent que trop violemment plus tard. En s'établissant parmi les nègres, il ne paraît pas qu'ils eussent conscience de l'élément moral sur lequel ils comptaient opérer. Le nègre du Nil est un enfant, vieilli à certains égards, entièrement esclave de la vie matérielle, qui est assez dure pour lui, dépourvu d'idées religieuses et n'éprouvant guère le besoin d'en avoir. M. Brun-Rollet, qui le connaissait bien, affirmait qu'il était à peu près athée : cela est vrai pour la foule; mais quand on a appris la langue des noirs et inspiré une certaine confiance aux vieillards, on obtient d'eux certaines demi-confidences, réminiscences obscures d'une tradition qui s'efface dans la nuit. Les Denka, la plus nombreuse des tribus niliennes, rendent un culte ou plutôt un hommage fort théorique à l'Être tout-puissant, habitant du ciel d'où il voit tout, et appelé *Dendid* (la Grande-Pluie, c'est-à-dire la bénédiction universelle). Dendid peut tout; mais comme il est tout bien, il ne peut faire que le bien; aussi, comme on ne le craint pas, on ne le prie jamais. Le domaine du mal appartient à Ghiok, le mauvais esprit, qui habite dans la *forêt* ou le *désert* (*ror*). C'est lui qui donne la sécheresse; aussi, quand la pluie tarde à tomber, on s'adresse au *koudjour* (prêtre ou sorcier) pour lui sacrifier un ou plusieurs bœufs. Ghiok est le contraire du bon esprit; « mais celui-ci, qui parlait jadis aux chefs des nègres, ne veut plus leur parler, et il ne converse qu'avec les blancs. Voilà

pourquoi les blancs en savent plus long que nous. » Les Denka ont sur la création un chant antique et singulier :

Au commencement, quand Dendid créa toutes choses,
Il créa le soleil;
Et le soleil naît, et meurt et revient.
Il créa la lune,
Et la lune naît, et meurt et revient.
Il créa les étoiles,
Et les étoiles naissent, et meurent et reviennent.
Il créa l'homme,
Et l'homme naît, et meurt et ne revient plus... (1).

Les missionnaires tombaient donc fort mal au milieu de ces utilitaires. Ils venaient parler de mystères et de sacremens, et on leur demandait des recettes pour augmenter le lait des vaches. Tant qu'ils purent accorder des primes aux convertis, distribuer des verroteries ou du dourrah, tout alla bien; mais du jour où les distributions cessèrent, adieu les catéchumènes. On maltraitait les missionnaires de Gondokoro, on ouvrait les portes de l'église, et on sonnait les cloches à toutes volées pendant des heures entières. On avait suivi, comme on le fait trop souvent dans les missions catholiques, une voie fausse, celle de la *pratique* avant tout. Au lieu de distribuer des médailles miraculeuses et d'apprendre le chant d'église aux noirs, il valait mieux faire entrer dans leur cervelle rétive quelques préceptes de morale épurée, et, par une participation à la civilisation matérielle, les préparer à recevoir les idées de la civilisation morale. C'est là, j'en suis convaincu, le secret des succès durables obtenus par la propagande protestante dans l'Océanie et tout le sud de l'Afrique. Le missionnaire protestant, français, anglais ou américain, ayant généralement sa femme et ses enfans près de lui, agit sur les sauvages par l'exemple incessant d'un type de cette famille civilisée à l'idée de laquelle il veut les convertir. Pendant qu'il apprend aux hommes de la tribu à cultiver la terre, à ne pas s'entr'égorger, à se contenter d'une seule épouse, sa femme réunit autour d'elle les jeunes filles et les façonne à cet ensemble de vertus et d'idées acquises qui rend la plus humble paysanne d'Europe si supérieure à toutes les reines africaines. La *parole*, tombant sur un terrain ainsi fécondé, y pénètre d'elle-même et n'en sort plus. Les plus intelligens des missionnaires catholiques sont déjà entrés dans cette voie; je citerai en première ligne D. Kircher, provicaire apostolique de Khartoum, et D. Stella, l'apôtre des Bogos.

Partout où la traite des noirs existe, il faut constater, à la louange des missions de toutes les nuances chrétiennes, qu'elle les a pour

(1) D.-G. Beltrame, *Dizionario della lingua denka* (inédit).

ennemies acharnées. On sait combien Livingstone a été persécuté par les Boers, ces colons demi-brigands qui avaient si plaisamment réussi à se poser aux yeux de l'Europe comme des victimes de la persécution anglaise. Sur le Nil, les missionnaires, voyant leurs ouailles décimées par les négriers jusqu'aux portes de leurs églises, ont résolûment pris en main la cause des victimes et fait parvenir coup sur coup à leur consulat général des réclamations qui sont restées sans résultat par suite de considérations politiques, mais qui forment un dossier de la traite utile à consulter.

En 1861, la congrégation autrichienne a repris possession de ces missions dévorantes où, depuis douze ans, trente-trois prêtres ont péri et quatre seuls ont survécu. L'humanité doit regretter que, du fond de leurs comfortables résidences de Vienne, les directeurs de l'œuvre envoient froidement et obstinément à la mort des hommes qui obéissent en silence, mais qui savent bien que leur énergie serait mieux employée ailleurs. Je rencontrai chez les Kir le père Franz Morlang, qui allait réoccuper Gondokoro, d'où je revenais. Je ne lui cachai pas que je n'y avais trouvé aucune trace de catholicisme. « Ce n'est pas étonnant, me dit-il : quand, à force de peines, nous étions parvenus à civiliser un noir, les négriers le trouvaient bon à prendre. Le peu de néophytes que nous avons faits chez les Bary ne sont pas ici : ils ont été fusillés ou sont esclaves à Khartoum. »

Tel était le bilan de la traite sur le Nil à la fin de 1861. On nous rendra cette justice que nous avons raconté impassiblement, trop impassiblement peut-être, une histoire lugubre, bien faite pour indigner les hommes de cœur. La traite a cependant ses avocats parmi les Européens d'Afrique : à les entendre, ce n'est là qu'une question de budget et une branche du commerce national. Il n'y a que peu de mots à leur répondre : « Pour élever hâtivement des fortunes sans consistance, pour établir un crédit si fictif que l'intérêt de l'argent était en octobre 1860, sur la place de Khartoum, de 36 pour 100, on a fermé le Fleuve-Blanc au commerce pacifique, on a détruit ou déplacé des tribus, dépeuplé des cantons fertiles, dépravé des populations *civilisables*, jeté depuis dix ans soixante mille nègres sur tous les marchés musulmans des environs, tué par la balle ou la faim de cent à cent cinquante mille malheureux. Quel résultat pour tant de crimes! »

J'ai exposé le mal. On me demandera si j'ai quelque remède à offrir. Je me garderai bien d'indiquer à la diplomatie européenne dans le Levant, gardienne vigilante des droits de l'humanité, des solutions qu'elle est plus capable de trouver que moi. Les négriers comptent sur son indifférence : ils ont grand tort. Rien ne m'a plus rafraîchi l'âme, à mon retour de cet enfer du Soudan, que de trouver dans les chancelleries consulaires d'Égypte un écho de mes

propres sentimens sur ce point. Les consulats de France et d'Autriche en particulier ont prouvé qu'ils ne transigeaient pas sur une pareille question, en réclamant du gouvernement égyptien les derniers décrets sur la traite. Malheureusement ces décrets se réduisent, dans la pratique, à une visite des barques qui touchent à Khartoum ou aux grands ports de Nubie et d'Égypte, visite que les délinquans rendent vaine en débarquant leur bétail humain à deux kilomètres des villes habitées par des préfets trop scrupuleux et en le rembarquant la nuit. J'ai eu dans le grand désert de Nubie le mot de la légalité égyptienne. Dans la vallée nue et rocheuse de l'Hagabet-el-Homr (désert de l'âne), je rencontrai une grande caravane qui traînait à sa suite une nuée de négrillons, âgés de sept à douze ans, nus et trottant dans les sables brûlans. Quelques femmes d'aspect misérable et sordide, esclaves ou favorites des conducteurs de la *djellaba*, se prélassaient commme ceux-ci à dos de chameau. Un de nos hommes m'expliqua que cette *djellaba*, partie de Khartoum, se dirigeait vers le Caire avec le projet d'écouler sa marchandise de ville en ville. « Mais, lui dis-je, ils vont se jeter dans la gueule du loup : ils tomberont au Caire entre les mains de la douane, qui ne les épargnera pas. — Vous ne me comprenez pas, *haouaga*. Ils vont d'ici, par exemple, à Assouan; là, ils vont camper hors de la ville, et ils avertiront sous main les marchands du bazar : ceux-ci se concerteront, viendront voir leur marchandise, achèteront cinq ou six têtes, puis la caravane partira pour en faire autant à Esné, à Keneh, à Farchout. Arrivée au Caire, elle aura tout écoulé, et la douane ne passera en revue que des peaux ou des ballots de café. — Mais s'il se trouve sur le parcours quelques *mudirs* vigilans? — Oh! le *haouaga* sait comment cela s'arrange : la djellaba donne 50 talaris au mudir, 20 talaris à un simple *kachef* (sous-préfet), et passe sans être inquiétée. »

Je laisse à mon Arabe la responsabilité de son opinion sur la moralité des mudirs et de leurs inférieurs. L'affaire de Keneh en juillet 1861 prouve qu'il peut y avoir des exceptions. Le plus sûr, en somme, est de ne pas trop s'y fier. Je sais que le vice-roi d'Égypte, quelle que soit sa manière personnelle de voir, est très préoccupé de ce que peut penser de lui l'Europe civilisée; mais un gouvernement obéit toujours plus ou moins à la pression de l'opinion publique, et l'opinion dans toute l'Afrique musulmane est franchement esclavagiste. Un *sakol-agassi* égyptien (c'est à peu près le grade d'adjudant chef de bataillon), homme d'ailleurs personnellement honorable, me disait un jour : « Monsieur, la suppression de l'esclavage ruinerait tout le monde ici, sauf peut-être les gens qui ont soixante mille piastres de revenu. Ma femme et moi, nous avons quatorze esclaves, qui ne nous coûtent que le prix d'achat et un

entretien à peu près nul, et nous ne pouvons en avoir un de moins. Comptons plutôt... » J'étais bien tenté de lui répondre : « Un officier de votre grade en France est un homme vingt fois plus instruit que vous, six fois plus instruit que tous vos généraux réunis; il est payé quatre fois moins que vous, et il a, pour sa femme et lui, deux domestiques qu'il paie, mais qui à eux deux lui rendent plus de services que ces quatorze misérables qui remplissent votre maison de leur paresse impudente et de leurs criailleries. »

Voilà les mœurs, et il n'est pas probable que le gouvernement du vice-roi soit de force à combattre avec succès un pareil courant. S'il est nécessaire de respecter son autonomie et de lui laisser faire la police de son fleuve, l'Europe est parfaitement en droit, après tous les exemples de vénalité et de barbarie donnés par l'administration égyptienne au Soudan, de surveiller elle-même cette police intérieure. Des postes fixes sur le Fleuve-Blanc, comme ceux du Saubat et de Gondokoro, établis il y a environ cinq ans et bientôt abandonnés, seraient parfaitement dérisoires. Les officiers seraient les premiers à faire la traite pour suppléer à leur paie, fort incertaine, et les soldats en feraient probablement autant. On a proposé l'établissement d'un croiseur entre Eleis et le Saubat, et cela vaudrait mieux; mais qui nous garantira, parmi les officiers chargés de ce service, l'homme inaccessible à l'appât d'un *bakchich* de cinq ou de dix talaris? Je crois cependant à l'utilité d'une croisière égyptienne, mais avec la surveillance d'un agent européen ferme et incorruptible. Ce dernier ne serait pas difficile à trouver. On peut faire bien des reproches à la bureaucratie occidentale; mais, grâce à Dieu, la vénalité, qui est la plaie incurable de l'Orient administratif, n'est qu'une exception chez nous. L'honneur, ce mot intraduisible dans toutes les langues des pays musulmans, est encore l'égide d'une classe d'hommes qui lutte sans se lasser contre des tentations nombreuses. Quant aux moyens matériels, l'Égypte ne peut nier qu'elle ne les ait sous la main. Khartoum possède un petit *steamer* appartenant à Halim-Pacha, oncle du vice-roi, et un jeune Français, M. Louis de Tannyon, l'a guidé à travers les cataractes par un tour de force qu'ont admiré les indigènes. Un tour de force plus admirable serait d'opposer une digue à ce débordement de barbaries qui rend la race blanche exécrable à deux millions de nègres libres et inoffensifs. Ce ne sera pas l'œuvre d'un jour; mais elle se fera. L'Occident est devenu le grand justicier de l'humanité, et il y a longtemps qu'il emploie son influence à maintenir dans le bien les bonnes volontés impuissantes, comme à enrayer et à châtier les mauvaises.

GUILLAUME LEJEAN.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 mars 1862.

C'est le sort des discussions politiques qui ne sont que des discussions, qui ne produisent point d'actes, qui ne sont pas sanctionnées par des effets pratiques, de vieillir très vite. Les débats de l'adresse ne semblent-ils pas déjà bien loin de nous? C'est pourtant le 20 mars seulement que ce tournoi parlementaire a pris fin. Les dernières journées ont peut-être été les plus chaudes; elles ont été consacrées aux finances, à l'examen de la nouvelle politique commerciale, à l'appréciation des conséquences du traité de commerce. Les questions les plus importantes, à notre avis, ont donc été accumulées sur ces derniers jours. Cependant tout cela est maintenant si complétement englouti dans le passé que nous éprouvons une sorte de honte à venir en parler encore. Si nous nous attardons ainsi sur les derniers incidens de la discussion de l'adresse, nous avons du moins une meilleure excuse que les nécessités de notre périodicité bi-mensuelle. L'opinion publique, en politique, déserte les faits consommés pour s'attacher de préférence aux faits à venir. La question prochaine, celle qui doit être, à vrai dire, la crise de la présente session, est le double budget, ordinaire et extraordinaire, la question financière. Or les derniers débats de l'adresse se relient naturellement aux futures discussions financières; ils en ont été en quelque sorte la préface. Nous pouvons les mentionner sans tourner le dos à ce qui sera l'intérêt de demain.

Pour en finir d'ailleurs avec l'adresse en général, on ne s'étonnera point que nous ayons à dire un mot du discours que M. de Morny a prononcé au terme du débat. L'honorable président du corps législatif a pris une attitude et joué un rôle qui méritent d'être observés par les amateurs qui sont curieux de connaître l'esprit de notre système parlementaire actuel. D'abord il est visible qu'il ne saurait être assimilé à aucun des hommes éminens par lesquels ont été présidées nos anciennes assemblées politiques. On sait que, dans l'ancien système parlementaire, le président était l'homme de la chambre, son élu, son représentant et son organe. De cette origine décou-

laient les devoirs de sa fonction. Le premier de ces devoirs était de ne point intervenir dans les discussions, d'y assister de haut, afin d'y maintenir l'ordre, mais de n'exprimer aucune opinion personnelle, ou tout au moins, si le président croyait avoir à dire son avis, il était tenu de quitter le fauteuil et de monter à la tribune, se soumettant ainsi, comme un orateur ordinaire, au contrôle de ses collègues et du vice-président qui le suppléait. En Angleterre, où même, sous notre présent régime, d'illustres autorités ne dédaignent point d'aller chercher des enseignemens et des modèles, le président de la chambre des communes ne sort jamais de sa neutralité silencieuse. Nous ne savons par quelle inconséquence bizarre le président de la chambre des communes s'appelle l'orateur, le *speaker*, lui qui jamais ne parle. Cette dénomination conviendrait mieux assurément à la présidence du corps législatif telle qu'elle est comprise et pratiquée par l'honorable M. de Morny. Voilà pour le coup un président-orateur, un président qui ne ferait pas mentir le titre de *speaker*, s'il en était orné. M. de Morny est toujours prêt à se mêler au débat, et non-seulement il parle, mais il professe. Il rappelle à la pensée ces hommes du monde et ces femmes de la société qui, poussés par la mode ou par une religieuse philanthropie, quittent le badinage des salons pour aller distribuer l'enseignement dans quelque rustique école du dimanche. Il unit l'urbanité à l'autorité magistrale, et sait broder d'élégance la pédagogie politique. Il n'a pas manqué l'occasion, que lui offrait la clôture des débats de l'adresse, de donner une leçon de sa façon à ses « jeunes élèves » de la chambre. Nous aurons la franchise d'avouer que cette leçon a été bien incomplète, et que cet épisode de notre vie parlementaire devrait être un enseignement pour d'autres encore que nos députés bénévoles. M. de Morny pense que la chambre fera bien à l'avenir de renoncer à l'oiseux préliminaire de la discussion générale; il exhorte les députés à parler désormais avec élévation et modération. Les deux avis sont excellens, et nous nous y associons de grand cœur; mais est-ce là tout ce que nous enseigne l'expérience des discussions de l'adresse? Quant à nous, le premier fait dont nous soyons frappés est celui-ci : il y a deux mois que la session est ouverte, et aucune vraie besogne parlementaire n'est faite encore. C'est à peine si nous sommes en mesure d'aborder la nomination de la commission du budget. Voilà donc, dans une année où les plus graves questions de politique intérieure sont posées par le budget, un tiers de la session consumé sans que ces questions aient été encore approchées. Il est impossible d'avoir une démonstration plus péremptoire de l'inconvénient pratique de cette adresse qui nous a été accordée, suivant M. de Morny, ou restituée, suivant l'interprétation plus fière de nos rares députés de la gauche, qui ne font en cela que reproduire le terme caractéristique dont s'était servie dans son rapport la commission chargée d'examiner le projet de dotation du comte de Palikao.

Sous quelque nom que nous vienne l'extension légitime et nécessaire de nos libertés, que la liberté nous soit octroyée ou rendue, nous ne chicane-

rons pas sur la propriété ou la prudence du mot. Si l'adresse est la seule issue qui soit ouverte à nos chambres pour faire parvenir au gouvernement leur opinion sur la politique générale, nous ne blâmerons pas non plus les chambres de la dépense inopportune de temps causée par la discussion de l'adresse. Nous demanderons seulement si, pour arriver au même résultat, il n'y avait pas mieux à faire. N'est-il pas évident en effet que le droit d'interpellation et de motion accordé ou rendu à la chambre eût mieux ménagé le temps et le travail du corps législatif? N'eût-il pas mieux valu, par exemple, que la question de la presse, la question italienne, la question de la politique commerciale, eussent été l'objet de motions et de discussions séparées, distinctes, spéciales, et que la chambre eût été mise depuis deux mois en mesure d'étudier et de discuter sinon toutes les lois de finance, du moins les parties les plus importantes du budget? Pourquoi tout entasser dans l'adresse? Que gagne le gouvernement à cette accumulation indigeste? Puisqu'on n'a évité aucun des débats importans qui naissent de la situation du pays, n'eût-il pas été préférable de laisser MM. Kolb-Bernard et Keller soulever à leur loisir la question romaine, MM. Picard et Favre les questions de liberté intérieure, MM. Brame et Pouyer-Quertier les questions commerciales? Ces discussions s'échelonnant sur la durée de la session, la chambre n'eût-elle pas pu entamer avec plus de vigueur et poursuivre avec plus d'ensemble le travail réel de la session? Pour le pays, pour le gouvernement, pour la bonne expédition des affaires, n'y eût-il pas eu plus de profit à embrasser dans son unité la politique financière? Voilà les fortes leçons que nous eussions eu plaisir à voir M. de Morny dégager de l'expérience des débats de l'adresse. Puisque nous n'avons pas de ministres responsables, puisque nos ministres-orateurs, commissaires et avocats du gouvernement, demeurent en dehors de la sphère d'action du parlement, puisque la chambre n'a d'autre directeur, d'autre *leader* que son président, c'est à M. de Morny qu'il appartient de demander et d'obtenir pour le corps législatif l'octroi ou la restitution d'attributions qu'il ne faut pas considérer au point de vue des prérogatives jalouses ou redoutées du pouvoir parlementaire, car elles ne sont, après tout, que des ressorts indispensables à la bonne conduite et à l'unité du travail législatif.

La scène la plus vive de l'épisode de l'adresse a été l'amendement des députés protectionistes, soutenu par M. Pouyer-Quertier avec une rare vigueur et un incontestable talent. Quoique nous ne partagions point les opinions économiques du député normand, nous ne sommes pas insensibles aux doléances qu'il a exprimées au nom de l'industrie cotonnière, et nous ne méconnaissons pas la portée de quelques-uns des argumens sur lesquels il s'est appuyé. On doit reconnaître avant tout que l'application du traité de commerce s'est faite au milieu de circonstances qu'il n'était pas possible de prévoir en 1860, mais qui n'en sont pas moins les plus malheureuses du monde. Tout s'est réuni en France cette année pour décourager la production et restreindre les facultés de la consommation : une insuffisance consi-

dérable des récoltes en céréales, la guerre civile d'Amérique, qui a atteint la France dans son industrie et son commerce d'exportation, qu'elle a privé d'un débouché, et dans son industrie cotonnière, dont elle a raréfié et renchéri la matière première, — les embarras de notre situation financière subitement révélés et aboutissant à la nécessité de créer des taxes nouvelles et pesantes. Les amis et les adversaires du libre échange doivent s'accorder à reconnaître que le moment, si l'on eût été maître du choix, n'eût pu être pris plus malencontreusement pour l'expérience d'une première application de la liberté commerciale. Ce point reconnu, il est certain que les protectionistes se trompent quand ils attribuent exclusivement les souffrances de quelques-unes de nos industries au traité de commerce. Lyon a été au moins aussi malheureux que Rouen et Lille. L'industrie des soies a au moins autant souffert que l'industrie du coton, et pourtant ni les industriels lyonnais ni personne n'a eu l'idée d'accuser le traité de commerce des maux qui ont si cruellement pesé sur l'agglomération lyonnaise. D'ailleurs les industries qui se plaignent sont loin d'avoir toutes des droits égaux à la sympathie. On parle beaucoup par exemple de la situation critique de la métallurgie; personne n'ignore pourtant que plusieurs de nos grands établissemens métallurgiques sont arrivés l'année dernière à un chiffre de production bien supérieur à celui qu'ils avaient atteint avant le traité. Les industriels ne peuvent pas tous imputer aux circonstances générales la cause de leurs pertes; ils doivent avouer que plus d'un porte aussi la peine, dans la présente crise, de son imprévoyance, de son inhabileté, de ses erreurs commerciales. Sans nier le mal existant, on ne doit donc pas s'unir aux protectionistes pour en dénoncer la cause unique dans le traité de commerce. Cette réserve faite, nous conviendrons volontiers avec M. Pouyer-Quertier qu'il est regrettable que la réforme douanière ait été introduite en France à l'aide d'un traité international. Nous avons, quant à nous, exprimé dès le principe notre répugnance pour cette forme également désavouée et par la correction économique et par une politique prévoyante. Quand un pays abaisse ses tarifs, il faut qu'il soit bien convaincu qu'il n'agit ainsi que dans son propre intérêt; il ne faut pas, comme cela arrive par les traités de commerce, l'amuser de l'illusion qu'il consent à des sacrifices compensés par les avantages équivalens qu'il devra aux concessions d'un autre pays. Rien au fond n'est moins conforme aux principes économiques, rien ne rentre plus dans les formules de l'empirisme protectioniste que l'expédient des traités de commerce. Les questions de tarifs ont en outre un côté fiscal; les douanes sont une des sources du revenu public, et en liant la construction de leurs tarifs à une obligation internationale, les nations et les gouvernemens aliènent une portion de leur indépendance financière. L'argument de M. Pouyer-Quertier contre la liberté commerciale se présentant sous la forme d'un traité a donc une grande force.

Nous avions toujours redouté nous-mêmes que ces inconvéniens d'un traité de commerce ne fussent une cause d'impopularité en France pour les

réformes économiques, et que la cause de la liberté du commerce ne fût par là chez nous gravement compromise. M. Pouyer-Quertier a également soulevé une objection très sérieuse quand il a signalé l'inconséquence du gouvernement en matière de taxation. Rien n'était plus logique au moment où l'on mettait pour la première fois de grandes industries françaises aux prises avec la concurrence étrangère que de réduire les taxes sur les denrées de grande consommation comme sur les matières premières. Aux industries auxquelles il demande de produire au meilleur marché possible, le gouvernement doit en effet assurer les moyens de production les plus économiques, et il commettrait une sorte d'injustice, si, par les exigences de sa fiscalité, il les plaçait dans des conditions inférieures à celles de la concurrence étrangère. C'est ce que l'on avait compris en 1860 en réduisant les droits sur le sucre et sur le café. Ce dégrèvement était la contre-partie naturelle de l'admission des produits étrangers à des droits modérés. C'était là une sorte de protection indirecte, la seule protection logique, équitable, parce qu'elle ne sert les intérêts particuliers qu'en donnant satisfaction à l'intérêt général. Mais voici que cette année, la première de l'application complète du traité de commerce, le gouvernement vient retirer aux industries nationales le bénéfice de cette compensation, et propose des taxes pour 110 millions, parmi lesquelles figurent des surtaxes importantes sur le sel et le sucre. L'équilibre de la politique commerciale de 1860 est rompu au détriment de l'industrie nationale en souffrance. On allègue les nécessités de la politique financière; mais les mouvemens de la politique commerciale sont essentiellement liés à ceux de la politique financière, et M. Pouyer-Quertier a dit un mot de véritable bon sens quand il a déclaré que le gouvernement eût dû « faire sa caisse » en 1860, au lieu d'attendre la fin de 1861 pour s'éclairer sur l'état de ses finances.

Voilà le terme auquel on arrive presque toujours quand on observe la marche des gouvernemens qui se succèdent en France depuis soixante ans. Chose étrange, nous sommes le peuple du monde qui se pique le plus de logique, et nous sommes le peuple du monde le plus décousu dans sa politique. Le défaut d'unité, de coordination et de suite dans les vues et dans la conduite de nos intérêts se rencontre partout, à chaque pas, dans notre histoire contemporaine. Je crains fort que toute la logique dont nous nous vantons ne se réduise à la passive inertie avec laquelle nous subissons la logique des faits, c'est-à-dire cette force des choses dont on est nécessairement le jouet quand on ne sait pas la maîtriser par l'ampleur des conceptions, par une attention compréhensive et vigilante et par la constance de l'action. Pour comprendre nos incohérences d'aujourd'hui, il n'y a qu'à parcourir l'histoire de nos incohérences d'autrefois. Le cinquième volume de l'*Histoire parlementaire* de M. Duvergier de Hauranne est à cet égard fertile en enseignemens. L'intérêt va grandissant dans l'œuvre de M. Duvergier. Ce cinquième volume comprend la fin du ministère Dessoles, le ministère Decazes et le commencement du second ministère du duc de Ri-

chelieu. Nourrie des informations les plus neuves et les plus curieuses, la narration de l'éminent historien entraîne le lecteur en l'instruisant.

On ne peut porter en passant un jugement superficiel sur un tel livre, qui offre de si nombreux sujets de méditation à l'homme politique. Il nous suffit de dire que l'on y verra le récit des fautes que nous recommençons sans cesse et que nous devrions pourtant essayer d'éviter, puisque nous en avons le tableau si vivant encore dans un passé si peu éloigné de nous. On y verra ce que produisent des institutions ébauchées, que personne ne sait conduire dans leurs développemens nécessaires et ne sait pousser à un achèvement définitif. On y verra à quels avortemens sont exposés des hommes distingués qui sont condamnés par le malheur des temps ou l'infirmité de leur volonté à marcher au jour le jour, d'expédiens en expédiens, à des conséquences imprévues. On y verra, en matière de constitution comme en fait de conduite, des erreurs dont nous avons encore aujourd'hui à nous défendre. On y sera frappé des effets inévitables de cette incohérence politique de laquelle nous nous plaignions tout à l'heure. Pour revenir aux derniers débats du corps législatif, les députés qui blâment, avec M. Pouyer-Quertier, notre politique financière, parce qu'elle ne s'est pas ajustée à notre politique commerciale, pensent-ils être eux-mêmes à l'abri du reproche d'inconséquence? La politique financière n'est-elle pas elle-même étroitement liée à la politique générale? Ces découverts, cette dette flottante auxquels il s'agit maintenant de mettre une limite, ne sont-ils pas le résultat de la politique générale, soit que les combinaisons de cette politique n'aient pas été maintenues dans un rapport exact avec nos ressources financières, soit que les moyens de la contrôler par la presse et par les chambres n'aient pas été suffisans? Aujourd'hui enfin de nouveaux moyens de contrôle sont offerts aux chambres. Il va dépendre d'elles d'opter entre la réduction des dépenses ou l'augmentation des impôts; les députés protectionistes sentent-ils que la logique veut qu'ils demandent que les dépenses soient réduites et que les taxes ne soient pas aggravées? Nous allons voir s'ils auront la volonté et le courage d'être plus conséquens qu'ils ne l'ont été jusqu'à ce jour.

Du reste, les protectionistes n'ont pas été les seuls à se contredire dans leurs pensées et dans leurs paroles. Ils ont rencontré dans un ministre-orateur un adversaire éloquent. Nous rendons la justice qu'il mérite au grand discours que M. Baroche a prononcé dans cette circonstance, un discours qui épuisait la matière, *exhaustive*, comme les Anglais disent d'un seul mot; mais nous sommes bien obligés de relever dans ce discours des traces de cette confusion d'idées à laquelle n'échappent pas parmi nous les esprits les plus distingués. Pourquoi par exemple, quand on défend le traité de commerce, se donner tant de mal pour atténuer les chiffres de l'importation des produits anglais en France? Apparemment, si l'on a fait ce traité, c'est pour qu'il entre en France des marchandises anglaises, et qu'il en entre le plus possible, car il n'en arrivera jamais plus que la consommation

française n'en pourra supporter, plus que la France, en définitive, n'en pourra payer directement ou indirectement avec les produits de son industrie et de son agriculture. Il ne faut donc pas se justifier des résultats de l'importation anglaise comme d'un malheur dont on voudrait repousser la responsabilité; il faut au contraire s'en applaudir comme d'un fait que l'on s'était proposé spécialement de réaliser dans l'intérêt des consommateurs français. Un autre exemple, et plus regrettable, de la difficulté qu'éprouvent nos néophytes de la liberté commerciale à s'assimiler la logique de la liberté économique, c'est le reproche adressé par M. Baroche à certains fabricans rouennais d'avoir revendu leurs cotons bruts au Havre, au lieu de les avoir employés dans leurs filatures. Politiquement, cet argument, qui pouvait donner à croire aux ouvriers qu'ils avaient été privés de travail par les calculs de spéculation de leurs patrons, était malheureux dans la bouche d'un orateur du gouvernement, dont le devoir est de concilier, au lieu de les aigrir, les rapports des diverses classes qui concourent à la production nationale; notre époque doit répudier des insinuations de ce genre et les laisser au triste temps où la tribune française retentissait de déclamations contre les accapareurs et le *négociantisme*. Au point de vue économique, le pire défaut de cette critique, c'est qu'elle n'a pas de sens. Suivant les chances de variation des prix, la balle de coton peut accomplir bien des voyages et passer par un nombre quelconque de mains; mais la balle de coton n'est en aucun cas l'objet imaginaire d'une spéculation chimérique, elle n'est pas une tulipe de Hollande ou l'action d'un crédit mobilier, elle ne s'évapore point : son sort fatal, quel que soit le nombre des échanges auxquels elle aura donné lieu, est d'arriver dans un court délai à la filature, et d'y fournir des salaires aux travailleurs qui la manipuleront. Elle est l'expression positive d'un véritable droit au travail dont il est impossible que l'ouvrier soit frustré. Pensons donc et parlons en libres échangistes, quand nous voulons défendre avec autant de succès que de zèle le libre échange.

Suivant nous, le principal titre des plans financiers de M. Fould à l'approbation publique était d'être inspirés par une pensée d'ensemble, et de présenter un système conforme à la véritable logique d'une bonne théorie de finances. L'idée-mère de ce système est celle-ci : l'état doit vivre sur son revenu, et l'on ne doit recourir à l'emprunt que dans les circonstances extraordinaires qui peuvent imposer au pays la nécessité de grands sacrifices. Équilibrer la dépense annuelle avec la recette annuelle, et ne point contracter en temps de paix, pour éteindre des découverts, de dette perpétuelle, l'accomplissement d'une telle résolution devrait devenir le point d'honneur de la France, comme il l'est de tout pays bien réglé. D'ailleurs le plan de M. Fould présente au gouvernement et au pays un dilemme d'un haut intérêt. Il leur dit : Ayez la sagesse d'être économes, réduisez vos dépenses; ou bien, si vous ne croyez pas pouvoir retrancher rien à vos dépenses, consentez à en faire les frais et à en porter la charge, taxez-vous,

afin de mettre votre revenu au niveau de ce que vous voulez dépenser. Ce premier examen de conscience a été fait par le gouvernement dans les projets de budget ordinaire et extraordinaire qui ont été présentés au corps législatif. Tout bien considéré, le gouvernement, muni de l'absolution de son indulgent confesseur, le conseil d'état, trouve que, la dépense ayant été fixée au plus bas, il convient de demander à des surtaxes ou à de nouveaux impôts une centaine de millions. L'affaire va maintenant se présenter au corps législatif. C'est à la chambre des députés, organe des intérêts et des droits des contribuables, de décider si la dépense a été en effet ramenée aux limites les plus strictes, et s'il convient que le sel et le sucre, pour ne parler que des impôts qui affectent les masses, soient surtaxés. Nous espérons que la chambre des députés accomplira cet examen avec la sévérité scrupuleuse que la situation des contribuables lui commande. C'est sur le budget des dépenses que devront porter ses investigations les plus rigoureuses. Ici la chambre se trouvera en présence de la politique générale. Elle aura à rechercher si l'on ne pourrait obtenir des économies sur les traitemens qui atteignent par le cumul des proportions énormes. Elle devra surtout être édifiée minutieusement sur la nature et la nécessité des dépenses de l'armée et de la marine. Des sénateurs, des députés ont déjà émis l'opinion qu'un effectif de 400,000 hommes n'est point nécessaire à la sécurité de la France. L'obstacle à la réduction de l'armée est la conservation des cadres. Si la question des cadres était étudiée de près, nous ne mettons point en doute, pour notre part, que par un roulement de semestres que M. de Beaumont a indiqué au sénat et par une nouvelle combinaison des compagnies au sein du bataillon, il ne fût facile de réduire l'armée à 350,000 hommes, et cela sans désorganiser les cadres et dans des conditions plus favorables que l'état actuel des choses à l'instruction efficace des troupes. Il est à souhaiter que la chambre des députés porte vigoureusement et profondément son attention sur ce point. Il y aura lieu aussi de rechercher si tous les articles portés au budget ordinaire méritent d'y figurer en permanence, et si quelques-uns ne peuvent pas, au moins pour une partie des allocations, être transférés au budget extraordinaire. Ce n'est que dans le cas où par cette minutieuse enquête elle obtiendra de considérables réductions de dépenses que la chambre affranchira, au moins partiellement, le pays des nouveaux impôts dont il est menacé. C'est uniquement dans ce victorieux contrôle que les députés peuvent puiser les élémens d'une popularité légitime auprès des esprits sérieux et au sein du pays. Quant à ceux qui, après avoir complaisamment voté les dépenses, croiraient pouvoir gagner la faveur des contribuables par de vaines déclamations contre la taxe du sel et contre la taxe du sucre, ils feront bien de renoncer d'avance à cette illusion. Aux yeux du pays, celui qui aura voté la dépense sera bien, en dépit des paroles, celui qui aura voté l'impôt. A nos yeux, cette perspective des impôts nouveaux est le gage de l'attention avec laquelle les dépenses devront être scrutées. Ce système

devra rendre plus sensible au pays que chaque aggravation d'impôt est la contre-partie d'une dépense inutile peut-être ou exagérée, que le député qui vote l'impôt est aussi le contrôleur de la dépense, et que le contribuable qui paie la taxe est le même électeur qui nomme le député. Dans l'état présent de nos institutions, il n'y a pas de moyen de contrôle plus efficace que celui-là; aussi ne comprenons-nous point qu'un honorable député, M. Devinck, qui s'est jusqu'à présent distingué au corps législatif par la correction de ses appréciations en matière financière, ait cru devoir se prononcer contre le système de M. Fould et conseiller l'emprunt à la place des augmentations d'impôts. M. Devinck demande, il est vrai, d'une part que l'armée soit réduite, de l'autre que l'emprunt soit affecté aux travaux extraordinaires dont les générations futures recueilleront les fruits. M. Devinck oublie que les assemblées représentatives ont, elles aussi, leurs entraînemens aux prodigalités ruineuses pour les finances. Si les armemens dispendieux sont la tentation du pouvoir, les travaux extraordinaires votés pêle-mêle, sans ordre, sans discernement exact de l'utilité et de l'opportunité, sont la tentation des assemblées représentatives. Si la voie de l'emprunt en temps de paix demeurait ouverte, on verrait dans l'avenir, comme dans le passé, le pouvoir et l'assemblée acheter par un compromis la mutuelle satisfaction de leurs faiblesses, et le désordre financier se perpétuer et aboutir à la perturbation, sinon à l'épuisement des ressources nationales.

En sortant de la France, nous ne rencontrons pas aujourd'hui au dehors de spectacle plus saisissant que celui que présente la guerre civile américaine touchant à sa crise suprême. L'armée du général Mac-Clellan s'est enfin ébranlée, et marche sur l'armée confédérée, qui se retire devant elle. La lutte va prendre des proportions grandioses et décisives, et ceux d'entre nous qui n'oublient point les liens étroits qui unissent aux traditions les plus nobles et aux plus chères idées de la France le triomphe de la république américaine ne peuvent attendre sans émotion un dénoûment qui paraît devoir être si prochain. Quoi qu'il en soit, l'Amérique du Nord a déjà fait assez pour justifier les sympathies qu'elle a inspirées dans cette crise au libéralisme français. La société américaine, la grande démocratie transatlantique a donné des preuves éclatantes de sa vitalité, et à tout événement nous pouvons espérer que les États-Unis subsisteront comme une puissance grande, forte, libérale et prospère. Les efforts que l'Union a dû tenter pour faire face à la révolution qui l'a déchirée ont été parfois sans doute impuissans ou insuffisans; mais, malgré les fautes commises, on ne peut s'empêcher d'admirer l'énergie et les prodigieuses ressources déployées, en des circonstances si imprévues, par un peuple qui n'avait jamais vécu que pour le commerce et l'industrie, et qui dans cette extrémité n'a point été dirigé par la volonté unique et centralisante d'un maître. Les institutions libérales ont traversé victorieusement en Amérique, il est déjà permis de le dire, l'épreuve au milieu de laquelle leurs ennemis espéraient les voir périr. Jamais on n'avait vu encore une révolution et une

guerre civiles combattues sans que le sang d'un seul citoyen eût été répandu hors des champs de bataille. Les institutions mêmes n'ont point eu à souffrir de cette situation violente. Dans chaque état, dans les villes, dans les campagnes, la machine du *self-government*, du gouvernement du peuple par le peuple, a fonctionné aussi régulièrement qu'avant les troubles. Au lieu d'exciter le nord à des actes de violence, chaque succès lui inspire une mesure conciliatrice. Les prisonniers politiques, bien moins nombreux qu'on ne l'a dit en Angleterre, ont tous été relâchés sans conditions. Le président Lincoln a posé la question de l'émancipation dans une forme et avec un à-propos qui annoncent le coup d'œil de l'homme d'état. Cet événement, accueilli avec applaudissemens par l'Europe libérale, a aux yeux des Américains l'importance d'une victoire, parce qu'il rendra fécondes les victoires fédérales. Personne aux États-Unis ne s'y trompe, et bien des gens parmi les Américains du sud en conviennent, la question de l'esclavage est tranchée en principe, l'extension de cette institution funeste est désormais impossible, l'institution elle-même est condamnée à périr dans un temps donné. La politique de M. Lincoln ménage les droits acquis; elle laisse le choix des moyens de l'émancipation aux parties intéressées; elle prépare la guérison progressive de la plaie dont l'Amérique a failli périr. Pour accomplir l'affranchissement immédiat des nègres, il eût fallu d'une part entreprendre la conquête pied à pied de tout le territoire du sud, chose matériellement impossible, d'autre part faire un coup d'état dans tous les pays à esclaves demeurés fidèles à l'union et à la constitution. L'humanité, le bon sens, le sentiment américain de la légalité, se refusaient à cette témérité désespérée. Dès lors, pour rendre la réconciliation sérieuse et le rétablissement de l'union durable, il était indispensable de faire cesser, pour la question de l'esclavage, cet état d'incertitude qui, de discussion en discussion, de provocation en provocation, avait fini par conduire l'Amérique au déchirement de la guerre civile. Le président Lincoln a proposé au congrès d'établir que l'esclavage est un mal, qu'il peut être toléré encore un certain temps, mais qu'il doit cesser un jour, et qu'à la guérison de ce mal l'Union entière s'engage à contribuer. La déclaration du président enlève cette question irritante aux discussions qui l'ont envenimée, et pour la résoudre il n'est plus impossible aux représentans des deux partis, qui sont maintenant en armes, de siéger un jour dans la même assemblée.

Plus rapprochés de l'Italie, plus liés à ses vicissitudes par les responsabilités que nous avons contractées envers elle, les incertitudes de sa situation excitent parmi nous des inquiétudes plus vives. L'on exagère trop, à notre avis, la portée des incidens dont l'Italie est en ce moment le théâtre. Nous commettons en France l'erreur de juger les Italiens sur notre patron. Nous ne comprenons pas par exemple que les Italiens, divisés d'homme à homme, de ville à ville, de région à région, par des nuances de traditions ou d'intérêts dont le sens nous échappe, soient pourtant unanimes dans leurs aspirations vers l'unité. Nous prenons peur au spectacle des triom-

phales promenades de Garibaldi, en nous figurant ce que deviendraient chez nous de telles manifestations publiques éclatant autour d'une idole populaire. Il faudrait cependant s'habituer à ne plus voir dans les mouvemens expansifs d'un peuple doué d'enthousiasme à un degré qui nous est inconnu des préludes à nos émeutes démocratiques et sociales. Il faudrait savoir enfin que les Italiens ne contiennent point les fermens révolutionnaires que nous possédons, et que, la question nationale mise à part, ils sont au fond de nature très conservatrice. Que Garibaldi organise les tirs nationaux, qu'il s'efforce de donner à ses compatriotes le goût des armes, nous en devrions prendre notre parti avec d'autant plus de sécurité qu'il n'aura point cette année de besogne plus redoutable à faire. De même nous devrions moins nous préoccuper des incidens de la question ministérielle à Turin. Les Italiens, que la question ministérielle touche de plus près, l'apprécient avec plus de patience et de finesse politique qu'on ne le suppose. Le dualisme de M. Ricasoli et de M. Rattazzi est à leurs yeux une ressource politique et non un embarras. Les amis du baron ne regrettent point sa retraite; la durée de son ministère, lors même que M. Rattazzi en eût fait partie, l'eût compromis, usé inutilement peut-être, et comme il est par excellence l'homme de l'unité italienne, mieux vaut qu'il se conserve pour une de ces circonstances où, réalisant le vœu de l'Italie, la dictature morale d'un grand caractère universellement respecté pourra s'exercer avec succès. M. Rattazzi, nous ne serions pas surpris que ce fût la pensée de ses adversaires eux-mêmes, a des aptitudes particulières qui ont leur prix pour l'Italie : il est des situations auxquelles il convient mieux que personne, il est des services que lui seul peut rendre à son pays. Aucun homme éminent des autres régions de la péninsule n'eût pu, par exemple, résoudre avec la même facilité la question de la fusion des volontaires dans l'armée régulière. Il y avait, pour en venir là, des préjugés à vaincre, des difficultés à surmonter, et l'autorité seule de M. Rattazzi sur ses compatriotes en pouvait venir à bout. M. Rattazzi, pris à l'improviste, n'a pu du premier coup former un grand ministère; mais avec le temps il remaniera et complétera son cabinet. Nous avons peu de goût pour les questions personnelles, surtout quand elles s'agitent sur un théâtre qui nous est étranger; nous laisserons donc M. Rattazzi composer définitivement son ministère. Nous constaterons seulement que la majorité parlementaire, qui a le bon esprit de l'appuyer, a aussi le bon goût de ne point retirer sa confiance aux membres de l'ancienne administration. Elle a envoyé dans la commission du budget les deux plus remarquables collègues de M. Ricasoli, MM. Bastogi et Peruzzi. Libre des obstacles qu'aurait pu lui susciter une opposition tracassière, M. Rattazzi peut beaucoup pour l'organisation intérieure et la réalisation de ces conditions d'ordre et de régularité que certaines puissances, la Russie et la Prusse par exemple, qui n'ont pas cependant le droit d'être si difficiles, exigent avant de reconnaître le nouveau royaume. Nos meilleurs vœux le suivent dans l'accomplissement de cette tâche utile.

La Prusse, dans la situation critique qu'elle traverse, est aussi un de ces pays qu'il ne convient point de juger d'après les erremens que nous fournit notre propre expérience. On dirait que la Prusse est à la veille d'un grave conflit intérieur. Les électeurs s'apprêtent à élire une chambre au moins aussi libérale que celle qui vient d'être dissoute. A en juger par les dispositions que l'opinion publique prête au roi, ce souverain ne paraîtrait pas enclin à céder. Un tel état de choses traduit en français équivaudrait à Charles X avec le prince de Polignac en face des 221 et aboutissant par les ordonnances à la révolution de juillet. La crise prussienne, nous le parierions, n'aura pas ce dénoûment. Le ministère provisoire actuel n'est point l'expression du parti de la croix, et il ne faut pas oublier que la dynastie en Prusse jouit d'une popularité sérieuse qui protégerait au besoin le souverain même contre les conséquences d'une erreur de jugement dont le sentiment libéral de la nation serait froissé.

L'insurrection militaire de Nauplie est réprimée; mais cette perturbation, qui a failli devenir si périlleuse, n'est que le symptôme des erreurs et des faiblesses du gouvernement du roi Othon. L'apaisement de cette révolte ne guérit malheureusement pas la Grèce du mal dont elle est rongée. A Constantinople, un grand effort de restauration financière s'accomplit en ce moment. Un emprunt ottoman qui vient d'être souscrit à Londres avec un très grand succès met à la disposition de la Turquie des ressources qui lui seront très utiles, si elle en fait bon usage. Tout un ensemble de réformes financières se rattache à l'emprunt qui a trouvé en Angleterre des souscripteurs nombreux et empressés. La Turquie, elle aussi, ferait une conversion; elle convertirait ses caïmés, son papier-monnaie, en une dette intérieure, et rétablirait la circulation monétaire; elle donnerait des gages au crédit européen en admettant des commissaires anglais et français au contrôle de l'emploi qui sera fait des ressources de l'emprunt et des revenus affectés au service des intérêts. Ces réformes sérieuses sont appuyées par le sultan avec une droiture d'intentions et une fermeté de volonté remarquables. Les combinaisons destinées à les réaliser ont été étudiées et mûries par le grand-vizir Fuad-Pacha et par Aali-Pacha. Fuad-Pacha a fait preuve en cette circonstance de l'intelligence et de la sagacité qu'on lui connaît en Europe. Si cet heureux changement dans la situation financière de l'empire ottoman se consolide par des mesures raisonnables et suivies, la Turquie sera redevable de cette amélioration aux capitaux anglais; mais nous ne devons pas oublier que la maison qui a émis l'emprunt a un Français à sa tête, et que l'homme dont les conseils et les travaux auront surtout contribué à la restauration des finances turques est un des membres les plus distingués de notre administration financière, M. le marquis de Plœuc.

E. FORCADE.

V. DE MARS.

es
nit
ve
ns
si-
as
à
les
e-
int
tie
u-
le

on-
urs
ré-
ée.
en
ec
qui
ré-
les
ne
tte
ges
au
ve-
ées
nté
ées
a
on
an-
et
an-
ant
aux
les
ar-